

سنة ١٤١١ هـ

Supplément « Sans visa »

# Le Monde



15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14344 - 6 F -

SAMEDI 9 MARS 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## Les réfugiés albanais affluent en Italie

Tirana tente d'enrayer l'exode

### L'Occident mythique

La perspective d'élections libres, les timides mesures de libéralisation, la fin de l'interdiction des cultes, voire l'autorisation d'importer des voitures particulières, n'ont donc pas freiné le désir de milliers d'Albanais de quitter leur pays. Tous les moyens sont bons. Toutes les destinations aussi. S'ils sont maintenant plus de quinze mille à Brindisi, en Italie, plusieurs milliers attendent aussi aux postes-frontières avec la Yougoslavie et, depuis plusieurs mois, leur nombre n'a cessé de croître en Grèce, à tel point qu'Athènes avait décidé de les renvoyer chez eux.

Sauf à employer des moyens violents, les autorités albanaises semblent impuissantes à enrayer ce mouvement de fuite, conséquence logique de tant et tant d'années de répression. On n'enferme pas impunément pendant plus de quarante ans un peuple à l'intérieur de ses frontières sans que le moindre possibilité de départ se transforme en exode massif.

Les Albanais fuient, certes pour quitter un pays privé de liberté et dont l'économie est exsangue, mais aussi pour, enfin, « voir » un Occident mythique dont ils n'ont pu se faire une idée qu'à travers quelques images entrevues sur les chaînes de télévision italiennes.

De toute évidence, cette de la bonne marche du mouvement vers la démocratie entreprise en décembre dernier par le gouvernement de M. Ramiz Alia après les manifestations étudiantes. Mouvement qui pouvait laisser penser, toutes choses étant égales, que l'Albanie pourrait connaître un changement pacifique et graduel comme dans la Bulgarie voisine. Or c'est peut-être une évolution chaotique, convulsive et sanglante que va traverser l'Albanie, à l'image d'un autre pays proche, la Roumanie.

Prenant prétexte des troubles provoqués par l'afflux des candidats au départ, les membres les plus durs du Parti du travail (communiste), encore bien armés au pouvoir, ne vont-ils pas freiner des quatre fers cette marche vers la libéralisation ? Ne vont-ils pas user de tout leur poids, de tous leurs agents, de toutes leurs structures, pour transformer les élections de la fin mars, si elles ont lieu, en un simulacre de scrutin démocratique ?

SACHANT qu'il est impossible, sous peine d'asphyxie et - tôt ou tard - de révolutions violentes, de maintenir leur pays à l'écart d'une Europe aujourd'hui démocratique dans son ensemble, les autorités albanaises, et en premier lieu le président Ramiz Alia, doivent maintenant comprendre que seule la mise en œuvre rapide et crédible des réformes décidées, et pas seulement le déboulonnage de quelques statues de Staline ou d'Enver Hoxha, pourra permettre au « pays des aigles » de ne plus être considéré comme un anachronisme sur la carte de l'Europe.

M0147 - 0309 0 - 6,00 F



## Bagdad annonce la libération de quarante journalistes occidentaux

De nombreux Koweïtiens détenus en Irak regagnent leur pays

Citant un porte-parole du gouvernement irakien, Radio-Bagdad a annoncé, vendredi 8 mars en milieu de journée, que « quarante journalistes occidentaux » dont on était sans nouvelles depuis dimanche dernier, pour la plupart, avaient été retrouvés dans la région de Bassorah et conduits, jeudi, à Bagdad. La radio a précisé qu'ils devaient être remis vendredi au Comité international de la Croix-

Un porte-parole officiel irakien à Bagdad a annoncé vendredi 8 mars en début d'après-midi (heure locale) que « les quarante journalistes occidentaux, portés disparus depuis dimanche dernier, ont été retrouvés dans la région de Bassorah, ont été remis vendredi au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ».

Il a précisé que dix-huit de ces journalistes étaient français, neuf américains, quatre italiens, deux britanniques, deux norvégiens, deux brésiliens, un espagnol, un irlandais et un uruguayen. Au nombre d'entre eux se trouvaient

deux femmes, une française et une italienne. Il s'est cependant refusé à donner l'identité de ces correspondants, dont un était sans nouvelles depuis le week-end, alors qu'ils étaient partis enquêter sur la situation dans la seconde ville d'Irak, où s'affrontaient des opposants chiites, qui s'étaient alliés contre le régime de M. Saddam Hussein et la garde républicaine fidèle à Bagdad. Jeudi, un des représentants du CICR à la frontière irak-koweïtienne, M. Thomas Pizer, avait affirmé qu'une vingtaine de journalistes disparus dans la région de Bassorah pourraient être remis vendredi au

CICR dans cette ville, de même que deux mille Koweïtiens détenus par les Irakiens. Ses déclarations avaient été reprises dans la soirée par beaucoup de médias ; le Monde s'en était fait l'écho dans sa dernière édition en date du 8 mars.

Le soir même, le président du CICR, qui venait de rencontrer à New-York le secrétaire général des Nations unies - qui a pris plusieurs initiatives pour tenter de leur venir en aide - avait affirmé que les « informations » concernant cette restitution « étaient incorrectes ».

Lire la suite page 4

### Michel d'Ornano est mort

L'ancien ministre âgé de soixante-six ans a été victime d'un accident de la circulation

page 30

### Un entretien avec M. Jack Lang

Le ministre de la culture fait la part, à la veille de la cérémonie des César, sur son action en faveur du cinéma

page 12

### M. Gorbatchev compose son conseil de sécurité

Un choix approuvé par la Soviet suprême

page 6

### La disparition de Jean Piveteau

L'un des plus grands paléontologues français

page 30

### Les médecins et la morale

Un congrès international d'éthique à Paris

page 10

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 30

## L'Europe dans le creux de la vague

M. Jacques Delors commente le blocage de la construction communautaire, victime de la crise du Golfe

En prenant la parole jeudi 7 mars à Londres sur le très sensible sujet de la défense européenne, M. Jacques Delors est sorti d'un mutisme qui ne lui ressemblait guère, et dans lequel il s'était retranché depuis l'adoption par l'ONU, en novembre, de la résolution 678 autorisant le recours à la force contre l'Irak. Mais il le dit lui-même : il n'entend pas « brûler toutes ses cartouches d'emblée » (1). Le discours de Londres est un signal, pas une de ces offensives par lesquelles le président de la Commission sur, quand il le fallait, renverser des montagnes. La crise de l'Europe ne s'est pas achevée avec le cessez-le-feu dans le Golfe.

La construction communautaire est bloquée et M. Jacques Delors ne prétend pas la remettre en marche aujourd'hui.

La crise du Golfe fut cruelle pour les Douze : alors que l'enjeu pétrolier était le même et l'enjeu politique d'importance comparable, ils ne parvinrent, comme on l'a dit, qu'à étaler leurs divisions (politiques) pendant que les Etats-Unis envoyaient leurs divisions (militaires). Ce constat ironique renvoie l'Europe à sa vérité, que deux années d'euphorie communautaire avaient fait oublier : au stade actuel de son histoire, elle ne dispose ni des instruments d'une politique étrangère commune ni des

moyens d'une intervention militaire collective.

La logique voudrait qu'une aussi pénible mise en évidence des manques européens incite à y remédier d'urgence. Or - et c'est ce qui explique le désarroi perceptible à la Commission de Bruxelles - l'heure n'est pas à la logique. Elle est, chez ceux qui participent physiquement au combat, à la psychologie et aux politiques post-guerrières, qui n'ont pour le moment que faire de la Communauté.

CLAIRE TRÉAN  
Lire la suite et l'article de DOMINIQUE D'HOMBRES page 5  
(1) Wall Street Journal du 7 mars.



VOUS N'AURIEZ PAS BESOIN DE CAMÉBIERES OU D'ESPÉRILLES ?

## Stratégies d'après-guerre au PS

Différée de quelques mois, la « clarification » souhaitée par M. Mauroy reste à l'ordre du jour du débat entre les socialistes

La guerre du Golfe a provoqué au sein du Parti socialiste une faille entre les partisans de la politique de M. François Mitterrand, largement majoritaires, et ceux qui, pour des raisons parfois diverses, n'ont pas admis ou compris le passage de la stratégie d'embargo à celle de l'affrontement militaire. La tentation était grande, dès lors, pour M. Pierre Mauroy, de dégager sur cette affaire, autour de lui, une véritable majorité de direction du parti. Les divisions au sein de cette majorité potentielle devaient aboutir pourtant à priver de nouveau le premier secrétaire de la clarification qu'il recherche depuis le congrès raté de Rennes, il y a un an.

En apparence, tout était simple : d'un côté, ceux qui appuient le président de la République, c'est-

à-dire l'ex-éminent mitterrandiste (scindé en jospinistes, fabiusiens et poperénistes), plus les rocardiens ; de l'autre, ceux qui le contestent, soit M. Jean-Pierre Chevènement et ses fidèles au sein du courant Socialisme et République, auxquels se sont joints les animateurs de la Nouvelle Ecole socialiste (la NES de MM. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon) et certains élus, cadres et militants appartenant à tous les courants, à l'exception des rocardiens. Le débat de fond qui avait fait défaut au congrès de Rennes, en mars 1990, devenait possible lors de la convention nationale du PS, prévue pour le 6 et 7 avril et dont l'objet doit être, en priorité, la politique internationale.

On aurait vu, alors, une vraie majorité se former autour du pre-

mier secrétaire, qui aurait, ainsi, atteint deux objectifs qu'il vise depuis son accession à ce poste il y a trois ans : réunifier les mitterrandistes et trouver avec M. Michel Rocard et ses amis un accord qui assure la transition du PS d'Epinal, organisé en 1971 autour de M. Mitterrand, à celui du futur. Dans cette perspective, M. Mauroy avait envoyé à tous les militants du parti, le 1<sup>er</sup> mars, une lettre leur présentant l'ordre du jour de la convention et affirmant : « L'heure est certainement venue, si possible dans l'unité, mais nécessairement dans la clarté, de faire bloc pour approuver [l'] action [de la direction du parti] et les propositions qui en seront les conséquences logiques ».

PATRICK JARREAU  
Lire la suite page 9

GABRIEL MATZNEFF

ELIE ET PHAETON



le journal des années décisives

TR

LA TABLE RONDE

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 780 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 70 p.; Hongrie, 200 HUF ; Italie, 80 p.; Japon, 2.500 Y ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.



## DÉBATS

Après la guerre du Golfe

## Rendre la parole au peuple irakien

par Hocine Ait-Ahmed

NOS relations avec l'Occident sont une longue histoire d'ambiguïtés, et de promesses non tenues. Lors des première et seconde guerres mondiales, les alliés avaient mobilisé les pays colonisés au nom du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Au lendemain de la victoire des alliés, ces principes se sont traduits, jusqu'aux années 60, par d'interminables répressions et guerres coloniales. On le voit, la politique du « deux poids, deux mesures » ne date pas d'aujourd'hui. La guerre terminée, on en oublie les buts déclarés, on en confisque les motivations.

Dans les semaines précédant le début des hostilités dans le Golfe, j'exprimais la crainte de voir celles-ci faire quatre grands perdants : le droit, la démocratie, la Palestine et la modernité. Ma méfiance d'alors s'appuyait non seulement sur les évidences du moment, mais sur les enseignements de l'histoire.

Cette guerre « pour le droit » s'est achevée. Où en est le droit ? Le Koweït est-il en danger ? Cela dépend-t-il d'en évaluer le coût ?

Depuis quelques jours, le sort de Saddam Hussein défraye la chronique. Formidable fixation qui détourne l'attention de ce qu'il faut bien appeler la tragédie du peuple irakien. On consent à nous informer des pertes « militaires » de l'Irak : 80 000 à 100 000 morts, déjà un vrai carnage pour des opérations présentées comme « chirurgicales ». Et quelle « pudeur » sur l'utilisation du napalm... Qui nous dira les morts civils ? Pas un mot, pas un bilan, même approximatif. On ne convaincra pourtant personne que le pillage aussi massif qu'acharné et incessant des centres urbains irakiens, à l'égard de la population civile. Décidément l'arbre n'en finit pas de cacher la forêt.

Que nous dit-on, en outre, de la situation de milliers de femmes et d'enfants privés d'eau potable en

raison de la pollution des eaux du Tigre devenues les seules sources d'approvisionnement depuis la destruction des canalisations, des stations de pompage et de filtration ? Que sait-on des épidémies qui menacent, et qui seront d'autant plus difficiles à enrayer que l'Irak a cessé sa production de vaccins faute, notamment, d'électricité ? Ne parlons pas des troubles psychologiques, des traumatismes inhérents au choc et à la terreur provoqués par le plus grand déluge de feu qu'on ait vu depuis la seconde guerre mondiale.

Tout cela pour répondre à la résolution de l'ONU exigeant la libération du Koweït ? La Charte des Nations unies prévoit-elle la destruction et l'humiliation d'un pays et donc, trêve d'hypocrisie, d'un peuple, pour en libérer un autre ? Est-ce au nom de la « civilisation » qu'on a mené une opération qui rappelle — je cite un officier américain publié par l'*International Herald Tribune* du 4 mars : « L'entreprise de destruction de Bagdad par les hordes mongoles en 1258 ».

## Sûre d'elle-même et dominatrice

Quelle résolution autorise les États-Unis d'Amérique à prendre en gage une partie du territoire irakien pour, selon le général Kelly, contraindre les Irakiens à « se montrer coopératifs » ? Avec la caution des autres « alliés » ? Sans doute, puisqu'on nous assure que « rien ne se fait sans consultation ». Ces « alliés » trouvent-ils naturel qu'à la guerre américaine succède le triomphe américain ? Pas si sûr, à observer les bousculades incessantes et publiques pour arracher à des centres encore fumantes, en Irak comme au Koweït, les contrats d'une reconstruction diablement médiatisée, alors qu'on jette un voile pudique sur l'ampleur de destructions opé-

rées si consciencieusement. *Pax americana* avions-nous dit, avant et pendant la guerre. Aujourd'hui, nous y sommes. Il est des triomphes qui en disent long sur les vrais buts de guerre. L'Amérique de l'après-guerre est sûre d'elle-même et dominatrice. Dick Cheney, le secrétaire d'État à la défense, ne s'en cache pas, lui qui « adorerait entendre ce qui se dit chez les militaires soviétiques à propos des performances de nos forces ». Et qui ajoute : « Ils ont dit être très impressionnés, comme tout le monde ». Les États-Unis ont décidé des dates, du rythme et des conditions de la guerre. Aujourd'hui, ils entendent dicter les termes de la paix dans la région, pour ne pas dire dans le monde. Et dans la foule, George Bush n'a pas manqué de mettre en garde « tout dictateur » qui s'aventurerait à construire un « empire régional ». L'intention peut sembler louable. Mais comment lui laisser s'arroger le droit de définir le bien et le mal quand le président des États-Unis déclare, à propos du Koweït, qu'il « n'est pas question de démocratie, mais de légitimité » ? C'est sans doute de cette légitimité que se sont réclamés, en leur temps, les Marcos, Somoza, Zia, Pinochet ou autres « protégés » du « monde libre ».

Aujourd'hui, c'est l'hallali contre Saddam Hussein, mené par ceux-là même qui, récemment encore, demeuraient sourds aux rapports accablants d'Amnesty International, et muets face aux enfants et aux femmes kurdes gazés. On ne s'est jamais soucié des aspirations ou des intérêts du peuple irakien. Pour l'heure, ce sont ceux qui ont décrié Saddam Hussein « dernier rempart » pour protéger l'Occident contre les « bords chérites » qui « arrogeront le droit de choisir son successeur. A moins que ces champions du « monde libre » ne décident que son régime, aujourd'hui tant décrié, demeure finalement un impératif de sécurité pour l'Occident face à la « révolution chérite » sur laquelle on nous fait fantasmer au sud de l'Irak.

La tragédie des peuples irakien et koweïtien mérite qu'on s'interroge sur les fondements universels du nouvel ordre international. Un ordre qui ne se confond pas avec l'hégémonie américaine sur les structures et les institutions internationales. La démocratisation de l'ordre mondial est liée à l'émergence des pratiques et des institutions démocratiques dans tous les pays, sans exception aucune. La découverte tardive des méfaits de la dictature ressemble trop à des larmes de crocodile. Il ne faudrait pas que l'imposture d'une « guerre propre » nous prépare déjà d'autres dictatures, d'autres aventures, d'autres tragédies.

On se veut rassurant : les Palestiniens ne seront pas les victimes de cette politique, d'ailleurs des « plans » pour résoudre le problème israélo-palestinien » circulent.

## Se disputer des strapontins

Comme si la seule alternative à la dictature n'était pas de rendre la parole au peuple irakien. Comment ne pas voir dans cette manière de décréter que les peuples arabes ne sont pas dignes de la démocratie — seraient-ils des sous-hommes, selon l'expression antisémite nazie *Untermenschen* ? — une permanence de la fameuse politique du « deux poids, deux mesures » ?

On se veut rassurant : les Palestiniens ne seront pas les victimes de cette politique, d'ailleurs des « plans » pour résoudre le problème israélo-palestinien » circulent.

lent par-ci par-là. Ils ont quasiment tous une constante : ignorer l'OLP qui se serait discréditée dans son soutien à Saddam Hussein. Hier, on justifiait le discrédit par le « terrorisme » ou le refus de reconnaître Israël. Mais hier, aujourd'hui comme demain, les Palestiniens des territoires occupés se reconnaissent en l'OLP. En fait, tout déni à une libre représentation recouvre un déni du droit des Palestiniens à créer leur État et à bâtir leur Nation. Ce traitement discriminatoire demeure un foyer de tension en laissant perdurer l'injustice et en privant la région de l'élément de stabilité et de développement harmonieux de la région que serait un État palestinien.

Le silence observé sur la chasse à l'homme contre les Palestiniens du Koweït n'est-il pas un signe inquiétant de la volonté d'ignorer le sort d'un peuple en exil depuis 1948 ? Un silence rendu d'autant plus choquant qu'il s'accompagne de l'étalage complaisant des exactions commises par les Irakiens au Koweït. Encore deux poids et deux mesures ?

Au plus fort des hémorrhages, on s'obstine à nous parler de l'après-guerre. Actuellement, certains voudraient nous faire croire qu'elle se confond avec « on efface tout et on recommence ». Qui parle, en effet, de la « répartition des richesses », de la provocation que représente l'opulence des uns face à des peuples qui meurent de faim ? Personne ne cache que ce conflit était une « guerre pour le pétrole ». On ferait mieux de reconnaître ouvertement que les États-Unis sont d'ores et déjà la puissance dominante de l'OPEP.

Les Européens vont-ils renoncer au rôle auquel les destine leur vieille culture et leurs rapports traditionnels avec nos pays, pour n'avoir d'autre souci que celui de se disputer des strapontins en vue d'éventuelles conférences internationales ou un droit de veto — avec le Japon — au Conseil de sécurité ?

La tragédie des peuples irakien et koweïtien mérite qu'on s'interroge sur les fondements universels du nouvel ordre international. Un ordre qui ne se confond pas avec l'hégémonie américaine sur les structures et les institutions internationales. La démocratisation de l'ordre mondial est liée à l'émergence des pratiques et des institutions démocratiques dans tous les pays, sans exception aucune. La découverte tardive des méfaits de la dictature ressemble trop à des larmes de crocodile. Il ne faudrait pas que l'imposture d'une « guerre propre » nous prépare déjà d'autres dictatures, d'autres aventures, d'autres tragédies.

On se veut rassurant : les Palestiniens ne seront pas les victimes de cette politique, d'ailleurs des « plans » pour résoudre le problème israélo-palestinien » circulent.

## BONHEUR

## Le bouquet

par Albert Memmi

MONTAIGNE s'excusait d'être un lecteur frivole. Un livre l'ennuie, il le quitte, un autre le fatigue, il en change ; est-il intéressé, il s'attarde, revient en arrière ; pour le reste, il glisse, contourne les longueurs et les obscurités. De ce qui lui convient. J'avoue partager la même sélective légèreté.

On peut se choisir un maître unique et s'y tenir en tout ; comme ces bouddhistes dont l'ambition suprême est de se transformer en Bouddha. Est-ce la meilleure manière d'écouter un maître ou même de l'honorer ? Une soumission excessive cache souvent une excessive rigidité, de l'orgueil, sinon de la peur.

Le sage ne prétend pas à la sagesse, il y tend. C'est par modestie qu'il se méfie des doctrines exclusives ; c'est par respect pour les autres maîtres qu'il n'en a pas un seul.

Attention, nous crie-t-on, si vous touchez à l'unicité d'un dogme, vous portez atteinte à tout l'édifice ; bientôt à l'unité du groupe, à sa survie...

Le tout-ou-rien, ici comme ailleurs, est un chantage, et finale-

ment un appauvrissement. Faut-il tout accepter d'une civilisation parce qu'on en approuve un usage ? Renoncer, au contraire, à toute une culture parce qu'on refuse quelque aspect ?

Notre tradition est comode, parce que familière, adaptée à nous et nous à elle. Pourquoi irais-je palmodier en japonais si je peux le faire en latin ou en français ? Mais faut-il m'empêcher de recourir à d'autres médecines, parce qu'elles furent inventées sous d'autres cieux ?

Qui n'aimerait disposer d'un maître livre qui répondrait à tout ? En l'absence d'un tel trésor, la sagesse doit être un bouquet, patiemment constitué de fleurs diverses. L'abeille fait son miel du cœur d'une rose ou d'une mistelle oubliée au coin d'une table. Par-delà les folklores et les exclusives, chacun peut apporter sa part au festin universel.

On verra en outre que le meilleur est déjà commun. Mille trois cents ans avant Jésus-Christ, Aménophis IV précha un évangile d'amour. Respectons-nous les dix commandements parce qu'ils viennent de Moïse ou parce qu'ils sont respectés par tous ?

## Les dilemmes d'Israël

par Ran Halévi

La crise du Golfe a livré la plupart de ses enseignements politiques longtemps avant que ne s'achèvent les actes de guerre. Il n'était pas nécessaire, en effet, d'attendre l'écrasement de l'armée irakienne pour imaginer le théâtre de l'après-guerre et dresser un premier bilan des pertes et profits : pour savoir aussi qu'il n'était pas indispensable de participer activement aux combats pour en sortir vainqueur, ni d'être militairement défait pour figurer en bonne place parmi les perdants.

Israël, qui a vécu ce conflit au rythme des alertes et des soulèvements de son peuple, se trouve ainsi, pour la première fois, vainqueur d'une guerre qu'il n'a pas eu à livrer. Et tous les bénéfices qu'il en recueille sont considérables, pour ne pas dire inespérés.

Avec la défaite de l'Irak et le démantèlement de son appareil militaire, l'État hébreu se voit libéré sur ses flancs est, au moins pour un temps, d'une redoutable menace. Autre motif de soulagement : les engagements de l'OLP, le réveil douloureux des Palestiniens après la débâcle irakienne et le calme relatif, probablement précaire, qui règne dans les territoires occupés lèvent l'hypothèque qui bantait la classe politique israélienne à mesure que s'intensifiait l'intifada ; ne pas abandonner les négociations de paix en position de faiblesse. La voici qui peut aujourd'hui envisager l'après-guerre dans un décor inimaginable il y a encore quelques mois.

Enfin, et c'est sans doute le trait le plus inédit de la crise, pendant trois mois, Israël s'est retrouvé, par États-Unis interposés, sur la même ligne de front, avec les mêmes objectifs stratégiques et face aux mêmes adversaires que ses ennemis d'hier — Syrie, Koweït, Arabie saoudite. À cette question de fait, maintes vaillances de la période qui s'ouvre aujourd'hui offre, dans une conjoncture exceptionnellement favorable, des objectifs communs et des préoccupations partagées qui pourraient transformer en interlocuteurs les protagonistes involontaires du front anti-irakien.

## Euphorie palestinienne

Dans cet agenda bousculé, une des grandes priorités devaient être, de l'avis général, l'établissement d'une coopération régionale sur le contrôle des armements. Les États qui ont contribué hier à armer massivement l'Irak auront à y jouer un rôle tout aussi important que les pays de la région. Encore faut-il que les Soviétiques consentent à leur engagement à y participer — ce qui semble acquis — mais aussi à en respecter les décisions — ce qui reste à voir.

Il n'est pas non plus inconcevable qu'Israël négocie un accord de non-belligérance avec les États arabes de la coalition, à défaut de conclure dans l'immédiat un traité de paix en bonne et due forme. L'occasion s'y prête et elle est suffisamment rare, et trop avantageuse, pour qu'on prenne le risque de la gâcher. Tous le savent, bien sûr, mais tous savent également que ce scénario optimiste est suspendu à terme au règlement du conflit qui oppose Israël aux Palestiniens.

La crise du Golfe n'a pas modifié au fond le problème palestinien ; elle en a seulement, pour un temps, différé l'urgence. Mais on peut se demander, à l'heure où elle commence déjà à s'éloigner, si elle ne l'a pas compliqué encore un peu plus.

L'euphorie qui s'empara des manifestants palestiniens chaque fois qu'un missile irakien tombait sur les villes d'Israël a moins surpris les extrémistes du Gush Enonim qu'elle n'a attiré bon nombre de militants les plus dévoués à une paix passant par la création d'un État palestinien. Et cela d'autant que la satisfaction de voir les Irakiens enfin frappés traduisait chez certains, non seulement dans les territoires occupés mais aussi ailleurs (surtout ailleurs), des convictions moins spontanées, que résumant bien les récents propos d'un honorable professeur de l'université de Tunis tenu « avant-guerre » à Paris pour « l'illustration exemplaire de l'osmose entre deux cultures », l'arabe et l'occidentale. En annexant le Koweït, expliquait-il, Saddam Hussein a amorcé l'unification du monde arabe et « s'est inscrit dans la dynamique de l'histoire ». Israël ? « Un corps étranger, un cancer greffé sur l'Occident dans la chair du monde arabe ». Quant à la guerre, elle aura le mérite d'« apporter une clarification » à laquelle « nous devons tout à gagner » (1).

La « clarification » apportée par la guerre n'est probablement pas celle escomptée dans les rues de Tunis, d'Amman ou de Ramallah, et il n'est pas sûr non plus que l'équipée meurtrière de Saddam Hussein ait produit beaucoup de gains. Mais ces quelques mots bien sentis avaient par avance

laissé entrevoir les ingrédients qui produisent aux lendemains des défaites la fameuse « humiliation arabe », laquelle, soit dit en passant, n'était pas nécessaire, en effet, d'attendre l'écrasement de l'armée irakienne pour imaginer le théâtre de l'après-guerre et dresser un premier bilan des pertes et profits : pour savoir aussi qu'il n'était pas indispensable de participer activement aux combats pour en sortir vainqueur, ni d'être militairement défait pour figurer en bonne place parmi les perdants.

Mauvais augure, donc, pour une négociation. Et pourtant la rupture n'est pas consommée, puisque le ministre israélien des Affaires étrangères s'apprête à renouer le dialogue avec des personnalités palestiniennes de Cisjordanie, sous l'œil désapprobateur, il est vrai, de M. Shamir.

## L'affaiblissement de l'OLP

Au malaise israélien s'ajoute une autre difficulté, politique celle-là : les interlocuteurs les plus probables d'Israël dans une négociation de paix, l'OLP et la Jordanie, ont pris le parti de Bagdad. Carte forcée ou mauvais calcul historique, cette mésaventure, qui a failli lui coûter son trône, laisse le roi Hussein plus vulnérable que jamais, aux prises avec une économie dévastée, une pression sans précédent des islamistes et, à l'extérieur, la réprobation des États coalisés. Du coup, on ne sait trop, dans ces conditions, si la relance de la « solution jordanienne », qui a la faveur notament des travaillistes israéliens, constitue aujourd'hui une chance ou une chimère.

Le sort des dirigeants de l'OLP n'est pas bien meilleur, qui se retrouvent tout aussi affaiblis, discrédités, privés des généreuses donations des États du Golfe et contestés jusqu'au sein des masses palestiniennes. Il serait hasardeux, toutefois, d'en conclure à l'effacement de leur destin. Leur avenir dépend probablement moins de leur roublarderie politique, de la réprobation de Jérusalem, des réticences de Washington ou des indulgences du Quai d'Orsay que de l'ampleur du fondamentalisme islamique, qui ne cesse de buter en Irlande, au Liban, en Jordanie, et dans les territoires occupés, sur la réticence de la « solution jordanienne », qui a la faveur notament des travaillistes israéliens, constitue aujourd'hui une chance ou une chimère.

Les incertitudes du côté palestinien l'inciteront plutôt à privilégier d'abord les négociations bilatérales avec les États arabes modérés. Mais il n'est pas du tout certain que ses interlocuteurs aient adopté le même calendrier, ni surtout les mêmes priorités. Il devrait donc s'attendre — il s'attend déjà — à de fortes pressions américaines pour associer plus tôt qu'il ne le désire les Palestiniens au processus qui s'annonce. D'où son dilemme qui consiste, dans cette logique, à choisir entre deux mauvaises solutions. Ou bien laisser s'accroître le règlement du problème palestinien ; c'est évidemment affronter les périls réels liés à des concessions immédiate. Ou bien laisser durer le statu quo dans les territoires ; mais c'est alors risquer l'incendie.

(1) Interview de Hichem Djait, *L'Express* du 31 janvier.  
Ran Halévi est historien.

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Comité de direction : Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication Bruno Frappat directeur de la rédaction Jacques Guille directeur de la gestion Manuel Luchini secrétaire général  
Rédacteurs en chef : Jacques Amalric Jean-Marie Colombani Robert Solà (adjoints au directeur de la rédaction)  
Thomas Farnaud Philippe Herremann Jacques-François Simon  
Daniel Varner (directeur des relations internationales)  
Anciens directeurs : Hubert Bonne-Méry (1944-1989) Jacques Fauret (1989-1992) André Laurens (1992-1993) André Fontaine (1993-1994)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-26 Télécopieur : 40-65-25-99  
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 40-65-30-10

## Jérusalem par la p

## JÉRUSALEM

de notre correspondant

Silence boudder à la fois de l'Etat et grogne dans les rangs de l'extrême-droite : le gouvernement de M. Itzhak Shamir a réagi avec froideur à la réaffirmation de son soutien par M. George Bush de la victoire sur l'avenir des territoires occupés qui ne peuvent que déplaire à la droite israélienne.

La surprise n'est pas venue du fond même du discours que le président américain a prononcé mercredi 6 mars. Il n'y avait rien de nouveau dans ce rappel que les États-Unis sont attachés au principe d'un échange de territoires en paix que le parti de M. Shamir, Likoud (droite), entend conserver pour toujours la Cisjordanie et la bande de Gaza dans l'entité israélienne. Ce qui a frappé, c'est que le président ait éprouvé le besoin de réitérer lui-même une position bien connue de la diplomatie américaine, qu'il ait choisi de le faire devant le Congrès, d'adopter une telle particulière attention à tout, à la veille de la tenue du séminaire d'Etat James Baker à Proche-Orient.

## La « troïka » européenne

Venant de la part d'un président que la presse a surnommé « le shérif », il paraît sûr de lui et déterminé à vouloir qu'à de quoi « régler » les quelques migrants dans l'attente de M. Shamir. Si la présidence du Conseil s'est réfugiée dans une mutisme prudent, le ministre des Affaires étrangères, M. Michel Lévy, a observé avec satisfaction.

## Président de la commission

## M. Vauzelle souhaite

M. Roland Dumas a été entendu pendant deux heures jeudi 7 mars, par la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Cette réunion, essentiellement consacrée à la situation au Proche-Orient, était ouverte à tous les députés. Le ministre estime qu'il n'y a pas de divergences entre la France et les États-Unis dans l'approche du règlement des dossiers sensibles de cette région. De son côté, le président de la commission, M. Michel Vauzelle s'est prononcé pour une tenue d'une conférence franco-maghrabine.

Le ministre des Affaires étrangères est satisfait du dialogue des États-Unis à propos de la question palestinienne. Il y a une ligne générale qui nous convient, dit-il, expliquant en substance, jeudi, devant les députés, en se référant au rôle que l'ONU va jouer dans les mois qui viennent. S'agissant de la conférence internationale, que la France appelle de ses vœux, M. Dumas a précisé qu'elle demeure à ses yeux « indispensable », mais que Paris reste à l'écoute de « toutes les initiatives qui pourraient être prises » par les autorités américaines (ont des pressions à en prendre). Il a ajouté en précisant que la France se « tient à la hauteur » de tout ce qui permettrait de faire avancer le dossier. Cette conférence internationale pourrait, tout aussi bien, se tenir « au milieu ou au fin du processus » de règlement, à fait valoir le ministre.

Comme le dit le président de la commission des affaires étrangères, M. Michel Vauzelle, « il n'y a pas de frictions » à propos du thème d'une « conférence internationale ». L'essentiel du dossier étant bien connu, pas renvoyer aux calendes grecques le problème palestinien. « C'est ce qui est le processus diplomatique », l'important est d'aboutir à la « normalité d'Israël » et à une « terre pour les Palestiniens », estime M. Vauzelle. « La France a été présente dans la guerre, elle sera présente dans la paix », a déclaré le ministre des affaires étrangères, en affirmant qu'il n'y a pas de « divergences » entre Paris et Washington dans l'approche des dossiers sensibles de

مكتبة ابن أبي عمير



55 ذى الحجة

# LE GOLFE APRÈS LA GUERRE

Les réactions aux déclarations du président des Etats-Unis

## Jérusalem : « On n'obtiendra rien par la pression sur Israël »

**JÉRUSALEM**  
de notre correspondant

Silence boudoir à la tête de l'Etat et grogne dans les rangs de l'extrême-droite : le gouvernement de M. Itzhak Shamir a réagi assez froidement à la réaffirmation éblouissante par M. George Bush de positions sur l'avenir des territoires occupés qui ne peuvent que déplaire à la droite israélienne.

La surprise n'est pas venue du fond même du discours que le président américain a prononcé mercredi 6 mars. Il n'y avait rien de nouveau dans ce rappel que les Etats-Unis sont attachés au principe du compromis territorial - la paix en échange de territoires - alors que le parti de M. Shamir, le Likoud (droite), entend conserver pour toujours la Cisjordanie et la bande de Gaza dans l'ensemble israélien. Ce qui a frappé, c'est que le président ait éprouvé le besoin de réitérer lui-même une position bien connue de la diplomatie américaine, qu'il ait choisi de le faire devant le Congrès, c'est-à-dire avec une particulière solennité et, surtout, à la veille de la tournée du secrétaire d'Etat James Baker au Proche-Orient.

**La « troïka » européenne**

Venant de la part d'un président que la presse israélienne a surnommé « le shérif » tant il paraît sûr de lui et déterminé, voilà qui a de quoi susciter quelques méfiances dans l'entourage de M. Shamir. Si la présidence du Conseil s'est réfugiée dans un mutisme prudent, le ministre des affaires étrangères, M. David Lévy, a observé avec fatalisme :

« Rien ne sert de cacher que nous avons sur cette question un différend avec les Etats-Unis (...) mais on n'obtiendra rien par la pression sur Israël ».

De la part des éléments les plus à droite du gouvernement, les réactions ont été plus virulentes. Pour que soit versuillée la position du gouvernement, le ministre du logement, M. Ariel Sharon, a réclamé une réunion du comité central du Likoud (qu'il est très peu de chance d'obtenir) avant l'arrivée, au début de la semaine prochaine, de M. Baker à Jérusalem. Ministre de la science, M. Yuval Neeman a déclaré que le président Bush « n'avait strictement rien compris au Proche-Orient » et s'apprêtait à faire une erreur aussi monumentale que celle commise il y a un an par son administration lorsqu'elle avait jugé M. Saddam Hussein fréquentable.

Collègue de M. Neeman au gouvernement et, elle aussi, membre du parti d'extrême-droite Tehiya, M<sup>me</sup> Geula Cohen a estimé que le « plan Bush » subirait le même sort que « les plans Rogers, Reagan et Shultz », tous gentiment enterrés « dans le cimetière politique » régional. M<sup>me</sup> Cohen a encore formulé une prédiction, sous forme d'avertissement, que l'on retrouve dans plusieurs commentaires de presse : si les pressions des Etats-Unis sur M. Shamir sont trop fortes, celui-ci en appellera aux électeurs et le président Bush pourrait bien se retrouver avec un gouvernement israélien encore plus à droite.

Recevant jeudi la « troïka »

européenne - les ministres des affaires étrangères du Luxembourg, d'Italie et des Pays-Bas - M. Lévy a expliqué que le gouvernement s'en tenait à son initiative du printemps 1989 et attendait l'examen à nouveau avec M. Baker. Il s'agit de chercher « parallèlement » une « normalisation » des relations entre Israël et les pays arabes - fin de l'état de belligérance, notamment - et une solution à la question palestinienne fondée sur un régime d'autonomie - avant une négociation sur le statut définitif des territoires occupés de Cisjordanie et Gaza.

Venant de Damas, les ministres européens ont ouvertement boycotté M. Yasser Arafat à l'occasion de cette brève tournée régionale. Recevant des personnalités nationalistes palestiniennes des territoires, ils ont cependant reconnu que l'OLP restait un interlocuteur.

**ALAIN FRACHON**

Une trentaine d'arrestations à Jérusalem-Est. - Lors de la dispersion de manifestations favorables à l'OLP, une trentaine de jeunes Palestiniens ont été arrêtés, jeudi 7 mars, à Jérusalem-Est. Les forces de l'ordre ont tiré des coups de semonce et des billes en acier en l'absence de couteaux pour disperser quelque deux cents manifestants, rue Salah-el-Din, principale artère de la partie arabe de Jérusalem. Les manifestants ont brandi des drapeaux palestiniens et ont scandé des slogans anti-israéliens et anti-américains. - (AFP.)

## L'OLP accueille favorablement « les éléments positifs » dans le discours de M. Bush

L'OLP a favorablement accueilli, jeudi 7 mars, « les éléments positifs » contenus dans le discours du président américain George Bush, qui avait déclaré la veille : « Le temps est venu de mettre fin au conflit israélo-arabe ». Dans un communiqué, le Comité exécutif de l'OLP affirme que « la question palestinienne est l'essence du conflit », estimant que « ce qui a été exprimé par le président américain nécessite des efforts soutenus pour appliquer les résolutions de l'ONU sur la question palestinienne et le Moyen-Orient (...) avec la participation de toutes les parties concernées, y compris l'OLP ». Le Comité ajoute que « la fin de la politique des deux poids-deux mesures constitue la clé pour garantir la sécurité et la paix dans la région ». - (AFP.)



## M. James Baker se dit prêt à rencontrer des Palestiniens

Le secrétaire d'Etat américain M. James Baker est arrivé vendredi 8 mars en Arabie saoudite, première étape d'une tournée au Proche-Orient, en Union soviétique et en Turquie, destinée à préparer l'après-guerre. Accueilli à l'aéroport par son homologue saoudien, le prince Saoud Al-Fayçal, M. Baker devait s'entretenir dans la journée, avec les dirigeants saoudiens, notamment le roi Fahd, et samedi, avec les dirigeants koweïtiens.

Le secrétaire d'Etat américain a affirmé jeudi à bord de son avion avant d'arriver à Shannon (Irlande), escale technique en route

pour l'Arabie saoudite, être prêt à rencontrer des Palestiniens en Israël la semaine prochaine afin de tenter de combler le fossé entre Arabes et Israéliens. « Si les Palestiniens voulaient me rencontrer, je serais bien sûr heureux de le faire », a déclaré M. Baker. Dans des déclarations rapportées par le département d'Etat, un haut responsable qui l'accompagnait a toutefois expliqué que les Etats-Unis n'avaient pas suggéré jusqu'à présent de rencontrer des Palestiniens à cause du désordre dans leurs rangs au lendemain de la défaite de l'Irak.

Le gouvernement américain ne veut pas « exacerber » cette agita-

tion et « ne veut certainement pas donner l'impression de donner sa bénédiction à certains Palestiniens », a ajouté ce responsable qui a requis l'anonymat.

M. Baker a par ailleurs l'intention de sonder les dirigeants saoudiens pour voir si leur attitude envers Israël avait changé. « Nous croyons qu'il est raisonnable, à la lumière de ce qui s'est passé dans la région, d'aborder le processus par les deux côtés », a-t-il indiqué, avant de réaffirmer une nouvelle fois que le temps n'était pas venu de réunir une conférence internationale de paix au Proche-Orient. - (AFP.)

## Président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale M. Vauzelle souhaite une conférence franco-maghrébine

M. Roland Dumas a été entendu pendant deux heures, jeudi 7 mars, par la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Cette réunion, essentiellement consacrée à la situation au Proche-Orient, était ouverte à tous les députés. Le ministre estime qu'il n'y a pas de divergences entre la France et les Etats-Unis dans l'approche du règlement des dossiers sensibles de cette région. De son côté, le président de la commission, M. Michel Vauzelle s'est prononcé pour la tenue d'une conférence franco-maghrébine.

Le ministre des affaires étrangères est satisfait du discours des Etats-Unis à propos de la question palestinienne. Il y a une ligne générale qui nous convient, a-t-il expliqué en substance, jeudi 7 mars, aux députés, en se félicitant du rôle que l'ONU va jouer dans les mois qui viennent. S'agissant de la conférence internationale, que la France appelle de ses vœux, M. Dumas a précisé qu'elle demeure à ses yeux « indispensable », mais que Paris reste à l'écoute de « toutes les initiatives qui pourraient être prises ». « Les autorités américaines sont disposées à en prendre », a-t-il ajouté en précisant que la France se « réjouirait » de tout ce qui permettrait de faire avancer le dossier. Cette conférence internationale pourrait, tout aussi bien, se tenir « au début, au milieu ou à la fin du processus » de règlement, a fait valoir le ministre.

Comme le dit le président de la commission des affaires étrangères, M. Michel Vauzelle, « il n'y a pas de schisme à propos du terme de « conférence internationale », l'essentiel du dossier étant bien de ne pas renvoyer aux calendes grecques le problème palestinien ». « Quel que soit le processus diplomatique, l'important est d'aboutir à la sécurité d'Israël et à une terre pour les Palestiniens », estime M. Vauzelle. « La France a été présente dans la guerre, elle sera présente dans la paix », a déclaré le ministre des affaires étrangères, en affirmant qu'il n'y a pas de « divergences » entre Paris et Washington dans l'approche des dossiers sensibles de

la région. M. Dumas et Vauzelle ont relevé avec satisfaction le fait que, « pour la première fois depuis longtemps », les Etats-Unis avaient de nouveau évoqué la question du Liban.

M. Vauzelle qui vient d'achever une tournée dans les capitales du Maghreb, (Tunis, Alger, Rabat, Tripoli et Nouakchott) nous a déclaré que le moment est venu pour la France de poser un « geste politique fort » afin de lancer les bases d'une « coopération nouvelle ». Le président de la commission des affaires étrangères a pu constater sur place que l'amertume et les frustrations de l'après-guerre ne diminuent pas la conscience des responsables de ces pays du fait qu'il n'y a pas d'alternative sérieuse à une coopération « renforcée » avec la France et la Communauté européenne. Aussi, avance-

t-il l'idée d'une « conférence franco-maghrébine, précédant un sommet entre le Maghreb et l'Europe ». « Il y aurait là, dit-il, un geste de volonté de coopération économique, dans le respect des identités culturelles, qui donnerait conscience aux peuples du Maghreb que nous sommes décidés à construire notre avenir en commun avec eux ».

« Il faut battre le fer tant qu'il est chaud », estime l'ancien porte-parole du président de la République, en se montrant convaincu qu'un tel geste serait très bien reçu par le Maghreb, et, au-delà, par l'ensemble du monde arabe. « Même si, cette conférence ne pouvait déboucher immédiatement sur de grandes décisions, elle pourrait lancer une dynamique, juro-t-il. Un geste solennel le permettrait. »

**PIERRE SERVANT**

**Sondages croisés**  
**Comment Français et Américains se voient**

Les Américains perçoivent davantage la France comme un leader technologique que comme un pays restant esopiques sur la culture américaine mais font massivement confiance à la technologie des Etats-Unis.

C'est ce qui ressort d'un sondage Gallup-Harris publié jeudi 7 mars à New-York par la Fondation franco-américaine, qui regroupe des responsables économiques américains, désireux de resserrer les liens entre les deux pays ; 78 % des Français font confiance à la technologie américaine alors qu'il n'y a que 54 % d'Américains à classer la France parmi les pays leaders dans ce secteur. En revanche, 68 % des Américains pensent que la France a une grande influence culturelle, alors qu'il n'y a que 44 % de Français pour penser la même chose des Etats-Unis.

**La France alliée peu sûre**

Malgré la guerre du Golfe, la France est toujours perçue comme une alliée peu sûre par les Américains, selon ce son-

dage dont l'hebdomadaire Franco-Amérique publie de larges extraits : moins d'un Américain sur dix (7 %) pense que les Etats-Unis peuvent compter sur la France en temps de crise, un chiffre sans comparaison avec les 34 % que recueille la Grande-Bretagne et les 33 % de l'Allemagne ; 30 % des Américains et 31 % des Français pensant que les relations entre leurs deux pays se sont améliorées ces dernières années, alors que respectivement 15 % et 7 % estiment le contraire. Les Américains déclarent à plus de 80 % le titre de leader à la France pour le mode et le vin, mais la cote tombe à 47 % pour la recherche médicale, 28 % pour l'armement, 25 % les télécommunications et l'informatique, 23 % l'énergie nucléaire et 21 % l'aérospatiale.

Enfin, s'ils devaient vivre dans un autre pays que le leur, les Français choisiraient l'Allemagne (19 %), les Etats-Unis (18 %), l'Italie (16 %) et l'Espagne (15 %). Les Américains, eux, opteraient pour la Grande-Bretagne (19 %), les Pays-Bas (14 %), l'Allemagne (14 %) et la France (12 %). - (AFP.)

## Téhéran et Amman dénoncent la création d'une force arabe dans le Golfe

Inquiet de la création d'une force arabe de maintien de la paix dans le Golfe (le Monde du 8 mars), l'Iran a dépeché à Damas, jeudi 7 mars, son premier vice-président, M. Hassan Habibi, et son ministre des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati afin d'obtenir l'assurance que Téhéran ne serait pas exclu de ce dispositif de sécurité.

« Nous aurons pour coordonner les positions des deux pays sur tous les sujets », a déclaré M. Habibi à l'issue de longs entretiens avec le président syrien Hafez El Assad, au lendemain de la signature de la déclaration de Damas, un accord de coopération créant entre la Syrie, l'Egypte et les six pays du Conseil de coopération du Golfe une force arabe de maintien de la paix.

Le Téhéran Times, quotidien iranien proche du gouvernement, a critiqué jeudi cet accord en affirmant qu'« aucun plan de sécurité ne peut être pris au sérieux s'il ne souligne pas explicitement que tout arrangement qui ne comprendrait pas l'Iran comme le plus fort pays de la région est voué à l'échec ».

Le quotidien jordanien Ad-Dustour a lui aussi violemment critiqué jeudi l'accord de Damas, qui « approfondit la division du monde arabe ». « Le salut réside dans une solidarité arabe globale basée sur les intérêts supérieurs du monde arabe », estime le journal. - (AFP, Reuters.)

LIBAN : cinq Palestiniens tués dans la « zone de sécurité ». - De source militaire, on a annoncé, jeudi 7 mars à Jérusalem, que cinq Palestiniens, membres du FDLP (Front démocratique de libération de la Palestine), ont été tués, mercredi par la milice pro-israélienne de l'Armée du Liban sud dans la « zone de sécurité » créée par Israël le long de sa frontière avec le Liban. A Beyrouth, le FDLP a assuré que ses cinq combattants avaient été interceptés après qu'ils eurent, la veille, attaqué une position israélienne dans le secteur occidental de cette « zone de sécurité ». - (AFP.)

## Invitant leurs partenaires à en faire de même Les Etats-Unis renforcent le contrôle des exportations de produits « sensibles »

Au lendemain du discours de M. George Bush, qui a affirmé, après la fin de la guerre du Golfe, sa volonté de lutter contre la prolifération des armes de destruction massive, les Etats-Unis ont annoncé, jeudi 8 mars, leur intention de renforcer le contrôle des exportations d'armes chimiques, biologiques et nucléaires. Ils ont invité leurs partenaires à faire des efforts dans la même direction.

Trois règles ont été établies à cette fin, avec des peines maximales de dix ans de prison, des amendes de 1 million de dollars et des interdictions d'exporter (pouvant durer jusqu'à vingt ans) qui sanctionneraient les contrevenants éventuels.

La première règle exige une licence pour l'exportation de certains équipements à double usage (civil et militaire) à destination de vingt-huit pays « à risques » en Europe de l'Est, au Proche et au Moyen-Orient ainsi qu'en Extrême-Orient.

La deuxième fait passer de onze à cinquante le nombre de produits chimiques qui, pouvant servir à composer des gaz de combat, seront désormais soumis à autorisation préalable en cas d'exportation.

La troisième règle permet à l'administration américaine d'intervenir auprès d'une entreprise si elle juge que ses transactions contribuent à la fabrication, par un tiers, d'armements halistiques.

Un livre-événement :

# Le Coran

Traduction annotée, suivie d'une étude préliminaire par

## Jacques Berque

La traduction de référence qui fait passer le Coran français de la simple lecture à la compréhension profonde, précise, pratique, qui se déplace dans la sagesse. Par la plus prestigieuse des méthodes.

**Prix de lancement :**

Edition courante, reliée, sous cuir, 300 F (340 F après le 31 mars).

Edition biophilique numérotée. Reliure pleine cuir vert antique. Titres et tranches à l'or fin. Embrochage à l'ancienne (couvert de papier marbré, bordé cuir) 2 800 F (4 000 F après le 31 mars).

## Sindbad

En librairie, dans les grands magasins, chez l'éditeur 1 et 3 rue Racine 75013 Paris. Tél. (1) 42.66.33.2







## LE GOLFE APRÈS LA GUERRE

Au Koweït

### Le prince héritier promet des élections générales « dans les tout prochains mois »

Le prince héritier et chef du gouvernement koweïtien, cheikh Saad El Abdullah Al Sabah, a annoncé, jeudi 7 mars, que des élections générales auraient lieu « dans les tout prochains mois », sans toutefois fixer de date précise. Lors d'une première conférence de presse depuis son retour à Koweït après sept mois d'exil en Arabie saoudite, le cheikh Saad, interrogé sur un retour à la Constitution de 1962 - suspendue en 1986 -, a affirmé « très clairement » que la vie parlementaire retrouverait sa place au Koweït.

« Notre pays n'est pas une dictature mais une démocratie », a-t-il dit, tout en écartant les questions énonçant un possible changement du rôle de la famille régnante. « Nous avons vécu démocratiquement pendant des siècles en nous rendant service les uns aux autres et nous continuerons ainsi », a ajouté le prince héritier.

Des hommes d'affaires, des militaires et des membres de la résistance koweïtienne, qui étaient restés dans l'émirat pendant l'occupation irakienne, ont indiqué aux journalistes qu'ils exigeaient davantage de démocratie. Le cheikh Saad a critiqué « ceux qui tentent de soulever des doutes et d'effrayer notre unité nationale », qualifiant de « rumeurs » les informations sur l'existence d'organisations chargées d'éliminer l'opposition.

#### Soutien aux Palestiniens

Il a en outre affirmé avoir ordonné une « chasse » au plus haut niveau pour retrouver les auteurs d'un attentat contre le ministre de l'Énergie, M. Hamad El Jou'ane, attaqué et blessé vendredi dernier par des inconnus armés. Celui-ci avait demandé aux pays occidentaux d'aider le pays à retrouver la démocratie, soulignant que l'opposition avait contribué à la libération du Koweït.

Le cheikh Saad a d'autre part déclaré que son pays continuerait à

aider « moralement et financièrement le peuple palestinien », malgré le soutien apporté par l'OLP au président Saddam Hussein. « Nous ne cessons pas notre aide aux Palestiniens dans les territoires occupés », a-t-il affirmé, ajoutant qu'il s'agissait de « cas de collaboration » et que ces personnes seraient jugées. Des médecins ainsi que des membres de la résistance koweïtienne ont cependant chiffré à environ quatre mille le nombre de personnes - des Palestiniens, notamment - emprisonnées. Accusés d'avoir coopéré avec les Irakiens, certaines d'entre elles auraient été brutalisées et même torturées.

Le cheikh Saad a déclaré que l'attitude du Koweït à l'égard d'Israël dépendrait du respect des résolutions de l'ONU sur le conflit israélo-arabe, sans autre précision. Par ailleurs, le Koweït devrait approuver la semaine prochaine un plan pour emprunter jusqu'à 20 milliards de dollars auprès des banques internationales afin de reconstruire le pays après l'occupation irakienne, affirme le *Financial Times*. Citant des responsables koweïtiens non identifiés, le journal londonien indique que la décision sera prise lundi ou mardi à Londres lors d'une réunion de la Kuwait Investment Authority, l'office koweïtien d'investissement. Ces emprunts à l'étranger, les premiers faits par le Koweït depuis de nombreuses années, seraient garantis sur les avoirs koweïtiens à l'étranger, estimés à 100 milliards de dollars, précise le journal. (AFP, AP)

#### Les Français ont utilisé un hélicoptère porte-radar en Arabie saoudite

Une version simplifiée du système de surveillance du champ de bataille - un hélicoptère porte-radar - a été utilisée par l'armée française en Arabie saoudite. Déjà donnée par la presse (*Le Monde* du 6 décembre 1990) sans commentaire, à l'époque, du ministère de la Défense, cette information n'a été confirmée, pour la première fois, jeudi 7 mars, par le constructeur du système, M. Henri Martre, président-directeur général du groupe Aéropatiale. Selon les militaires français dont les jugements étaient rapportés par M. Martre, un tel système, baptisé Horizon, a donné « des résultats excellents ».

Le système Horizon est une version simplifiée du système Orchidée, qui avait été arrêté par le ministère de la Défense (*Le Monde* du 9 août 1990) pour des raisons de coût estimé à 7,5 milliards de francs. Orchidée est un hélicoptère Super-Puma porte-radar, qui croise à 150 kilomètres quand il détecte à l'altitude de 3 000 mètres et qui transmet à une station d'exploitation au sol les informations recueillies sur la situation du champ de bataille. Avant son abandon, Orchidée n'existait qu'à l'état d'un seul prototype chez Aéropatiale.

C'est une version simplifiée qui a été envoyée, après le 15 janvier, en Arabie saoudite à des fins d'expérimentation en vraie grandeur. Cette version, baptisée Horizon, qui conserve le radar porteur du Super-Puma, n'est rendue plus économique (de l'ordre de 40 %). L'exploitation du renseignement se fait, en effet, directement à bord de l'hélicoptère. D'où un réseau de transmissions de données beaucoup plus simplifié. Mais, de ce fait, l'exploitation est légèrement différente dans le temps. De même, par rapport à son prédécesseur, le système Horizon ne bénéficie plus de contre-mesures électroniques très évoluées.

Sans se prononcer sur les chances d'une reprogrammation budgétaire de ce matériel, M. Martre a indiqué que le test en Arabie saoudite avait réussi et que le besoin d'un tel système était « totalement affirmé ». L'armée de terre avait prévu pour renforcer ses régiments d'hélicoptères et ses régiments d'artillerie nucléaire préstratégique (avec le missile Hades), la source militaire, au profit du dispositif « Daguet », de localiser, d'identifier et de suivre des convois irakiens pour les désigner comme cibles.

#### M. George Bush a décoré M<sup>me</sup> Thatcher

Lors d'une cérémonie à la Maison Blanche, le président George Bush a remis, jeudi 7 mars, la médaille de la Liberté, la plus haute décoration civile américaine, à l'ancienne Première ministre britannique Margaret Thatcher, qui, pendant onze ans, fut l'alliée la plus solide des présidents américains au 10 Downing Street. « On l'a appelée la Dame de fer, certains la disent intenable, parfois incorrigible, toujours indomptable », a déclaré M. Bush. « Nous n'oublierons jamais le courage dont elle a fait preuve en contribuant à forger une grande coalition contre l'agression qui a brutalisé le monde du Golfe. »

M. Bush a révélé que, lors des premiers jours de la crise du Golfe, il avait appelé M<sup>me</sup> Thatcher pour lui dire que malgré les sanctions contre le régime irakien, les États-Unis allaient laisser un navire irakien se diriger vers Oman faire relâche au Yémen. Elle acquiesça, raconte-t-il, mais ajouta : « Souvenez-vous, George, ce n'est pas le moment de vaciller. »

L'ex-premier ministre britannique, qui démissionna le 22 novembre dernier alors que M. Bush rendait visite aux troupes américaines en Arabie saoudite, raconte-t-il, mais ajouta : « Souvenez-vous, George, ce n'est pas le moment de vaciller. »

Remerciant M. Bush, M<sup>me</sup> Thatcher a souligné que la décision d'utiliser la force n'est jamais facile à prendre, rappelle qu'elle avait dû le faire contre l'Argentine pour récupérer les îles Falkland. « Comme vous, monsieur le président, a-t-elle dit, je hais la violence. Mais il y a une chose que je hais encore plus : céder à la violence, et nous n'avons pas cédé. » (AFP)

M. Jacques Delors a choisi le pays le plus réticent de la Communauté pour y exposer, en des termes pas ambitieux qu'il ne l'aurait jamais fait jusqu'ici, sa conception d'une politique européenne de défense. Le président de la Commission était, jeudi 7 mars, à Londres. Il a présenté son projet de donner progressivement à la Communauté des compétences en matière de défense dans un discours devant l'Institut international des études stratégiques (IISS), puis a été reçu à dîner par le premier ministre, M. John Major.

#### LONDRES

de notre correspondant

Les visites de M. Delors en Grande-Bretagne ne sont jamais innocentes. En septembre 1988, il avait eu l'insolence de se rendre devant le congrès des syndicats britanniques, ennemis jurés de M<sup>me</sup> Thatcher, pour y défendre l'idée d'une harmonisation des législations sociales européennes, jugée totalement hérétique par cette dernière. Ce raid spectaculaire n'a pas été étranger au déclenchement de la croisade lancée en décembre par la Commission pour la mise en œuvre de la « Dame de fer ».

## L'Europe dans le creux de la vague

Suite de la première page

La volonté européenne n'est plus proclamée par personne : le rôle des Douze dans le « nouvel ordre mondial » n'est pas même évoqué. L'illustration la plus flagrante de ce creux dans l'histoire européenne est « l'oubli » de M. Mitterrand, qui, au moment de dresser le bilan de la guerre dans sa dernière intervention télévisée, ne dit mot de ce qui, depuis 1981, n'avait jamais manqué à son discours.

Changement de cap majeur ? Sans doute pas. M. Mitterrand, porté par les sondages, est simple ment en train de « capitaliser ». Il reviendra à l'Europe, estimet-on à Bruxelles, mais plus tard. Après une aussi forte démonstration de pouvoir présidentielle, après une aussi puissante affirmation nationale que l'entrée en guerre, il commence par engranger les dividendes. Il ne veut pas les compromettre en ouvrant prématurément un débat européen d'autant moins opportun qu'il touche désormais directement à la souveraineté nationale. L'opinion, c'est clair, ne regrette pas pour l'instant que M. Mitterrand ait joué ce jeu sans précédent qu'elle ne déplace les défaillances européennes. C'est une réalité française, et britannique plus encore, devant laquelle on ne cherche pas à se voiler la face à Bruxelles.

#### La joute entre Paris, Londres et Bonn

Autre séquelle du conflit, autre façon de « capitaliser » après l'effort de guerre : la joute qui oppose actuellement, sans en avoir l'air, Paris, Londres et Bonn. C'est l'heure de la revanche sur l'unité allemande. La France et la Grande-Bretagne qui, l'une et l'autre, redoutent la suprématie de leur voisine, ont pris des risques que n'a pas pris l'Allemagne et l'ont vus sans déplaisir apparaître comme avant pour valant principale celle de « banquier du monde ».

On ne laisse pas passer pareille aubaine : on prend des gages, on cherche à modifier les rapports de force politiques dans le cercle européen, et le climat, inévitablement, se tend. « La France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne sont pour l'instant irrécconciliables », dit-on à la Commission à propos des deux grands chantiers de la construction communautaire : l'union économique et monétaire et l'union politique. M. Jacques Delors, qui pourtant n'a vu d'autres mais qui fait lui-même les frais de cette atmosphère « musclée », n'a apparemment pas l'intention de s'y frotter dans l'immédiat.

Pourtant, il vient de parler sur un sujet qui, il y a moins d'un an, lui était interdit et lui aurait valu l'excommunication : celui de la

Tirant les conclusions de la guerre du Golfe

## A Londres, M. Jacques Delors appelle les Douze à prendre leur défense en main

Les temps ont changé, et le style de M. Major est nettement moins tranchant. Le premier ministre a reçu à dîner M. Delors au 10 Downing Street, ce qui était impensable il y a quelques mois encore. Mais ce n'est pas moins un nouveau brillot, cette fois en matière de défense, que le président de la Commission a lancé à l'occasion de son passage à Londres.

#### Créer les institutions « ad hoc »

M. Delors estime en effet que la guerre du Golfe a démontré la nécessité d'une politique commune européenne de défense. Les Britanniques en tiraient plutôt la conclusion inverse, c'est-à-dire que les Européens sont bien incapables de s'entendre face à un défi extérieur inattendu. L'argument du président de la Commission, que certains ici ne sont pas loin de considérer comme un sophisme, est que l'absence de riposte concertée des Européens prouve qu'il est urgent de créer les institutions « ad hoc ».

La Communauté n'avait en effet ni le mandat ni les moyens d'intervenir militairement. Le traité de Rome ne lui donne aucune compétence en matière de défense. M. Delors estime qu'il est temps d'y songer et que l'élaboration d'une politique de défense commune est au cœur de la relance de la construction européenne. « La Commission suggère que soient

regroupés, dans un titre du traité (renégocié, NDLR), tous les aspects extérieurs : la politique étrangère, la sécurité, les relations économiques et la coopération au développement », affirme-t-il.

#### « Une sage progressivité »

Le président de la Commission insiste sur l'importance d'une « sage progressivité » et n'entend pas aller « à marche forcée ». Les ministres des affaires étrangères « s'efforceraient d'aboutir à une analyse commune puis décideraient de l'action (...) ». Au fur et à mesure que se développerait cette dynamique des intérêts communs, apparaîtrait la nécessité de se doter de cet élément vital qu'est le moyen de se défendre. En d'autres termes, une politique étrangère commune aboutit tout naturellement avec le temps à une politique de défense commune.

Le seul organisme européen ayant compétence en matière de défense est l'Union de l'Europe occidentale (UEO), créée en 1948, et qui compte désormais neuf pays membres (1). Son traité de fondation est très contraignant puisqu'il prévoit l'assistance militaire mutuelle en cas de danger. M. Delors propose que la Communauté fasse sien cette obligation d'assistance qui figure dans l'article 5 du traité de l'UEO. Il prend parti dans le débat actuel sur l'avenir de cette institution en proposant « son

intégration progressive dans la Communauté ». On laisserait « le temps de la réflexion » aux trois pays de la Communauté qui ne sont pas membres de l'UEO, le Danemark, la Grèce et l'Irlande. Les « acquis » futurs de l'UEO seraient également intégrés, tels que « les forces multinationales », rapides et mobiles, dont la création est fortement envisagée en ce moment, notamment en Grande-Bretagne et en Allemagne, pour répondre à des défis comparables à celui du Golfe.

M. Delors constate les « inquiétudes » que ces idées suscitent chez les Américains. Mais il rétorque que l'intérêt de l'alliance atlantique est que les Européens s'y expriment d'une seule voix et que ceux-ci assurement du même coup, conformément au vœu souvent exprimé par Washington, une part accrue des dépenses de défense s'ils devenaient ensemble et en bloc le « second pilier » de l'alliance.

Les Britanniques ne sont, pour leur part, pas du tout convaincus de la nécessité de donner, même progressivement, à la Communauté des compétences en matière de défense. Mais ils laissent parler poliment M. Delors au lieu de lui couper brutalement la parole comme l'aurait fait M<sup>me</sup> Thatcher.

DOMINIQUE DHOMBRES

(1) Belgique, France, Allemagne, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Espagne et Royaume-Uni.

des relations inter-européennes et franco-américaines le moment venu. M. Delors a nuancé le feu en mettant sur la table des discussions intergouvernementales relatives à l'union politique un projet de révision du traité de Rome portant sur la politique étrangère et de sécurité qu'il présentait jeudi à Londres. Outre les propositions concrètes qu'il contenait (lire *par ailleurs*), son discours obéissait à quelques préoccupations qui reflètent elles aussi les séquelles de la guerre du Golfe.

Le président de la Commission insiste fortement sur l'« unicité » du projet européen, sur son caractère global et indivisible. Cette cohésion des différents aspects de la construction communautaire (économique, social, politique, diplomatique, et potentiellement sécuritaire) s'était imposée d'elle-même en réponse aux mutations que connaissait l'est du continent. Il n'y avait pas de fossé entre la fonctionnisme interne de la Communauté et la capacité des Douze à réagir collectivement à l'extérieur : tout cela relevait de la même dynamique. La guerre du Golfe a eu un effet désagrégeant, et Jacques Delors met en garde contre la dislocation du projet par ceux qui préconisent « la création de plusieurs communautés, l'une axée sur l'intégration économique, une seconde sur la coopération politique et une troisième pour traiter de la sécurité ».

Autre préoccupation, et Jacques Delors sur ce point a sans doute dit à Londres sous forme laudologique, mais qu'il n'en pense en vérité : « L'Europe doit être européenne ». Autrement dit, le projet d'union politique est, entre autres, une affirmation d'autonomie par rapport aux États-Unis ; il est antinomique avec l'acceptation du leadership américain. Les événements récents, de ce point de vue, sont

des moins favorables à l'Europe. M. Jacques Delors les a sans doute mal vécus en tant qu'Européen et, dans la dernière période, en tant que Français, même si certains membres de son entourage ont une interprétation vraisemblablement plus juste de l'attitude de M. Mitterrand. Il s'agit, estime l'un d'entre eux, d'une sorte de réédition du discours du Bundestag en 1983, c'est-à-dire d'une affirmation cruciale de solidarité qui garantira ensuite au président français le droit à la parole et même à la différence.

#### Le recul du supranational

La crise n'en a pas moins renforcé dans leurs convictions les plus pro-américains des Européens, qui le feront savoir dans le débat sur l'après-guerre au Proche-Orient comme dans le débat sur la défense européenne.

Elle aura révélé aussi à quel point certaines opinions européennes - l'allemande, l'espagnole, notamment - sont loin de ces préoccupations de défense, loin de se poser la question de ce qu'est aujourd'hui leur sécurité et de ce qu'elles sont prêtes à lui consacrer. Les discours de Londres jeudi n'ont pu être à cet égard le coup d'envoi d'une œuvre pédagogique qui sera longue et difficile.

La crise aura enfin - mais cela M. Delors ne pouvait pas le dire - accéléré un certain changement de statut politique de la Commission et de son président. Alors que le projet communautaire est brouillé, que l'Europe à nouveau doit dire quelles sont ses ambitions, Jacques Delors ne peut plus prétendre les concevoir à sa place. Non seulement parce que le contexte de l'après-guerre s'y prête mal, mais parce que la construction communautaire en est à un point qui touche directement aux souverainetés nationales. Les États, même sans une guerre pour les exacerber, répugnent de toute façon à céder du terrain aux institutions supranationales.

Tocqueville, disait jeudi, pessimiste, le président de la Commission, pourrait aujourd'hui illustrer ses analyses en soulignant « les phénomènes d'opinion publique liés à l'importance des médias, les tendances au repli sur soi, la difficulté de faire vivre un grand dessein porté par un civisme véritable ».

CLAIRE TRÉAN

## Le Pentagone prévoit la réduction de moitié des troupes américaines en Europe

Le Pentagone prévoit de réduire d'environ 50 % les troupes américaines basées en Europe - actuellement plus de trois cent mille hommes - probablement d'ici cinq ans, a déclaré jeudi 7 mars, leur commandant en chef, le général John Galvin, devant la commission sénatoriale des forces armées. Selon le général Galvin, les réductions actuellement en cours devraient ramener les forces américaines à deux cent soixante à un mille hommes à la fin de l'année fiscale 1991 (30 septembre). Il a toutefois souligné que le conflit dans le Golfe avait perturbé le planning d'origine, en nécessitant l'envoi de quatre-vingt-dix mille soldats américains basés en Europe.

« Un bon pourcentage de ces derniers » seront rapatriés après

leur retour sur des bases européennes pour régler leurs affaires personnelles, a-t-il précisé. En janvier 1990, les États-Unis, leurs alliés européens et l'Union soviétique se sont mis d'accord pour ramener les troupes américaines et soviétiques en Europe centrale à un maximum de cent quatre-vingt-quinze mille hommes, les États-Unis pouvant avoir en plus trente mille hommes dans d'autres parties du continent.

Le général Galvin a précisé qu'il n'y avait pas de calendrier rigide pour la réduction des forces américaines de moitié, mais que l'objectif général était l'horizon 1995-1996. En gros, a-t-il poursuivi, nous prévoyons de passer de deux corps d'armée à un et de huit escadrons à trois ou quatre. (AFP)

□ Le PR pour une Europe « fédérale et décentralisée ». - Le bureau politique du Parti républicain s'est prononcé, jeudi 7 mars, pour « une Europe fédérale et décentralisée ». Il s'est dit favorable à l'instauration rapide d'une monnaie unique « à condition qu'elle assure une meilleure protection contre l'inflation », au renforcement de l'union politique et du pouvoir de contrôle du Parlement européen et à la transformation de la Cour de justice européenne en « véritable Cour suprême ».



## EUROPE

ALBANIE : le gouvernement de Tirana tente d'endiguer l'exode

## Le port de Durrës placé sous contrôle militaire

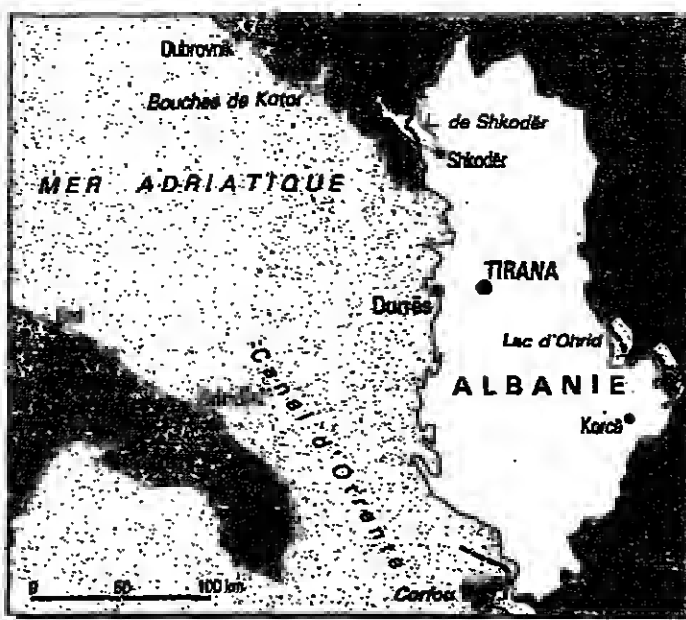
Trois personnes ont été tuées dans des affrontements avec les forces de l'ordre, mercredi 6 mars dans la soirée, à Tirana, a annoncé M. Besnik Mustafaj, du Forum des droits de l'homme. Le ministère de l'intérieur a, pour sa part, fait état d'une seule victime et d'une dizaine de blessés. Plusieurs milliers de personnes avaient tenté de pénétrer dans le quartier des ambassades à Tirana.

D'autre part, le gouvernement a pris des mesures, jeudi 7 mars, pour endiguer le flot des candidats à l'émigration, annonçant notamment la transformation du port de Durrës en « zone militaire, administrée et contrôlée par les forces armées ». L'exode de milliers d'Albanais s'est néanmoins poursuivi jeudi vers l'Italie ainsi que, dans une moindre mesure, vers la Yougoslavie et la Grèce.

La situation reste tendue dans le port de Vlorë, au sud, où plusieurs milliers de personnes venues de tout le pays ont tenté de prendre

d'assaut des bateaux pour se rendre en Italie. Le calme était en revanche revenu jeudi à Tirana.

Le gouvernement a également annoncé que des mesures allaient être prises pour « empêcher tout rassemblement armé » dans les ports de Durrës, Vlorë et Shengjin, ainsi qu'à Tirana. Des contacts doivent avoir lieu avec les organisations ennemies des Nations unies, les autorités italiennes et celles d'autres pays pour « trouver une solution rapide au problème de l'exode des émigrants économiques », a décidé le gouvernement, qui a accusé des pays étrangers, mais précisés, de manipuler les foules pour « provoquer un bain de sang en Albanie et mettre le feu aux Balkans ». Selon les autorités, le plan de ces « ennemis extérieurs et intérieurs » vise à « bloquer le processus démocratique en Albanie et à ajourner les élections du 31 mars ». (AFP)



## Les quais en folie de Brindisi

ROME

de notre correspondant

Vingt-quatre heures de chaos, de cris et de larmes entre jeudi 7 et vendredi 8 mars dans le port de Brindisi. Littéralement assaillis par une dizaine de milliers de réfugiés albanais, épuisés, frigorifiés et affamés, les quais ont été le théâtre de scènes hallucinantes où l'un a vu des autorités débordées baisser les bras devant la marée humaine, des hommes se battre à coups de poing pour s'emparer d'une boîte de lait ou de biscuits jetée du haut d'un camion de la préfecture. On a vu des enfants suffoquer sous la pression de la foule, des femmes — dont certaines enceintes — s'évanouir avant d'être transportées, dans le vacarme des sirènes d'ambulances et de pompiers, dans les hôpitaux de la région.

Un peu plus tard dans la nuit, alors que trois ou quatre mille personnes entassées sur un vieux cargo ancré attendaient impatiemment l'autorisation de mettre pied à terre, ou, à tout le moins, de se voir distribuer quelques vivres et quelques couvertures qui n'arrivaient pas, on a vu des grappes de jeunes gens sauter du navire ou descendre le long de cordes en dépit de l'interdiction de la police. Il y a eu quelques bousculades, certains sont tombés à l'eau, d'autres sur le béton du quai.

Ces incidents ont fait une quarantaine de blessés légers. Quelques blessés aussi au large de Bari sur un autre bateau chargé de réfugiés et à bord duquel s'est déclaré un incendie. Là, c'est un bâtiment britannique qui croissait dans le secteur, qui est venu au secours des passagers. Une autre embarcation, à la dérive

de la même façon, a été repérée et sauvée par un navire marchand soviétique.

D'abord, fermer le robinet, ensuite, vider l'eau. Ainsi le vice-président du conseil, M. Claudio Martelli, avait-il résumé, un peu plus tôt dans la journée du 7 mars, la politique qu'entend suivre son gouvernement à l'égard des quelque quinze à dix-sept mille réfugiés albanais qui, en l'espace d'une semaine, ont envahi le sud de l'Italie. Le ministre de la protection civile a été nommé « commissaire extraordinaire pour l'accueil temporaire des citoyens albanais ». Titre compliqué qui a toutefois le mérite de ne pas prêter à équivoque.

« L'image de paradis terrestre »

Pour le conseil des ministres italien, qui devait à nouveau se réunir, vendredi 8 mars, pour prendre des décisions spéciales, les choses sont en effet très claires : « mis à part quelques cas particuliers », la quasi-totalité des exilés ont fui un pays, dans lequel est d'ailleurs « en cours, un processus de démocratisation », a fait remarquer M. Martelli, « non pas pour des raisons politiques, mais économiques ».

N'ayant droit, au titre de la loi en vigueur, « à aucune assistance spéciale », ils seront en conséquence « renvoyés dans leur patrie » avec l'aide de la Croix-Rouge internationale et du Haut Commissariat des Nations unies aux réfugiés (UNHCR). Le conseil interministériel a en effet décidé de lancer, jeudi, un appel à l'aide en direction de ces deux instances internationales. Dans

le même temps, le gouvernement a exprimé sa « ferme » volonté de voir le pouvoir albanais, « qui en a les moyens s'il le veut, empêcher le départ d'autres bateaux chargés de réfugiés clandestins en direction de l'Italie ». Un peu plus tard dans la soirée, on apprenait effectivement que Tirana avait déclaré le port de Durrës, aux environs de la capitale, « zone militaire interdite aux civils ».

Le gouvernement de M. Ramiz Alia avait auparavant obtenu ce qu'il réclamait, à savoir la confirmation immédiate d'une promesse faite plus tôt par l'Italie d'une aide humanitaire d'urgence d'environ 50 millions de francs. « Cet effort », a ajouté M. Martelli, « pourra être plus consistant à condition que le gouvernement de Tirana coopère avec nous pour freiner cet exode ». Ayant par ailleurs constaté que l'afflux albanais était en partie lié « à l'image de paradis terrestre que donne de notre pays certaines chaînes de télévision capotées sur place », le numéro deux du gouvernement a annoncé le prochain lancement d'une vaste « campagne d'information honnête et réaliste », à la fois sur les conditions administratives d'entrée en Italie et sur les difficultés de la vie au « bel paese ».

Appel à l'armée ?

Au passage, M. Martelli avait également invité les télévisions italiennes à modérer la diffusion de scènes de chaleur acceptée réservée parfois aux réfugiés par des particuliers italiens, voire par certaines municipalités qui annonçaient jeudi soir disposer encore de quelques places d'hébergement. A dire vrai, la

recommandation du gouvernement n'a guère été entendue, et le troisième réseau de la RAI — proche de l'ancien Parti communiste — a notamment retransmis, jusque tard dans la nuit, des appels à l'aide en direction des télespectateurs pour trouver des lits ou à tout le moins des couvertures pour tous ceux qui ont dû passer la nuit dehors, notamment sur les quais de Brindisi. Ces derniers avaient, dans la matinée, fureté les barreaux maritimes mis en place par les garde-côtes pour les empêcher d'accoster.

Dans la soirée de jeudi, deux nouveaux bateaux, avec plusieurs centaines de personnes à bord, sont à leur tour parvenus à passer les barreaux tandis qu'un navire, transportant plus de cinq mille Albanais était détourné par radio sur Bari sans obtenir, la nuit plus, l'autorisation d'accoster. Les scènes les plus folles se sont cependant produites dans l'enceinte même du port de Brindisi, où, dans un indescriptible désordre, on a pu voir des groupes de jeunes escalader les murs d'enceinte pour aller se perdre, et tenter leur chance, dans la ville. Les policiers qui, au total, n'étaient pas plus de deux cents pour maintenir l'ordre dans le port, laissent d'ailleurs entendre que si la foule décidait soudainement de suivre cet exemple, ils ne pourraient sans doute rien faire pour l'en empêcher.

Vendredi matin, alors que la marine italienne avait reçu l'ordre d'empêcher tout nouveau mouillage dans les eaux italiennes de navires transportant des exilés albanais, il était question, à Brindisi, de faire appel à l'armée.

PATRICE CLAUDE

URSS

## M. Gorbatchev a constitué son Conseil de sécurité

M. Gorbatchev a fait approuver par le Soviet suprême de l'URSS, jeudi 7 mars, la composition du Conseil de sécurité de l'URSS. Ce nouvel organisme rattaché à la présidence s'ajoute au Conseil de la fédération, qui regroupe les représentants de toutes les Républiques.

La première surprise est que le choix des membres de ce Conseil de sécurité ait dû être approuvé par le Parlement : cet organisme que l'on voyait calqué sur le NSC, le Conseil national des sécurités américain, relève typiquement de l'entourage présidentiel, il est appelé, rappelle l'agence Tass, à « élaborer des recommandations et à mettre en œuvre la politique fédérale dans le domaine de la défense, assurer la sécurité étatique, économique et écologique, l'élimination des conséquences des catastrophes naturelles et d'autres situations de crise, ainsi que la garantie de la stabilité et de l'ordre juridique dans la société ». Même si son domaine d'activité est vaste, il n'a pas, à la différence du « cabinet des ministres », de pouvoir décisionnel direct, et aurait donc pu être dispensé de cette formalité.

La seconde surprise est qu'un des principaux candidats désignés par M. Gorbatchev, M. Valeri Boldine, a été écarté deux fois par les députés. Ancien correspondant pour l'agriculture de la Pravda, M. Boldine est l'assistant personnel de M. Gorbatchev depuis 1981, soit bien avant l'élection de ce dernier au secrétariat général du parti. Nommé en 1987 à la tête de l'important service général du comité central, il dirigeait depuis l'an dernier le secrétariat privé du président soviétique, et devait visiblement être la cheville ouvrière du nouveau Conseil de sécurité.

Battu une première fois, M. Boldine n'a recueilli au cours d'un second scrutin que 245 voix en sa faveur, soit moins de la nécessaire moitié du total des inscrits. Les libéraux qui, tels M. Sobchak, maire de Léningrad, estimaient qu'il y a « déjà trop d'appareils du parti communiste dans les organes supérieurs de l'Etat » ont été rejoints en la circonstance par des conservateurs soucieux de contrer les choix trop personnels du président : « Vous avez eu d'autres collaborateurs comme Stanislav Chataline et Nikolai Petrov, les conseillers économiques libéraux qui ont récemment abandonné l'équipe présidentielle », et cela a eu des résultats négatifs », a dit l'un d'eux.

La même aventure a failli arriver à un autre membre encore plus connu de l'entourage présidentiel : M. Evgueni Primakov, l'homme des trois voyages à Bagdad contre la crise du Golfe, n'a franchi la barre que de justesse (277 voix) à l'issue d'un second tour de scrutin. Il est, avec M. Bakatine, l'ancien ministre de l'intérieur limogé le 2 décembre dernier sous la pression des conservateurs, le seul

personnage un tant soit peu libéral de l'équipe.

On remarque à ce propos l'absence de M. Alexandre Iakovlev, l'idéologue de la perestroïka, qui figurait encore en janvier dans l'entourage direct de M. Gorbatchev et que les milieux informés présentaient à l'époque comme l'un des figures importantes du Conseil de sécurité en formation. Il est possible que M. Gorbatchev, prévoyant un échec certain, ait renoncé à présenter sa candidature à la ratification parlementaire, et que cette procédure lui ait été imposée précipitamment dans ce but.

Pour le reste en tout cas, les membres du Conseil sont des conservateurs bon teint, nommés d'ailleurs à des postes de par leurs fonctions dans l'appareil gouvernemental et les organismes de maintien de l'ordre. On y trouve notamment les nouveaux ministres des affaires étrangères et de l'intérieur, qui rejoignent le nouveau premier ministre, M. Pavlov, et le vice-président de l'URSS M. Ianaev, lui-même élu au congrès des députés l'an dernier. Au total et pour le moment (car il faudra bien, soit faire passer « aux forces » M. Boldine, soit lui trouver un remplaçant), ce Conseil de sécurité est, avec huit membres, deux fois moins nombreux que le Conseil présidentiel qu'il remplace et qui n'aura eu qu'un an d'existence. Il est vrai que M. Gorbatchev avait alors flanqué les membres les plus importants de son personnel fort disparates, tels les écrivains Altman et Raspoutine, les « manuels » Iakovlev et Kaula, les « théoriciens » Iakovlev, Chataline et Primakov. Tout cela n'avait guère fonctionné et l'ont revint aujourd'hui à une formule probablement plus efficace, mais beaucoup plus « fermée ».

MICHEL TATU

## Les huit membres du Conseil

Après les votes du jeudi 7 mars au Soviet suprême, le Conseil de sécurité de l'URSS compte, outre M. Gorbatchev, les huit membres suivants :

Guennadi Ianaev, vice-président de l'URSS.  
Valentin Pavlov, premier ministre.  
Alexandre Basmartnykh, ministre des affaires étrangères.  
Vladimir Krioutchkov, président du KGB.  
Boris Pougov, ministre de l'intérieur.  
Dmitri Iazov, ministre de la défense.  
Vadim Bakatine, Evgueni Primakov.

## L'échec des conseillers

Les électeurs de la circonscription partiellement rurale de Ribbles Valley, dans le nord de l'Angleterre, ont réservé une mauvaise surprise à M. John Major à peine rentré de Moscou et du Koweït. Alors que le siège était considéré comme l'un des plus sûrs des conservateurs, il est passé, jeudi 7 mars, aux mains des démocrates libéraux, au cours d'une élection partielle qui a révélé une fois de plus l'impopularité de la politique étrangère locale instaurée en avril 1990.

LONDRES

de notre correspondant

M. Mike Carr, candidat démocrate libéral, a obtenu 52 577 voix contre 37 776 à son adversaire conservateur. Les deux ne peuvent pas se présenter à la fois, mais il est exceptionnellement élevé pour

## Le prince Charles à une réforme du

Au cours d'une réunion, aurait dû rester confidentielles les discussions parlementaires. Le prince Charles a critiqué le système électoral britannique et exprimé ses préférences pour la représentation proportionnelle.

LONDRES

de notre correspondant

L'initiateur de la réforme électorale, le prince Charles, a déclaré que les membres du Parlement britannique pour les élections générales, l'un des plus importants moments de la vie politique britannique, ne sont pas élus au suffrage universel, mais par un système électoral qui ne reflète pas la volonté du peuple. Le prince Charles a déclaré qu'il était temps de passer à un système de représentation proportionnelle, qui permettrait à chaque citoyen de voter pour un candidat, et que le résultat refléterait la volonté du peuple.

Le système actuel, a-t-il ajouté, a été de tout temps le système électoral britannique. Le prince Charles a déclaré qu'il était temps de passer à un système de représentation proportionnelle, qui permettrait à chaque citoyen de voter pour un candidat, et que le résultat refléterait la volonté du peuple.

Le fils aîné de la reine Elizabeth a fait remarquer que son père, le roi George VI, avait adopté le système de représentation proportionnelle en 1945, et qu'il était temps de le réintroduire en 1991.

ROUMANIE : pour mieux préparer l'opinion à son programme d'austérité

## M. Petre Roman pourrait remanier son gouvernement

BUCAREST

de notre correspondant

« Un remaniement gouvernemental est possible, des consultations préliminaires ont eu lieu » à ce sujet, a déclaré le président roumain, M. Ion Iliescu, dans un entretien publié mercredi 6 mars par le quotidien gouvernemental Adevărul. « L'année

sera dominée par les difficultés économiques, nous en sommes tous conscients », a estimé le président roumain, qui a démenti les rumeurs de désaccords avec son premier ministre, M. Petre Roman. « Il est naturel qu'apparaissent des opinions différentes sur les aspects concrets » mais « les principes fondamentaux de la réforme économique sont compris

de la même façon », a expliqué M. Iliescu.

La semaine dernière, à la fin d'un long discours sur le programme économique de son gouvernement pour 1991, le premier ministre roumain avait estimé que « le moment (était) peut-être venu d'adopter une autre formule gouvernementale ». Le passage à l'économie de marché entraîne « la plus profonde crise qu'ait connue le pays » et la nécessaire cure d'austérité va conduire à une « inévitable érosion du soutien populaire » à son gouvernement. C'est pourquoi, avait déclaré M. Roman, « il ne faut pas négliger la nécessité d'une nouvelle crédibilité populaire ». Moins d'un an après des élections qui avaient vu le Front de salut national (FSN) au pouvoir recueillir plus de 65 % des voix, le premier ministre a laissé entendre qu'il était temps de changer d'équipe, ou simplement de la remanier.

La question est là : M. Roman veut-il que des membres de l'opposition entrent au gouvernement afin que celle-ci partage l'impopularité de la crise ou veut-il seulement écarter ceux des membres de son gouvernement qui ont été les plus compromis avec l'ancien régime et dont les syndicats ont demandé, pendant les grèves, la démission ? Dans l'opposition, en dehors de M. Ion Raicu, candidat malheureux du Parti national paysan (PNP) à l'élection présidentielle, qui a jugé que le changement

de gouvernement évoqué était, à ses yeux, la preuve « d'un désir authentique du gouvernement de contribuer au sauvetage du pays », personne n'a saisi la balle, lancée, involontairement peut-être, par le premier ministre.

Le quotidien Romania Libera croit savoir que ce changement de « formule gouvernementale » ne sera finalement qu'un remaniement et certaines sources confirment officiellement qu'il n'était pas envisagé d'envoyer le gouvernement à l'opposition, car celle-ci ne le souhaitait pas, à moins d'obtenir en échange des élections anticipées.

Le premier ministre devra donc vraisemblablement se contenter d'un simple ravalement de son gouvernement. Mais il n'est pas certain que cela sera suffisant pour appliquer sans risque des réformes, dont la durée et leur acceptation par le peuple sont (les) conditions préalables de leur réussite, selon le premier ministre. Pour l'heure, le gouvernement a de grandes difficultés à imposer cette austérité, obéant, au fil des grèves, aux revendications salariales des syndicats, qui se rapprochent un peu plus chaque jour de l'opposition. En présentant son bilan, M. Roman a reconnu que l'an dernier, son gouvernement n'avait pu sortir le pays de la crise, notamment parce qu'il n'avait pu « se permettre de faire baisser le niveau de vie ».

JEAN-BAPTISTE NAUDET

POLOGNE

## Les députés entament un débat sur leur éventuelle autodissolution

Les députés polonais, dont une majorité représente encore l'ancienne coalition communiste, ont entamé, jeudi 7 mars, un débat sur leur éventuelle autodissolution, afin de permettre la tenue des premières élections parlementaires libres. Celles-ci pourraient avoir lieu le 26 mars.

Dans une lettre adressée à la Diète, le chef de l'Etat a en effet demandé aux députés de renoncer à « l'accord déposé de la table ronde » (conclu en printemps 1989 sur la répartition du pouvoir entre les communistes et Solidarité) qui aujourd'hui, dit-il, « corrompt la vie publique ».

Un scrutin mi-majoritaire mi-proportionnel

Avant de fixer la date des élections, les députés ont commencé l'examen, en première lecture, de deux projets de loi électorale concurrents, dont un présenté par M. Walesa, qui prévoit un mode de scrutin mi-majoritaire, mi-proportionnel.

L'autre projet, élaboré par la commission constitutionnelle sous la direction de Bronislaw Geres, propose un scrutin sur une base essentiellement proportionnelle.

Les groupes parlementaires se sont déclarés, en majorité, favorables à un nouveau scrutin en commission de l'examen des deux projets, ce qui

rendrait impossible l'organisation d'élections en mai.

Les partisans de M. Walesa estiment que des élections rapides sont nécessaires pour que le Parlement retrouve sa légitimité aux yeux d'une population éprouvée par les mesures d'austérité et qui manifeste de plus en plus son mécontentement. (AFP)

Prochaine rencontre Walesa-Gorbatchev. — Le président Lech Walesa doit « prochainement » rencontrer M. Mikhail Gorbatchev, a déclaré, jeudi 7 mars à Varsovie, le porte-parole présidentiel, Andrzej Drzyński. La date et le lieu de la rencontre n'ont pas été précisés. (AFP)

LIVRES

**POLONAIS**  
et livres français  
sur la Pologne et l'Europe de l'Est  
Livres russes  
Catalogues sur demande  
**LIBELLA**  
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-6  
Tél. : 43-26-51-09

## Images/S/ en Région/S/

3èmes Journées Professionnelles du Cinéma et de l'Audiovisuel

(Hôtel de Région - Montpellier - 15 et 16 mars 1991)

Actions et coopérations euro-méditerranéennes des Régions dans le processus de développement de la création d'images.



Antenne Cinéma : (16) 67 22 80 59 / 7e ART : (1) 48 78 00 03

سكزا من لايهل



## EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : élection partielle

### L'échec des conservateurs illustre l'impopularité persistante de la poll tax

Les électeurs de la circonscription partiellement rurale de Ribbles Valley, dans le nord de l'Angleterre, ont réservé une mauvaise surprise à M. John Major à peine rentré de Moscou et du Koweït. Alors que le siège était considéré comme l'un des plus sûrs des conservateurs, il est passé, jeudi 7 mars, aux mains des démocrates libéraux, au cours d'une élection partielle qui a révélé une fois de plus l'impopularité de la poll tax, l'impôt local instauré en avril 1990.

LONDRES

de notre correspondant

M. Mike Carr, candidat démocrate libéral, a obtenu 22 377 voix contre 17 776 à son adversaire conservateur. Les Tories ne peuvent accuser ni la participation, qui a été exceptionnellement élevée pour

une élection partielle puisqu'elle a atteint 72 %, ni la qualité de celui qui défendait leurs couleurs puisque, de l'avis général, celui-ci a fait une excellente campagne. Il ne leur reste donc qu'à s'interroger sur les raisons d'un échec aussi surprenant. Le siège était vacant en raison de l'élévation à la chambre des Lords de son titulaire, M. David Waddington, ancien ministre de l'Intérieur.

Le basculement de 25 % d'entre eux du camp des conservateurs à celui des démocrates libéraux constitue un grave avertissement pour les conservateurs. Les sondages avaient montré que les électeurs de Ribbles Valley voulaient manifester leur hostilité à la poll tax. 77 % d'entre eux se sont en effet déclarés insatisfaits de la façon dont le gouvernement avait traité la question de la fiscalité locale. M. Thatcher avait voulu à toute force instaurer cet impôt, égal pour tous, riches et pauvres,

dans une même commune afin de donner un meilleur sens de leurs responsabilités financières aussi bien aux citoyens qu'aux conseils municipaux. Le résultat avait été désastreux dans l'opinion.

Parce que comme injuste, la poll tax a provoqué de graves émeutes au printemps dernier et contribué au départ de M. Thatcher. Les parlementaires conservateurs avaient compris que celle-ci ne changerait jamais d'avis et qu'il valait mieux se débarrasser d'elle avant des élections générales s'ils ne voulaient pas les perdre. Mais le gouvernement de M. John Major n'a pas encore réussi à décider s'il allait tordre le cou une bonne fois à la poll tax ou s'il se contenterait de l'aménager, en prévoyant de nombreuses exemptions et réductions. M. Michael Heseltine, qui s'était opposé de front à la « Dame de fer » est désormais chargé de ce dossier. Il a multiplié les déclarations apaisantes, mais l'électeur de

base maintient apparemment son hostilité au principe même de cet impôt.

Le vainqueur démocrate libéral a pu déclarer, jeudi soir 7 mars, que lorsque celle-ci sera finalement abolie, on pourra inscrire sur sa tombe : « C'est la poll tax, tuée à Ribbles Valley ». C'est peut-être aller un peu vite en besogne, même si l'événement incite évidemment encore davantage le gouvernement à trancher quant à l'avenir de la fiscalité locale.

Le résultat de ce scrutin pourrait remettre en question l'intention qu'on prête à M. Major de convoquer des élections anticipées en juin prochain bien que les sondages soient pourtant plutôt favorables aux conservateurs. Le dernier en date, publié vendredi par le Daily Telegraph, place les conservateurs largement en tête avec 45 % des voix, devant les travaillistes qui en recueillent 36,5 % et les démocrates libéraux 13 %.

DOMINIQUE DHOMBERES

### Le prince Charles est favorable à une réforme du système électoral

Au cours d'une réunion, qui aurait dû rester confidentielle, avec des parlementaires gallois, le prince Charles a critiqué le système électoral britannique et exprimé ses préférences pour la représentation proportionnelle.

LONDRES

de notre correspondant

L'héritier de la couronne recevait, mardi 5 mars, au palais de St James, les dix membres de la commission parlementaire pour les affaires galloises. L'un des participants a trahi le secret qui est de règle dans ce genre de rencontre. Au cours de celle-ci, le prince Charles a estimé que la représentation proportionnelle permettrait un plus grand « consensus » dans la conduite des affaires du pays et éviterait les virages à 180 degrés du maître de politique économique et industrielle que provoquent les changements de majorité.

Le système électoral britannique a été de tout temps le scrutin uninominal majoritaire à un tour qui donne le siège au candidat arrivé en tête quel que soit le nombre de voix qu'il ait obtenu. Ce système permet normalement de constituer des majorités stables de gouvernement, mais lamine les petits partis et ne donne pratiquement aucune chance aux minorités d'être représentées au Parlement.

Le fils aîné de la reine Elizabeth a fait remarquer que les pays européens qui avaient adopté la représentation proportionnelle avaient par exemple une meilleure législation en matière de logement. Les décisions prises reflètent dans ce cas l'opinion de la

plus grande partie des électeurs, et pas seulement celle du parti au pouvoir.

Les propos du prince Charles ont aussitôt provoqué des réactions très diverses. « C'est très bien qu'il parle d'architecture, mais les membres de la famille royale devraient se tenir à l'écart de la politique », a commenté un député conservateur, M. Barry Porter. Le leader du Parti démocrate libéral, M. Paddy Ashdown, a estimé au contraire que le prince Charles avait « bien servi le pays en posant ce problème, et qu'il était en accord avec 70 % des Britanniques, selon le dernier sondage ».

Le Parti conservateur est totalement hostile à une réforme du système en vigueur. La direction du Labour l'est également, mais a cédé ces dernières années au vu de certaines militances travaillistes d'étudier la possibilité d'une réforme. Seuls les démocrates libéraux, qui ne sont cédés dans les sondages que de 10 % environ des intentions de vote, ainsi que les nationalistes écossais et gallois, sont ouvertement favorables à la représentation proportionnelle.

La Constitution non écrite du pays, fondée sur la tradition et les usages, veut que la famille royale ne prenne pas position sur des questions de ce genre. Le quotidien de centre gauche The Guardian, qui soutient l'instauration de la représentation proportionnelle, constate que le prince héritier a probablement dépassé les limites qui lui sont assignées mais s'en réjouit. Le leader adjoint du Parti travailliste, M. Roy Hattersley, lui-même fréquent collaborateur de ce quotidien, voit en tout cas confirmé le soupçon, qu'il nourrit depuis longtemps : le prince est un lecteur fidèle du Guardian.

D. Dh.

## TURQUIE

### Nouveaux affrontements entre Kurdes et policiers

Une femme a été tuée et sept autres personnes blessées lorsque les forces de sécurité turques ont fait feu sur des manifestants, jeudi matin 7 mars, à Dargecit, a-t-on appris de sources concordantes. Le couvre-feu a été instauré dans cette ville à majorité kurde du sud-est de l'Anatolie. Cela porte à six le nombre de Kurdes tués par balles, depuis le 28 février, lors d'affrontements entre policiers et manifestants dans cette région frontalière de l'Irak.

Le maire de Dargecit, M. Sulayman Anik, a affirmé que 5 000 personnes s'étaient rassemblées dans

le centre-ville pour une marche de protestation silencieuse contre les incidents sanglants qui avaient déjà fait trois morts à Sirtak le 28 février puis deux autres morts à Idli, le 3 mars.

Selon d'autres témoignages recueillis par téléphone, les forces de sécurité ont tiré sur les manifestants, blessant huit personnes. Une femme de trente ans a succombé à ses blessures peu après son hospitalisation. Deux députés du Parti populaire social-démocrate (PPSD, opposition) présents lors des incidents ont déclaré que les forces de sécurité « avaient tiré sur la foule, non pour disperser les manifestants mais pour les tuer ». - (AFP)

## YUGOSLAVIE

### Les conscrits slovènes pourront ne plus servir dans l'armée fédérale

BELGRADE

de notre correspondant

Le Parlement de Slovaquie a adopté, jeudi 7 mars à Ljubljana, une loi permettant aux conscrits de cette république de ne plus faire leur service militaire dans l'armée yougoslave. Ils le feront dorénavant dans les unités de la défense territoriale et de la police slovènes. Les recrues qui le désirent pourront cependant continuer à servir dans l'armée fédérale. Cet amendement s'inscrit dans la nouvelle Constitution de Slovaquie qui est à l'état de projet. Le service militaire

pourrait être aboli, une grande partie de l'opinion publique aspirant à la démission de la République. En décembre dernier, environ 90 % des électeurs slovènes s'étaient prononcés par référendum pour l'indépendance. En février, le parlement local avait voté la « dissociation » progressive de la Yougoslavie.

Le colonel Milan Alksentijevic, le seul député slovène à s'être opposé au « moratoire » sur le service militaire, a déclaré que cette loi était contraire à la Constitution yougoslave et « faisait partie du scénario visant à détruire la Yougoslavie ». - (AFP)

F. H.

Le Monde EDITIONS

## GOLFE

### clefs pour une guerre annoncée

Alain Gresh, Dominique Vidal

Le meilleur livre paru sur le Golfe. Écrit pour la circonstance dans un but avoué de pédagogie, il atteint son but sans faux pas. Les rappels historiques n'étouffent jamais l'action. L'enjeu économique, omniprésent, apparaît limpide. La stratégie de chaque Etat éclaire sans cesse le jeu politique.

Télérama

En vente chez votre libraire

## GRANDE VENTE SUPER-ESCOMPTES

### des FOURRURES GEORGE V

Une seule adresse 22, 24 Avenue Hoche. Paris 8<sup>e</sup>

... aperçu de quelques prix

parmi des centaines de manteaux et vestes

en Vison, Castor, Marmotte, Renard, Chinchilla, Zibeline.

MANTEAUX VISON Dark	17500 <sup>0</sup> - 40%	10500 <sup>0</sup>
MANTEAUX VISON Lunalaire	27500 <sup>0</sup> - 50%	13750 <sup>0</sup>
MANTEAUX MARMOTTE Canada	13500 <sup>0</sup> - 50%	6750 <sup>0</sup>
BLOUSONS VISON et CUIR	10000 <sup>0</sup> - 50%	5000 <sup>0</sup>
VESTES RENARD bleu, noir, marron	7500 <sup>0</sup> - 40%	4500 <sup>0</sup>
VESTES MARMOTTE du Canada	8500 <sup>0</sup> - 40%	5100 <sup>0</sup>
3/4 MOUTON retourné double face	6500 <sup>0</sup> - 40%	3900 <sup>0</sup>
FELISSES col et int. OPOSSUM	4500 <sup>0</sup> - 30%	3150 <sup>0</sup>
FELISSES col VISON Int. LAPIN	3000 <sup>0</sup> - 40%	1800 <sup>0</sup>

pendant le SALON de l'AGRICULTURE magasin ouvert de 10h. à 19h.

## FOURRURES GEORGE V

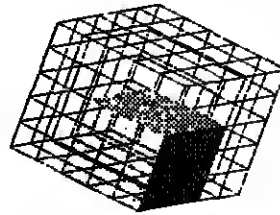
L'adresse à retenir 22, 24 Avenue Hoche PARIS. 8<sup>e</sup> RER, Etoile, Métro Etoile, Terres, BUS 31, Parking Hoche



## Personnes. Rencontres. Nouveaux marchés: Leipzig 91

Les différents Salons qui ont lieu au printemps 1991 permettant à Leipzig de rapprocher non seulement les marchés de l'Est et de l'Ouest mais surtout de créer des liens entre les personnes. Une rencontre européenne dans l'objectif est de créer de meilleurs contacts pour l'avenir. C'est ainsi qu'un partenaire commercial peut, à cette occasion, devenir un bon ami et qu'une telle

rencontre à un Salon peut être la réalisation d'une rencontre si longtemps attendue. Les 2800 exposants présents aux différents Salons de printemps offrent des possibilités presque illimitées pour nouer de nouveaux contacts. Et, pour les 10 autres Salons qui auront lieu cette année, le mot de passe est : un se voit à Leipzig!



## FOIRES DE LEIPZIG PRINTEMPS 1991

SALON DE LA TECHNIQUE du samedi 16 au vendredi 22 mars

Part des expositions

Les salons professionnels: Machines - outils et outillage - Usines à exploitation commerciale et minière - Electrochimie et électronique - Besoins industriels / sous-traitance. Domaines représentés: Ingénierie de la conception, logistique - Technologie de biens agricoles et alimentaires, technologie de l'emballage - Machines de chemin, machines pour les véhicules et la ceramique - Sciences et technologies - Services marchands - Expositions collectives et stands d'informations centres de l'étranger.

SALON DE LA CONSOMMATION du samedi 16 au mercredi 20 mars

Halls d'exposition dans le centre de la ville

Marché professionnel pour les appareils ménagers et les exploitations, verreries, porcelaine, céramique. Marché professionnel pour le papier, matériel de bureaux, papeterie, cadeaux. Domaines représentés: Montres et bijoux - Tissus d'ameublement et pour la maison - Produits de beauté, produits d'entretien chimique, produits pharmaceutiques - Jouets - Instruments de musique - Denrées alimentaires et produits de luxe. Salon professionnel "La Belle '90" Matériel pour coiffeurs et produits de beauté.

Leipziger Messe GmbH, Markt 11 - 15, Postfach 720, D - 7010 Leipzig, Tel: 7 19 10, Fax: 7 19 15 75, Telex: 512 284

MESSEN DER ZUKUNFT



## AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : le procès de Winnie Mandela

### Les turpitudes d'un pasteur méthodiste

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

La défense est entrée en lice, dans le procès de Winnie Mandela et de ses trois coaccusés. Après que le procureur eut fini d'interroger M. Kenneth Kgase, l'un des principaux témoins à charge, les avocats de la défense ont commencé leur contre-interrogatoire, jeudi 7 mars, avec le soutien commun de l'amener à contredire ses précédentes déclarations.

M. Kruger, le défenseur de M. Morgan, le chauffeur du minibus dans lequel MM. Kgase, Mskgwe, Morn et le jeune Stompis auraient été enlevés de la résidence du révérend Paul Verlyn, à Soweto, le 29 décembre 1988, a tenté de contraindre M. Kgase à dire que son client

n'était pas présent lors du passage à tabac au domicile de M. Mandela. Embarrassé par la présence de Winnie Mandela et les sombres regards des militants de l'ANC présents dans la salle, M. Kgase a fini par convenir que M. Morgan n'avait pas assisté à « tous » les sévices physiques infligés aux quatre jeunes et que lui-même, sonné par les coups, n'avait pas vu « précisément » à quel moment le chauffeur avait quitté la pièce.

« Un chercheur de publicité »

Défenseur de M. Xolwhe Felati et de sa fille Nompumelelo, M. Joubert a, lui aussi, essayé de semer le doute sur la qualité du témoignage de M. Kgase. Il a

réussi à mettre en évidence que, comme M. Morgan, la mère et la fille, qui étaient présentes dans la maison, n'avaient pas assisté en permanence ni pris part au tabassage.

L'avocat a mis l'accent sur les accusations d'homosexualité portées contre le révérend Verlyn. Ces accusations sont au centre du système de défense de Winnie Mandela et de ses coaccusés. M. Joubert a clairement indiqué en essayant de démontrer qu'en fait, il n'y avait jamais eu d'enlèvement mais plutôt d'« séquestration » des quatre jeunes à des fins de « protection » contre les turpitudes qu'ils subissaient à la résidence du pasteur méthodiste.

L'avocat a ainsi voulu faire dire à M. Kgase qu'il avait eu, maintes fois, l'accusation de s'écarter et

qu'il ne l'avait pas fait avant le 7 janvier 1989. Mais, le témoin a insisté sur le fait qu'il n'est pas tombé dans le piège.

A son tour, M. Bizos, le chef de file des avocats de Winnie Mandela, a interrogé M. Kgase. Il a, lui-même, ressorti des cartes les anciennes déclarations du témoin à charge, pour le pousser à la contradiction et a fini par l'accuser d'être « un chercheur de publicité » dans l'histoire de la « séquestration » des quatre jeunes. « Pensez ce que vous voulez, je ne suis pas là pour impliquer qui que ce soit », lui a rétorqué M. Kgase, rappelant qu'il était la victime de M. Mandela. Le contre-interrogatoire devait continuer, vendredi.

FREDERIC FRITSCHER

TUNISIE : après le retrait de trois membres du bureau exécutif

### Le mouvement islamiste n'a plus de direction

TUNIS

de notre correspondant

Le mouvement islamiste Ennahdha vient d'éclater et se retrouve sans direction. Les trois membres de son bureau exécutif encore en liberté et présents à Tunis ont annoncé, jeudi 7 mars, qu'après les derniers actes de violence revendiqués par certains de leurs amis politiques (le Monde du 6 mars) ils « gelaient » leur activité au sein du mouvement. « Nous considérons que de tels actes sont irresponsables, et il est étrange qu'ils aient été commis par des hommes appartenant à notre mouvement », déclarent-ils. Ils sont en contradiction avec nos choix politiques », déclarent, dans un communiqué, MM. Abdel-fattah Mourou, Fadel Beldi et Benaisa Demni.

Les trois signataires affirment leur « attachement aux moyens pacifiques » et leur « ferme conviction que toute conduite irresponsable mène à l'impasse, et à l'écoulement des valeurs de notre société et ne sert nullement l'aventure de notre cher pays, où la tolérance et l'entraide doivent prévaloir ». Les agissements violents de certains membres d'Ennahdha « sont, en outre, rejetés par les préceptes de notre religion et sont contraires aux valeurs de notre civilisation ».

Le communiqué précise qu'après

le gel de leur « qualité de membres » du mouvement et de leur activité, MM. Mourou, Beldi et Demni prendraient « éventuellement, dans un proche avenir », d'autres décisions. La création d'un nouveau mouvement à connotation religieuse, mais qui répondrait aux exigences de la loi sur l'existence des partis politiques est-elle envisagée ? Pour le moment, M. Mourou se refuse à le dire.

« Nous prenons un peu de recul, et nous allons observer un temps de réflexion pour essayer de voir plus clair », nous a-t-il déclaré. Mais, en signant un texte qui se réfère à la protection du « climat général dans le pays », à « la solidarité » et à « la cohésion pour un avenir radieux », les trois « sortants » emploient un langage qui n'a plus rien de commun avec le ton agressif qui caractérisait, depuis longtemps, les prises de position d'Ennahdha.

M. Rachid Ghannouchi, qui a choisi, depuis bientôt deux ans, de vivre à l'étranger, d'où il appelle régulièrement à la révolution, demeure président d'Ennahdha, mais n'a plus d'adjoint pour exécuter ses ordres à Tunis. Sur les six autres membres du bureau exécutif du mouvement, deux sont en fuite et quatre en état d'arrestation.

MICHEL DEURÉ

Dénouant les ingérences de Pretoria

### Le chef d'un bantoustan démissionne

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

M. Enos Mabuza, chef-ministre du KwaZulu, l'un des six bantoustans (homeland) autochtones (1), a annoncé, jeudi 7 mars, qu'il démissionnait de ses fonctions et quitterait son poste le 1<sup>er</sup> avril. Après treize ans passés à gérer le KwaZulu, le chef-ministre sud-africain aurait bien voulu, il n'y a pas si longtemps, rétroceder au Swaziland voisin, il a accusé le régime de Pretoria de maintenir la région en état de sous-développement.

Les bantoustans sont des « républiques bonobonnières », a dit M. Mabuza, devant l'Assemblée législative du KwaZulu. L'annonce de sa démission a surpris autant les dirigeants sud-africains que les propres ministres de M. Mabuza, homme réputé intègre qui ne dissimule pas son engagement aux côtés du Congrès national africain (ANC). « Nous sommes le seul homeland à ne pas avoir de Portement grandiose, d'immenses administratifs, de palais construits au sommet des collines, simplement parce que nous avons consacré nos ressources au bien-être de la population », a dit le chef-ministre.

M. Mabuza s'est déclaré « profondément blessé » par les interventions du gouvernement sud-africain dans les affaires de l'Etat

« indépendant » du Ciskei, dans le gouvernement duquel ont été récemment nommés quatre ministres blancs sud-africains, dont d'anciens espions notoires. Il a aussi reproché au régime de Pretoria d'avoir encouragé la construction de « éléphants blancs » comme des casinos et des « aéroports internationaux », dans l'Etat « indépendant » du Bophuthatswana, « récompensé par des aides budgétaires, des emprunts garantis et une assistance technique ».

Dans le homeland autonome du KwaZulu, le chef-ministre, qui est aussi président du parti Inkatha à dominante zouloue, a appelé à la réconciliation nationale. M. Mangosuthu Buthe, dont les supporters sont engagés, depuis des années, au Natal, dans une lutte fratricide contre les militants du Front démocratique uni (UDF) et ceux de l'ANC, s'est excusé pour « toutes les violences » et a fondé en larmes, au cours d'une cérémonie de prières, jeudi, à Durban.

F. F.

(1) L'Afrique du Sud a confiné ses populations noires sur dix territoires nationaux, principalement définis en fonction de critères linguistiques. Quatre de ces homelands ont été déclarés « indépendants » : Transkei, Ciskei, Bophuthatswana et Venda. Six autres se sont vu attribuer l'« autonomie » : KwaZulu, KwaNdebe, Lebowa, Gazankulu et KwaNdebe.

## ASIE

CHINE : lors de la visite de M. Alain Juppé

### RPR et PC chinois ont noué des rapports officiels

PÉKIN

de notre correspondant

Pour le PC chinois qui se sent quelque peu boudé par son homologue français de même que par le PS, la solution pour ne pas se couper des « larges masses populaires » de France et de leur classe politique s'imposait : il a noué des relations avec le RPR. C'est ce qu'est venu officialiser à Pékin son secrétaire général, M. Alain Juppé.

L'événement a été dûment célébré, mercredi 6 mars, par une rencontre avec le chef en titre du PCC, M. Jiang Zemin.

Sans craindre l'emphase, ce dernier n'a pas hésité à comparer l'instauration de rapports officiels entre

les deux formations à « la décision clouante prise en 1964 par le général de Gaulle et le président Mao » d'établir des relations diplomatiques entre les deux pays. Les deux partis, est-il précisé, respectent dans leurs échanges les principes d'égalité et de non-ingérence mutuelle.

Ce qui signifie très exactement ce que les mots veulent dire : les Chinois veulent bien s'abstenir de chercher à imposer au RPR toute idéologie communiste du moment que le parti de M. Chirac se dispensera de formuler des critiques de l'ordre de celles qui ont passablement refroidi les rapports de Pékin avec le PS et le PCF sur les droits de l'homme, la répression politique, l'anarchisme...

Toutes promesses qui seront, sans doute, tenues du côté du RPR, tant elles découlent de l'analyse mise en forme par M. Alain Peyrefitte, selon lequel le peuple chinois n'a que faire des idéaux de démocratie à l'occidentale.

Moyennant quoi M. Jiang a adressé ses salutations « au président Chirac », sans laisser transparaître la déception de Pékin à le voir différer depuis longtemps le projet qu'il avait caressé de revenir en visite sur le terrain d'origine du célèbre cheval de porcelaine qui trône dans son bureau.

F. D.

9 et 10 MARS  
EXPOSITION INTERNATIONALE  
De 10 à 19 heures  
VENTE - ECHANGE  
MINERAUX  
PIERRES PRÉCIEUSES  
BIJOUX - FOSSILES  
HOTEL PARIS-HILTON  
(au pied de la Tour Eiffel)  
18, av. de Suffren, PARIS-15<sup>e</sup>

BANGLADESH : résultats définitifs des élections du 27 février. - La Commission électorale a confirmé jeudi 7 mars la victoire du Parti national (BNP) de la bégum Khaleda Zia aux élections du 27 février dernier. Le BNP a obtenu 132 sièges sur 300 contre 83 à son principal rival, la Ligue Awami de M<sup>me</sup> Hasina Wajed. Le parti Jatiya de l'ex-président Ershad a remporté 35 sièges, le Jamaat-Islami 18, les autres sièges se répartissant entre plusieurs petits partis. - (AFP)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT  
Le Monde RADIO TÉLÉVISION

## AMÉRIQUES

HAÏTI

### Assassinat de deux Français à Port-au-Prince

PORT-AU-PRINCE  
de notre envoyé spécial

Parmi les nombreux défis que doit affronter le jeune président haïtien Jean-Bertrand Aristide, la recrudescence de la délinquance, dont viennent d'être victimes deux ressortissants français, est l'un des plus pressants. L'assassinat, samedi dernier, de M<sup>me</sup> Chantal Lapouille, âgée de quarante-deux ans, mère de quatre enfants et belle-sœur de M. Hervé Augagneur, président d'Année 2 et de FR 3, a soulevé une grande émotion à Port-au-Prince, où elle s'occupait avec efficacité des enfants des rues dans le cadre d'un programme de l'UNICEF.

M<sup>me</sup> Lapouille a été tuée de deux balles tirées à bout portant, en plein jour, dans la banlieue résidentielle de Pétionville par deux inconnus (le nom des bandits en circulation) qui ont volé sa voiture sous les yeux de sa plus jeune fille. Deux jours plus tard, un physiothérapeute français d'origine haïtienne, le docteur Robert Coirac, a été tué à proximité de la capitale par des hommes qui cherchaient à le dévaliser. Prenant la

parole, lundi soir à la télévision, le Premier ministre, M. René Préval, a dénoncé « les manœuvres de déstabilisation contre le nouveau gouvernement » et annoncé que des mesures allaient être prises « contre l'insécurité montante dans le pays ».

Contrairement à certaines rumeurs courant à Port-au-Prince, M. François Lapouille ne pense pas que son épouse ait été particulièrement visée en raison de son travail ou de sa nationalité. « Chantal n'est victime du terrorisme aveugle. Il faut aider Aristide à le faire disparaître », souligne cet industriel qui n'a pas l'intention d'abandonner Haïti.

Le gouvernement français a favorablement répondu à une demande de coopération des autorités haïtiennes pour la restructuration de l'armée et la constitution d'une véritable force de police. Le général Jean Varret, chef de la mission militaire au ministère de la Coopération, vient de passer quatre jours en Haïti où il a effectué un audit de l'armée afin de préciser les modalités de l'assistance française.

JEAN-MICHEL CAROTT

PÉROU

### « Cuisine » politique et épidémie de choléra

LIMA

de notre correspondant

A l'invitation du président Fujimori, une cinquantaine de correspondants étrangers ont fait ripaille, jeudi 7 mars, avec le ceviche, plat typiquement péruvien de poissons et de fruits de mer marinés dans du citron, ainsi qu'avec le ashitaki, plat nippon préparé pour le chef de l'Etat, qui est d'origine japonaise, par le restaurant Costa Verde, l'un des plus renommés de la côte pacifique.

Quelques journalistes ont néanmoins boudé les entrées pour se rabattre sur la daurade cuite au court-bouillon afin d'éliminer les microbes. D'autres se sont éclipés avant le repas, pour ne pas faire le jeu des autorités qui exhibent depuis quelques jours, devant les médias afin de démontrer que les fruits peuvent être mangés sans être lavés et que le ceviche est le plus sain des plats.

Les médecins considèrent que cette campagne a provoqué un regain alarmant du choléra - 11 522 cas ont été recensés la semaine dernière, 3 674 patients ont été hospitalisés et 66 d'entre eux sont morts - et que ce mal pourrait devenir endémique si la population ne respecte pas les consignes sanitaires. Le ministre de la Santé soutient ce point de vue, alors que le chef de l'Etat et un certain nombre de ses ministres multiplient les démonstrations publiques de dégustation de « fruits défendus ».

Pour l'économie du pays, l'épidémie est une catastrophe qui pourrait entraîner un manque à gagner d'un milliard de

dollars, soit le tiers de la valeur des exportations annuelles. Les autorités se sont donc servi de la presse étrangère pour « démontrer » aux touristes, comme l'a affirmé le chef de l'Etat, « que le problème du choléra n'est pas tel qu'on le dit ». Il est vrai que le poisson servi aux journalistes avait été pêché en haute mer et que des techniciens étrangers avaient vérifié qu'il était sain.

« Nos poissons ne sont pas plus contaminés... »

La plupart des mères de famille, qui n'ont pas les mêmes facilités, continuent de préparer le ceviche en utilisant des poissons de rivière, qui sont meilleur marché. « Nos poissons ne sont pas plus contaminés que ceux qui sont pêchés au Japon et mangés sous forme de sashimi ou de ceux qui sont pêchés aux Etats-Unis et cuits sur la barbecue », a déclaré M. Fujimori, qui a ajouté que, d'après l'évaluation du port de Chimbote, Mgr Banbaron, 90 % des malades actuellement hospitalisés n'avaient pas consommé de poisson avant de contracter le choléra. Le chef de l'Etat en conclut que l'épidémie est due au manque d'hygiène, dont souffre un tiers de la population, ainsi qu'à la malnutrition.

Mourir de faim ou de choléra ? Payer la dette ou traiter les eaux usées pour qu'elles ne soient pas rejetées directement dans la mer ? Tels sont les dilemmes du pays, qui doit aussi faire face à d'autres problèmes comme l'inflation, la dette extérieure, le terrorisme et le trafic de drogue.

NICOLE BONNET

CHILI : les exactions de la dictature

### Les généraux de l'armée de terre rejettent les appels réclamant le départ du général Pinochet

Les généraux de l'armée de terre ont rejeté « formellement », jeudi 7 mars, les appels qui réclament la démission de leur commandant en chef, le général Pinochet. Ils affirment dans un communiqué leur « pleine loyauté » à son égard et estiment que les pressions exercées pour l'amener à quitter son poste attentent à « l'esprit de réconciliation nationale exprimé par le président de la République », M. Patricio Aylwin.

La récente publication du rapport sur les violations des droits de l'homme commises pendant les dix-sept ans de pouvoir du général Pinochet (1973-1990) a donné lieu à une multiplication des appels à la

démission de l'ancien dictateur. Ces appels sont surtout venus de l'opposition, mais le ministre de l'Education lui-même, M. Ricardo Lagos, a affirmé que la démission du général Pinochet s'adressait à la « réconciliation nationale ». Souhaitée par beaucoup de Chiliens, elle l'est aussi par le président, qui ne l'a « fait savoir », a déclaré M. Lagos. Le vice-président de la démocratie-chrétienne (au pouvoir), M. Gonzalo Arriagada, a également fait allusion jeudi à la « responsabilité politique » du général Pinochet dans les crimes commis et a estimé qu'il n'est « par conséquent » qu'il demeure à son poste. - (AFP)

Le Monde  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
45-55-91-82, poste 4330

Miles HYMAN  
MANHATTAN  
TRANSFER  
de trois PASSOS  
240 PAGES 160 FRS

مكتبة ابن رشد



# POLITIQUE

L'après-guerre au PS

## M. Rocard se prépare à « durer »

M. Michel Rocard, dans l'entretien qu'il a accordé au Monde du 7 mars, a mis les points sur les « i ». Ceux qui seraient pu en douter devant, une fois de plus, se font une raison. Sa ligne de conduite reste la même : durer. Dès lors, le plus raisonnable est de penser que le premier ministre est encore en place au moins pour plusieurs mois.

Si la guerre du Golfe avait été longue et cruelle, comme il l'avait lui-même redouté publiquement, M. François Mitterrand, au retour de la paix, aurait pu lancer une sorte de grand nettoyage de printemps. Le premier ministre, usé par le gestion difficile des retombées intérieures d'un long conflit, aurait risqué d'en faire les frais. Ce n'est pas le cas, et l'on voit mal comment le président de la République — quelle que soient ses éventuels désirs secrets — pourrait, dans l'immédiat, renvoyer un premier ministre qui n'a pas envie de partir, qui n'a pas démissionné pendant le conflit du Golfe et qui inscrit ostensiblement son action dans le cadre d'un « nouvel élan » au sein du cabinet. BVA-Paris-Match (le Monde du 8 mars), ne souhaite pas voir remplacé. Bref, selon une formule rocardienne classique, la nomination d'un nouveau premier ministre, aujourd'hui, ressemblerait à un « assassinat au coin du bois » que M. Rocard, aujourd'hui, ne risque probablement pas grand-chose de ce côté-là.

Pour la suite, personne, évidemment, n'a de certitudes sur la longévité du premier ministre dans une conjonction politique, économique et sociale qui s'annonce difficile. Si la date de juillet est maintenant avancée au sein du PS pour un changement de premier ministre, ce n'est pas seulement parce que certains socialistes, avec une régularité d'horloge dérogée, annoncent tous les deux mois, depuis près

de trois ans, le départ de M. Rocard ; c'est, aussi, parce qu'une telle opération doit tenir compte de données techniques qui font de juillet un mois favorable.

### Le rendez-vous de juillet

Pour des raisons facilement compréhensibles, les présidents successifs de la V<sup>e</sup> République

de la première période paraissent maintenant peu probables, il reste l'été. Or, le début du mois de juillet est le plus propice, avant le trêve estivale et avant que les grandes lignes du projet de budget discuté à l'automne n'aient été définitivement arrêtées. D'ailleurs, c'est à la mi-juillet 1984 que M. Mitterrand avait remplacé M. Pierre Mauroy par M. Laurent Fabius. Matignon, toutefois, refuse d'accorder une impor-

société française est toujours « l'Europe de malaises sociaux ». La contradiction à laquelle se heurte M. Rocard n'est pas en elle-même : soutenue par la partie « modérée » de l'opinion, sa politique est mal comprise par une large fraction de l'électorat populaire. Le premier ministre a conscience de ce décalage. Il voudrait le réduire, sans revenir, ni sur le politique mené, ni sur les principes qui l'inspirent. D'où les variations sur la nécessité d'associer le « réel » et le « symbolique ».

M. Rocard a toujours demandé à être jugé sur le long terme. Il a même évoqué, explicitement, la fin de la législature entamée en 1988. S'il s'en va à l'été, il pourra plaider qu'il n'a laissé une œuvre inachevée. Il lui restera alors à escompter que ce bilan soit réévalué dans l'opinion de gauche d'ici l'élection présidentielle. En revanche, si il reste à Matignon jusqu'aux élections cantonales et régionales de 1992 ou, à fortiori, jusqu'aux législatives de 1993, l'expérience d'une gestion rocardienne aura été menée à son terme.

M. Rocard jouera, alors, à quille ou double le profit qu'il peut espérer retirer de son passage à Matignon : ou bien il réussit, d'ici les élections générales, à inverser les tendances des élections partielles, beaucoup moins favorables pour lui que les résultats des sondages, et — pour employer des images qu'il n'aime guère — il aborde, seul en tête, la dernière ligne droite de son parcours présidentiel. Ou bien il ne réussit pas à inverser cette tendance et il se retrouve dans les profondeurs du peloton, barré par des concurrents moins dotés que lui, peut-être, de qualités de « fond », mais plus frais et mieux traités par le grand « handicapé ».

JEAN-LOUIS ANDRÉANI



ont évité de changer de premier ministre, pendant une session parlementaire. Donc, si M. Mitterrand veut changer de chef de gouvernement en 1991, par exemple, selon une configuration classique, pour donner un successeur le temps de préparer les élections législatives de 1993, il peut le faire, soit dans les dix jours qui précèdent, soit pendant l'été. Dans la mesure où le choix

tenace particulière à cette échéance : un départ en juillet ne correspond, dit l'un des proches conseillers de M. Rocard, « ni à notre souhait, ni à notre pronostic ».

Si, malgré tout, M. Rocard quitte effectivement Matignon à la mi-1991, il laisserait un bilan fort, certes nuancé. Il sait très bien, comme il le reconnaît dans son entretien au Monde, que le

national, M. Debergé faisait connaître ses réserves sur le projet de réforme du mode de scrutin régional adopté par le bureau exécutif du PS.

M. Mauroy a été amené à préciser, le 6 mars, au bureau exécutif, que la convention d'avril ne prendra pas l'allure d'un « mini-congrès » et qu'il s'agira d'une convention ordinaire. Le premier secrétaire a expliqué que sa « vocation » est de rechercher la « synthèse » et qu'il n'entend pas y déroger. Aussi le texte de préparation de cette convention, que le bureau exécutif doit approuver la semaine prochaine, ne sera-t-il soumis qu'au vote des députés fédéraux, et non à celui des sections (procédure qui est celle d'un congrès).

Les fabusiens avaient laissé entendre que, dans le cas contraire, ils auraient élaboré leur propre texte, ce qui aurait cassé la démarche majoritaire souhaitée par M. Mauroy. En réalité, sa tactique, celui-ci a rassuré tout le monde et... permis aux fabusiens d'annuler leurs objections sur le changement de mode de scrutin régional.

La clarification est donc renvoyée à une autre convention, celle qui, à la fin de l'année — probablement en décembre — devra adopter le nouveau « projet » du parti. D'ici là, et les intentions de M. Mitterrand auront été arrêtées, et le sort de M. Rocard aura été tranché.

PATRICK JARREAU

A l'intérieur et autour du RPR

## M. Chirac organise sa propre « nébuleuse »

M. Jacques Chirac entreprend de nouveau de réunir dans sa mouvance des clubs et structures de réflexion qui pourraient élargir son audience au-delà de l'électorat du RPR. C'est le cas, notamment, du mouvement Solidarité-Participation. M. Charles Pasqua va créer, de son côté, un club appelé « Demain la France ».

Fondé en 1976 par M. Philippe Decharrie, ancien ministre, dans la filiation de l'ancienne Union de la gauche V<sup>e</sup> République, pour soutenir M. Chirac qui venait de créer le RPR, le mouvement Solidarité-Participation (qui, jusqu'en 1981, s'appelait Mouvement pour le socialisme par la participation) est présidé depuis décembre 1990 par M. Paul Violet, adjoint en maire de Paris et membre du conseil national du RPR. Le MSP a annoncé, le 7 mars, qu'il se composera désormais comme un « parti politique autonome et indépendant », en insistant sur son rôle de « conscience gaulliste du RPR par la réhabilitation de la notion de participation », comme le dit M. Violet, qui précise également : « Nous sommes totalement dans l'opposition au pouvoir socialiste et derrière M. Jacques Chirac, chef de file de la famille gaulliste. » Le MSP va publier ses propositions, organiser des débats, éditer un magazine, le Gaullisme en mouvement, et lancer une campagne d'élections.

### « Le meilleur d'entre nous »

Cette initiative, qui n'a pu se réaliser qu'avec l'accord, voire les encouragements du maire de Paris, peut être replacée dans l'esquisse encore timide de la constitution d'une nouvelle « galaxie Chirac », comme il s'en était formé une après l'élection présidentielle de 1981. Nous sommes totalement dans l'opposition au pouvoir socialiste et derrière M. Jacques Chirac, chef de file de la famille gaulliste. Le MSP va publier ses propositions, organiser des débats, éditer un magazine, le Gaullisme en mouvement, et lancer une campagne d'élections.

Les tentatives ou les velléités des « rénovateurs » de se révolter contre le RPR et son chef ont été sévèrement doucement par le déconvoi des élections partielles du 27 janvier. Depuis, M. Chirac a évité toute parole ou tout geste qui aurait été trop déstabilisants pour les contestataires ayant quitté volontairement le RPR. Avec M. Alain Carignon, maire de Grenoble, qui, lui, a été placé en congé de parti, tous les ponts ne semblent pas complètement coupés. A l'égard des quelques députés et sénateurs qui, à la différence du reste des groupes parlementaires, n'avaient pas approuvé la déclaration de M. Michel Rocard sur l'ouverture des hostilités dans le Golfe, le 16 janvier dernier, M. Chirac n'a manifesté aucune réprobation, en vertu du principe de la liberté de vote et d'opinion au sein du RPR.

ANDRÉ PASSERON

## Stratégies

Suite de la première page

Par cette formulation, le premier secrétaire indiquait qu'il restait fidèle au souci d'unité qu'il a toujours mis en avant, mais qu'il n'écarterait pas, pour le moins, l'hypothèse selon laquelle la « cloré » ne s'accommoderait pas du maintien de la « synthèse » générale imposée par le chef de l'Etat après le congrès de Rennes.

M. Mauroy pouvait d'autant plus s'avancer dans cette voie que le président de la République, selon plusieurs échos concordants, a très mal supporté les critiques venues de M. Chevènement et de ses amis, mais aussi celles de ses jeunes protégés de l'Etat et d'intellectuels tels que M. Régis Debray. Il aurait donc encouragé le premier secrétaire à tirer les conséquences politiques des manœuvres constates de la solidarité envers le chef de l'Etat, le gouvernement et le parti lui-même, dont le comité directeur s'était prononcé à une très large majorité, le 15 janvier, pour l'ouverture des hostilités contre l'Irak.

L'issue rapide de la bataille terrestre a sensiblement modifié les données du problème. Comme l'a observé devant le bureau exécutif, le 6 mars, M. Pierre Guisdoni, qui représente le courant socialiste et républicain au secrétariat national du parti, « l'histoire a tranché ».

entre partisans et adversaires de l'action militaire. Est-il nécessaire, aujourd'hui, et opportuniste d'ouvrir un débat rétrospectif sur les arguments des uns et des autres ? Personne n'en est vraiment convaincu. Chacun s'interroge, en outre, sur l'identité du bénéficiaire d'un tel débat. S'il paraissait aller, de soi, supposant que M. Mauroy rassemblerait naturellement autour de lui la majorité qui approuve la ligne suivie par la direction du PS depuis huit mois, cette évidence ne s'impose plus aujourd'hui. En fait, la vertu « clarificatrice » de la crise du Golfe s'est atténuée et, de nouveau, le clivage est attendu plutôt des décisions que le chef de l'Etat prendra — on ne prendra pas — dans les mois qui viennent en sujet du maintien de M. Rocard à la tête du gouvernement et au sujet des orientations qu'il souhaite donner à l'action gouvernementale afin de préparer les échéances électorales de 1992 et 1993.

### L'avenir de M. Fabius

L'une des hypothèses évoquées est que M. Mitterrand, faute de pouvoir changer utilement de premier ministre avant les élections régionales et cantonales de 1992 au moins, attendrait d'avantage du parti lui-même un regain de dyna-

## M. Pierre Bérégovoy invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Pierre Bérégovoy, ministre d'Etat chargé de l'économie et des finances, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 10 mars, de 18 h 30 à 19 h 30.

Le maire de Nevers répondra aux questions d'André Passeron et d'Eric Zroblewicz, du Monde, et de Jean-Yves Hollinger et de Janine Perimond, de RTL, la nuit étant dirigée par Olivier Mazerolle.



M. Soisson : « L'Europe ne saurait être notre seul horizon ». — Dans une interview publiée par l'Express (daté 7 mars), M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail et animateur du mouvement France une, que les leçons de la crise du Golfe, « la France ne peut plus se limiter à la construction de l'Europe », déclare-t-il, avant d'ajouter : « L'Europe reste une exigence ; elle ne saurait être notre seul horizon. Probablement traumatisée par les guerres coloniales, notre génération politique (...) s'est lancée avec courage dans le combat européen, mais l'Europe, nous l'avons globalement vécue sur le mode du repli dans le cocon. Avec la guerre du Golfe (...) les Français ont redécouvert la primauté de la politique extérieure, l'envie du grand large (...). Les Français qui croient à l'Europe doivent avoir le souci du rang de la France et d'une ouverture nationale sur le monde ».

## EN BREF

M. Noir critique M. Rocard. — M. Michel Noir, maire de Lyon (ex-RPR), a déclaré, jeudi 7 mars, que M. Michel Rocard « a sûrement le sentiment (...) que son gouvernement n'apparaît pas comme très dynamique ». Selon M. Noir, l'entretien accordé par le premier ministre au Monde du 7 mars, dans lequel il se réclamait du « nouvel élan » souhaité par le chef de l'Etat, est « une sorte de confession (...) disant : C'est vrai que, pour l'instant, je n'ai pas assez de tonus, mais rassurez-vous, les enfants, je vais y aller ».

M. Wiltzer : « dignité et sérieux ». — M. Pierre-André Wiltzer, député général des adhérents directs de l'UDF, a émis, jeudi 7 mars, le souhait que le débat politique puisse conserver « dignité et sérieux », en précisant qu'il s'adresse d'abord au président de la République et au gouvernement. Soulignant « l'opposition entière » de son mouvement à la réforme du mode de scrutin des élections régionales, M. Wiltzer demande au chef de l'Etat, « en tant que garant du bon fonctionnement des institutions républicaines, de faire en sorte que ce texte ne soit pas présenté ».

M. Léotard contre la « mitterrandolatrie ». — Dans un entretien publié par le Figaro, vendredi 8 mars, M. François Léotard s'étonne de « la vague renaissance de mitterrandolatrie qui tend à dire : M. Mitterrand a gagné la guerre ». Cette affirmation, juge-t-il, est « ridiculement hexagonale ». Celui qui a gagné la guerre, c'est un général exceptionnel, le général

Schwarzkopf, sous l'autorité d'un exceptionnel président, le président Bush (...). Dire que M. François Mitterrand a gagné la guerre, c'est à peu près dire que le Koweït s'est libéré tout seul... » jugeant que M. Mitterrand a « manifesté des faiblesses » durant ce conflit — sa déclaration du 14 janvier, ainsi que « la publication des conditions émises par la France quant au survol des B-52 américains », — le président d'honneur du PR souhaite que, sur la scène internationale, la France se montre « plus humble, plus sélective et plus romanesque ».

La réforme de la dotation globale de fonctionnement. — Dans un entretien publié par l'Harmonie Dimanche (daté 8 mars), M. Robert Hue, membre du bureau politique du PCF, chargé des collectivités territoriales, affirme, en évoquant la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF), versée par l'Etat aux communes, que cette « démarche conduit à une asphyxie des communes et à la mise en cause de leur autonomie ».

Une mission parlementaire d'évaluation sur le surendettement. — M<sup>me</sup> Véronique Niezert, secrétaire d'Etat à la consommation, a demandé au premier ministre de confier à M. Roger Léron, député (PS) de la Drôme, une mission d'évaluation sur l'application de la loi du 31 décembre 1989 sur le surendettement des familles. Depuis cette date, plus de cent mille dossiers ont été déposés devant les commissions départementales chargées de négocier des plans amiables.



## SOCIÉTÉ

## MÉDECINE

## Les médecins et leur morale

Le troisième congrès international d'éthique médicale réunit, les 9 et 10 mars à Paris deux mille praticiens, juristes et spécialistes

Le Conseil national de l'ordre des médecins n'avait pas organisé de congrès international d'éthique médicale depuis vingt-cinq ans. C'était en mai 1966 et l'on ne parlait pas alors d'éthique, mais plus simplement de morale. Sous la présidence du professeur Robert de Vernejoul, on assista à l'ère de ces congrès solennels dont l'époque, autant que l'institution médicale, contestation, étaient friables. Ouverture au château de Versailles en présence du général de Gaulle, de vingt-cinq ambassadeurs et du nonce apostolique; séances de travail à la nouvelle faculté de médecine, rue des Saints-Pères, soirée de gala (baillet de rigueur, uniforme, décorations) à Versailles et clôture dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne par Georges Pompidou, premier ministre. Cette manifestation avait aussi fait place aux conférences des académiciens Jean Guillemin et André Maurois.

Il s'agissait surtout, pour le millier de congressistes de 1966, de traiter des responsabilités des médecins dans la société contemporaine à la lumière certes des progrès thérapeutiques, mais aussi déjà de leurs incidences économiques et de l'évolution des systèmes de protection sociale. « Les progrès des lois sociales ont fait naître pour la médecine le devoir nouveau d'engager sa responsabilité dans le conflit qui peut opposer les exigences de l'individu malade et les intérêts de la collectivité », expliquait le professeur de Vernejoul en introduction de cette manifestation. Le médecin en effet appelé à participer aux décisions prises en ce qui concerne les dépenses sanitaires sociales. Abandonner la décision aux seuls économistes, comme le dit fort bien Jean Hamburger, serait une déshérence. Il était temps d'examiner les conséquences de ces nouvelles responsabilités et de décider si les principes clairs et simples qui définissent jusqu'à nos jours l'éthique médicale suffisent encore pour guider nos actions.

## Sans décorum

La médecine et ceux qui l'exercent pensent alors être en face de nouvelles responsabilités. Un quart de siècle plus tard, les temps ont-ils changé? Traumatisée par un long conflit - aujourd'hui en voie d'heureux règlement - avec le pouvoir

politique en place, aux prises aussi avec quelques tensions internes opposant réformateurs et tenants d'un autre âge, l'institution ordinaire et son actuel président, le docteur Louis René, ont fort intelligemment décidé de ne pas renouer, comme ils auraient pu le faire, avec le décorum. C'est ainsi que le troisième congrès international d'éthique médicale se tiendra fort banalement, les 9 et 10 mars, au CNIT de Paris-La Défense. On a aussi, à cette occasion, abandonné le système des conférences et des exposés ex cathedra pour celui des tables rondes et des communications libres (1).

## « Adultères biologiques »

Retenus au terme d'une série de consultations organisées via les conseils départementaux avec de nombreux praticiens, spécialistes ou non, exerçant dans les secteurs public et privé, les thèmes du congrès reflètent pleinement les principales problématiques éthiques, présentes ou à venir, de la pratique médicale. Publiquement abordées - notamment par voie de presse - depuis plusieurs années, certaines de ces thèmes ont aujourd'hui perdu de leur originalité sans pour autant gagner en clarté.

C'est particulièrement vrai pour l'ensemble des problèmes engendrés par le développement quelque peu anarchique des nombreuses techniques groupées sous l'appellation de procréation médicalement assistée. Il y eut l'urgence, il y a moins de vingt ans, de la pratique de l'insémination artificielle; puis, au début des années 80, les premiers succès, très largement médiatisés, de la fécondation *in vitro*, technique visant, au départ, à pallier certaines formes irréversibles de stérilité féminine.

Par la suite, de nombreuses variantes de cette technique furent mises en œuvre et largement diffusées sans qu'on ait voulu ou qu'on ait pu respecter un cadre diagnostique et thérapeutique préalablement défini. On est ainsi passé des stérilités reconnues comme organiques et irréversibles à diverses situations hétérogènes caractérisées par « l'hypofertilité » plus ou moins constante du couple, voire à des cas de « stérilité inexplicable ». Des cas dans lesquels, à l'évidence, le psychologique le dispute à l'organique sans que la proposition thérapeu-

que initiale (implanter un embryon fécondé *in vitro* ou des cellules souches obtenues par clonage) dans les voies génitales féminines) ne change de nature. Parallèlement, le don d'embryons ou la pratique de prêt d'utérus sont venus compliquer les difficultés en multipliant les cas de nouvelles filiations à partir de ce que certains ont appelé des « adultères biologiques ». En l'absence de cadre législatif, les situations ainsi créées ne pourront pas ne pas soulever de douloureux problèmes dont les affaires de demandes d'insémination *post mortem* ne sont qu'une première illustration.

Coincidence ou nécessité, ces nouvelles pratiques thérapeutiques se développent au moment où l'on assiste à l'arrivée de la biologie moléculaire dans le champ du diagnostic médical. La maîtrise des cellules souches ou de l'embryon humain inhérente aux procréations médicalement assistées, et le nouveau regard qu'elle permet sur ces structures, croissent en effet la nouvelle possibilité du dépistage des traces génétiques de nombreuses anomalies héréditaires.

Ainsi, la modification des processus naturels de la procréation et le caractère légitime de l'interruption de grossesse permettent-ils aujourd'hui une utilisation de plus en plus large de méthodes qui, si l'on s'y prend garde, dépassent le cadre de la thérapeutique individuelle pour préfigurer une forme d'eugénisme institutionnalisé.

## Les contraintes socio-économiques

Où, ici, fixer les bornes? En France, la réponse n'est pas à attendre. À court terme du moins, du politique. Après avoir, en 1983, mis en place un Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé dont le rôle principal est de formuler des avis sur des thèmes techniques liés à la recherche en biologie et en médecine (2), le pouvoir politique semble en effet incapable de mener à bien les quelques initiatives qu'il a pu avoir dans ce domaine.

C'est ainsi par exemple qu'en dépit d'un travail généralement tenu pour exemplaire et des engagements successifs pris par plusieurs gouvernements depuis 1981, l'avant-projet de loi adopté par la commission présidée par M. Guy Béraud (Conseil d'Etat) n'est, dit-on, plus d'actualité.

La nouvelle urgence serait, injonction élyséenne ou pas, de « tronquer » le texte qui devait - c'était avant 1989 et les symboles attachés au bicentenaire - faire de la France un pays-phare en matière de législation dans le champ de la bioéthique.

L'éthique - la morale - médicale ne saurait toutefois se limiter à des thèmes qui pourraient, pour partie, trouver une réponse dans de futures tables de la Loi. Ainsi en est-il de l'ensemble des questions publiquement posées concernant les rapports entre les soignants et les mourants souffrant. À partir de quand et de quelle manière le médecin peut-il « raisonnablement » avoir recours à de puissantes et efficaces médicaments pour réduire la douleur, au risque d'altérer la conscience de celui dont les jours sont, quel qu'on fasse, comptés? Comment faire en sorte que des contraintes économiques n'entament pas, directement ou non, la liberté et l'indépendance du praticien confronté à ces situations? Y a-t-il ou non un droit à une mort qu'on baptise, faute de mieux, « douce » ou « digne »?

Cette même éthique emprunte également des chemins trop méconnus touchant à l'évaluation des pratiques médicales et aux choix « évitables » qu'imposent et qu'imposent les contraintes socio-économiques et le souci politique omniprésent, en France comme dans l'ensemble des pays industrialisés, de contenir, sinon de maîtriser, l'envol des dépenses de santé. Sur ce dernier sujet plus encore que sur d'autres, le corps médical et le Conseil renoué de son ordre se devaient de dire comment ils parviendront à concilier les nouveaux équilibres imposés par la communauté et la santé publique avec une morale héritée d'un âge où prévalait l'échange singulier du médecin et de son malade.

JEAN-YVES NAU

(1) Les différentes tables rondes de ce congrès international concernent : le diagnostic prénatal, les effets thérapeutiques de l'évaluation et de la pratique médicales, le secret médical, la santé et les contraintes socio-économiques, les tests génétiques, les soins palliatifs, les greffes et le commerce des éléments du corps humain, les nouvelles approches de la responsabilité médicale, la procréation médicalement assistée et la lutte contre les épidémies.

(2) Sur ce thème, on lira avec intérêt l'enquête que consacre aux avis du Comité national d'éthique le magazine *Le Monde* daté de mars 1991. A noter aussi le numéro intitulé *Le défi bioéthique* de la revue *Autrement* (Série Mutations, numéro 120).

## JUSTICE

## Le procès de l'exécution

## Ethnologie comparée à la cour d'assises

La cour d'assises de Paris devait se prononcer vendredi 8 mars sur la culpabilité d'une Materna de quarante-huit ans, accusée de coups et blessures volontaires ayant entraîné une mutilation pour avoir, selon l'accusation, excisé les six filles d'un couple malien, soupçonné de complicité (le *Monde* du 8 mars). Pourtant, après deux jours de procès, les débats ont révélé cette seule question : le combat contre le rite de l'excision doit-il nécessairement se faire dans l'enceinte d'une juridiction criminelle?

« Le prétoire pénal est le lieu où l'on juge exclusivement des comportements individuels et non un lieu où l'on débat de pratiques collectives. Si un tel débat est nécessaire, c'est ailleurs qu'il doit se tenir. » En s'exprimant ainsi dans la revue *Droit et culture* (1) M<sup>me</sup> Geneviève Giudicelli-Delage, de la faculté de droit de Paris, soulignait les déviations rencontrées dans les procès de personnes accusées d'avoir fait pratiquer des excisions au sein d'une famille. L'accusation, qui n'est pas une norme, ce qui induit certains risques.

## Soumission ou exclusion

Un ethnologue du CNRS, M. Claude Meillassoux, est entré dans ce schéma pour expliquer à la cour ce qu'il appelle « une population vivant dans un milieu aride et qui assure sa survie depuis des siècles par une cohésion si forte qu'il n'y a pas véritablement de libre arbitre ». En conséquence, le spécialiste précise : « Si quelqu'un refusait d'exciser ses filles, il ferait de ces filles des filles de rien. En outre, la famille s'écroulerait elle-même du groupe. L'excision et la circoncision sont des moyens de marquer les individus comme appartenant au système social. » Le président Bernard Ligout veut bien l'admettre. Mais pour ceux qui sont en France depuis vingt ans? L'ethnologue est allé chez Sory et Séré Koulibaly, et il décrit leur vie au milieu de quatorze enfants : « Quand on entre chez eux, c'est très propre. Mais c'est un campement. Ils sont restés en Afrique. »

Pour M. Meillassoux, la méthode répressive ne donne pas de bons résultats. Il n'y a pas de « racette » mais il estime qu'une structure d'accueil où « l'on expliquerait clairement nos coutumes » aux immigrées serait utile. En tout cas l'ethnologue insiste : « Il ne faut pas qu'il y ait de malentendu. Ce rite détestable de l'excision n'est pas un sévère. Il n'y a pas le volontaire de faire mal. Cet avis est partagé par un expert, le Dr. Michel Harich, spécialiste de l'excision, qui revient à la barre pour dire : « Il n'y a pas le moindre indice de volonté de nuire. »

M<sup>me</sup> Hélène Liebhard, conseiller technique à la direction de la population et des migrations, est citée par l'accusation. Pour elle, elle aussi déclare : « Il ne faut pas voir d'intention malveillante dans l'excision. C'est une pratique qui touche autant les prévenus (20 735) que les condamnés (30 979), est donc, comme le mois précédent, tout autant à une sévérité accrue des juges qu'aux conséquences de la mise en place du plan Vigipirate.

## BEAUCHEUNE

SCIENCES RELIGIEUSES - PHILOSOPHIE - HISTOIRE - POLITIQUE

## bulletin sur demande

72, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS - Tél. : 45-48-80-28

## JUSTICE

Au tribunal correctionnel

## M. Le Pen condamné d'amende pour son « D »

M. Jean-Marie Le Pen a été condamné, jeudi 7 mars, à 10 000 F d'amende par le tribunal correctionnel de Nanterre (Hauts-de-Seine) pour son « D » au sujet de M. Michel Durafour. Le 2 septembre 1988, lors du cours de clôture de l'Assemblée nationale, M. Le Pen avait déclaré, lors d'un débat électoral, que « M. Durafour est un traître ». Le *Monde* du 4 septembre 1988.

Trois mois plus tard, le 13 décembre 1988, le Parlement européen décidait à une large majorité de lever l'immunité parlementaire du président de l'Assemblée nationale du 13 décembre 1988.

Inculpé, le 22 mars 1989, d'outrage envers un ministre, M. Jean-Marie Le Pen avait déclaré au cours de l'audience, le 7 février dernier, que ce n'était pas la partie du combat politique.

Le tribunal de Nanterre a examiné, jeudi 7 mai, deux autres affaires mettant en cause des élus.

## EN BREF

Les suites de la primauté accordée à l'ARC - M. Claude Meillassoux, ethnologue du CNRS, a affirmé, lors d'un colloque à l'Université de Nanterre, que l'excision n'est pas une norme, ce qui induit certains risques. L'excision n'est pas une norme, ce qui induit certains risques. L'excision n'est pas une norme, ce qui induit certains risques.

## 日本

### DE NOMBREUX VOYAGES AU JAPON A GAGNER AU GRAND CONCOURS STAR

### "L'AVENIR, PASSION DU MONDE"

Pour vous faire découvrir le Japon, pays aux mille facettes, les imprimeries STAR lancent un grand concours : "L'AVENIR, PASSION DU MONDE". Vous êtes lycéen, vous êtes en second cycle, formez dès aujourd'hui votre équipe en réunissant 3 élèves et 1 adulte (parent ou professeur) et inscrivez-vous en ligne, sur votre minitel, le 3615 code L'ETUDIANT. Trois sujets de dissertation vous seront proposés et un jury d'exception sélectionnera les meilleures d'entre elles. 24 voyages au Japon sont à gagner, alors : tous à vos copies et que l'esprit des Samouraïs souffle sur vos imaginations débridées.

3615 L'ETUDIANT star votre imprimerie

Demande d'inscription au grand concours Star, "L'avenir, passion du monde" à retourner à L'ETUDIANT Service 3615 CONCOURS STAR, 27 rue du Chemin vert, 75743, PARIS cedex 11. Je désire recevoir un dossier d'inscription au grand concours STAR.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_ Date Naissance : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Carte postale : \_\_\_\_\_

## Un rapport d'Amnesty International sur les tortures infligées aux femmes

## Le viol comme moyen de police

Les femmes aussi sont victimes de tortures et d'emprisonnements arbitraires. On n'a pas à les violer, à les brutaliser malgré leur grossesse et à les utiliser pour faire pression sur leur famille. Pour la première fois, Amnesty International publie un rapport, « Les femmes aussi », dénonçant des cas de violation des droits fondamentaux des femmes dans une quarantaine de pays répartis sur tous les continents.

Récits et témoignages s'expriment sur 104 pages : ainsi, Dhabia Khemis, journaliste, a été détenue sans inculpation et sans jugement pendant six semaines après avoir envoyé au Royaume-Uni des articles dans lesquels elle critiquait le statut des femmes arabes dans les Emirats arabes unis.

Maria Elena Diaz Perez, une magistrate colombienne qui enquêtait sur les violations des droits de l'homme imputables aux forces militaires a été abattue en juillet 1989. Maria Cristina Gomez, une Salvadorienne de quarante et un ans, mère de trois enfants, a été assassinée par les escadrons de la mort pour ses activités syndicales et son militantisme féministe. Elle venait de participer à l'ouverture d'une clinique pour les femmes victimes de viol et de mauvais traitements.

« Pour les soldats ou les gardiens de prison, violer les détenues est l'une des manières les plus fréquentes de les torturer », lit-on dans le rapport. Dans d'autres pays, le viol est tout simplement utilisé comme punition par la police. Au Salvador, il serait fréquemment

utilisé comme méthode de torture des femmes. Les femmes sont violées, détenues et pour les faire abandonner des activités jugées « subversives ». En Inde, le pouvoir judiciaire a plusieurs fois exprimé dans la presse sa préoccupation devant l'incapacité des autorités face aux cas de viol en détention. En Birmanie, les militaires ont utilisé le viol comme mesure punitive. « En juin 1986, des soldats des forces gouvernementales, qui avaient opéré une fillette de onze ans et sa tante âgée de vingt-deux ans cherchant à rentrer chez elles après la couverture, les ont emmenées et violées », précise le rapport. En Iran, Rafat Khodri serait devenue folle et se serait suicidée en prison après avoir subi des violences sexuelles. En Somalie, les gardiennes offrent parfois des prisonnières à leurs collègues masculins. Et Amnesty signale des cas de violences sexuelles en détention, en Autriche et au Royaume-Uni. Les femmes enceintes ne seraient pas épargnées.

Même dans des camps de réfugiés, les femmes sont violentées, obligées à se prostituer. La situation est telle que le Haut-Commissariat aux réfugiés s'en est inquiété et a, en octobre 1990, adopté un texte qui demande aux Etats et aux organes de l'ONU de prendre des mesures pour accroître la protection des femmes.

CHRISTIANE CHOMBEAU

Amnesty International, section française, 4 rue de la Pierre-Lévy, 75011 Paris. Tél. : (1) 48-23-11-11.

هكذا من لايمل

CA



RENAULT

A PARTIR DE 70

Renault 5 1.6 5 portes  
Versement : 12325 F  
de dépôt de garantie : 703 F  
61197 F  
assurée : 1183 F

RENAULT 5

A PARTIR DE 10

Renault 21 1.6 5 portes  
Versement : 19500 F  
de dépôt de garantie : 1098 F  
de location : 9500 F  
ciment sans assu-



## SOCIÉTÉ

### JUSTICE

Au tribunal correctionnel de Nanterre

### M. Le Pen condamné à 10 000 F d'amende pour son « Durafour-crématoire »

M. Jean-Marie Le Pen a été condamné, jeudi 7 mars, à 10 000 F d'amende par le tribunal correctionnel de Nanterre (Hauts-de-Seine) pour son « Durafour-crématoire » au sujet de M. Michel Durafour. Le 2 septembre 1988, lors du discours de clôture de l'université d'été du Front national à Cap-Agde (Hérault), M. Le Pen avait ironisé sur les déclarations électorales de « M. Durafour-crématoire » (le Monde du 4 septembre 1988).

Trois mois plus tard, le 13 décembre 1988, le Parlement européen décidait à une large majorité de lever l'immunité parlementaire du président du FN (le Monde du 13 décembre 1988). Inculpé, le 22 mars 1990, d'injure envers un ministre, M. Jean-Marie Le Pen avait déclaré au cours de l'audience, le 7 février dernier, que ce « jeu de mot faisait partie du combat politique ».

Le tribunal de Nanterre a examiné, jeudi 7 mai, deux autres affaires mettant en cause des élus

#### EN BREF

Les suites de la polémique autour de l'ARC. — M. Claude Evin, ministre des affaires sociales et de la solidarité, a affirmé, jeudi 7 mars sur Europe 1, qu'il n'y avait « aucun acharnement du gouvernement » à l'encontre de l'ARC (Association pour la recherche sur le cancer). Le président de cette association, M. Jacques Crozemarie, estime pour sa part que l'ARC est victime d'une forme d'inquisition de la part de l'inspection générale des affaires sociales (le Monde des 16 janvier et 6 mars). Le ministre, a rappelé que de nombreuses associations faisaient appel à la charité publique demandant une inspection de l'IGAS pour obtenir « un certain label » de garantie du bon usage des fonds recueillis.

du Front national. La première était une plainte en diffamation déposée par le maire communiste de Gennevilliers, M. Jacques Brunhes : un conseiller municipal du FN avait affirmé dans un tract avoir été molesté à la sortie du conseil municipal de Gennevilliers, en juin 1989, lors d'une manifestation de protestation contre l'agression d'un immigré par un militant du Front national.

La seconde concernait la diffusion à Colombes (Hauts-de-Seine), en juin 1990, d'un journal et d'affiches édités par le Front national affirmant que le maire communiste de la ville entendait faire de Colombes « une république musulmane soviétique ». Après la diffusion de ces documents, le parquet du tribunal de Nanterre avait engagé des poursuites à l'encontre du président du groupe du FN au conseil régional, M. Jean-Yves Le Galin. Ces deux affaires ont été mises en délibéré au 4 avril.

FOOTBALL : des supporters de l'OM condamnés en Italie. — Des policiers italiens ont saisi des couteaux, des pierres, des matras et des casques lors d'une inspection-surprise, mercredi 6 mars, de six cars conduisant trois cents supporters de l'Olympique de Marseille au stade de Milan où devait avoir lieu le soir un match de football comptant pour les quarts de finale de la Coupe d'Europe des clubs champions (le Monde du 8 mars). Quatre des passagers ont été condamnés à un an et quatre mois de prison avec sursis après les incidents qui les ont opposés aux policiers italiens lors de ce contrôle.

### POLICE

Les priorités du nouveau ministre de l'intérieur

### M. Philippe Marchand entend poursuivre la rénovation de la police nationale

Moins accaparé par le plein Vigipirate depuis la fin de la guerre du Golfe, le ministre de l'intérieur peut désormais se consacrer à la « rénovation » de la police nationale. Jeudi 7 mars, M. Philippe Marchand a donc visité l'école des inspecteurs de Cannes-Ecluse (Seine-et-Marne), inauguré un hôtel de police dans le dix-huitième arrondissement de Paris, et lancé une expérience d'« îlotage » dans la capitale. Autant de « chantiers » pour lesquels il a inscrit résolument dans la continuité de son prédécesseur, M. Pierre Joxe.

Dans la journée qui avait suivi sa nomination place Beauvau, M. Joxe avait visité, au grand galop, les services de la direction générale de la police nationale et de la préfecture de police de Paris. Au rythme qui sied à un élu de Saintes, conseiller général de Charente-Maritime, M. Marchand aura pris une semaine pour effectuer le même parcours.

Le premier mois du ministre place Beauvau aura été placé sous le signe de Vigipirate. Même si ce dispositif antiterroriste est pour l'instant maintenu, malgré le cessez-le-feu intervenu dans le Golfe, le ministre donne aujourd'hui l'impression de souffler, après plus d'un mois d'intense mobilisation. Vigipirate sera « levé ou allégé en fonction de l'évolution de la situation internationale et des négociations en cours », a indiqué jeudi M. Marchand, sans vouloir être plus précis. Mais, selon l'un des responsables de la lutte antiterroriste, le dispositif devra être prochainement allégé, pour autant cependant que la menace n'ait pas évolué de façon sensible.

Reste toutefois à faire un choix : soit repasser à la première phase du

dispositif, plus légère que celle mise en œuvre après le déclenchement de la guerre le 17 janvier ; soit supprimer, purement et simplement, Vigipirate. En l'absence, selon les policiers, de tout attentat lié à la crise du Golfe dans l'Hexagone, la mobilisation exigée des forces de l'ordre ne devrait pas être allongée indéfiniment : place Beauvau, on estime à 220 millions de francs le coût d'un dispositif qui serait maintenu six mois, en raison notamment du déplacement de vingt compagnies de républicains de sécurité (CRS) à Paris et en région parisienne, et l'on espère, bien sûr, que le ministre des finances sera sensible à ces arguments.

#### Déclassement et îlotage

L'heure paraît donc venue, pour M. Marchand, de s'engager pleinement dans le processus de modernisation de la police mis en route par Gaston Defferre en 1982. « J'assigne quatre grandes priorités d'action à la police nationale pour les années à venir », a-t-il déclaré, lors de sa visite à l'école de Cannes-Ecluse, en reprenant les grands objectifs déjà fixés par M. Joxe : « Défendre la sécurité de l'État, notamment face au terrorisme. Développer la police de proximité pour lutter contre la petite et moyenne délinquance dans le cadre de la politique de la ville. Maîtriser les flux migratoires. Et lutter contre le trafic de stupéfiants, qui génère plus de la moitié de la délinquance de voie publique dans les grandes agglomérations ».

Continuité, toujours, avec les principaux dossiers — projets de service, départementalisation, globalisation budgétaire — visant à la rénovation du service public. La présence de M. Marchand à l'école de Cannes-Ecluse était, de ce point de vue, révélatrice : le ministre a rendu sa première visite à une école de police à l'occasion d'un stage réunissant, là

encore pour la première fois, des inspecteurs (policiers en civil) et des officiers de paix (en tenue). « Il faudra déclassement les corps de policiers, mais en respectant leur spécificité », a indiqué le ministre, dans la perspective de ce vaste chantier qu'est la réforme des corps et carrières de la police nationale.

Rue de la Goutte-d'Or, le ministre a, dans la foulée, inauguré un hôtel de police ultramoderne (100 millions de francs de travaux) au cœur du « quartier cosmopolite » de Barbès. Un simple détour par le commissariat de la rue Doudeauville, vieux de plus d'un siècle, comme par celui de la mairie d'arrondissement, à deux pas de là, lui avait donné un exemple de la vétusté des services de police : les plaignants et les personnes interpellées y sont « accueillis » dans des locaux insalubres, aux murs fissurés.

L'importance d'un autre « chantier », celui de l'« îlotage », n'en a pas moins été soulignée par M. Marchand. « En province, nous connaissons personnellement chacun de nos policiers », a expliqué l'élu de Charente-Maritime. L'« îlotage » devait permettre de rapprocher les policiers des Parisiens. Aussi a-t-il lancé, dans le dix-huitième arrondissement, la troisième expérience d'« îlotage » de la capitale. Après les onzième et douzième arrondissements, et toujours de concert avec le préfet de police de Paris, M. Pierre Verbughe, c'est donc au tour d'un quartier « difficile » de se voir affecter près de cinquante gardiens de la paix, uniquement chargés d'une mission de surveillance de la voie publique. Lundi prochain, le ministre continuera à promouvoir cette « police de proximité », chère au cœur de M. Joxe, en donnant le départ d'une nouvelle expérience d'« îlotage » dans le treizième arrondissement.

ERICH INCIVAN

### SCIENCES

#### Alliance franco-italienne dans le secteur spatial

Les groupes Aérospatiale, Alcatel Espace (France) et Alenia (Italie) ont complété leurs liens de coopération déjà étroits en signant, le 1<sup>er</sup> mars, un « accord technique industriel et commercial ». Il crée ainsi un pôle spatial européen capable de disputer des marchés au géant américain Hughes.

Aérospatiale et Alcatel Espace étaient déjà liés par un accord similaire, après avoir envisagé un moment de fusionner (le Monde du 5 décembre 1990). Les deux firmes françaises s'étaient, par ailleurs, alliées à Alenia pour entrer dans le capital de l'américain Space Systems/Loral, dont elles devraient prochainement contrôler 49 % des parts. Le nouveau pôle constitué par les trois partenaires a réalisé, affirmait-il, « un chiffre d'affaires de l'ordre de 7 milliards de francs, avec un effectif de plus de 5 000 personnes ».

### DÉFENSE

#### Un deuxième avion-radar AWACS pour la France

Un deuxième avion-radar AWACS, construit par Boeing pour les besoins de l'armée de l'air française, est arrivé, jeudi 7 mars, sur la base d'Avord (Cher) où est déjà stationné un premier appareil depuis le 19 décembre dernier.

La France a commandé quatre exemplaires — les AWACS sont des Boeing-707 spécialement aménagés pour emporter un radar qui détecte à 400 kilomètres à la ronde — pour constituer une escadre de détection aéroportée qui devrait être opérationnelle en 1992.

Le coût total de ce programme est estimé à environ 7 milliards de francs.

## DES FINANCEMENTS QUI SE FONT LE PLUS PETIT POSSIBLE, ÇA PERMET DE ROULER PLUS GRAND.



RENAULT 5 FIVE

**A PARTIR DE 703 F/MOIS\***  
Renault 5 Five 3 portes, prix: 49 300 F. Versement initial 19 720 F (dont 12 325 F de 1<sup>er</sup> loyer majoré et 7 395 F de dépôt de garantie) et 59 loyers de 703 F. Coût total en cas d'acquisition: 61 977 F. Coût du financement sans assurance: 11 897 F.



RENAULT CLIO

**A PARTIR DE 748 F/MOIS\***  
Renault Clio 3 portes, prix: 52 500 F. Versement initial 21 000 F (dont 13 125 F de 1<sup>er</sup> loyer majoré et 7 875 F de dépôt de garantie) et 59 loyers de 748 F. Coût total en cas d'acquisition: 66 132 F. Coût du financement sans assurance: 12 632 F.



RENAULT 19

**A PARTIR DE 881 F/MOIS\***  
Renault 19 Prima 3 portes, prix: 62 500 F. Versement initial 25 000 F (dont 15 625 F de 1<sup>er</sup> loyer majoré et 9 375 F de dépôt de garantie) et 59 loyers de 881 F. Coût total en cas d'acquisition: 78 979 F. Coût du financement sans assurance: 14 479 F.



RENAULT 19 CHAMADE

**A PARTIR DE 929 F/MOIS\***  
Renault 19 Chamade Prima 5 portes, prix: 65 900 F. Versement initial 26 380 F (dont 16 475 F de 1<sup>er</sup> loyer majoré et 9 885 F de dépôt de garantie) et 59 loyers de 929 F. Coût total en cas d'acquisition: 81 171 F. Coût du financement sans assurance: 15 271 F.



RENAULT 21 4 PORTES

**A PARTIR DE 1 099 F/MOIS\***  
Renault 21 TL 4 portes, prix: 78 000 F. Versement initial 31 200 F (dont 18 500 F de 1<sup>er</sup> loyer majoré et 11 700 F de dépôt de garantie) et 59 loyers de 1 099 F. Coût total en cas d'acquisition: 86 041 F. Coût du financement sans assurance: 18 041 F.



RENAULT 21 5 PORTES

**A PARTIR DE 1 099 F/MOIS\***  
Renault 21 TL 5 portes, prix: 78 000 F. Versement initial 31 200 F (dont 18 500 F de 1<sup>er</sup> loyer majoré et 11 700 F de dépôt de garantie) et 59 loyers de 1 099 F. Coût total en cas d'acquisition: 86 041 F. Coût du financement sans assurance: 18 041 F.



RENAULT 21 NEVADA

**A PARTIR DE 1 179 F/MOIS\***  
Renault 21 Nevada TL 5 places, prix: 83 700 F. Versement initial 33 480 F (dont 20 925 F de 1<sup>er</sup> loyer majoré et 12 555 F de dépôt de garantie) et 59 loyers de 1 179 F. Coût total en cas d'acquisition: 103 041 F. Coût du financement sans assurance: 19 341 F.



RENAULT 25

**A PARTIR DE 1 661 F/MOIS\***  
Renault 25 GTI, prix: 117 900 F. Versement initial 47 160 F (dont 29 475 F de 1<sup>er</sup> loyer majoré et 17 685 F de dépôt de garantie) et 59 loyers de 1 661 F. Coût total en cas d'acquisition: 145 159 F. Coût du financement sans assurance: 27 259 F.



RENAULT ESPACE

**A PARTIR DE 1 829 F/MOIS\***  
Renault Espace GTI, prix: 128 400 F. Versement initial 51 360 F (dont 32 100 F de 1<sup>er</sup> loyer majoré et 19 260 F de dépôt de garantie) et 59 loyers de 1 829 F. Coût total en cas d'acquisition: 159 271 F. Coût du financement sans assurance: 30 871 F.

#### \* PENDANT 59 MOIS.

Jusqu'au 31/03/91, location avec option d'achat sur 60 mois sur toute la gamme Renault. Dépôt de garantie égale à l'option d'achat finale. Sous réserve d'acceptation du dossier par la Dac S.A. au capital de 321 490 700 F — RCS Nanterre 8 702 002 221. Prix fait A.M. 91, clés en main au 01/01/91.

**RENAULT**  
LES VOITURES  
À VIVRE



## CULTURE

## Un entretien avec M. Jack Lang

Le ministre de la culture fait le point, à la veille de la cérémonie des Césars, sur son action en faveur du cinéma

« On a parlé tant et plus de la crise du cinéma, en particulier de la fréquentation. Où en est-on ? »

« L'hémorragie de spectateurs a été stoppée. Endiguée en 1988, elle s'est stabilisée en 1989 et, pour la première fois depuis huit ans, la fréquentation s'est améliorée en 1990. Les chiffres, qui seront bientôt publiés officiellement, font apparaître une augmentation d'environ un million de spectateurs par rapport à 1989. Un autre indicateur positif est le redressement de la part de marché du cinéma national : on est passé de 34 % à 37 % ».

« Parmi les dix plus gros succès de l'année, six sont des films français (Cyano, Nikita, Le Glorieux de mon père, Ripoux contre Ripoux, Théo et Pauline, Uranus), alors que l'année précédente seul Trop belle pour toi figurait dans cette liste. Sans pousser de cocoricos intempestifs, j'invite néanmoins le public à découvrir les nouvelles productions de qualité, avec ceux qui arrivent en tête il y a vingt ans et ces ébouffés avec ceux des autres pays européens, où les films américains monopolisent la tête du box-office ».

« Cette augmentation de la fréquentation est d'autant plus étonnante que les entrées ont diminué à Paris de 2,5 % ».

« J'y vois la conséquence d'une des mesures qui me tiennent le plus à cœur : faire en sorte que le cinéma ait partout droit de cité. Le spectacle en salle est irremplaçable, il ne peut pas y avoir de cinéma sans un parc de salles modernes, capable d'irriguer l'ensemble du pays. Au cours de la cérémonie des Césars, nous célébrerons la millième salle rénovée ou construite, avec le soutien du ministère, par des exploitants privés ou des collectivités locales ».

« Durant cette période, beaucoup de salles ont encore fermé leurs portes... »

« Quantitativement, le solde est légèrement négatif, mais les salles nouvelles représentent entre 15 millions et 20 millions d'entrées. Une salle de cinéma qui meurt, c'est pour moi un évènement, une véritable perte. Mais, dans certaines villes, un équilibre économique ne peut s'instituer que si une salle qui vivrait disparaît pour permettre de renforcer les autres ».

« Que pensez-vous des complexes multisalles de très grande taille actuellement en projet dans plusieurs agglomérations ? »

« Nous soutenons ces projets. Surtout s'ils se marient avec des bibliothèques, d'autres formes de loisirs, d'autres lieux culturels. Reconstituer le tissu social fait partie de notre politique de la ville. Mais ces projets ne doivent pas porter ombrage aux autres salles, en particulier aux indépendantes ».

« La défense des indépendants concerne également l'accès aux films... »

« A cet effet nous avons notamment institué l'aide au tirage des copies, qui permet à des salles de province de recevoir les films en même temps, ou presque en même temps que les cinémas parisiens. Cela concerne plus de trois mille copies, c'est une mesure sans équivalent au monde. Mais il y a un problème, celui de l'embouteillage des films à certaines dates : certains titres sont chassés d'une salle où ils marchaient bien. Nous allons donc reprendre ce système d'aide pour encourager les sorties de films entre mai et septembre ».

« L'Etat ne peut pas tout faire »

« Parmi les indépendants, il y a le cas particulier des salles « Art et essai »... »

« Si l'on veut donner une nouvelle chance à ce mouvement qui a joué un rôle historique considérable, il faut l'associer sur des bases plus solides, et donc plus étroites : accepter de passer de 800 salles aujourd'hui à environ 500. Nous achevons la révision des critères qui définissent les salles méritant réellement le label « Art et essai », et les aides qui l'accompagnent ».

« Pour en terminer avec les salles, parlons de la situation de Paris... »

« Trois cent cinquante-six films sont sortis à Paris en 1990. C'est unique au monde. Et si trop de salles ferment (le Studio 43, le Gaumont-Colisée, le Cluny-Palace ou tout récemment l'UGC-Marengo), d'autres naissent (le Max-Linder, le Studio Arcadine, Images d'ailleurs entièrement consacré au cinéma africain). Enfin, vous vous souvenez que j'avais pris l'engagement lors de l'attentat contre le cinéma Saint-Michel que l'Etat ferait tout pour sa rénovation et sa réouverture. Promesse tenue : il rouvrira avant l'été 1991 ».

« Mais l'Etat ne peut pas tout faire. J'ai exercé le pouvoir régalien du ministère de la culture en classant monuments historiques certaines salles, le Rex en 1982, tout récemment la Pagode. Mais on ne peut pas tout classer, sous peine de vider de son sens cette procédure ».

« Une menace grave pèse sur les salles des Champs-Élysées, du fait des baux trop élevés... »

« J'avais songé à un projet de loi qui aurait rendu obligatoire l'accord du ministère de la culture pour désaffecter un cinéma, comme cela existe pour les théâtres. Il s'est avéré que ses « effets pervers » étaient trop importants. D'autres solutions sont à l'étude, par exemple jouer sur le COS, le coefficient d'occupation des sols, pour rendre moins rentable le remplacement d'un cinéma par un immeuble ».

« Il me semble que la défense du cinéma à Paris est aussi du ressort de la Ville. Dans ce domaine, les différents pouvoirs devraient être laissés de côté. J'ai écrit à Jacques Chirac en ce sens, il m'a répondu, et j'ai bon espoir qu'il participera pleinement à l'effort de soutien des salles parisiennes. En 1990, le ministère a versé 4 millions de francs à une vingtaine de salles parisiennes alors que la Mairie n'a pas donné un sou ».

« Quelles autres mesures sont susceptibles de faire retrouver au public le chemin des salles ? »

« Je réitère avec force mon vœu le plus cher : la création par les professionnels d'une « carte orange du cinéma », qui permettrait l'accès à toutes les salles ».

« Dans un tout autre ordre d'idées, une mesure essentielle à mes yeux est le développement de l'enseignement du cinéma. Les classes A 3 (l'option cinéma) existent aujourd'hui dans soixante-deux lycées, Cuisinier et M. le Mauduit figuraient au baccalauréat l'année dernière au même titre que Bérénice ou Andromaque. Et nous avons engagé depuis trois ans l'opération « collège au cinéma » : dans une trentaine de départements, six classes sont présentées à plusieurs dizaines de milliers de collégiens, projections préparées par des enseignants et des films. Il me semble essentiel de donner aux jeunes générations le goût des films présentés sur grand écran ».

« Autre initiative dans le domaine de la formation : j'ai la



ferme intention de créer prochainement une véritable université d'état du cinéma, une transposition française du Sundance Institute de Robert Redford ».

« Cette démarche s'apparente à la politique menée en faveur du patrimoine cinématographique... »

« Dans quinze ans, les Archives du film auront sauvé tout le patrimoine sur support nitrate qui menaçait de s'autodétruire. Pour mieux valoriser ce domaine, une association, dont Costa-Gavras assume la présidence, organisera dans la France entière, en octobre prochain, une manifestation très importante, en liaison avec la Cinéma-thèque et les Archives du film. Ce festival, désormais annuel, est destiné à mieux faire connaître le patrimoine cinématographique restauré ».

« Il sera jumelé à une manifestation organisée à partir de l'an prochain aux Etats-Unis sous l'égide de la Film Foundation par Martin Scorsese et quelques-uns de ses amis, dont Spielberg et Lucas ».

## Une nouvelle génération

« Pour aborder maintenant le domaine de la production, comment jugez-vous la saut de 136 films produits en 1989 à 146 en 1990 ? »

« Ce saut est évidemment positif, d'autant plus qu'il annonce un renouvellement des metteurs en scène (une trentaine de premiers films, phénomène unique en Europe). Et la Discreète a attiré plus de spectateurs que Dick Tracy ou Rocky VI ».

« Ces chiffres traduisent également la consolidation d'une nouvelle génération de producteurs, par exemple René Cleitman, dont je salue le courage et la clairvoyance : produire Cyano de Bergerac paraissait une gageure. Cette hausse de la production est, là aussi, à comparer avec la triste situation de nos voisins. Mais l'augmentation du nombre de titres n'est pas une fin en soi : ce serait absurde face à un marché qui reste limité ».

« Vous avez encouragé la multiplication des films à gros budgets (douze films à plus de 50 millions de francs en 1990) par la création d'un club d'in-

vestisseurs. A part Cyano, la plupart ont été des échecs ».

« Cette mesure a été prise il y a deux ans, à une période où il fallait créer une nouvelle dynamique. Nous étions en pleine crise, et mon message était : « Ne boisons pas les brins ! De l'audace ! » Peut-être ai-je été trop bien entendu. Il me semble que cette initiative a désormais joué son rôle, nous ne maintiendrons pas ce club d'investisseurs ».

« Comment jugez-vous, aujourd'hui, l'apport des télévisions au cinéma ? »

« J'ai le nostalgie de l'époque où le cinéma tirait des salles l'essentiel de ses revenus - et donc aussi son indépendance et son identité. Mais on ne peut pas récrire l'Histoire. Je crois que les règles que nous avons instituées, tant pour le financement des films que pour leur diffusion sur petit écran, fonctionnent correctement. Idéalement, la contribution de la télévision devrait être encore plus élevée (1), mais le cinéma ne doit pas dépendre totalement des chaînes. En tout état de cause, il faut rester vigilant sur le principe de la séparation entre diffuseurs et producteurs ».

« Sans l'avoir ouvertement transgressé, Hachette, Bouygues ou Canal Plus, qui contrôlent chacun à la fois une chaîne et une société de production, ne risquent-ils pas d'en détourner l'essence ? »

« Au cas où la réglementation s'avérerait insuffisante on serait détournée, on modifierait les textes : croyez-moi, je ne resterai pas passif. Pour l'instant, ces sociétés ont plutôt une attitude positive : par exemple, la Cinq s'est engagée à consacrer 5 % de son chiffre d'affaires à des productions indépendantes ».

« De plus en plus de films à gros budgets se tournent en anglais, même lorsqu'ils s'inspirent de fleurons de la culture française, comme l'Ament d'après Duras, ou la Reine Margot, d'après Alexandre Dumas. Qu'en pensez-vous ? »

« La règle est : seuls les films français, tournés en français, ont accès à notre système d'aide. Par sonci d'ouverture, elle tolère une dérogation, les coproductions peuvent être tournées dans la langue du pays coproducteur. Malheureusement et paradoxalement, cette volonté d'ouverture est contrecarrée par les règles édictées à Bruxelles, qui n'autorisent les aides que sur un critère strictement linguistique. Nous avons donc été obligés, dans les décrets de janvier 1990, entrant en vigueur en septembre prochain, d'exclure les coproductions non francophones des 50 % d'œuvres françaises que doivent diffuser les chaînes ».

« De même, l'investissement obligatoire de celles-ci dans le cinéma (3 % de leur chiffre d'affaires) ne pourra plus concerner que des films parlant français. Il est tout de même curieux qu'au nom de l'Europe on nous contraigne à ce repliement national, pour ne pas dire chauvin. Mais nous étudions une aménagement des textes qui, sans remettre en cause les quotas, permettra à la

France de continuer à jouer son rôle de plaque tournante européenne, par exemple en intégrant les coproductions aux francophones aux obligations de production des chaînes ».

« Ma philosophie est celle de la réforme permanente »

« La réglementation sur les quotas avait donné lieu à d'âpres affrontements. Faut-il s'attendre à des dissensions du même ordre à propos du dossier actuellement en cours sur la diffusion par satellite ? »

« Il s'agit de savoir si le droit applicable aux œuvres diffusées par satellite est celui du pays diffuseur ou de celui des pays récepteurs. Il semble logique d'accepter que le droit du pays diffuseur s'applique. Mais comment résoudre le problème du lancement par un petit pays d'un satellite qui « arrose » un pays voisin dont le public est beaucoup plus vaste, et la législation beaucoup plus favorable aux artistes ? Nous ne voulons pas permettre les pavillons de complaisance. Si un pays récepteur assure plus de 50 % des revenus du diffuseur, c'est le droit de ce pays qui doit s'appliquer. Et je suis prêt à combattre le lancement (annoncé) d'une nouvelle chaîne luxembourgeoise de télévision par satellite, qui mépriseraient les droits des créateurs : pas de Télé-Libria ni de Télé-Panama ! »

« J'ai donc indiqué à M. Catherine Lalumière, secrétaire général du Conseil de l'Europe, que la France n'accepterait pas le projet de convention du Conseil de l'Europe si les droits des créateurs ne sont pas mieux préservés ».

« Un autre grand dossier international, crucial pour l'avenir, est celui de la haute définition ».

« Ma philosophie est celle de la « réforme permanente », d'ajustements quotidiens à une situation mouvante et dont les pouvoirs publics ne contrôlent évidemment pas tous les paramètres. Mais s'agissant de ce dossier capital, il faut, là, maintenir fermement le cap, face aux intérêts puissants que nous affrontons. Le gouvernement s'est beaucoup battu pour créer un front uni, avec les autres gouvernements européens et les industriels concernés : sur le plan technologique, nous gagnerons. Reste la question des programmes. Alors que les Japonais proposent déjà leur norme à nos meilleurs créateurs, rien n'était prévu pour la création européenne en haute définition. J'ai donc proposé au ministère de l'Industrie et à Thomson, un atelier de création destiné à faciliter la naissance d'œuvres de qualité, qui seront l'indispensable vitrine de notre technologie. Cet atelier verra bientôt le jour ».

Propos recueillis par DANIELE HEYMANN et JEAN-MICHEL FRODON

(1) En 1990, les chaînes ont contribué pour 626 670 000 F à la production de films, dont 297 600 000 F de Canal Plus.

**MIKHAIL RUDY** piano  
ven. 15 mars 18h30  
PROKOFIEV - JANACEK  
som. 16 mars 18h30  
PROKOFIEV  
MOUSSORGSKY  
dim. 17 mars 20h30  
JANACEK - SCRIABINE  
PROKOFIEV - LISZT  
65 F. LOC. 42 74 22 77  
2 PL. DU CHATELAIN PARIS 4<sup>e</sup>

**MESURE POUR MESURE**  
SHAKESPEARE  
ZADEK  
jusqu'au 28 mars  
**43 25 70 32**

PUBLICATION JUDICIAIRE

Communication à la requête de M. Fourn-Breton, avocat au barreau de Paris.

La Société COFINOGA a mis au point un mode de crédit permettant aux titulaires des cartes de crédit qu'elle émet d'effectuer leurs achats auprès des commerçants affiliés.

A cet effet, la Société COFINOGA a élaboré un texte de contrat. Par jugement en date du 4 septembre 1989, le Tribunal de commerce de Paris a jugé que COFINOGA en tant que personne morale était recevable à revendiquer les qualités d'auteur et que la rédaction des clauses, leur disposition et leur agencement, ne s'imposent pas d'eux-mêmes, constituant un acte de création.

Que le contrat de la Société COFINOGA constitue dès lors une œuvre au sens de la loi du 11 mars 1957, qui doit être protégée.

Qu'il s'est avéré que la Société UNIBANQUE a proposé aux commerçants affiliés à son propre système un contrat qui est la reproduction quasi intégrale des textes élaborés par COFINOGA.

Le Tribunal a donc jugé que la Société UNIBANQUE a commis un acte de contrefaçon et que la Société COFINOGA pourra faire publier un extrait du jugement relevant la contrefaçon, aux frais de la Société UNIBANQUE.

**RICARD S.A.**  
Live Music  
**AU ZENITH**  
EUROPE 1  
On Stage Productions

**VENDREDI 15 MARS/19 h**  
**THE POGUES**  
**THE SUGARCUBES**  
**URBAN DANCE SQUAD**  
SCREAMING TARGET  
OLIVE

**SAMEDI 16 MARS/18 h**  
**PREFAB SPROUT**  
**DAVE STEWART**  
**& THE SPIRITUAL COWBOYS**  
**ELMER FOOD BEAT**  
THE SOUP DRAGONS  
SECURIDAD SOCIAL  
KAT ONOMA

Ouverture des portes : vendredi 18 h - samedi 17 h  
135 F - Location FNAC, Virgin mégastore et 36.15 Europa 1

## THÉÂTRE

## La route vers

HEDDA GABLER

aux Andarès de Nîmes

Hedda Gabler revient d'un voyage de noces, la maison est à l'exception d'une vieille pendule qu'elle supporte mal. Elle ne porte personne, en particulier son mari. Que s'est-il passé ? Un grand-chose et la jeune femme a tout son temps pour prendre mesure de la médiocrité envahissante de la pièce d'Ibsen, Alain Françon fait de son héroïne - Domitique Valérie, superbe comme à son habitude - une femme à cran, qui ne sait pas comment la traduire, très vite en général, oscillant entre mépris et dégoût, confrontée au vide de son entourage, et qui, par une sorte d'elan machiniste, tout au moins mauvais, s'acharne à le transformer qu'au suprême vide de la mort.

Alain Françon a monté sa première fois Hedda Gabler il y a dix ans, avec Domitique Valérie. Le souvenir reste d'un personnage moins tendu. Elle n'avait pas perdu tout espoir, se trouvant à ponible à une échappée, elle a renoué avec Luchini - l'actuel véritablement désastreux, et l'été prochain - le lien ancien et le nouveau temps permis de le faire vivre. Le spectacle avait été monté à Annecy, sur une scène de moyenne, comme celle de la Mairie où il avait été repris. Mais trois ans ont passé. A Paris, Alain Françon travaille au Théâtre de la Ville, où il a monté le spectacle Hedda Gabler, dans la grande salle des Andarès.

## Trois hommes et un délire

LES MACLOMA

au Théâtre de la Ville

C'est un spectacle de nois de cuisine, en gigue, hérité d'un art de la cuisine hétéroclite. Et on entend d'autres idiomes encore : le clown, le magicien, le mime, le marionnettiste, le physicien et le musicien. Mais le spectacle de ces trois hommes, qui marquent le retour d'un spectacle de divertissement, divorce de plusieurs années, joue sur un registre plus large que celui des comiques de cirque.

De films d'été en été, nous na s'achève en une fusion chaotique et hilarante des morceaux précédents. Les bonnes acours factieuses, leurs cantarines captives, leurs lilliputiens dansers de lambada auront donné vie à un monde grivois et eruet, poétique sans mépris, ou dans la fantôme désinvolte de Fellini.

Avant que leur prestation na s'achève en une fusion chaotique et hilarante des morceaux précédents. Les bonnes acours factieuses, leurs cantarines captives, leurs lilliputiens dansers de lambada auront donné vie à un monde grivois et eruet, poétique sans mépris, ou dans la fantôme désinvolte de Fellini.

J.-M. F.  
Théâtre du Ranelagh (16<sup>e</sup>).  
Tél. : 42-88-64-44.

8 mars - 28 avril  
**LA PEAU ET LES OS**  
Réalisation Jean-Louis Benoit  
d'après Georges Hyvernaud  
**THÉÂTRE DE L'AQUARIUM**  
Cortouche  
43 74 99 61

مركز زين



## THÉÂTRE

## Les âmes vides

La route vers le suicide d'une héroïne d'Ibsen, orgueilleuse, absolue

HEDDA GABLER  
aux Américains de Nanterre

Hedda Gabler revient d'un long voyage de noces, la maison est vide à l'exception d'une vieille parente, qu'elle supporte mal. Elle ne supporte personne, en particulier son mari. Que s'est-il passé ? Pas grand-chose et la jeune femme a eu tout son temps pour prendre la mesure de la médiocrité conjugale. Dans sa nouvelle mise en scène de la pièce d'Ibsen, Alain Françon fait de son héroïne - Dominique Valadié, superbe comme à son habitude - une femme à cran, qui contient sa révolte parce qu'elle ne sait pas comment la traduire, très « fille de général », oscillant entre mépris et dégoût, confrontée au vide de son entourage, et qui, par une sorte d'auto-masochisme, tout au moins mauvais, s'acharne à le creuser jusqu'au suprême vide de la mort.

Alain Françon a monté une première fois Hedda Gabler il y a trois ans, avec Dominique Valadié déjà. Le souvenir reste d'un personnage moins tendu. Elle s'était trouvée poissable à une échappée, prête à recourir avec Løvborg, à l'intellectuel vieillissant décadent, un peu tchékoviévien - le lien ancien qui lui avait un temps permis de rêver, de vivre. Le spectacle avait été créé à Annecy, sur une scène de taille moyenne, comme celle de l'Atalante où il avait été repris. Mais trois ans ont passé. A présent, Alain Françon travaille à Lyon, au Théâtre du VIII<sup>e</sup> dont le plateau est presque aussi vaste que celui de la grande salle des Américains de



Dominique Valadié dans « Hedda Gabler »

Nanterre où se joue son Hedda Gabler.

A présent, Dominique Valadié, très belle dans des robes qui emprisonnent une silhouette voluptueusement sinueuse, semble s'en vouloir d'avoir aimé Løvborg. Il est vrai que Jean-Claude Durand grimé et brailé, se caricature sans vergogne. Claire Wauthion, sa femme, se cherche aussi, mais dans la dignité. Les deux autres hommes ont trouvé leur personnage : Jean-Yves Chatalet - le juge attiré par

l'inaccessible Hedda - fausement désinvolte, et qui se distille derrière des poses ; Francis Frappet, le mari, fausement paumé, équivoque, presque inquiet.

## « Étouffer tout désir »

Le spectacle se passe dans un salon coquet aux murs passés, avec peu de meubles, donnant sur un jardin d'hiver. Le décor de Nicolas Sire, à la fois réaliste et théâtral,

offre l'impression d'une pièce trop grande, rarement utilisée, devenue inutile, sur le point de devenir abstraite, fantomatique comme ces chambres dont parfois on rêve et que l'on reconnaît sans les avoir jamais réellement connues.

Les lumières demeurent brumeuses. Dans cette ambiance, les gens et les choses semblent devoir se diluer. On ressent l'exaspération de Hedda Gabler, mais, dès la première image, la première réplique, tout est joué. Les personnages, tous, trébuchent, bésitent, se reprennent, mais demeurent impuissants, leur destin est scellé. « Ils doivent mourir, brutalement, par inadvertance ou vocation... ou, pis encore, à petit feu, chaque jour, sans bruit, d'étouffer en eux même tout désir... » écrit Michel Vitez. Adaptateur. A cause de leur comportement obsessionnel, de leurs tentations suicidaires, des efforts désespérés qui par instant les poussent hors de leurs limites, à cause du désir suicidaire d'absolu qui habite Hedda, on pense à une sorte de Dostoïevski bourgeois.

Alain Françon ramasse des interrogations qui se cognent de plus en plus durement, de plus en plus serré, jusqu'à l'étouffement. On souhaiterait peut-être la déchirure d'un sourire dans ce spectacle inexorable qui tourne autour du doute et se donne d'autre réponse que celle de l'adultère.

COLETTE GODARD

► Jusqu'au 24 mars. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche 18 heures. Tél. : 47-21-17-81.

## Coup de poing

La nouvelle « comédie urbaine » de Joël Jouanneau

GAUCHE UPPERCUT  
au Théâtre  
de la Comédie d'Aubervilliers

Sur le toit de ce qui pourrait bien avoir été un hypermarché à la lisière d'une grande ville, à l'écart donc, cinq adolescents et une sorte de mère, tous perdus, style punk, tentent d'exister sous la menace de Menott - on ne le verra jamais - qui règne non loin de là sur la Zone rouge. Il y a un blond, plutôt beau, c'est Prince (Guy-Pierre Couleau) ; un roux, plutôt laid de raser, plutôt dur, c'est Nigger (Philippe Deguil) ; un black, le seul avec un boulot, jolies gueules qui rêvent d'avoir les poings de Jack LaMotta, c'est Widish (Adama Niane) ; une brune, beau visage à faire peur qui a tout le temps froid et se supporte pas qu'on lui dise non, c'est Denier (Anne Le Guenec) ; et une femme, âgée déjà, coquette toujours, c'est Cloack (Denise Péron). Elle a perdu - quand ? - son compagnon, Bon-sai (Gilles Segal), dont le spectre réapparaît pour un ultime conseil, une ultime révolte.

Gauche Uppercut peut être lu et compris au travers de ces patronymes, un peu comme peut l'être et comprendre les pièces de Molière dans l'énoncé du nom des protagonistes. Mais cette pièce n'a rien d'une comédie, c'est un drame, simple et monstrueux, un fait divers anodin et pourtant comme un méchant rêve. Entre un échafaudage et un abri-bus transformé en cage de foot, il met en jeu les trois paramètres fondamentaux de l'exclusion : la peur, la haine, la violence ; peur, haine et violence qui feront la perte d'un paumé passé à la par hasard ou par force, l'Étranger (Malek Kato).

Parce que le texte de Joël Jouanneau, une nouvelle fois, est étonnamment, forcé, lyrique, noirceur, mais sans opacité, laissant percer ces vives lueurs de vie qui rendent la mort fréquentable, on voudrait aimer plus, aimer mieux ce spectacle. Parce qu'il est servi par sept comédiens très différents mais tous passionnés à des titres divers, charme, violence, fragilité, rugosité, férocité, expérience ou inexpérience, on voudrait le défendre sans réserve.

Parce que la musique originale de Jean-Louis Mechal est à la fois soucieuse de théâtre, de ses lois, de ses effets, et une musique d'aujourd'hui, radicalement, parce que le décor d'Yves Samsoo est beau comme le sont les lumières, on voudrait que Gauche Uppercut soit une réussite.

## Des résonances rock

Quelle réserve alors ? Le spectacle est, quoi que l'on puisse écrire, un spectacle à voir, vraiment. Mais voilà, il est mis en scène par Stéphane Loik, qui a décidé, une fois pour toutes, qu'elle devait diriger les mouvements des acteurs de manière antithétique. Elle avait monté une pièce de Philippe Mianvane, Le Dîner de Lina, dans laquelle tous les comédiens entraient et sortaient de scène en des pas saccadés, un bras le long du corps et l'autre replié de telle façon que la main tendue s'élève vers la verticale du nez. On se demande encore pourquoi.

Pour Gauche Uppercut, elle a imaginé une sorte de théâtre steady, comme on le disait du rock steady, danse jamaïcaine, ancêtre du reggae, qui provoquait chez ses adeptes une oscillation de l'arrière vers l'avant et du haut vers le bas sur un tempo invariable. Comme

le texte de la pièce a des résonances résolument rock, c'est vrai - et particulièrement dans une scène à faire pâlir les groupes français, - on comprend mieux cette fois son parti pris.

Comprendre ce parti pris n'est pas le partager. Dans le genre rock, Stéphane Loik devrait s'inspirer du travail d'une incroyable liberté que présente ce jour-ci Matthias Langhoff et sa Duchesse de Malfi au Théâtre de la Ville. Les êtres, même exclus, même bannis, même en perte absolue d'identité, ont la chance d'être dissemblables et de l'être encore plus, et souvent mieux, quand ils sont acteurs. Ce qui les distingue peut-être le plus est le pas, la démarche, le déhanchement. Pourquoi brider cette différence, d'où vient cette rigidité qui ressemble très tôt à du maniérisme et dont le côté systématique est lassant, même si ce spectacle ne dure qu'une heure trente ? Manque de confiance ou suffisance ?

Quoi qu'il en soit, il a le défaut majeur d'induire une lecture réductrice du texte de Jouanneau d'où tout lyrisme est chassé, où tout élan est écarté de mort. Ce qui n'est pas dans le style de l'auteur du Bourgeois, de Kiki l'Indien, de Mamie Ouzie en Papodzie dont les héros ont une imagination, une capacité de rêver sans bornes même si leur vie est toujours expédiée. Ce qui l'on entend bien, malgré tout, en plusieurs endroits de ce spectacle coup de poing.

OLIVIER SCHMITT

► 2, rue Edouard-Poisson. Jusqu'au 14 avril. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée le dimanche à 16 h 30. Tél. : 48-33-16-16. Le texte de la pièce est paru aux éditions Actes Sud-Papiers, 50 pages, 60 F.

Les Russes à l'Atalante. - Le Théâtre de l'Atalante, celui de Genevilliers et la Comédie de Reims, avec la collaboration de la Cinémathèque de Toulouse et du CNRS, organisent, sous le titre Kinoteatr, une série de manifestations autour de la littérature dramatique et du cinéma russes. Elles ont lieu du 9 au 21 mars à l'Atalante. Du 27 mars au 6 avril sera présenté Chizano, de Lioudmila Petrovchevskia, en sa version, par le Cinéma Studio du Théâtre d'Art de Moscou. A Genevilliers, à l'occasion des représentations de Jo Mère, de Brecht, un débat sur les « mythologies de la Révolution » aura lieu le 13 avril.

► Reims, l'Atalante : 46-06-11-90. Genevilliers : 47-96-26-30. Reims : 26-40-45-45.

## MUSIQUES

## Rap de Marseille

Ils veulent être au rap français ce que l'OM est au football

La qualité la plus immédiate d'IAM s'appelle l'aplomb. Rappers provinciaux et inconnus précipités sur la scène de Bercy, en première partie de Madonna, improvisant avec Kid Frost, maître californien du genre, aux Transmusicales de Rennes, les Marseillais ne désarment jamais. Pour l'instant, leur culot a fait passer bien des choses, approximations musicales, discours par moment déconcertant. Aujourd'hui, leur premier album va sortir chez Labelle Noire, le label rap que distribue Virgin. Samedi 9, ils seront sur scène à Saint-Denis avec Sniprême NTM, leurs collègues et concurrents mais aussi avec le Jamelzain de New-York Shabazz et KRS1, la conscience sociale du rap américain.

Pour se préparer aux épreuves de vérité, IAM répertorie dans un studio de la banlieue ouest de Paris, loin de Marseille et des amis, de la capitale et de sa tentation. Akhenaton, premier rappen de la formation, en est logiquement le porte-parole. C'est lui qui a baptisé le groupe, c'est-à-dire, au choix : « je suis », Imperial Asiatic Men ou Iovasion Arrivant de Mars (elle). Cette accumulation de sens, on la retrouve en permanence en parlant avec IAM. Les pseudonymes égyptiens peuvent rappeler l'afrocentrisme agressif de certains rappeurs afro-américains, mais le groupe est multiracial. La fascination pour le mysticisme asiatique se double d'un humour méridional qui n'aurait pas détonné dans un music-hall de la Canebière, au temps où il en restait.

Comme tous les groupes de rap français, IAM est obligé de grandir très vite, au fur et à mesure que grandit l'attente d'un public qui veut entendre la musique du rap dans sa langue. Ils se sont adjoints les talents d'un musicien capable de maîtriser les techniques d'échantillonnage, un sujet qui provoque une plaisanterie instantanée : « Nous, on échantillonne des disques qui existent déjà. Michael Jackson a fait rejouer un vieux riff de soul pour la basse de Beat It, c'est la même chose », disent-ils. En piochant dans une quarantaine de titres différents (environ trois par morceau), en programmant de nouveaux rythmes et en écrivant leurs textes avec un souci de la métrique digne de l'âge classique, ils ont réussi un premier disque qui parera au plus pressé.

Reste à atteindre les objectifs proclamés : « intégrer les musiques ethniques, arabes, africaines », trouver la spécificité du rap français, affirmer son autonomie : « Le rap vient de la soul, du reggae, du funk. Ce n'est pas que nous détestons le rock, nous n'avons rien à voir avec lui. » C'est vrai, IAM s'en tient strictement aux rituels du rap, au « concert » sans musiciens, seulement les rappeurs, le disc-jockey et les danseurs. Portés par leur public, ils sont capables d'en faire une fête.

THOMAS SOTINEL

► Le 9 mars, à Saint-Denis, sous chapiteau, place du 8-mai-1945, avec Sniprême NTM, Shabazz et KRS1. Le 16 mars à la Cigale, 120, bd de Rochechouart, Paris 18<sup>e</sup>, avec Kid Frost et Lionel D.

## Mort du pianiste Josef Palenicek

Le pianiste tchécoslovaque Josef Palenicek s'est éteint, jeudi 7 mars dans l'après-midi, à Prague à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Né à Travník le 19 juillet 1914, formé à Prague, puis à Paris où il reçoit l'enseignement du pianiste Alfred Cortot et du compositeur Albert Roussel à l'École normale de musique, Josef Palenicek fonde en 1934 le Trio Smetana. A l'âge de vingt ans, il se consacre à la musique de chambre. Il sera l'un de ses plus merveilleux serviteurs pendant près de soixante ans, sans pour autant se détourner complètement

de la carrière de soliste. Seul face à son piano, ou au sein de son trio (en 1945, il se changera le nom en Trio tchèque), Palenicek était admiré pour ses interprétations de Smetana, Janacek, Martinu, Beethoven et Schubert, pour leur justesse stylistique, leur tension dans les mouvements lents, leur vivacité dans les mouvements vifs.

Le Trio tchèque a enregistré, entre autres, le Trio op. 100 de Schubert. Proposé sur le devant de la scène par le film Barry Lindon, cette interprétation se démarque pas d'être comparée à celle, légendaire, de Rudolf Serkin et des frères Busch.

Al. Lo.

## L'Association d'économie financière

## Le Monde

## La Caisse des dépôts et consignations

organisant dans le cadre des rencontres du

World Trade Center-Paris La Défense

un colloque sur

## FINANCES DE L'URSS

## et système financier international

avec la participation des experts du FMI, de l'OCDE,

de la Banque mondiale, de la BERD et de la CEE,

des chercheurs et financiers français, européens,

américains et soviétiques.

le vendredi 15 mars 1991 au CNIT-Paris La Défense

Renseignements et inscriptions :

AEF, 110 rue de l'Université, 75007 Paris.

Tél. : (1) 45 44 04 11 ; Fax : (1) 40 49 91 04

Participation aux frais : 800 FF.

8 mars • 28 avril

## LA PEAU ET LES OS

Réalisation Jean-Louis Benoit

d'après Georges Hyvernaud

THEATRE DE L'AQUARIUM

Cortouche

43 74 92 61

Tél. : 42-88-64-44

## Dernier hommage à Gainsbourg

Plusieurs centaines d'admirateurs ont rendu un dernier hommage à Serge Gainsbourg, inhumé jeudi 7 mars au cimetière du Montparnasse à Paris. Annoncées pour 10 heures, les obsèques ont commencé un peu avant 9 heures, en présence d'une quinzaine de personnes, dont Jane Birkin et Bambou, et ses deux enfants, Charlotte et Lucien.

Plusieurs vedettes étaient présentes : Isabelle Adjani, Françoise Hardy, Catherine Deneuve - qui a lu les paroles d'une chanson écrite pour Jane Birkin Fuir le bonheur - Johnny Hallyday, Renaud,

Alain Souchon, et trois membres du gouvernement, M. Jack Lang, ministre de la culture, M<sup>me</sup> Catherine Tasca, ministre de la communication, et M. Michel Gillebert, secrétaire d'Etat chargé des handicapés et des accidentés de la vie, ainsi que l'épouse du premier ministre, M<sup>me</sup> Michèle Rocard.

Après la cérémonie, les anonymes ont enfin été admis dans le cimetière, par petits groupes pour éviter les bousculades autour des tombes. Plus d'un millier de personnes se sont ainsi succédé pendant une heure devant le cercueil.

THEATRE

AMANDIERS

5 au 24 mars 1991

**Hedda Gabler**

Ibsen - Françon

Tél. 47 21 18 81 ou 47 21 18 82



## SPECTACLES

VENDREDI 8 MARS

## CINÉMAS

## LA CINÉMATHEQUE

## PALAIS DE CHAILLOT

(47-04-24-24)

Années 30 : le théâtre de boulevard à l'écran : *Système d'été* (1939), de Maurice Cloche, 16 h ; Plus dure sera la chute (1955, v.o. s.t.), de Mark Robson, 18 h ; *Sang et Dr* (1947, v.o. s.t.), de Robert Rossen, 21 h.

## VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles

(46-26-34-30)

Les Folies Années-1920-1940 : les Années folles : *Don Carlos de Balaguer* (1988) de Patrick Mimouni, le Bal du comte d'Orgel (1970) de Marc Allégret, 14 h 30 ; Vers la guerre : *Actualités allemandes 1939*, la Bataille de France (1978) de Daniel Costelloe, 18 h 30 ; Vers la guerre : le Paris des années 30 filmé par des amateurs (1988), les Gangsters de l'exploitation (1937) d'Emile G. de Meyer, 18 h 30 ; la Front populaire : le Défilé du 14 juillet 1935 (1935), la Marcellaise (1938) de Jean Renoir, 20 h 30.

## LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (\*) (A., v.o.) :

Cincoches, 5 (48-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-86) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-58) ; Alice (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-84-94) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-82-20-40) ; UGC Opéra, 9 (45-74-84-94) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17 (40-86-00-16) ; v.f. : *Pathe Impérial*, 2 (47-42-72-52) ; *Saint-Lazare-Pasquier*, 8 (43-87-35-43) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; *Pathe Montparnasse*, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

LES ARNAQUEURS (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-25-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; *Publicis Champs-Élysées*, 8 (47-20-76-23) ; Gaumont Paroisse, 14 (43-35-30-40).

ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Lucerna, 6 (46-44-44-44) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.), Latina, 4 (42-78-47-88) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-58).

BOUGE PAS, MEURS, RESSUSCITE (Sov., v.o.) : Utopia Champollion, 6 (43-26-34-30).

LE BRASIER FR. : Cincoches, 5 (46-33-10-82) ; Les Montparnos, 14 (43-27-52-37).

LA CASA DE BERNARDA ALBA (Esp., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-88).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Cincoches, 5 (48-33-10-82) ; George V, 8 (45-82-20-40) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; Mistral, 14 (43-20-12-06) ; *Pathe Montparnasse*, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

LA CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-86).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-84-94) ; *Pathe Montparnasse*, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

HALFAQUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

HAVANA (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-25-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; *Publicis Champs-Élysées*, 8 (47-20-76-23) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Montparnasse*, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

DANCING THRU THE DARK (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; *Pathe Montparnasse*, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

DAISSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-84-94) ; *Pathe Montparnasse*, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

LA DÉSÉCHÉE (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Cinoches, 5 (48-33-10-82) ; République Cinéma, 11 (48-05-61-33).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-25-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; *Pathe Montparnasse*, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 5 (48-33-10-82).

DOCT'S KINGDOM (Fr.-Por., v.o.) : L'Enfer, 14 (45-43-41-83).

L'EVEIL (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; *Pathe Impérial*, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; *Pathe Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-79) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-84-94) ; *Pathe Montparnasse*, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÉTÉ (A., v.o.) : Cinoches, 5 (48-33-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

J'AI ENGAGÉ UN TUEUR (Fin., v.o.) : Les Trois Lumières, 6 (46-33-37-77) ; République Cinéma, 11 (48-05-61-33).

JU OOU (Chin., v.o.) : Les Trois Lumières, 6 (46-33-37-77).

KORZAK (Pol.-All.-Fr., v.o.) : Cinoches, 5 (48-33-10-82).

Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; *Pathe Wepler II*, 19 (45-22-47-94) ; Le Grand Pavois, 15 (45-54-46-86).

L'EXPERIENCE INTERDITE (\*) (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-84-94) ; v.f. : Bretagne, 6 (42-22-57-57) ; *Pathe Montparnasse*, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

FENÊTRE SUR PACIFIQUE (A., v.o.) : UGC Rotonde, 6 (45-74-84-94) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; v.f. : UGC Opéra, 9 (45-74-84-94).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : UGC Champollion, 5 (43-26-84-85).

LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-54-50) ; *Pathe Montparnasse*, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

GÉNÉRAL MES PARENTS DIVORCÉS (Fr.) : George V, 8 (45-82-20-40) ; *Pathe Français*, 9 (47-70-33-88) ; Les Montparnos, 14 (43-27-54-50) ; *Pathe Wepler II*, 19 (45-22-47-94).

QUIST (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-84-94) ; v.f. : UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5 (43-25-18-09) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-54-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-86) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

LE GRAND SIMULATEUR (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; George V, 8 (45-82-20-40) ; *Pathe Montparnasse*, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-86) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

LE GRAND SIMULATEUR (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; George V, 8 (45-82-20-40) ; *Pathe Montparnasse*, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-86) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

LE GRAND SIMULATEUR (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; George V, 8 (45-82-20-40) ; *Pathe Montparnasse*, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-86) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

LE GRAND SIMULATEUR (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; George V, 8 (45-82-20-40) ; *Pathe Montparnasse*, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-86) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

LE GRAND SIMULATEUR (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; George V, 8 (45-82-20-40) ; *Pathe Montparnasse*, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-86) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

LE GRAND SIMULATEUR (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; George V, 8 (45-82-20-40) ; *Pathe Montparnasse*, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-86) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

LE GRAND SIMULATEUR (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; George V, 8 (45-82-20-40) ; *Pathe Montparnasse*, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-86) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

LE GRAND SIMULATEUR (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; George V, 8 (45-82-20-40) ; *Pathe Montparnasse*, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-86) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

LE GRAND SIMULATEUR (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; George V, 8 (45-82-20-40) ; *Pathe Montparnasse*, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-86) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

LE GRAND SIMULATEUR (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; George V, 8 (45-82-20-40) ; *Pathe Montparnasse*, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-86) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

LE GRAND SIMULATEUR (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; George V, 8 (45-82-20-40) ; *Pathe Montparnasse*, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-86) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

LE GRAND SIMULATEUR (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; George V, 8 (45-82-20-40) ; *Pathe Montparnasse*, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-86) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

LE GRAND SIMULATEUR (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; George V, 8 (45-82-20-40) ; *Pathe Montparnasse*, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-86) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

LE GRAND SIMULATEUR (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; George V, 8 (45-82-20-40) ; *Pathe Montparnasse*, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-86) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

LE GRAND SIMULATEUR (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; George V, 8 (45-82-20-40) ; *Pathe Montparnasse*, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-86) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

LE GRAND SIMULATEUR (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; George V, 8 (45-82-20-40) ; *Pathe Montparnasse*, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-86) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

LE GRAND SIMULATEUR (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; George V, 8 (45-82-20-40) ; *Pathe Montparnasse*, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 5 (48-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-86).

MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A., v.o.) : George V, 8 (45-82-20-40) ; v.f. : Sept Paroisses, 14 (43-20-12-06) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-58).

LE MARI DE LA COIFFEUSE (Fr.) : George V, 8 (45-82-20-40) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-84-94) ; *Pathe Montparnasse*, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

MILLYER'S CROSSING (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; *Pathe Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-79) ; *Pathe Français*, 9 (47-70-33-88) ; Les Montparnos, 14 (43-27-54-50) ; *Pathe Wepler II*, 19 (45-22-47-94).

MIMMA (Fr.) : Reflet Média Logos, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

STUDIO DES URSLINES, 5 (43-25-18-09) ; République Cinéma, 11 (48-05-61-33) ; Studio 28, 19 (48-06-36-07).

MISERY (\*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (45-82-20-40) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-85-85) ; UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

MIR AND MRS BRIDGE (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8 (43-58-19-08) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

LE MYSTÈRE VON BULOW (A., v.o.) : Gaumont Paroisse, 14 (43-35-30-40) ; Les Trois Balzac, 6 (45-61-10-80).

MYSTIC PIZZA (A., v.o.) : *Pathe Marignan-Concorde*, 8 (43-58-82-82) ; Clichy, 18 (45-42-26-01) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (\*) (A., v.o.) : Studio Galté, 5 (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-86).

LES FILMS NOUVEAUX

HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (\*) (A., v.o.) : Film américain de John McNaughton, v.o. : Raine Odéon, 6 (43-26-19-88).

RAGAZZI, Film français de Mame Kaita : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; George V, 8 (45-82-20-40) ; *Pathe Montparnasse*, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

ROSENCRANTZ & GUILDENSTERN SONT MORTS. Film américain de Tom Stoppard, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; George V, 8 (45-82-20-40) ; *Pathe Montparnasse*, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

TELS PÈRES TELLE FILLE. Film américain d'Emile Ardolino, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-84-94) ; *Pathe Montparnasse*, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; *Pathe Clichy*, 18 (45-42-26-01).

AKTEON-THÉÂTRE (43-38-74-62). On n'en meurt pas, 1 h 15.

AMANDIERS



56 رين لاول

# S A N S • V I S A

## Corfou, balcon sur l'Albanie

Longtemps, très longtemps, Corfou s'est demandé à quoi pouvait bien ressembler cette voisine proche et inquiétante, l'Albanie. Aujourd'hui, de l'île conquise par les Vénitiens et non par les Turcs, ce qui pour les Corfiotes est important, on peut débarquer - 3 kilomètres séparent les deux mondes - sur les rives du pays mystérieux. Croisière.

COMME chaque dimanche, Saranda ne répond pas. Le bateau s'immobilise à l'entrée de la baie et Petros Assonitis s'empare de la radio du bord. « Capitainerie à Saranda. Capitainerie à Saranda ». Mais le capitaine ne peut franchir les sourcils en direction de la côte. Saranda fait la sourde oreille. Et là-haut, sur l'Épire, la neige fond au soleil. Le capitaine Petros Assonitis règne depuis dix-huit mois sur l'unique liaison maritime entre l'île grecque de Corfou et l'Albanie. Pour obtenir l'autorisation d'accoster à Saranda, à l'extrême sud du pays, il lui en a coûté deux ans de négociations avec toutes sortes d'autorités locales, invariablement munies de porte-documents noirs. Il a transporté l'an

dernier cinq mille passagers, de toutes nationalités. Mais les Albanais n'en restent pas moins imprévisibles. Et, le dimanche matin, la manœuvre d'approche vers Saranda est toujours délicate. « Capitainerie à Saranda ». Le capitaine y croit encore. Il connaît bien, pourtant, le gradé qui, là-bas, ne veut rien entendre. C'est un vieux militaire. Une étoile rouge sur la casquette, et qu'on se le dise, il est encore maître à bord. Déjà, la marine n'interpelle plus les pêcheurs grecs qui viennent kidnapper les dorades albanaises. Déjà, le parti unique ne l'est plus. Et à la boulangerie, on encourage, par voie d'affiche, à voter pour un parti « démocratique » aux élections du 31 mars. Alors on ne débarquera pas, de surcroît, à Saranda sans avoir attendu le temps qu'il faudra.

On attend, donc. Et pour varier les paysages, le bateau fait des ronds dans l'eau. An loin, l'île de Corfou, que 3 kilomètres séparent - mais seules les cartes le croient - de l'Albanie, au point le plus étroit. Cent mille habitants, qui n'avaient jamais aperçu de ce pays interdit que quelques images de la télévision de Tirana : des jeunes en foulard rouge, si heureux de travailler qu'ils reviennent en chantant. Et en face, Saranda la muette. Seize mille habitants. Si derrière les grilles du port, tous n'attendent pas ce matin l'arrivée du bateau, peu s'en faut.

Saranda est une ville et perchée au-dessus de l'eau. Si près qu'un jurerait qu'elle ne demande qu'à s'y jeter. Du bateau, on dirait une station balnéaire. Un petit coin d'Albanie, au fond d'un golfe, bordé de palmiers. Des robes blanches, le dimanche, sur la promenade des Anglais. Un triangle enneigé au-dessus de la Méditerranée. Et sur le front de mer, des statues immaculées, aux mâchoires, il est vrai, toujours un peu carrées.

Il reste, à Saranda, quelques maisons en pierre, gardées par des poutres silencieuses. Vestiges sans doute d'un autre temps, celui où les manuels de géographie avaient snobé la « Riviera albanaise ». Ces maisons-là, quoi que lézardées, tiennent bon. Les immenses pèdes, ces cinq et six étages que la montagne écrase, penchent en revanche vers la mer, et de tout leur poids. Prêts à plonger, en rangs serrés. Plonger sans plus tarder, et rejoindre l'autre côté. Sur chaque balcon sèche une lessive. De retour, sans doute, d'une équipée qui a encore mal tourné.

Saranda est un port grillagé où l'on ne se promène pas. Un port sans bateau. Il ne s'y trouve ce dimanche qu'une péniche de Durrës, chargée de gravier, la vedette de la police, mouchetée



de rouille, et celle de la marine. C'est tout. Nulle barque, nul pêcheur à l'horizon du golfe. Saranda est un port dont la plupart des habitants n'ont jamais posé le pied sur un bateau. Ceux qui tentent la traversée - une demi-douzaine chaque année jusqu'à l'été dernier - s'embarquent sur des chambres à air. Heureux, déjà, d'avoir réussi à s'en procurer sans être dénoncé.

Saranda est une ville aux vitres universellement fendues où l'église est devenue menuiserie après l'interdiction religieuse de 1967. Où la banque affiche le cours du dollar et celui du rouble ; la quincaillerie, des parapluies et chapeaux de paille ; et la boulangerie, ses horaires d'ouverture : de 5 h 30 à 21 heures. A l'épicerie, on voit des tomates rouges et de belles carottes. Mais seulement sur le décor mural. Car on ne peut y acheter que quelques poireaux et des oranges en forme de clémentines.

A Saranda, enfin, on joue au ping-pong sous la surveillance d'un soldat et d'une allégorie de la Révolution entraînant le peuple vers son avenir radieux. Mais les joueurs se moquent de la révolution, et même du jeune soldat. Et ils le font comprendre par un

clin d'œil énorme, qui n'échappe à personne. Le nom d'Enver Hoxha - qui est né dans ce sud albanais, à Gjirokastrë - domine toujours en tout cas la promenade aux palmiers. Et en lettres bien rouges. Du fichier vert de la bibliothèque, les œuvres du fondateur du Parti communiste n'ont pas non plus disparu.

« Capitainerie à Saranda ! » Sur le pont, le capitaine s'impatiente. Il n'est tout de même pas n'importe qui en Albanie. Au terme d'un accord avec l'organisation gouvernementale Alburizim, il prépare la prochaine ouverture d'un hôtel à Saranda. Un deuxième hôtel, à côté du Butrinti, construit dans les

années 60 pour les Allemands de l'Est et nuvert récemment aux Albanais. Et le capitaine est pressé. Il offre à manger ce dimanche aux ouvriers de son chantier. Il y aura du poisson et trois sortes de viande. Mais les Albanais mangeront peu, passionnés par le spectacle de la présence simultanée de cinq étres humains venus de l'autre côté de la mer.

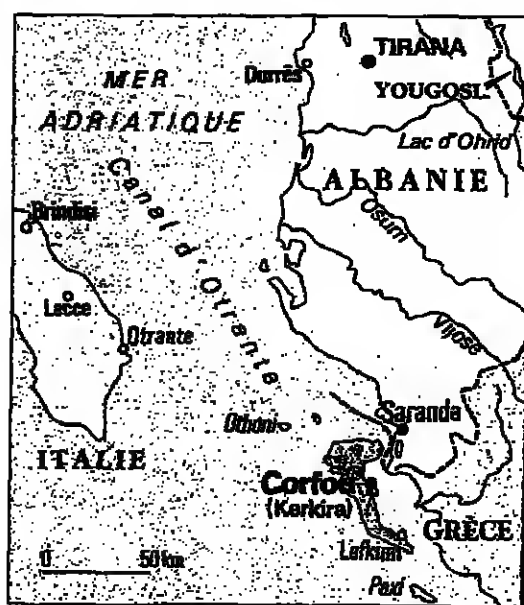
Les passagers sont plus patients. Ils sont une vingtaine d'Albanais, titulaires de passeports, qui rentrent au pays. Ils ont travaillé un mois ou deux, après avoir obtenu à Tirana ces visas que la Grèce délivre généreusement, du moins aux ressortissants d'origine grecque, ceux que l'on appelle à Athènes les « Epirotes du Nord ». Ils rentrent, estiment-ils, fortune faite. Et sans même posséder une valise susceptible de fermer, ils transportent avec eux un chargement entier. Des réfrigérateurs d'occasion, des machines à laver, des cartons, des vêtements. Des enveloppes « par avion ». Et un conglomérat de bidons qu'on jurerait soutiré d'une de ces petites décharges qui s'étaient parfois au pied des églises à campanas de Corfou.

Corine Lesnes  
Lire la suite page 18

### AU SOMMAIRE



**Le Marseille** du cinéaste René Allio auteur de *Transit* ..... p. 17  
**Buffet de gare** ..... p. 16  
**La Malmaison** Trianon consulaire ..... p. 19  
**Saint-Malo** prospère et corsaire ..... p. 18  
Ecales (p. 16) ♦ T8lec (p. 16)  
Jeux (p. 20) ♦ Table (p. 21)





## Le zinc du rail



A une table, au centre de la salle, il y a quatre soldats, en jeans bien repassés, comme sortis tout juste d'un paquetage, et blouson de cuir marron, leur petite cantine de fer-blanc à leurs pieds, qui parlent haut, en tordant la bouche, et se chamaillent en se bourrant les côtes comme une portée de jeunes chiens. Recroquevillée dans un coin, une jeune fille un peu effarouchée – sans doute une étudiante – réussit ce tour de force de disparaître presque entièrement derrière une édition de poche toute écornée de *la Nausée*.

A une autre table, un couple dépareillé – vraisemblablement adulte – s'embrasse goulûment, comme si le temps lui était compté. Au bar, trois amis discutent du tière – des garçons de salle d'un restaurant voisin, venus ici boire leur dernier verre, ainsi que semble l'attester le pantalon de tergal noir un peu lustré que porte encore l'un d'eux. Au fur et à mesure que le haut-parleur égrenne les destinations et les horaires, la physionomie de la salle se modifie. A l'énoncé d'une ville ou d'une correspondance, certains repoussent leur chaise dans un grand bruit, se lèvent, rassemblent leurs affaires et s'en vont, tandis que d'autres visages apparaissent...

Joris-Karl Huysmans aimait à venir déjeuner dans les buffets de gare, retraçant, au vu d'un visage ou d'une attitude, la courbe d'une vie, d'un destin, d'une généalogie. A l'époque où les trains les plus rapides mettaient plus de vingt-quatre heures pour aller de Paris à Vintimille, le buffet de gare était

d'une importance stratégique. Le départ était une fête un peu tragique, à laquelle participait toute la famille. Sous les fresques et les affiches qui représentaient en style naïf les destinations, le buffet était le lieu des dernières recommandations, des derniers baisers, de l'ultime serrement de main.

Premier débit de boissons à ouvrir le matin et dernier à fermer le soir, c'était aussi le lieu de tous les trafics – ce qui lui donnait une extraordinaire aura de fruit défendu. Ici se côtoyaient les vrais voyageurs et ceux qui cherchaient à profiter d'eux, les bourgeois en voyage entre deux maisons et les marginaux traversant la vie sans point fixe ni centre de gravité. Plus aventureuses qu'aujourd'hui, où tout est calculé au mieux par l'ordinateur, les correspondances laissaient parfois au voyageur des temps morts de plusieurs heures, voire d'une journée, qu'il fallait bien occuper.

Le buffet de la gare devait donc y pourvoir ; et il n'était pas rare qu'un orchestre s'y produisît, comme c'était encore le cas, il y a à peine dix ans, en gare de Budapest. Parce qu'il était unique, de localisation facile et presque toujours ouvert, le buffet de gare faisait aussi office de poste restante pour les personnes provisoirement sans résidence fixe. Où se donner rendez-vous, dans une ville que l'on ne connaissait pas, avec des gens que l'on n'avait

pas vus depuis longtemps, donc que l'on n'était pas assuré de reconnaître, sinon au buffet de la gare ? Toute une littérature policière n'existerait pas sans cet endroit magique, qui, parce qu'il symbolisait le voyage et ses aléas, se trouvait naturellement dans une sorte d'entre-deux propice à tous les événements extraordinaires, rendez-vous galants secrets, échanges de documents d'espionnage, et, bien sûr, meurtres.

Et puis, la vie moderne est intervenue, brisant le mystère. Les voyages en train se sont raccourcis. Les retards ont presque

disparu et une meilleure planification du réseau a fait disparaître ces correspondances interminables qui étaient la bédardière des buffets de gare. Le buffet a essaimé autour des gares ; et celles-ci, qui se trouvaient parfois, comme à la gare centrale de Milan, d'une véritable ville souterraine, avec des labyrinthes de toilettes, de douches, d'écobosses de barbier, de consignes et de magasins en tous genres, ne sont plus devenues que des espèces de nœuds de communication, de « terminaux » comme l'on dit justement aujourd'hui, connectant

entre eux plusieurs moyens de transport.

SANS doute ne reconstruirait-on jamais plus de ces extraordinaires cathédrales dédiées à l'attente, véritables chapelles Sixtine de l'art ferroviaire, comme a pu l'être le fameux « Train bleu » de la gare de Lyon, inauguré en 1901, avec ses salons emboutés les uns dans les autres, ses ors, ses stucs et ses plafonds peints évoquant, en des fresques maniaques, les paysages et les villes que desservait alors la compagnie PLM ; le mont Blanc, Marseille, Grenoble et même Alger.

Pour retrouver cette époque magique où le voyage commençait à la porte tournante du buffet de la gare, il faut désormais se rendre très loin, en Inde, en Afrique du Sud ou dans quelque pays d'Amérique latine, ou bien encore musarder à l'écart des grandes lignes. Alors, on retrouve encore de ces surprenants buffets champêtres en plein air, adossés à la montagne, comme en certaines régions reculées de la Suisse, ou bien accrochés à une corniche en surplomb sur la mer, comme c'est le cas en Grèce...

Aujourd'hui, le buffet de gare n'est plus, dans le meilleur des cas, quand il ne se réduit pas à une alvéole sommaire où l'on boit debout et à toute vitesse comme dans les buvettes ambulantes des rues, qu'une salle terne et embouteillée, an sol jonché de papiers gras et strié par les arabesques noires des dessinateurs des trainées des

chaises. Bien vain, en gare de Cannes, de guetter, au petit matin, l'arrivée au buffet d'un fringant sous-officier de spahis, au bras de la femme fatale qui lui a fait perdre la veille au jeu tout son modeste héritage familial, comme dans *Gueule d'amour*, de Gréville.

Pourtant, le buffet de gare est éternel, tout simplement parce qu'il est indispensable. Même strictement planifié, un voyage peut dérailler ; et tout un chacun a eu, au moins une fois dans sa vie, l'expérience d'avoir, parce que les hôtels étaient complets ou que l'on était arrivé trop tard dans une ville inconnue, à demeurer une nuit entière dans le buffet d'une gare.

C'EST alors que toute la mémoire du buffet de gare et sa magie resurgissent. Au bar, les couche-tard et les non-couchés forment avec les lève-tôt une chaîne ininterrompue, que rien ne sépare, sinon les ombres que plaque sur certains visages la barbe naissante. L'odeur du café et des croissants chauds fait naître la nostalgie d'une maison et d'une existence sédentaire. Alors, en ces heures indécises et troubles où le jour bésite encore, il arrive que l'on éprouve comme un léger pincement de cœur : tous ces destins rassemblés ici, qui s'ignoraient il y a quelques minutes et jamais plus ne se recroiseront confèrent au buffet un climat un peu amer de tragédie, tandis que monte en soi, alors que la ville dort encore, le sentiment d'appartenir à l'aristocratie des errants.

Patrice Bollon

### ESCALES

#### Les chemins de Sarajevo

Ici, l'Orient mord sur l'Europe. Un Orient véritable puisque certaines régions de Yougoslavie – la Serbie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro notamment – furent, pendant plusieurs siècles, sous domination ottomane. Le Monde de l'Egypte et du

utilisés. Sur la rive nord du lac Ohrid, l'un des plus anciens et des plus profonds au monde, blanche dans un érin de montagnes violettes, la ville du même nom : monastères, fresques et, encore, églises, devenues mosquées. A Skopje, capitale de la Macédoine, église orthodoxe, mosquées et caravansérails puisque la ville fut turque pendant plus de cinq siècles. Novi-Pazar (bête de style oriental) et Visegrad (pont



Proche-Orient (20, rue des Fossés-Saint-Bernard, 75005 Paris, tél. : 43-26-76-37) y emmène ceux que fascine cette civilisation et qui, pendant ces derniers mois d'incertitude, n'ont pu assouvir leur passion. Dubrovnik, les bouches de Kotor, Titograd, capitale du Monténégro, puis, en contournant le nord, de l'Albanie, Pec. Le quartier d'Okolj abrite, dans ses ruelles étroites, souks, mosquées et minarets. Prizren fut occupée par les Turcs de 1454 à 1912 : mosquée de Sinan Pacha, église Notre-Dame de Ljevska convertie en mosquée, fontaines, marché. A Tetovo, mosquée de Sereza, remarquable par son architecture et sa décoration extérieure, résidence du pacha Haki et bains turcs, toujours

à onze arches datant du XVIII<sup>e</sup> siècle) conduisent, par les gorges de la Drina, à Sarajevo. La ville abrite quatre-vingts mosquées, un bazar et le plus grand sanctuaire musulman d'Europe, la mosquée du bey. Le monument le plus remarquable de Mostar est le pont à une seule arche conçu au XVI<sup>e</sup> siècle par Sinan, l'architecte de Soliman le Magnifique. Quinze jours, 10 200 F tout compris. Extension facultative de deux jours en Albanie : 500 F. Sept départs d'avril à octobre, quand le climat est doux.

#### Soleil noir mexicain

Le 11 juillet 1991, à midi (11 heures 56 exactement), le

soleil sera noir pendant sept minutes, plongeant la base Californie dans l'obscurité de la nuit. Cette éclipse de soleil, la plus longue du siècle, ne se reproduira pas avant l'an 2132.

Un événement que l'observatoire astronomique d'Aniane (Eclipses 1991, BP 14, 34150 Aniane, tél. : 67-45-60-00) suivra sur place au plus près de ses lunettes et autres télescopes. Tout sera spectaculaire dans ce voyage : la vision céleste et les paysages terrestres, l'opulence californienne et le déneement mexicain, la fraîcheur des 3 000 mètres et la touffeur du désert. Points forts : traversée de la faille de San-Andreas, Big-Bear et sa tour solaire installée sur un lac, les vergers d'orangers californiens, le mont Palomar et son télescope de cinq mètres de diamètre, le Sea-World de San-Diego et ses mammifères marins puis, au Mexique, le Desierto de los Chinos où la température du sol dépasse 50 degrés, Rancho Meling (une partie de la nuit à l'observatoire), le désert de cactus, Bahia-de-los-Angeles au bord de la mer de Cortez, Guerrero-Negro où se trouvent les plus grands marais salants de la planète, La Paz. Un voyage en deux versions. L'une, Paris-Los Angeles-La Paz, du 24 juin au 13 juillet, 19 jours, 20 300 F, tout compris, culmine avec l'éclipse. L'autre, Paris-La Paz-Los Angeles, du 6 au 26 juillet, 21 jours, 21 300 F, comporte en plus la visite de Mexico. L'une et l'autre s'effectuent en 4 x 4, en présence d'un astronome et d'un géologue. Autre option, très haut de gamme, où l'on survole en avion privé Santa-Monica, le désert de Mojave, Las Vegas et le Grand Canyon du Colorado avant de gagner Tucson, San-Diego, et La Paz. Proposée par Kunni (département forfaits spéciaux, Irène Béhar, tél. :

42-85-71-22), elle comprend également la visite de trois observatoires. Onze jours, du 4 au 14 juillet, 38 690 F, tout compris.

#### Les rives de l'Oyapock

Cette vision « école » et sans façons du voyage à une fraîcheur qui ne s'embarrasse pas de fioritures. René Durand est un ancien pilote automobile. Les émotions fortes qu'il a ressenties dans la forêt amazonienne, il veut les partager : navigation en pirogue et passage de sauts (rapides de rivières) ; vie en « carbet » – sorte de case végétale – dans un village indien ; rencontre avec les Mong'h, une minorité réfugiée du Laos, les Saramacas, anciens esclaves, et, couronnement, randonnées dans la forêt souveraine. Sur les rives de l'Oyapock, côté Guyane française. Côté Brésil, visite, à Belém, d'une hacienda avec sa prairie et son cheptel de taureaux. A Fortaleza, changement de décor : plages de sable blanc, cocotiers, retour des « jaguaparas », bateaux de pêcheurs faits avec des troncs courbés. Salvador de Bahia est la ville la plus africaine du continent sud-américain. Elle aurait trois cent soixante-cinq églises. Au centre du pays, Brasília, ultramoderne, née du désert. Avec Manaus, retour à l'aventure amazonienne, découverte de ce qui reste – pour combien de temps encore ? – le poumon de la planète. Du 3 au 7 avril et du 5 au 19 juin, quinze jours, 15 000 F tout compris (vois Paris-Cayenne-Paris, au Brésil vols intérieurs, pension complète). Auprès de l'association Safari Adventure Evasion en Amazonie (128, avenue Maréchal-Joffre, 66000 Perpignan, tél. : 68-61-51-83).

« Les Celtes – la première Europe », thème de l'exposition qui aura lieu au palais Grassi, à Venise, du 24 mars au 8 décembre prochain. Quelque 2 000 œuvres en provenance de 200 musées de 24 pays permettront d'évoquer la civilisation et la culture des Celtes, du VI<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ à l'aube du Moyen Âge.

Festival du pin's, à Villard-de-Lans, les 22, 23 et 24 mars. Cette station a été l'une des premières à immortaliser son emblème, l'ours du Vercors, sur un écusson métallique. A cette occasion, l'office du tourisme (BP 54, 38250 Villard-de-Lans, tél. : 76-95-10-38) propose des forfaits de deux nuits en hôtel ou studio et remontées mécaniques.

« L'aventure en solitaire », thème de la 8<sup>e</sup> Fête du livre de Limoges, du vendredi 15 au dimanche 17 mars. Rencontres avec les écrivains-aventuriers et les illustrateurs, tables rondes, films, vidéos, ateliers d'écriture, tests de lecture, expositions, éditeurs présents : pour avoir plus d'informations sur ces sujets, contacter l'agence Seso à Paris (tél. : 48-04-96-95) ou la mairie de Limoges (tél. : 55-45-61-60).

L'hôtel du Palais, à Biarritz, qui a bénéficié d'importants travaux d'embellissement et d'aménagement cet hiver, ouvrira ses portes le 12 mars. Quarante des 130 chambres (et 29 suites) ont été redécorées et 22 nouvelles chambres et suites ont été créées, aux 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> étages. Enfin, arrivée d'un nouveau chef, Jean-Marie Gauthier. Renseignements : 59-24-09-40.

Les Guides bleus, pour le 150<sup>e</sup> anniversaire de leur création, offrent « L'Art du voyage », un album illustré racontant l'histoire de cette publication, à tout acheteur de trois guides bleus. Le premier guide, « L'itinéraire de la Suisse à pied », fut publié en 1841 sous une couverture bien foncée par Adolphe Joanne qui entra en 1855 chez Hachette. En 1916, la collection prend le nom de Guides bleus. La diversification commence en 1973 : Guides du routard, guides Visa, Guides en jeans, etc. Au total, 10 collections et 265 titres, dont 70 pour les seuls Guides bleus.

La Transalp 91, course de chics de train de haut niveau, réunira pendant une semaine, du 16 au 24 mars, les mushers européens. Sur les traces de Paul-Emile Victor les attelages suivront, de Briançon à Megève et à travers trois départements, un itinéraire difficile de 200 kilomètres. Renseignements : Serge Morel, Transalp International, tél. : 79-25-84-30 et office du tourisme de Megève, tél. : 50-21-27-28.

Montrez-nous vos vacances, thème du Grand Prix de la photo organisé jusqu'au 15 septembre par Jet Tours, Agfa et le magazine *Grands Reportages*. Pour concourir et gagner, peut-être, un voyage à Tahiti, à l'île Maurice ou aux Antilles, envoyer cinq photos maximum sur tirage papier 13 x 18 cm à : Grand Prix de la photo Jet Tours, 22, quai de la Mégisserie, 75002 Paris.

Sélection établie par Patrick Franchi et Daniella Tramard

## MUSÉART

Un grand magazine culturel qui vous ouvre avec passion les portes des villes du monde entier. Ce mois-ci : Fugue à Vienne et escapade à Salzbourg. 128 pages de plaisirs et de découvertes. MUSÉART N°8 SPÉCIAL VIENNE 35 F CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

مسجد ابن زامل



## La Ma

Dire du mal de Marseille ne suffit peut-être pas tous les jours. En dire du bien non plus. Il y a la mer, du soleil et des odeurs de souffrance dans cette ville. Rencontre avec un cinéaste qui l'aime et la connaît bien. René Allio.

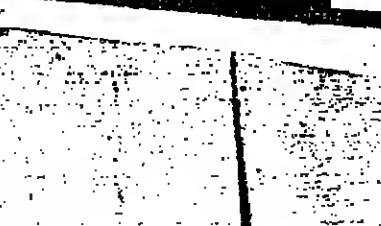
« C'EST une ville, un temps, une époque, un lieu où les gens devaient être indifférents au voyage par le rail. C'est, elle, cette image dans le bureau de la Compagnie maritime qui a été utilisée en 1940 pour le voyage forcé vers les camps de concentration. Ces Allemands, ces Espagnols, ces Juifs, ces Français (Forces françaises libres) familles désemparées qui se retrouvent à Marseille accueillant et recevant, jour après jour, des milliers de réfugiés. Un lieu de souffrance, de flamme, de douleur, et si peu de bateaux.

Passer la ligne, la plupart des gens, dans les années 40, n'ont pas voulu passer la ligne, ils ont filé aujourd'hui vers le Sud à vitesse d'un TGV en train de filer, le roman où Anna Seghers transparaît, en 1943, ce roman venait de vivre avec des milliers d'autres réfugiés, à Marseille avant de s'embarquer pour le Mexique, c'est une manière de rencontrer Marseille et de la voir. Lieu géométrique de ceux qui veulent partir, de ceux qui restent.

Havre de ceux qui, déjà dans les années 20, chassés par d'autres persécutions, ont fuyé d'autres mystères – Arméniens venus de loin, Piémontais débarqués en voisins – avaient choisi le grand port comme une étape vers l'Amérique, faisant connaissance avec la France, avaient renoncé à chercher plus avant leur Pécou. « Je suis un passant, je dois partir », dit le héros de Transalp, constamment obligé, lui qui veut rester pour toujours et encore un peu, de prouver à la bureaucratie administrative qu'il fait toutes les démarches – visa, caution, passage, permis – pour vraiment partir. Transitaire. Si on voulait les compter, on trouverait sans doute beaucoup de Français qui ont vécu un mois, six mois, ou deux ans, à Marseille, et qui ont en commun le souvenir d'une période d'attente : soldates en garnison, marins en portance, rapatriés en instance de stabilité. Partir, rester, se déterminer.

« Comme beaucoup de Marseillais, je suis un vieux Parisien ».

TOSCANE - Belles demeures de caractère





## EN FRANCE



VOLGER TOLZSCH/DAITAR

## La Marseille de René Allio

Dire du mal de Marseille ne suffit peut-être pas toujours. En dire du bien non plus. Il y a la mer, du sortilège et des odeurs de soufre dans cette ville. Rencontre avec un cinéaste qui l'aime et la connaît bien, René Allio.

«C'ÉTAIT une affiche touristique. Elle datait des temps où les gens casaniers devaient être induits en tentation de voyage par le pittoresque des pays. » Certes, elle devait sembler baroque au narrateur de *Transit*, cette image dans le bureau de la Compagnie maritime où se bousculaient, anxieux et déterminés, ceux que la guerre condamnait, en cet hiver 1940-1941, au voyage forcé vers des lieux moins noirs. Ces Allemands communistes, ces Espagnols antifranquistes, ces juifs, ces futurs FFL (Forces françaises libres), ces familles désemparées que Marseille accueillait et débordait recevait, jour après jour, « dernière auberge » d'un continent en flammes. Tellement de partants, et si peu de bateaux...

Passer la ligne - « comme la plupart des gens dans ces années-là, nous n'avions qu'un seul souci, passer la Loire », - l'attente d'un TGV en lisant *Transit*, le roman où Anna Seghers transposait, en 1943, ce qu'elle venait de vivre avec des milliers d'autres réfugiés, à Marseille, avant de s'embarquer pour le Mexique, c'est une manière de rencontrer Marseille à sa source. Lieu géographique de ceux qui veulent partir, de ceux qui arrivent.

Hâve de ceux qui, déjà dans les années 20, chassés par d'autres persécutions, on l'ayant d'autres misères - Arméniens venus de loin, Piémontais débarqués en voisins, - avaient choisi le grand port comme une étape vers l'Amérique et, faisant connaissance avec la France, avaient renoncé à chercher plus avant leur Pécou. « Je suis un passant, je dois partir », dit le héros de *Transit*, constamment obligé, lui qui veut rester pour toujours et encore un peu, de prouver à la bureaucratie administrative qu'il fait toutes les démarches - visa, caution, passage, permis - pour vraiment partir. Transitaire.

Si on voulait les compter, on trouverait sans doute beaucoup de Français qui ont vécu un mois, six mois, ou deux ans, à Marseille, et qui ont en commun le souvenir d'une période d'attente : soldats en garnison, marins en partance, rapatriés en instance de stabilité. Partir, rester, se déterminer.

« Comme beaucoup de Marseillais, je suis un vieux Parisien ».

dit René Allio. Rencontrer chez lui, dans le quartier des Halles, le cinéaste qui a porté *Transit* à l'écran - « ce livre ne m'avait pas quitté depuis que je l'avais lu il y a quinze ans » -, c'est un peu revenir à Marseille. Jacques Deny, avec *Lola*, avec *Une chambre en ville*, s'était enquis de Nantes pour en exalter le mythe, en faire la métaphore de la rencontre. Nantes, dont il ne reste rien, sinon l'ombre d'un grand port du dix-huitième siècle. Champ libre pour la poésie. A Marseille, le passé vivant est encore ebauché, et encombré par d'autres clichés : René Allio, lui, nous offre, de film en film, de la fiction au documentaire, du témoignage au réalisme poétique, Marseille, une inconnue.

Et il n'est pas surprenant que le cinéaste ait été l'un des signataires d'un texte qui invitait (*Le Monde* daté 1-2 avril 1990) à lire la ville ailleurs que dans la rubrique des scandales politico-financiers. « Seul tel est durable le mouvement », disaient Marcel Maréchal et ses co-signataires, voulant ainsi redonner au mot « commerce » son « beau sens du dix-huitième siècle ».

« Les Marseillais se reconnaissent volontiers dans Pagnol, dit René Allio, mais il ne s'agit pas d'eux. Ils sont beaucoup moins généraux, moins ouverts. La ville s'est assise sur sa réussite et s'est refermée. Elle doit retrouver le mouvement qu'elle a créé. Elle doit oser. Ceux qui prennent les risques aujourd'hui sont précisément ceux qu'elle désigne du doigt, étrangers, arabes, qu'elle voudrait évincer. »

Il y a toujours en des paysans qui s'en allaient à la rencontre des marins ou qui quittaient leur terre pour l'Amérique et qui s'arrêtaient là, sans aller plus loin. Allio est Marseillais d'un grand-père piémontais et d'un autre, côté maternel, paysan provençal devenu maître-portefaix à la Joliette.

« Être enfant d'émigré, c'est être soi-même un passage, un entre-deux, et quelquefois la source d'une instabilité. » Ses films ont souvent montré des personnages en rupture, à un moment de transition, heureux ou douloureux, plus fameux étant cette *Vieille Dame indigne* qui découvrait sur le tard, mais avec délectation, le champ de sa liberté d'action. Il tournera l'histoire existentielle pour retrouver la Marseille des années 20, celle où ses parents se sont aimés. La ville d'aujourd'hui, les entrepôts du port, les autoroutes qui ouvrent de nouveaux panoramas étaient dans *Retour à Marseille*. Et aussi ces « longs itinéraires sinués bordés de hauts murs. On rêve à ce qu'il y a derrière, folles architecturales des grands bourgeois, le secret. D'un côté du mur, on s'aimait debout, mais on ne le fait plus. De l'autre, on avait bâti, dans la fraîcheur de jardins fous et ombragés, des petits temples, et ça n'existe plus non plus. »

Ceux qui n'ont pas vu le film pourraient se souvenir de l'affiche de Ferracci : Raf Vallone au

sommet d'un de ces escaliers en ciment qui font basculer la ville vers la corniche et vers la mer. Retour à Marseille, ou, pour le héros, retour sur soi.

« On ne connaît pas Marseille quand on ne fait qu'en traverser le centre », dit Allio qui s'est toujours attaché à en montrer les plis et replis, les échappées et les reliefs, les villages qu'elle a engendrés sans les absorber tout à fait. « Si toute ville est labyrinthe, alors Marseille est la ville par excellence », dit le cinéaste qui l'a sillonnée au volant d'un camion, à vingt ans, avant de la quitter pour Paris, et de ne jamais l'oublier.

Triangulations du relief, affleurements du rocher calcaire aux carrefours, escaliers à pic, rues en épingle à cheveux, fragments de garrigue au détour d'une rue, pentes et contre-pentes. Même dans les quartiers du centre tracés manu imperialis au dix-neuvième siècle, le relief se rebelle. L'orthogonal plaqué au mépris du naturel ouvre de nouveaux fronts de surprise, des rues partent au ciel au sommet d'une bosse, ou telle anfrue se découvre d'un seul regard comme une faille dans la masse urbaine.

« On dit parfois que Marseille n'a pas de monuments. Il y a deux ou trois choses très belles de Puget, la mairie, l'hôtel-Dieu. Mais surtout, la ville est à elle-même son propre monument. Ville de trajets, chaque jour recommencé. Si je suis devenu un conteur, c'est sans doute, en prenant, enfant, le tramway pour descendre en ville. C'est là que je me racontais les plus belles histoires. Et j'attendais que ça recommence, la descente en ville. »

« On était, on est encore de son quartier, du Roucas-Blanc, de l'Estaque, de Bonsecours, de Saint-Antoine, de la Belle-de-Mai. On a toutes les raisons pour cela. De là, on descend en ville. C'est itinéraire, c'est un voyage en soi. »

Dernier balcon du continent, la gare Saint-Charles, avec son ciel bleu dessiné pour le cinéma, surplomb exaspéré un moment retenu vers la ville et ses ennuis au quotidien. « La gare Saint-Charles n'est pas seulement le monument colonial que l'on croit, affirme le cinéaste. L'histoire coloniale, au fond, c'est peu de chose en soi, cent cinquante ou deux cents ans dans une ville qui compte son histoire sur vingt-cinq siècles. C'est plutôt le monument de ce mouvement vers le port, vers la mer. La Canebière aussi, on la descend. Là, autour du port, Marseille est au comble d'elle-même, comme sans doute Hangkang, Singapour, au Valparaiso, que je ne connais pas. »

Ville de réseaux, ville d'itinéraires. Chacun a les siens. Le carré serré qu'arpente, jour après jour, le jeune Allemand héros de *Transit*, entre la chambre d'hôtel où il s'est levé le premier soir, dans le contrefort de Saint-Charles, dans une ruelle proche du cours Belsunce (aujourd'hui haut lieu des Maghrébins), et les abords de la préfecture, du consulat des États-Unis, rue Armény, dans les deux ou trois cafés où se rencontrent tous les candidats au départ, où se racontent toutes les histoires des bateaux qui ne partent plus ou qui, déjà, ont fait naufrage.

Plus au large, l'itinéraire qui va de la ville officielle, la ville des bureaux, la ville au carré, par le cours Puget, jusqu'au rivage, jusqu'aux escarpements où sont établis les forts, issus du rocher et

confirmant ses murailles, ses arêtes, des forts toujours occupés par les militaires, jusqu'aux Catalans où débute la corniche. Une frontière affirmée, magnifiée, qui s'en va mourir en beauté loin, très loin, aux Goudes, bout du monde de bungalows et de restaurants du dimanche, là où la ville s'amenuise, usée par le combat de la mer et du rocher blanc.

Lieu de rencontre du paysan et du marin, de l'homme de la terre et de celui qui vit de la mer, « Marseille n'est plus un lieu crucial. Une porte vers quelque chose. C'est l'un des lieux où l'an se plaint le plus des immigrés, les seuls pourrants à avoir les qualités qu'avaient les Marseillais dans le temps, à prendre des risques, à entreprendre. C'était la ville des commerçants, des voyageurs : les Marseillais sont partis au loin, ils ont travaillé, ils ont voyagé, ils ont pris langue avec le reste de l'univers. Aujourd'hui, ils se sont assis sur de l'acajou : travailler et mourir au pays. Les grandes familles, la grande bourgeoisie ont, les premières lâché Marseille, ont perdu confiance, ont cessé d'inventer. »

« Le petit peuple a vieilli. On peut bien repeindre toutes les façades en ocre - alors que Marseille est une ville blanche et pas du tout ocre. Cela n'y fera rien. Marseille n'est plus dans Marseille. »

« La vie a changé d'échelle. A 7 heures du matin, le type qui se lève à Gardanne pour aller travailler à Fos croise la dactylo qui descend d'Aix au bureau d'avocat. C'est tout un remuement de routes, de rocade, le Grand Marseille qui bute au nord tout contre Sainte-Victoire, à l'ouest va jusqu'à l'étang de Berre, à l'est jusqu'à Marseille-Veyre. De même que la ville avait absorbé des villages devenus ses quartiers, de même, aujourd'hui, entre Marseille et Aix, c'est maîtresse campagne, moitié industrielle, avec des nappes immenses de supermarchés, d'entrepôts. La Marseille d'aujourd'hui, c'est celle-là, toute la vie qui bouillonne entre Aix et Marseille, qui pourtant se détestent. »

« Le relief même n'est plus cette contrainte heureuse qu'il a pu être. La technique en fait sans affaire : on fend des montagnes en deux, on surplombe des paysages, on passe à 130 km/h à côté de Sainte-Victoire, une pancarte dit : les paysages de Cézanne... Alors que lui peignait une idée, une autre Sainte-Victoire chaque jour. »

« Il ne se passera plus rien au centre de Marseille. Le moment est venu de faire le saut : la population de Marseille diminue, mais la santé de Vitrolles augmente. Tout arrive à la périphérie : l'endroit, dans un champ où la charue ne passe pas, où on ne labour plus et où poussent d'autres plantes, des plantes nouvelles. C'est fini, les embellissements, les décors de collectionneurs de souvenirs n'y pourront rien : la vraie physiognomie de Marseille aujourd'hui, c'est là où elle ressemble à Los Angeles. Les Marseillais, ça les agace, mais c'est vrai. »

Pourtant, ils ont encore un rôle immense à jouer. Il faut voir les familles comme un grand animal vivant à travers le temps. Marseille c'est le premier endroit où la lignée se crée, s'organise, avec les espérances acharnées pour les siens de celui qui a pris le risque de tout quitter. Le moment de l'apprentissage de la ville. Où l'on quitte une culture, une civilisation

et où l'on commence à acquiescer la française. Une ville au fond encore plus française que d'autres d'avoir été tellement frottée à la Méditerranée, à l'Afrique du Nord et en même temps adossée à toute l'Europe. Ce qui était très fort avant guerre, c'était ce réservoir. On quittait le vieux monde, on le traversait, de partant, pour arriver là, rejeté, poussé vers des terres qui semblaient plus libres.

« Beaucoup sont restés. Ceux-là même qui, au Front national au ailleurs, tiennent les propos les plus violents, d'exclusion, contre des populations qui vivent une situation qu'ils ont connue, et oubliée. Leur assimilation à eux s'est accomplie. Presque trop bien. L'autre, c'est vrai, avec les Maghrébins, est plus difficile à réussir : langue, religion. Les Arabes sont plus « différents ». Les Napolitains pouvaient transplanter de Naples à Marseille les pratiques de l'ancienne Méditerranée, ils pouvaient adapter la Vierge de la Garde. Mais ce serait une contorsion si l'intégration, d'une façon ou d'une autre, ne se faisait pas : s'assimiler ne veut pas dire seulement adapter une autre religion. Visiter du monde, philosophie... Le monde occidental ne perdrait rien à assimiler quelques-unes des valeurs du monde arabe : la réticence est, je dirais, excessive. La pensée, mesquine. Au lieu de : « Que viennent-ils nous prendre ? », on pourrait se demander : « Que nous apportent-ils ? »

Retour à Marseille, retour à *Transit* et au paysage du Vieux-Port que surplombe (peint sur une glace et filmé en collage du paysage actuel) le pont-transbordeur, image et symbole, en allusion, d'un passage, d'un raccourci entre deux rives, d'une étape dans la vie des émigrants-immigrants.

« Le vrai, dit encore René Allio, c'est l'imagination. Le passé est toujours une création. Marseille est mal connue, peu d'images, peu

de manumens. Même les cartes postales sans piéges, elles vous trompent. Marseille, est un mouvement vital, un signe de vie. La figure, c'est la fixer dans une urbanité qui aurait perdu tout allant : le jour où on aura tout peint en aère et où il n'y aura plus d'Arabes, ce sera bien triste. On aura beaucoup perdu. »

Michèle Champenois

• Livres : *Transit*, Anna Seghers, traduit de l'allemand par Jeanne Stern, préface de Christa Wolf, Albin, 278 p., 110 F. Carnes, René Allio, Lieu Cammua, 330 p., 140 F. *Marseille, port de son*, Albert Londres, 1927, réédité chez J. Laiffre à Marseille, 200 p., 55 F. Marika, André Suarès, Grasset, 1933, réédité chez J. Laiffre.

• Film : *Transit*, le film de René Allio, avec Sébastien Koch et Clavdia Messier, a commencé à être projeté en banlieue et en province. A Paris, il est encore à l'affiche du Reflets-Logos, à 11 h 45, les mercredi, vendredi et mardi.

• A Marseille : La librairie-galerie animée par l'éditrice Jeanne Laiffre abrite aussi désormais un restaurant, dans les anciens arsenaux des galères, sur le cours d'Estienne-d'Orves, transformé en place piétonne depuis la démolition du parc de stationnement. A deux pas du Vieux-Port et du théâtre de la Criée. Les Arcnaux. Tél : 91-54-39-37.

## TOSCANE - OMBRIE

Belles demeures de caractère à louer pour les vacances

Découvrez 1200 villas, fermes restaurées dans le catalogue Cuendet 91, 288 p. toutes en couleurs, en adressant un chèque de 54 F à :



Cuendet France - M 8  
24, rue Ravignani 75018 Paris  
Tél : (1) 42 55 41 92

## OFFRE SPÉCIALE

JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1991

## RAMADA HÔTEL VENISE

Seulement 750 FF

par personne pour 3 nuits

Avec le petit-déjeuner compris

Pour réserver téléphoner :

1939-41-5310500

Fax : 1939-41-5312278

Télex : 433294 RAMVE







## GRAND PARIS

# La Malmaison, Trianon consulaire

C'est là, et nulle part ailleurs, qu'ils se sont rencontrés donnant aux images d'Épinal de quoi graver la légende pour longtemps. Bonaparte et Joséphine, Joséphine et Bonaparte avec en ciel de lit, de champ de bataille et de fond de décor, la Malmaison. Séquence émotion.

JUIN 1814. Plus d'un mois déjà qu'il était installé dans cette île, souverain de l'un des plus minuscules territoires d'Europe, roi de presque rien - à l'île de France, Talleyrand pensait qu'il faudrait sans tarder songer à lui trouver une prison avec des barreaux plus sûrs. Le temps était doux. Elle ne portait pas en elle la puissante provocation du maquis corse chauffé par le printemps, mais ses chaînes étaient encore légères et, en tendant l'oreille, il pouvait presque entendre l'écho des sombres beuveries dans lesquelles s'abîmaient les reliefs d'une Grande Armée réduite à n'engager ses chances au tric-trac que sur une demi-solde et siffloter en sourdine la Marche consulaire.

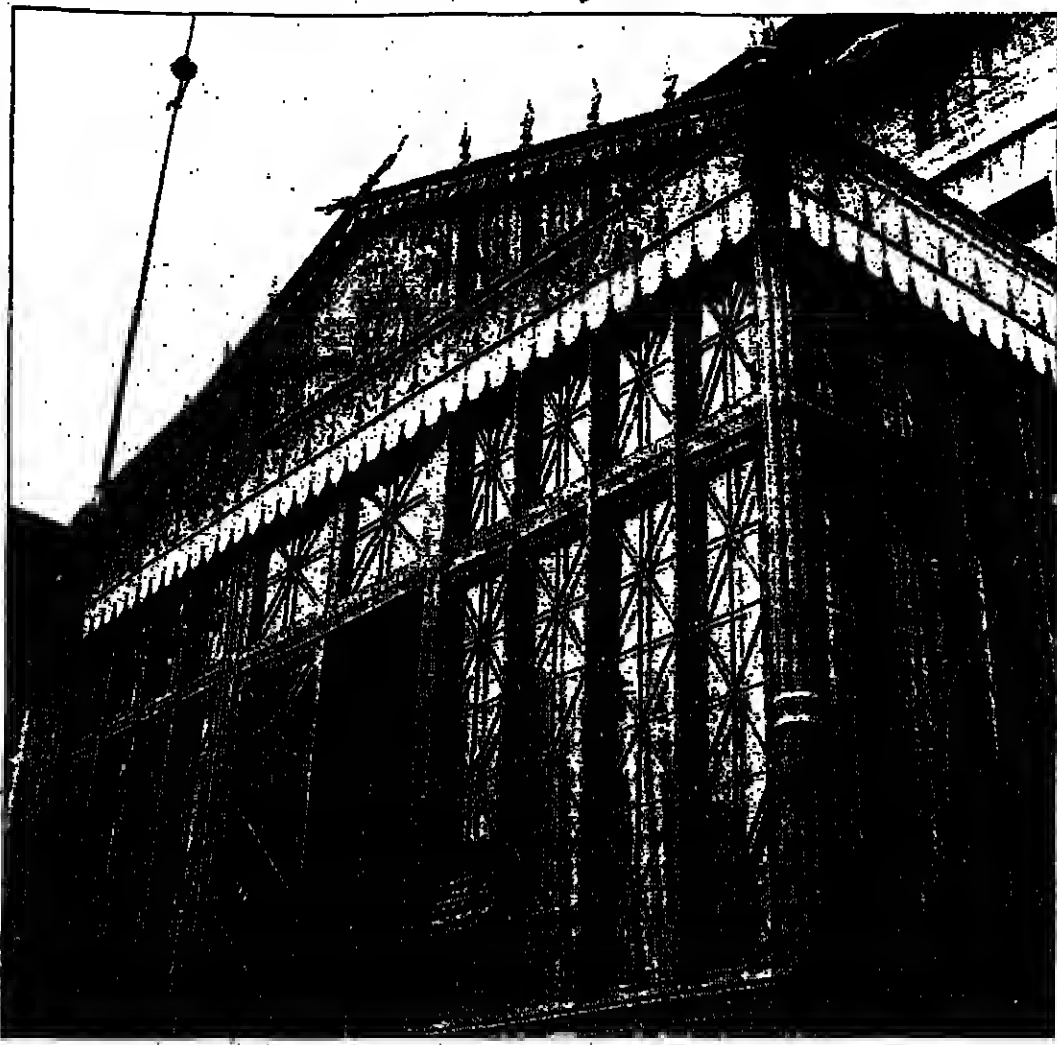
C'est un journal de Gènes qui lui apprit la nouvelle : Joséphine était morte à la Malmaison, le 29 mai. Personne ne l'avait prévenu, personne n'avait songé à le prévenir.

Elle lui était tombée dans les bras, cette jolie créole, armée de ce redoutable ressentiment qui habite les femmes suspectées de légèreté trop tôt dans leur carrière, et châtées sans retenue par des maris ombrageux. De ce couvent où Alexandre de Beauharnais l'incitait à se placer, dès ses vingt ans, pour redressement disciplinaire, Joséphine sortira avec le sentiment mitigé de la leçon apprise, mais non retenue. La maison de la rue Chancellerie, où elle habita dès son mariage avec Bonaparte, en 1796, résonnera de bruits de vaisselle cassée qui avaient souvent pour motif le peu d'entraîn que mettait la dame à vouloir tirer profit des préceptes administrés par son premier jaloux.

La mère du poutonnier d'Arcueil - quelle chance d'avoir en ligne de mire une bru de ce calibre - soutenait que ce n'était pas tant des suites d'une chute dans laquelle l'avait entraînée un balcon qui s'écroulait, qu'en raison de ses excès « mœurs », qu'elle ne pouvait avoir d'enfant. Mais l'histoire à ce moment-là de l'histoire, n'avait pas un besoin urgent de se faire faire un enfant ; elle venait seulement de toucher une « épine » et se demandait comment elle allait s'en servir.

« On ne change pas un héros qui gagne », murmure Bonaparte bousculé par le 18 brumaire. La campagne d'Italie l'avait vu revenir au pays avec, dans sa sabretache, le traité de Campo-Formio ; celle d'Égypte, carrément tuteur Pharaon. Un peu de repos camarde. Une vraie et belle maison de campagne, vite, pour accrocher les produits des rapines aux cimaises de la gloire et recevoir dignement le Tout-Consulat. Ayant habité Croissy, Joséphine connaissait la Malmaison qu'elle avait déjà présentée et déjà ébauché à « vendre » à son général. Pas mal, pas mal, avait-il fait, mais un peu cher, et puis c'est pas tout neuf, tout neuf. On voyait la demeure achetée en friminaire 1799.

Malgré son gentilhomme, c'est à la fois une maison trop étroite pour contenir la galerie de personnages qui s'y sont bousculés, et trop grande pour abriter la maigre patrimoniale rescapée de la braderie menée par les créanciers à la disparition de la propriété des lieux. Restent les fantômes, souvent utiles dans les demeures frappées d'événements historiques, et qui, là, auraient l'avantage, pour-on dire, de continuer à donner de la voix comme si l'histoire dont ils avaient été les acteurs méritait mieux que leur soudaine et brutale mise au rancart. Il y a encore de l'impudence à vivre, à la Malmaison.



Ca se sent. Il est vrai que la crémaillère y avait été pendue dans une ambiance propice à l'exubérance et à l'optimisme : la Terreur en avait fini de rougir la Révolution, la France aurait bientôt un code civil, les armées se dressaient dans des étendards pris à l'ennemi, la peur était un mauvais rêve.

« Si ce n'est sur un champ de bataille, je n'ai jamais vu Napoléon Bonaparte plus heureux que dans les jardins de Malmaison », dit Bourienne qui s'y connaissait en Napoléon, ayant été son condisciple à Brienne, et fait par le même secrétaire particulier et confident de toutes les choses de l'État. Heureux ? Oui, mais tout ça lui coûtait de l'argent, beaucoup d'argent. La bâtisse tenait debout par l'opération du Saint-Esprit et les travaux de restauration seront le cauchemar des deux architectes commis à la tâche, Percier et Fontaine, qui ne savent par quel bout prendre les travaux pour donner un peu de caractère à une demeure qui en était fort dépourvue. Fontaine surtout qui, dans son journal, ne cesse d'insister entre remettre sa démission et se tirer une balle dans la tête, coïncé qu'il était entre les aspirations de Joséphine à faire de l'endroit « un lieu de délices », et les factures des charpentiers, des maçons et des serruriers à présenter au rigoureux consul.

Il y a du stuc à la place du marbre, à la Malmaison. Malgré les trois millions de francs or de dettes que Joséphine laisse en héritage à son fils bien-aimé, Eugène, l'endroit ne s'élèvera guère au-dessus des prétentions d'une grosse maison bourgeoise où, quand on reçoit un peu trop d'invités, seul un système de portes coulissantes permet de faire manœuvrer les servants de plateau de petits fours et de donner l'illusion d'un peu d'espace. Le projet de construction d'une villa palladienne est ébauché un moment, mais ne résiste pas à la présentation des premiers devis. Tout est affaire d'argent dans cette demeure, dirigée par une dépensière d'exception et régentée par un homme près des sous. Il fallait pourtant se mouvoir.

Entre le pompier et l'égyptien, on s'aime à coups de styles solides à la Malmaison. Le « Trianon consulaire », comme le désigne le Paris frondeur, accueille les recherches les plus prometteuses et les moins définitives. Un artisan en vue du faubourg Saint-Antoine, qui ne perd rien des essais qui sont tentés du côté du pouvoir, lancera une campagne de publicité en s'appuyant sur ce slogan : « Ici, nous faisons de l'antique dans le style le plus moderne ». Antique : derrière

lequel se camouflent les fines références à une vie de bivouacs et de combats, de nuls brèves et de réunions de chefs d'état-major : la Malmaison est, pour ainsi dire, posée sous une tente prête à laisser jaillir à tout instant un guerrier, fulminant, pressé de mettre à exécution les dernières trouvailles de son art.

De choix éclectique dans le rassemblement des tableaux et des objets dont elle pare la Malmaison, Joséphine semble plus délicate quand elle se lance dans l'exploitation de l'art de ses dadas : la botanique. Une serre chaudière abrite ses recherches et les résultats de multiples acclimatations de plantes exotiques, qu'elle n'hésite pas à faire venir de Londres, violant ainsi les consignes de blocus, mais apportant aux jardiniers français de quoi greffer pour longtemps.

Cette fille de la Martinique aimait le jasmin, la violette de

Parme et la rose de Damiette. Bercée à l'exotisme affûté, elle avait ourli le parc de toute un bric-à-brac animalier où l'on voyait des autruches fuir devant des kangourous et des flamants roses regarder des biches boire à leur eau. A table, un jeune orang-outan essayait de respecter l'éthique en vigueur chez le premier cousin - les expéditions scientifiques servaient aussi à ça - et le soir on allait prendre des cours de diction sous la baguette de Talma, tragédien à la voix forte et au talent reconnu. Bref, tout ce petit monde passait du bon temps en attendant les caprices du destin, et les décisions qu'allait avoir à prendre l'homme qui mangeait seul dans la pièce d'à côté.

En 1800, nouveaux bruits d'armes, mais bonne nouvelle pour la cuisine française : Marengo. Deux ans plus tard, c'est le traité d'Amiens et, partout dans le pays, on voit fleurir des hôtels et des cafés d'« Angleterre ». C'est la paix. A la Malmaison, entre deux légères querelles de famille, c'est la joie. Les époux terribles partagent la même chambre et encore le même espoir : un descendant. Assez mal pratique pour brasser des idées et renouer du personnel, la place est progressivement abandonnée par Bonaparte qui lui préfère Saint-Cloud à partir de 1802. Il laisse le domaine à sa femme et à son sens des affaires. Embellissements en tout genre, mobilier coûteux, achats de terres : la future impératrice - puis l'impératrice - donne du travail à tous.

Malmaison devenait le jouet d'une femme qui présentait le pire et se préparait à transformer les heures de bonheur en heures de veille. Quand, en décembre 1809, le divorce est prononcé, elle ferme les pièces les plus démonstrativement napoléoniennes de sa demeure et n'autorise que de rares intimes à les visiter. Le culte trouvait ici son premier sanctuaire.

Join 1815. « L'ex-Empereur s'est déterminé à quitter l'Élysée pour aller à Malmaison, où il est resté ».

## Guide

● Le Château de la Malmaison est un musée national, ouvert tous les jours, sauf le mardi, de 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 18 heures (17 heures à partir de mai d'avril). Prix d'entrée : 25 F. Gratuit jusqu'à 18 ans, 13 F de 18 à 25 ans et après 80 ans. 13 F pour tous le dimanche. Entrée gratuite pour les militaires au tanus. Tél. : 47-49-20-07.

Accès : Ruell-Malmaison (Hauts-de-Seine). RER jusqu'à la Défense et autobus 158 A qui suit la nationale 13, direction Saint-Germain-en-Laye.

A proximité, le château de Bois-Préau abrite un autre musée napoléonien. Ouvert de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 17 h 30, sauf le mardi. ●

## 1990

FLORENCE ARTHAUD  
PREMIÈRE

Une coédition  
Le Monde édito L'Actualité

EN VENTE EN LIBRAIRIE



jusqu'à ce jour. On croit qu'il ne s'occupe plus en rien des affaires de l'Élysée. La désignation avec laquelle il s'est démis du pouvoir est inconcevable, et l'on ne sait ce qu'il va devenir » (1). Lui non plus ne savait pas ce qu'il allait devenir. Il était retourné à la Malmaison, avait marché dans le parc et attendu un passeport qui le conduirait en Amérique. Il n'irait pas en Amérique. Le der-

nier jardin qu'il fréquenterait serait celui de Longwood, et le dernier intendant, chef jardinier et gélifier, un certain Sir Hudson Lowe. Un pas commode.

Jean-Pierre Quélin

(1) Malmaison, château et domaine des origines à 1904, par Bernard Chevalier. Éditions de la Réunion des musées nationaux. 280 F.

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

#### Côte d'Azur

06400 CANNES

**HÔTEL LIGURE** \*\*\*\*  
5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES  
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275  
FAX 93-39-19-08  
A deux pas du Palais des Congrès. Climatisé, insonorisé, chambres TV couleur, T.V. direct, minibar.

06500 MENTON

**HÔTEL-VILLA NEW-YORK** \*\*\*\*  
LOGES DE FRANCE  
Chambres grand confort, climatisées, TV couleur, téléphone direct, vue panoramique, jardin, parking clos. La tranquillité à 100 m des plages. Forfait 7 J/7 N en 12 pension à partir de 1 500 F.  
DOC : 14-93-35-78-69. Fax 93-28-55-07.

NICE

**HÔTEL LA MALMAISON** \*\*\*\*  
Best Western \*\*\*\*  
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.  
50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES  
TV COULEUR PAR SATELLITE  
Restaurant de qualité.  
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. : 93-57-62-55 - Tél. 470410.  
Télécopie 93-16-17-99.

06000 NICE - Tél. : 93-88-39-68.

Plein centre-ville, calme. Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, câble. Téléphone direct, minibar.

#### Ile-de-France

94340 Joinville-le-Pont  
Aux portes de Paris : RER  
8<sup>e</sup> Joinville

Garage fermé, calme, proche restaurants, chambres 1 lit pour 2, 2 lits single, ou deux doubles lits, à partir de 250 F.  
**CINEPOLÉ HÔTEL** \*\*  
8, avenue des Platanes.  
Tél. : 48-89-99-77 Fax : 48-89-43-92.  
TV couleur Canal +.

#### Montagne

05350 SAINT-VÉRAN  
(Hautes-Alpes, par. rég. du Queyras)

2 040 m, site classé du XVIII<sup>e</sup> siècle. Été-Hiver, plus haute comm. d'Europe  
2 hôtels 2 étoiles  
Logis de France

Ski de fond, piste, promenade. Meublé, chambres studios, chambres, 1/2 pens., pens. complète, séj. libres  
**LE VILLARD**, tél. : 92-45-82-08  
**LE BEAUREGARD**, tél. : 92-45-82-62.  
FAX : 92-45-80-10.

#### Paris

SORBONNE

**HÔTEL DIANA** \*\*  
73, rue Saint-Jacques  
Chambres avec bains, w.c.  
TV couleur.  
Tél. direct.  
De 280 F à 420 F - Tél. : 43-54-92-55.

AU CŒUR MÊME DE PARIS  
(Madeleine, Opéra, Concorde)

**L'HÔTEL BURGUNDY** \*\*\*  
8, rue Duphot, 75001 Paris.  
Téléphone : 42-60-34-12.  
Téléfax : 47-03-95-20.  
Tél. : 213 380 F.  
Parkings à proximité.  
Chambres 2 personnes : 660 F.  
Chambres 1 personne : 580 F.  
(Prix nets, petits déjeuners inclus.)  
Calme total.  
Excellent restaurant.

#### Porte des Lilas

**HÔTEL LILAS GAMBETTA** \*\*  
223, avenue Gambetta  
Tél. : 43-62-85-60  
Tél. : 211838. Fax : 43-61-72-27  
Chambres insonorisées (290 F à 340 F)  
TV couleur, Tél. direct, minibar.

#### Provence

AUX-EN-PROVENCE

**HÔTEL RÉSIDENCE**  
Location d'appartements meublés pour séjour de courte ou longue durée.  
Prestations de qualité.  
**L'HÔTEL PARTICULIER**  
Tél. : 42-38-29-92.

#### Sud-Ouest

PÉRIGORD-DORDOGNE

**AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS** \*\*  
Logis de France  
Toutes chambres avec w.c. + bains  
PISCINE, TENNIS PRIVÉS.  
Pratique de golf gratuits.  
1/2 pension à partir de 196 F.  
24550 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD.  
Tél. : 53-29-95-94.

#### Ile Maurice

**HÔTEL BELLE MARE**  
Plage magnifique.  
Chambres superbes.  
Cuisine internationale raffinée.  
Sports nautiques gratuits.  
Golf à proximité. Animations.  
Renseignements et réservations :  
PARIS, tél. : (33-1) 45-61-92-58.  
Fax : (33-1) 42-25-66-40.

#### TOURISME

Voyage « vrai » aux USA, de San-Francisco à Los Angeles, via Las Vegas. Grands espaces. Nature, tourisme et rencontres en Arizona avec les habitants de la route 66. Un voyage dans les années 60. Départ le 21-04. Renseignements : (1) 43-25-38-37.

#### SKI DE FOND

Haut Jura 3 b Paris TGV  
Yves et Liliane vous accueillent dans une ancienne ferme franc-comtoise du XVIII<sup>e</sup>, confortable, rénovée, chères 2 personnes avec s. de bus, w.c. Ambiance conviviale, détente, repos. Accueil 14 pers. max., tables d'hôte. Cuisine mijotée (produits maison et pain cuit au vieux four à bois). Pous. rand. pédestres, patin à glace, tennis, VTT. Pension complète + vin + matériel de ski + accompagnement 2 300 F à 2 750 F par semaine. Renseignements et réservations (16) 81-38-12-51. LE CRÉT L'AGNEAU La Longeville - 25650 MONTBENOIT.



## Bridge

n° 1425

**ANALYSE LOGIQUE**  
Parfois, un raisonnement logique est meilleur que tous les calculs de probabilité. Voici un exemple joué au Cavendish Club de New-York en 1959. Le déclarant a eût alors qu'un expert doit gagner le chelem. Cachez les mains adverses et essayez de faire douze levées.

RDV32  
65  
V2  
AR105  
98  
52  
5653  
DV987

10764  
DV10  
A1084  
62

AS  
AR9874  
RD7  
43

Ann : S. don. Thus vuln.  
Sud Ouest Nord Est  
107 64 107 64  
43 43 43 43

Quest a fait l'entame normale de la Dame de Trèfle prise par le Roi du mort sur lequel Est a fourni le 6. Le déclarant a ensuite tiré As Roi de Cœur et tout le monde a fourni. Comment Tim Holland, en Sud aurait-il dû jouer pour gagner ce PETIT CHELEM à Cœur contre toute défense ?

Le déclarant comprit qu'il devait essayer de défaire ses trois Carreaux sur les couleurs noires du mort. Il fit donc l'impasse au Valet de trèfle et fit... l'erreur de tirer l'As de trèfle que ce coup, Or il était indispensable de jouer les Piques avant l'As de trèfle puisqu'il fallait que la main détenant le dernier atout ait au moins trois cartes à Pique.

Si les Piques avaient été réparties 3-3, Sud aurait alors joué l'As de trèfle (avec l'espérance qu'on ne le couperait pas), puis une quatrième fois Pique pour défaire son dernier trèfle.

Telles que les cartes sont, après le troisième coup de Pique, Sud aurait compris que la main qui avait le dernier atout (Est en l'occurrence) détiendrait également les quatre Piques. Il aurait donc joué une quatrième fois Pique, puis ensuite seulement l'As de trèfle qu'il eût ainsi coupé, mais sur lequel le dernier Carreau serait parti...

**LA FORCE DES 2**  
Il ne faut jamais sous-estimer la valeur d'un 2. Dans le jeu de Blanc, c'est une carte très précieuse pour refuser une couleur ou indiquer la distribution, et dans le jeu avec le mort il faut penser parfois à conser-

ver un 2 pour avoir une rentrée dans l'autre main. Voici un exemple spectaculaire joué par le champion Irvin Rose au cours d'un tournoi en Angleterre.

543  
862  
86543  
107  
DV97  
DV104  
V92  
V82

AS  
AR10862  
ARD  
D

Ann : S. don. Thus vuln.  
Sud Ouest Nord Est  
2 4 2 4  
2 4 2 4  
2 4 2 4

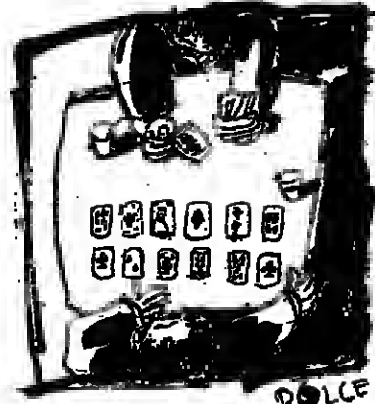
Quest a attaqué l'As et le Roi de Trèfle sur lesquels Est a fourni le 2 et le 8 de Trèfle. Sud a coupé avec le 6 de Pique et a tiré l'As de Pique sur lequel Ouest a défaussé un Trèfle. Comment Rose a-t-il gagné QUATRE PIQUES contre toute défense ?

**NOTE SUR LES ENCHÈRES**  
L'ouverture de « 2 Trèfles » était forcée de manche et promettait au moins 24 points en comptant la distribution (la réponse négative, s'il n'y avait pas eu d'intervention, étant « 2 Carreaux »). Ensuite, au tour suivant, Nord aurait dû faire le rebid négatif de « 2 SA » au lieu de donner un soutien trop encourageant à « 3 Piques ». Sur ce rebid de « 2 SA », Sud aurait redit « 3 Piques » et Nord « 4 Piques ». Il n'y aurait pas eu alors de risque que Sud dépasse le palier de 4 Piques.

**COURRIER DES LECTEURS**  
Les demandes de chelem.  
« Dans les enchères de chelem, écrit Maurice Perrier, certains auteurs comme Trézel nous ont appris à déclarer des chelems avec 26 points d'honneur dans la ligne en cas de double fit. Quels sont les progrès accomplis depuis son livre La route du chelem est ouverte qui date de 1967 ? »

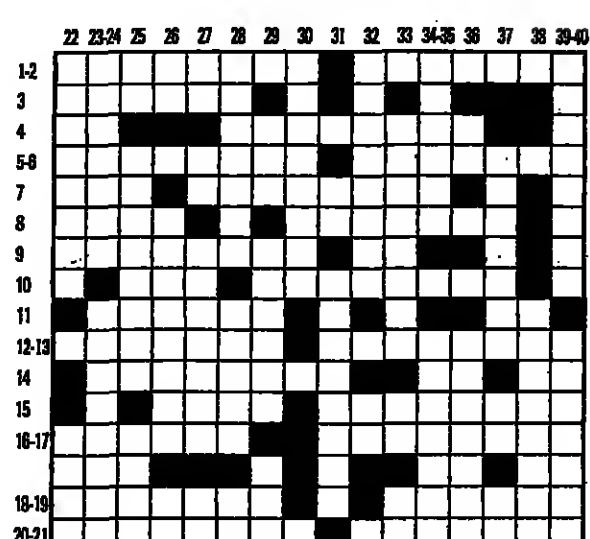
Les chelems restent le domaine des enchères où les progrès ont été les plus limités. Certaines conventions comme le *splinter* ont cependant nettement amélioré la marche au chelem. Malheureusement, plusieurs auteurs français omettent d'expliquer cette convention dans leurs ouvrages alors que la plupart des Américains l'utilisent car ils se sont rendu compte du danger des « points perdus » quand, en face du singleton d'une couleur, le partenaire a de gros honneurs qui sont souvent inutiles.

Philippe Brugnion



## Anacroisés

n° 656



**HORIZONTALEMENT**  
1. ABBILLU. - 2. BEEOPPT. - 3. CEELU. - 4. ABEOPPT. - 5. DEEINRV. - 6. AEPSTU. - 7. EENOST. - 8. AAEESTU. - 9. AAEGORR. - 10. ACILLOS. - 11. AABIMS. - 12. EEEIMNS. - 13. EENRRRS. - 14. EEEGRUX. - 15. DEIMNPTU. - 16. CEEINS. - 17. AEMNOSU. - 18. CEEHOPT. - 19. ENRTUV. - 20. AEEISSU. - 21. AEEGSUZ.

**VERTICALEMENT**  
22. ACEELRSV. - 23. ACEEIR. - 24. AEGINRTV. - 25. BEEELNOR. - 26. EEEILNNO. - 27. EEEGMS. - 28. ADEEGLN. - 29. EORSS. - 30. EILMSSTU. - 31. CEEOSTX. - 32. AEOIPRS. - 33. AILSST. - 34. BEETU. - 35. CEEIMUZ. - 36. DEENNR. - 37. EIRRSU. - 38. EENNRSSU. - 39. BDEISSU. - 40. EENRTU.

**SOLUTION DU N° 655**  
1. FRIGIDE. - 2. PONCEUR (PUCERON). - 3. RESONANT (RESONNAT TONNERRE). - 4. TRI-REGNE (triple couronne du pape (INTEGRER REGENT)).

5. NECRDSAI (SCENARIO). - 6. IPSEITE. - 7. IRREELLE. - 8. SUDDRAL (LUDRAS SDU-LARD). - 9. CANULENT (ENCULANT). - 10. EENACEE. - 11. AFFUTAU. - 12. CLIVAGE. - 13. RAMEUTA (AMATEUR MAR-TEAU). - 14. CAVALIER (CAVALIER CLAVIER). - 15. LAITERIE (LAITERIE ELI-TAIRE). - 16. XANTHIE (papillon de nuit). - 17. TARIERES (RETERSAU). - 18. ADULAIRE (ADULAIRE). - 19. ENUIEIRA (ANUIEIRA). - 20. NANISME. - 21. FRANCISE (FASCINER). - 22. APRAIXE. - 23. RUBEEIA. - 24. ISOCARDE (SARCOIDE). - 25. FEMININ. - 26. ONDOIERA. - 27. TOUCHAI. - 28. INTAILLE (INTELLIGENT). - 29. AVALEUR. - 30. ETRIPIE (EPI-TRIE PETRIE PIETRIE). - 31. PARMESAN. - 32. CHATAIN (AICHANT CHAINAT CHANTAI TACHINA). - 33. NEGATEUR. - 34. CARIEN (CAICAIN). - 35. EPEISME. - 36. VALIERES (ASSERVEE RAVIESSE VESSER). - 37. INDAGUE. - 38. REMPIETA (EMPETRA TEMPERAI). - 39. ECRASEE (ACERES RECASEE).

Michel Charlemagne et Michel Duguet

## Dames

n° 401

CONTRE LE COURS DU JEU

Tournoi international de HIERDEN, 1989.

Blancs : TSJIZJOW (URSS)

Noirs : JANSSEN (Pays-Bas)

Ouverture : SPRINGER

1. 31-26 19-23 26-44 27-28  
2. 36-31 14-19 27-48 34-39  
3. 41-36 10-14 28-35 23-29 10  
4. 46-41 17-21 29-33 24-10 28-40  
5. 26-17 12-21 30-45 34-38  
6. 31-26 27-31 31-38 7-12  
7. 32-21 16-27 32-43 11-37  
8. 33-28 23-32 33-34 6-11  
9. 37-22 18-22 34-31 37-18  
10. 28-17 11-22 31-36 18-23  
11. 41-37 6-11 36-34 15-30  
12. 37-32 11-46 37-25 34-19  
13. 32-21 16-27 38-35 9-14  
14. 42-37 7-11 39-32 14-20  
15. 48-42 13-44 40-33 13-18  
16. 38-32 27-38 41-42 3-8  
17. 43-32 9-13 42-38 28-34 10  
18. 39-33 49-43 28-21 17-37  
19. 42-38 14-44 26-21 26-35  
20. 44-39 19-23 43-38 37-28  
21. 37-31 14-19 46-32 11-17  
22. 48-42 8-12 47-24 17-26  
23. 30-44 5-18 45-24 12-18  
24. 34-29 23-34 49-33 48-40 10  
25. 39-30 10-14

**NOTES**  
a) Le maître LECIERCO signale dans sa revue d'août 1990 le début suivant conduisant à partir de la position du BARON, un coup de dame en faveur des Blancs : 2. 39-19 (14-23) ; 5. 32-27 (12-20) ; 6. 38-32 (10-15) ; 7. 41-36 (4-10) ; 8. 43-38 (20-25) ; 9. 33-28 (17-22) (coup perdant) ; 10. 28-19 (13-24) ; 11. 32-28 (22-33) ; 12. 38-20 (25-14) ; 13. 27-21 (16-27) ; 14. 31-4, dame et 4, signalé par Pierre Lucot dans son recueil de coups de début.

b) L'ouverture SPRINGER connaît, depuis quelques années, un regain de faveur, comme dans la variante 3. 32-27 (10-14) ; 4. 37-32 (20-24) ; 5. 41-37 (5-10) ; 6. 46-41 (17-21) ; 7. 26-17 (12-21) (MOISEW-LINSSSEN, URSS-PAYS-BAS, Moscou, août 1989).

c) Ou 4. (5-10) ; 5. 31-27 (20-24) ; 6. 36-31 (15-20) ; 7. 41-36 (10-15) ; 8. 33-28 (17-21) ; 9. 26-17 (11-33) ; 10. 39-28 (23-29) ; 11. 34-23 (18-29), succession d'échanges vifs dans ce début opposant deux attaquants impitoyables (INDIAYE-VAN DER WAL, championnat du monde, 1986, Groningue).

d) Le G.M.I. néerlandais semble décidé à imposer son style par ce pion taquin dans ces premières.

e) Le flux, la marée qui monte, repousse les adversaires sur son arrière, comme dans le style du champion du monde.

f) Et c'est le champion du monde

qui se résigne à échapper à la pression psychologique du pion taquin.

g) Pour la beauté du jeu, acceptant pleinement le combat, les Blancs écartent le peu glorieux repli 31-27 puis (26-37).

h) Les Blancs attaquent même et désorganisent, dans de bonnes conditions, le dispositif de première ligne adverse.

i) A nouveau le flux, la poussée dans les lignes adverses.

j) Meilleur que 29. 34-23 qui laisserait les Noirs maîtres de la case 29, particulièrement stratégique dans cette position.

k) Il faut être lucide : les Blancs en sont réduits à une structure centrale dite molle, sans formation d'attaque.

l) Cet affaiblissement du centre explique, pour l'essentiel, cet échange.

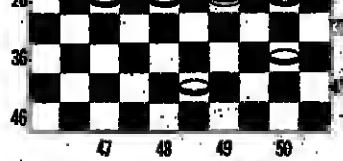
m) Le champion du monde subit étrangement le pressing.

n) Déterminante sera l'orientation donnée à ce vigile de l'arrière-garde.

o) Après une si belle démonstration de force, de puissance, de pressing, les Noirs perdent brusquement pied par une faute élémentaire.

p) Contre le cours du jeu.

**PROBLÈME G. AVID 1983**



Les Blancs jouent et gagnent.

Disparu en juillet 1989, le grand maître problème G. AVID, auteur d'un ouvrage didactique de référence : *Le problème de dames et de technique*, a composé des centaines de problèmes d'anthologie, dont nombre d'entre eux, comme dans cet exemple, conçus plus particulièrement à l'intention des dames ne comptant que trois ou quatre trimestres d'étude et de pratique.

**SOLUTION : 40-34** [collage et première finesse (29-40) (forcé sion 3 + immédiate) 28-23 1 (48-34) 23-1 [dame] ouverture sur un final très pur amené par composition (40-45) 1x40 (48-34) [prise de la dame blanche] 21-17 (34-40) 43-39 1 (40-45) 39-33 1 (16-21) 43-39 1 (40-45) 39-33 1 (16-21) 11-6, + Haute valeur pédagogique de ce final.

Jean Chaze

## Soupe

J'ai eu l'occasion de voir l'unique rescapé d'un naufrage dans la baie charismatique de l'Aiguillon. Pour surprendre, ayant remarqué que les oiseaux volaient dans la zone des piquets dans la zone par un énorme filet. Au bout de quelques temps, il s'aperçut que les jeunes moules s'étaient éparpillés sur ces piquets. On essayait ainsi de les faire grossir, car ils étaient très mous... de bouches... de la cuisine et de la cuisine.

C'est vers les années 30 que le chef Louis Barthe, au restaurant chez Mavim, fut l'un des premiers à la fois simple et efficace.

## Palaces banlieusards

Cela n'est pas un hasard si les palaces parisiens ont mal aux embouteillages, au grouillement des voitures, au vent des tramways en banlieue.

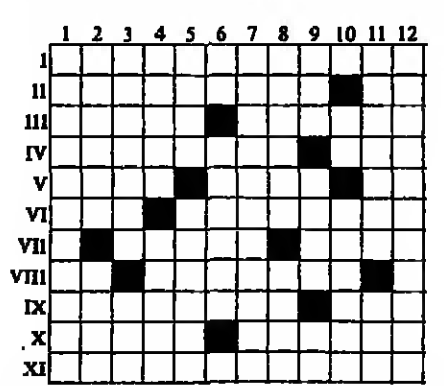
Certes, à Paris, le Trianon Palace, petite renommée, a des richesses sous-jacentes, mais qui viennent d'un patrimoine de 300 millions, dans une prestigieuse rénovation, ouvrira dans quelques mois, sous la direction de Paul Boncompagni, grand directeur, et, seulement, au premier étage, l'excellent Grand Restaurant dans son parc, un baptême à Royan, un Beaufort, un pique-nique, une salle de réception, et de massage, la loggia de Giverny, les cures de remise en forme, des menus d'été, de Gérard Vieillard, le régime et la gastronomie.

Mars voilà encore un nouveau, un véritable palace de poche est le Mar Royal Hotel (à la Chapelle en Serval, 60520, Tel. 03.66.61.621). Anne par les yeux d'Hoir, également un excellent directeur qui nous connaît au Meurice, au Sofitel Bourbon, au restaurant Stradivarius, que dis-je, est déjà la chose d'un jeune chef de talent, Didier Defontaine à découvrir sans faute.

L.R.

## Mots croisés

n° 654



**HORIZONTALEMENT**  
1. Toujours en prières. - II. Doit venir. - III. C'est du travail sérieux. - IV. Fait rire malgré lui. - V. S'exprime ou s'imprime. - VI. Séditieux byzantin. - VII. Il perdit la guerre. - VIII. Préposition. - IX. Servent. - X. Boite. - XI. Font leurs paquets.

**VERTICALEMENT**  
1. Elle cherche la guerre, sans doute elle va la trouver. - 2. C'est le dernier. Les deux ne juraient que par lui. - 3. Ainsi qualifiée, cette attitude manque de spontanéité. - 4. Manque certainement de bienveillance. - 5. Règle la circulation. - 6. Pour le cachou. - 7. Refusent. - 8. Va de pair avec une solution. - 9. Très vieille.

**SOLUTION DU N° 653**  
Horizontalement  
1. Informations. - II. Narguê. Sou. - III. Cuir. - IV. Espérance. - V. Néo. Anion. - VI. Dentiste. - VII. Nod. Edito. - VIII. Adèle. - IX. Irritant. Usé. - X. Raie. Moelleux. - XI. Eperonnèrent.

Verticalement  
1. Incendiaire. - 2. Naufrage. - 3. Frigo. - 4. Ogr. - 5. Teller. - 6. Milans. - 7. Alimite. - 8. T. Coédite. - 9. Ben. - 10. Ode. - 11. Noé. - 12. Surhaussement.

François Dorlet

## Echecs

n° 1427

**Tournoi des Hauts Fourneaux, Wijk-aan-Zee, 1991.**

Blancs : A. Khalifman.

Noirs : I. Sokolov.

Défense Grünfeld.

1. d4 C6 20. f6 21. f7 22. f8 23. f9 24. f10 25. f11 26. f12 27. f13 28. f14 29. f15 30. f16 31. f17 32. f18 33. f19 34. f20 35. f21 36. f22 37. f23 38. f24 39. f25 40. f26 41. f27 42. f28 43. f29 44. f30 45. f31 46. f32 47. f33 48. f34 49. f35 50. f36 51. f37 52. f38 53. f39 54. f40 55. f41 56. f42 57. f43 58. f44 59. f45 60. f46 61. f47 62. f48 63. f49 64. f50 65. f51 66. f52 67. f53 68. f54 69. f55 70. f56 71. f57 72. f58 73. f59 74. f60 75. f61 76. f62 77. f63 78. f64 79. f65 80. f66 81. f67 82. f68 83. f69 84. f70 85. f71 86. f72 87. f73 88. f74 89. f75 90. f76 91. f77 92. f78 93. f79 94. f80 95. f81 96. f82 97. f83 98. f84 99. f85 100. f86 101. f87 102. f88 103. f89 104. f90 105. f91 106. f92 107. f93 108. f94 109. f95 110. f96 111. f97 112. f98 113. f99 114. f100 115. f101 116. f102 117. f103 118. f104 119. f105 120. f106 121. f107 122. f108 123. f109 124. f110 125. f111 126. f112 127. f113 128. f114 129. f115 130. f116 131. f117 132. f118 133. f119 134. f120 135. f121 136. f122 137. f123 138. f124 139. f125 140. f126 141. f127 142. f128 143. f129 144. f130 145. f131 146. f132 147. f133 148. f134 149. f135 150. f136 151. f137 152. f138 153. f139 154. f140 155. f141 156. f142 157. f143 158. f144 159. f145 160. f146 161. f147 162. f148 163. f149 164. f150 165. f151 166. f152 167. f153 168. f154 169. f155 170. f156 171. f157 172. f158 173. f159 174. f160 175. f161 176. f162 177. f163 178. f164 179. f165 180. f166 181. f167 182. f168 183. f169 184. f170 185. f171 186. f172 187. f173 188. f174 189. f175 190. f176 191. f177 192. f178 193. f179 194. f180 195. f181 196. f182 197. f183 198. f184 199. f185 200. f186 201. f187 202. f188 203. f189 204. f190 205. f191 206. f192 207. f193 208. f194 209. f195 210. f196 211. f197 212. f198 213. f199 214. f200 215. f201 216. f202 217. f203 218. f204 219. f205 220. f206 221. f207 222. f208 223. f209 224. f210 225. f211 226. f212 227. f213 228. f214 229. f215 230. f216 231. f217 232. f218 233. f219 234. f220 235. f221 236. f222 237. f223 238. f224 239. f225 240. f226 241. f227 242. f228 243. f229 244. f230 245. f231 246. f232 247. f233 248. f234 249. f235 250. f236 251. f237 252. f238 253. f239 254. f240 255. f241 256. f242 257. f243 258. f244 259. f245 260. f246 261. f247 262. f248 263. f249 264. f250 265. f251 266. f252 267. f253 268. f254 269. f255 270. f256 271. f257 272. f258 273. f259 274. f260 275. f261 276. f262 277. f263 278. f264 279. f265 280. f266 281. f267 282. f268 283. f269 284. f270 285. f271 286. f272 287. f273 288. f274 289. f275 290. f276 291. f277 292. f278 293. f279 294. f280 295. f281 296. f282 297. f283 298. f284 299. f285 300. f286 301. f287 302. f288 303. f289 304. f290 305. f291 306. f292 307. f293 308. f294 309. f295 310. f296 311. f297 312. f298 313. f299 314. f300 315. f301 316. f302 317. f303 318. f304 319. f305 320. f306 321. f307 322. f308 323. f309 324. f310 325. f311 326. f312 327. f313 328. f314 329. f315 330. f316 331. f317 332. f318 333. f319 334. f320 335. f321 336. f322 337. f323 338. f324 339. f325 340. f326 341. f327 342. f328 343. f329 344. f330 345. f331 346. f332 347. f333 348. f334 349. f335 350. f336 351. f337 352. f338 353. f339 354. f355 356. f357 358. f359 360. f361 362. f363 364. f365 366. f367 368. f369 370. f371 372. f373 374. f375 376. f377 378. f379 380. f381 382. f383 384. f385 386. f387 388. f389 390. f391 392. f393 394. f395 396. f397 398. f399 400. f401 402. f403 404. f405 406. f407 408. f409 410. f411 412. f413 414. f415 416. f417 418. f419 420. f421 422. f423 424. f425 426. f427 428. f429 430. f431 432. f433 434. f435 436. f437 438. f439 440. f441 442. f443 444. f445 446. f447 448. f449 450. f451 452. f453 454. f455 456. f457 458. f459 460. f461 462. f463 464. f465 466. f467 468. f469 470. f471 472. f473 474. f475 476. f477 478. f479 480. f481 482. f483 484. f485 486. f487 488. f489 490. f491 492. f493 494. f495 496. f497 498. f499 500. f501 502. f503 504. f505 506. f507 508. f509 510. f511 512. f513 514. f515 516. f517 518. f519 520. f521 522. f523 524. f525 526. f527 528. f529 530. f531 532. f533 534. f535 536. f537 538. f539 540. f541 542. f543 544. f545 546. f547 548. f549 550. f551 552. f553 554. f555 556. f557 558. f559 560. f561 562. f563 564. f565 566. f567 568. f569 570. f571 572. f573 574. f575 576. f577 578. f579 580. f581 582. f583 584. f585 586. f587 588. f589 590. f591 592. f593 594. f595 596. f597 598. f599 600. f601 602. f603 604. f605 606. f607 608. f609 610. f611 612. f613 614. f615 616. f617 618. f619 620. f621 622. f623 624. f625 626. f627 628. f629 630. f631 632. f633 634. f635 636. f637 638. f639 640. f641 642. f643 644. f645 646. f647 648. f649 650. f651 652. f653 654. f655 656. f657 658. f659 660. f661 662. f663 664. f665 666. f667 668. f669 670. f671 672. f673 674. f675 676. f677 678. f679 680. f681 682. f683 684. f685 686. f687 688. f689 690. f691 692. f693 694. f695 69



## TABLE

## Soupe de moules

J'ai eu l'occasion de raconter l'aventure du marin irlandais, unique rescapé d'un naufrage dans la baie éboulante de l'Aiguillon. Pour survivre, Walton, ayant remarqué que la nuit les oiseaux dans le vase, plantés par un énorme filet. Au bout de quelque temps, il s'aperçut que de jeunes moules s'étaient fixées et essaya sur ces pieux. Qu'elles grossissaient ainsi plus vite. La mytiliculture était née avec ces moules... de bouchots (de bout = clôture et chaot = bois).

Les moules, là-bas, c'est l'éclat de la moule, deux plats charentais savoureux. A Paris, ce furent les populaires moules marinières. Mais, ne l'oublions pas, ce peut être aussi un potage.

C'est vers les années 50 que le chef Louis Barthe, au « piano » de chez Maxim's, eut l'idée de cette chose à la fois simple et merveil-

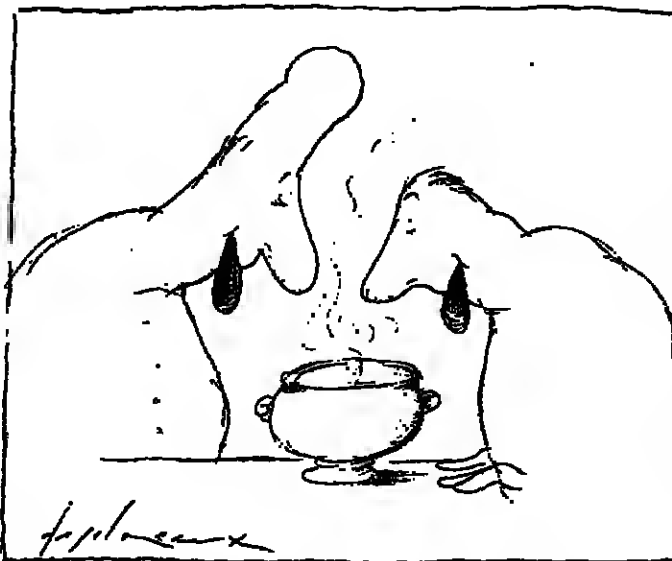
leuse : il fit ouvrir de grosses moules, co essorole, avec olignons émincés, queues de persil, céleri, poivre concassé, puis y ajouta fumet de poisson et vin blanc. La cuisson décantée, passée au liège fin et réduite, est alors enrichie de crème fraîche et le potage (qui peut du reste se servir glacé) est proposé bouillonnant, escorté de pâillettes au parmesan.

Un fidèle client, vieil habitué de Maxim's, s'enthousiasma pour cette création, et Barthe eut l'idée de la lui dédier. Il se nomma William Brand. William ? Diminutif : Billy, d'où Billy Brand et d'où enfin le potage Billy By.

Il figure toujours à la carte de chez Maxim's, maison de tradition. Pierre Cardin y veille, comme il est attentif à tout ce qui est l'honneur souriant et le parisianisme élégant de ses gourmandises maisons (1). Avec les œufs Magda et bien d'autres plats

qui font, ajoutés au décor et à l'Histoire, d'un dîner chez Maxim's un soir de fête.

Mais Barthe n'est-il connu M. Bequet, chef normand dont le fils, également cuisinier, tenait restaurant dans le 14<sup>e</sup> arrondissement ? Je le pense, et c'est pourquoi le potage Billy By figure depuis longtemps, ici, à la carte. Et le successeur de Bequet, M. Huc (excellent cuisinier qui travailla avec Jean Moussé et le grand Legay, actuellement au Ritz) a conservé à sa carte le Billy By. Avec aussi une soupe de poissons et sa rouille, un foie gras d'oie, des gourmandises des Grisons, les poissons (dont la marmite dieppoise, sorte d'enseigne de la maison), le rognon de veau moutarde, etc. Les salades peuvent à votre choix être associées aux huîtres d'olive, de maïs, de coque ou d'arachide. Un fromage blanc « comme à la ferme » voisine le plateau. Dans ce cadre



geotillet (murs tendus de tissu fleuri et boiseries claires, service féminin attentif), il y a un menu-suggestion à 240 F et la carte (compter 350 F env.) Notez donc la Chaudière des Gourmets (22, place Denfert-Rochereau,

tél. : 43-21-22-59. Fermé samedi midi et dimanche). Et si par hasard vous avez envie de faire « à la maison » ce potage dédié au gourmand William Brand, sachez choisir votre marchand de moules. Oubliez d'abord celles

que l'on trouve en conserve au naturel.

Choisissez des moules de bouchot (on les différencie parfaitement des autres à ce qu'elles ont toujours le bord de la coquille opposé à la charnière, bord ventral, légèrement convexe, alors que les autres ont le bord concave). Enfin, une étiquette de l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes garantissant leur fraîcheur doit figurer sur la bouchette. Avant l'emploi, vous les brosserez bien (rejetant les coquilles entrouvertes) et les gratterez sous l'eau courante.

Notez encore la soupe glacée aux moules d'Alain Dutournier du Trou Gascon, les moules en brochettes, en salade ou frites. Mais, croyez-m'en, le potage Billy By est délicieux. Profitez du dernier mois en « r ».

La Reynière

(1) Je signale au lecteur un magnifique ouvrage illustré : *Maxim's, cent ans de vie parisienne*, publié chez Robert Laffont.

## SEMAINE GOURMANDE

## Le Clovis

Palaces à part, les très bons hôtels de classe se multiplient à Paris. Parmi ceux-ci on peut compter le Pullmann Windsor de la rue Beaujon. Il est vrai qu'il possède un bon directeur, Guy Rameau, lequel de surcroît veille avec soin à la marche de son restaurant : Le Clovis, pour qui il a trouvé, avec le jeune Dominique Roué, un chef de qualité. Une salle claire, moderne, un service correct, une cave intéressante et... la cuisine !

Entrées et poissons très étudiés, du tartare de dorade rose et saumon mariné au bar cuit sur sel de varech, de la papillote de foie gras au citron au blanc de cabillaud acidulé aux grenades. L'agneau pyramidal est accompagné d'une crème de haricots, le foie de veau de frites de céleri, et je me suis régalé d'une joue de bœuf, fondante sous sa croûte de gros sel, gâtée et humectée d'une sauce parfaite (servie avec des carottes... pourquoi pas du chou braisé ?). Le canard sauvage est escorté d'une ratatouille de fruits mais, sur commande, le soir, il peut être servi « à la rouennaise », pressé devant vous selon le meilleur rite canardier. Très beaux fromages bien présentés et desserts signés J.-M. Leyrat. Sélection de cafés. A la carte il vous faudra compter 500 F, mais le soir il y a un « menu privilégié » (175 F) et aux dîners un « menu d'affaires » (245 F). Menu dégustation (450 F).

► Le Clovis, 4, rue Herbe-Albrecht (75008). Tél. : 45-61-15-32. Fermé le samedi et le dimanche. Parking : Hoche, salons, A.E.D.C. C.B. Chiens acceptés.

gasma (fromage de pays), etc. Du côté de-buzet au madiran, une dizaine de vins à moins de 100 F permettent une addition de 200/300 F très « couleur locale », avec l'accueil sympathique qui convient.

► Chez Ttote, 22, rue Falguère (75015). Tél. : 43-22-34-73. Fermé le samedi midi et le dimanche soir. C.B. Chiens acceptés.

## La Passion

En ce décor d'une élégance simple, une excellente cuisine signée Gilles Zellenwarger (je l'ai souligné à l'ouverture). Elle ne pouvait que s'améliorer et son foie gras de canard « à ma façon » s'exalte d'un verre de Châteauneuf de la Vigne, par exemple. Savoureuse croûte de petits gris, suprême de sole meuble fraîche, agneau crème d'ail, avec la tradition du tournedos Rossini on d'un savoureux bourguignon de queue de bœuf. Séduisants desserts, no meco-carte à 180 F, un menu « tradition » à 150 F, un menu « dégustation » à 360 F. Une quinzaine de vins à 120 F (de l'excellent montagnard 1988 de la Maorie Bertrand au vin de France tranquille 1986 de Marc Brédif en passant par le cabors 1980).

► La Passion, 41, rue des Petites-Champs (75001). Tél. : 42-97-53-41. Fermé le samedi midi et le dimanche. Parking : Bourse. C.B.

## Le Relais à Mougins

On connaît cette excellente petite maison de la Côte, animée par André Surmain. Ce dernier vient de mettre au point, avec son chef Dominique Louis, outre sa belle carte connue, un menu « bistro ». Pour 140 F, vous vous régalez de l'amusse-gueule, d'une salade mêlée au saumon fumé, d'un poisson ou de volaille rôtie avant le dessert du jour.

► Le Relais à Mougins, place de la Mairie (06250). Tél. : 93-90-03-47. Fermé le lundi et le mardi midi. C.B.

## Chez Ttote

C'était encore, voici peu, le Clos du Moulin. Ttote (lisez Joseph) Jauréguy vient d'y installer une mini-ambassade bistro, dans une petite salle aux murs beige et blanc de craie, aux poutres brunes et aux rideaux bleus. Les plats ? Garbure, jambon de Bayonne, salade basquaise, piperrade, chipirons, paëlla, itro, dorade « oyarzin » (village où le patron-chef a découvert ce plat exquis), poivrons farcis, ardi

## Le roquefort

A Roquefort-sur-Soulzon, le piton calcaire du Combailou, détaché du Larzac, abrite de nombreuses galeries ocrelles où les fromagers déposent leur production. Un courant d'air, chargé d'humidité douce et de spores, que ces caves rendent féconds, évalue ce séjour. Ces vents coulis donnent naissance à une « fleur » ou « fleurine » favorisant ainsi le développement d'une moisissure de *Penicillium roqueforti*. Ce travail mystérieux ne serait rien sans la qualité particulière, assurée des producteurs, du lait des brebis des causses de l'Aveyron, aidées pourtant par celles de Corse et des Pyrénées, qui se prête admirablement à un tel affilage ou caves naturelles.

Là est la première contrainte d'un produit autrefois artisanal, confronté aux nécessités de la grande distribution. Mais passons. Les pâtes fournissent le lait de joie à décembre ; les caves d'affilage sont ouvertes jusqu'en mars, moment de la production lorsque les vents et la température sont propices. Cette « pollinisation » évoque les cadres parfumés et gâtés de la robe conservés autrefois dans quelque grotte. Une image forte et odorante, le souvenir de la fleur qui fertilise l'imaginaire, la sublime et l'exalte. A Roquefort, la « fleurine » est le lait de la mémoire, où se prend le caillé et s'affilie, « à beurre », le fromage. Telle la serre à pommes accouées, locard, rainette ou canard grise, une odeur qui fait corps avec le boeuf et assure, par sa persistance, de nouvelles maturations.

La fleurine a des vertus germinalives que l'on accentue par la piquette de cent aiguilles qui font pénétrer au cœur de la masse molle l'irremplaçable fermeté, et donnent sa saveur unique à la pâte onctueuse. Jean-Aodré Charial présente, à Baugnanière, un roquefort riche, doux et onctueux. On le trouve souvent, au nord de la Loire, plus sapide et volontiers rugueux. La saison,

la conservation, sa durée influent à l'évidence sur « le premier fromage d'Europe », selon Diderot. Mais c'est aussi le plus ombrageux, ce qu'indiquait Pléne, déjà, pour qui l'ancêtre du roquefort était très prisé à Rome. Le fromage de brebis, en effet, est une constante méditerranéenne ; on le trouve en Grèce, en Italie et en Espagne. Polyphème, dans l'*Odyssée*, « trait ses brebis avec le plus grand soin » ; puis, laissant cailler la moitié de ce lait, « il la dépose dans des corbeilles tressées ».

Le roquefort de la marque Société est un produit industriel renommé. Il en est livré chaque année plus de 15 000 tonnes sous papier métallisé, ou coupé en tranches sous film plastique. La température d'origine n'est plus guère respectée, au vu du suif qui entoure alors le produit développé. « Mois », dit Henry Voy, maître fromager, 21, rue Vignon, à Paris, il y en a certainement de bons parmi la masse. Sans doute. La marque Coulet, renommée elle aussi, s'oriente vers l'industrialisation. La maison Carles maintient le mouillage à la main d'un fromage qui vient du lait de brebis chanifié, « thermisé » semble-t-il, mais non pasteurisé, à 72 degrés. Cette opération atteint les ferments qui dooocent le goût. C'est là peut-être l'explication d'un registre de saveurs pour le moins contrasté.

La norme européenne vaille banaliser ces produits d'élevage, ou bien les techniques industrielles auront-elles pris les devants ? On constate que les jeunes habitués - « en culottes courtes », dit la publicité - délaissent le fromage affilé, qui n'a guère d'aveoir, au profit de produits laitiers pasteurisés, au goût neutre et incertain. « Le fromage, c'est râpé ! », dit encore Henry Voy, sage débouffeur, avant de retourner à l'élevage en cave de ses merveilleuses que l'on peut déguster à la Ferme Saint-Hubert. Les groupes agroalimen-

taires puissants rachèteront-ils les petits producteurs de marque, pour ajouter un label de qualité - provisoire - à leur production ? L'avenir est incertain au pied du Combailou. Ce genre de fromage est cher : 140 F pour un kilo de Brucio Corse, 130 F pour un roquefort. Et si Roquefort Société développe la plus grosse production et dispose des plus belles caves, il n'en reste pas moins que les quatre ou cinq marques artisanales sont en équilibre précaire. Car, à l'exemple des vins d'exception, ce fromage connaît le cycle des saisons et les années de brebis maigres.

On le dégustera au mieux de sa forme, avec un porto vintage (de L'Énothèque, 20, rue Saint-Lazare, Paris 9<sup>e</sup> ou des Caves du Marais, 64, rue François-Miron, Paris 4<sup>e</sup>). Il s'accordera aussi bien avec quelque bouteille de côte-de-ouits, de côte-rotie, ou du pied de la montagne Sainte-Victoire et du Ventoux. « miroir des Aigles ». La merveille du roquefort est un lait caillé biblique d'Abraham ce que la rose triomphale de Chartres, veinée de lumière, est à la modeste églantine. Une manière émouvante, dans ces plateaux du Causse, de chanter comme saint François, le « Cantique des créatures ». Jusqu'à quand ?

Jean-Claude Ribaut

► Lire : *Le Livre de l'amateur de fromages*, de Michel Chast et Henry Voy, Robert Laffont/Michel Archimbaud (1984).

Quelques adresses parisiennes : Cantio, 2, rue de Lourmel, Paris 15<sup>e</sup>. Marie-Anne Cantin, 12, rue du Champ-de-Mars, Paris 7<sup>e</sup>. Dubois, 80, rue de Tocqueville, Paris 17<sup>e</sup>. La Ferme de Passy, 39, rue de l'Annociation, Paris 16<sup>e</sup>. Barthélemy, 51, rue de Greoelle, Paris 7<sup>e</sup> (marque Coulet). La Ferme Saint-Hubert, 21, rue Vignon, Paris 8<sup>e</sup>. Troté-Pascal, 97, rue Saint-Aotoinne, Paris 4<sup>e</sup> (marque Papillon).

## Palaces banlieusards

Cela va-t-il devenir un mode ? Et nos grands palaces parisiens résistent mal aux embouteillages et au grouillement capital vont-ils trouver des rivaux en banlieue ?

Certes, à Versailles, le Trianon Palace avait sa petite renommée et d'histoires souvenirs. Mais, racheté par un groupe japonais qui vient d'investir plus de 300 millions dans une prestigieuse rénovation, il ouvrira dans quelques mois, sous le contrôle efficace de Paul Bougenau, un grand directeur, avec non seulement, au « piano », l'excellent Gérard Vié mais, dans son parc, un ensemble baptisé « Royaume de la Beauté » : piscine, hammam, salle de gymnastique et de massage, la biophysio- logie de Givenchy. Et les cures de remise en forme avec des menus diététiques de Gérard Vié mêlant ainsi le régime et la gastronomie.

Mais voilà encore une nouveauté : un véritable palace de poche est le Mont Royal Hôtel (à la Chapelle en Serval, 60520. Tél. 44-60-61-62). Aoiné par Jacques d'Hoir, également un excellent directeur (que nous connaissons au Maurice puis au Soffitel Bourbois). Ici, le restaurant Stradivarius sera, que dis-je, est déjà « la chose » d'un jeune chef de talent, Didier Defontaine. A découvrir sans faute.

L. R.

**GASTRONOMIE**

**LE SOUFFLÉ**

Menu à 190 F

et une soufflée.

30, rue du MONT-THOMAS (coin de la place Vendôme)

Nouveau : 42.88.27.70

Fermé le dimanche.

**ALLIGATORS**

**BAR AMÉRICAIN**

Restaurant : cuisine italienne.

Diner avec orchestre de jazz de 21h à 2h du matin.

Réservez : 42.54.11.27

23, av. du Maine (15)

**Le Sybille**

Saint-Germain-des-Près

Maison du XVI<sup>e</sup> siècle

CUISINE TRADITIONNELLE

SOIRÉE JAZZ en fin de semaine

6, rue du Sabot (6<sup>e</sup>)

42-22-21-56

**GASTRONOMIE**

**La Onedina**

Spécialités orientales

56, bd du Colonel-Fabien

92240 Malakoff

Tél. : 46-45-94-57

Fermé le dimanche soir et lundi

(Publicité)

**INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER**

CHAMPS-ÉLYSÉES	GOBELINS	PORTE D'ORLÈANS ALESIA
RELAIS BELLMAN, 37, r. Franc-1 <sup>er</sup> , 47-23-54-42. Joug, 22 h 30. Cadre élég. F. samedi, dimanche.	ENTOTTO 45-67-88-51. F. dim. 140, r. L.-M. Nourissin, 13 <sup>e</sup> Spécialités éthiopiennes.	ESPACE ST-GOTHARD, 45-38-52-58 6, rue d'Alsace (14 <sup>e</sup> ). F. dim. soir. Spéc. poissons. Fruits de mer. Viandes d'un chef du Périgord.
142, av. des Champs-Élysées, 43-59-20-41 COPENHAGUE, 1 <sup>er</sup> étage FLORA DANICA, et son jardin r.d.c. SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ.	REUILLY-DIDEROT	SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS
	SAPNA 160, r. de Charenton, 12 <sup>e</sup> F. lundi 43-46-73-33 Musique, danse indienne. Cuisine raffinée.	LA FOUX, 2, rue Clément (6 <sup>e</sup> ) F. dim 43-25-77-66 Alex aux fourneaux.



## Saint-Malo millionnaire de grand large

Suite de la page 18.

L'idée de contourner le monopole commercial espagnol par une pénétration directe du marché américain n'était pas neuve. Le commerce de contrebande — « l'interlope » — était déjà pratiqué par les Anglais et les Hollandais dans la mer des Caraïbes, mais le Pérou et le Potosi demeuraient hors d'atteinte.

Les Malouins vont y parvenir en construisant une route maritime. Cela implique la descente de l'Atlantique, le passage périlleux de la Terre de Feu, puis la remontée de la « mer du Sud » (le Pacifique est ainsi appelé par les Espagnols depuis Balboa). Une première expédition passe difficilement par le détroit de Magellan. On explore alors la voie du cap Horn, découverte au début du XVII<sup>e</sup> siècle par les Hollandais. Ce sera la bonne. Elle sera désormais empruntée régulièrement. Entre 1700 et 1725 plus de 80 navires malouins atteignent l'eldorado et, contre des marchandises européennes, regagnent la Bretagne, gorgées d'argent du Potosi sous toutes ses formes, barres, lingots, vaisselle, « pignes » d'argent brut mal raffiné, piastres monnayées en quantité impressionnante.

Comment se passent ces expéditions ?

L'objectif n'est pas « l'extraordinaire » mais la réussite la plus simple et la plus juteuse. L'expédition peut compter jusqu'à trois navires. Ce sont de grosses frégates de trois à cinq cents tonneaux que l'on a bourrées de toiles, de soieries, de dentelles, de produits « haut de

gamme » destinés à la consommation des élites créoles, car c'est le marché que l'on vise. La descente de l'Atlantique est interminable. Les écueils du cap Horn une fois franchis, on fait relâche dans les ports chiliens, notamment à Concepcion qui ressemble à une base française. Puis on remonte la côte, on fouille la moindre baie à la recherche d'un contact avec les marchands espagnols. Les affaires se traitent à même le sable, sur la célèbre plage d'Arica. Les caravanes, descendues des mines du Potosi, à 4 000 mètres d'altitude où les Indiens sont soumis à la « mita » (mot quechua qui signifie la corvée d'extraction), attendent là avec des caisses remplies de piastres ou de pignes non monnayés, c'est-à-dire sorties frauduleusement, sous le regard ébloui des marins...

Les bénéfices furent importants ?

Au début, ils furent considérables. Pour une raison simple : à partir de 1695, les relations sont rendues entre l'Espagne et son empire colonial. Les galions espagnols n'approvisionnent plus les marchés, les créoles sont donc prêts à payer le prix fort à nos Malouins pour pouvoir consommer.

Il y eut des profits records, de l'ordre de 400 % pour des voyages d'une durée de deux ans. Entre 1703 et 1718, près de 200 millions de livres d'argent ont pénétré en France sur les bateaux de la mer du Sud qui ont fourni au pays asphyxié par la guerre un ballon d'oxygène véritablement vital.



Le roi n'a-t-il pas été tenté de faire main basse sur ce trésor ?

Oui. En 1709, au retour d'une expédition, les Malouins furent contraints d'envoyer tout l'argent qu'ils n'avaient pu débarquer à temps à l'Hôtel des Monnaies, contre lequel ils reçurent, pour moitié, des billets vite dévalués. La tradition locale, bienveillante, parle d'un prêt de 30 millions au roi ; en réalité, ce fut bel et bien un

emprunt forcé. L'année suivante, ce fut un nouveau bras de fer avec un vaisseau de l'armateur Magon de la Lande, une des familles les plus puissantes de la ville. Celui-ci fut mis au cachot au château de Saint-Malo parce qu'il refusait de livrer les noms de ses commanditaires.

L'argent de la mer du Sud fera toujours des vagues. L'âme de ce trafic fut un autre Malouin d'exception, Noël Danyacan, animé par la réussite économique et sociale. Saint-Malo ne fut pas une pépinière de conquérants. C'est l'histoire avant tout d'une aventure économique, y compris dans la course. Les Malouins surent exploiter en quelque trente ans les occasions que la conjoncture de guerre leur offrait. Après la course, la mer du Sud, ils vont s'offrir tout simplement la Compagnie des Indes.

On disait à l'époque que la Compagnie des Indes était basée à Lorient mais que l'argent était à Saint-Malo...

La Compagnie des Indes avait été fondée par Colbert et son siège social était à Paris. La guerre de la Succession d'Espagne l'avait mise en faillite. Il y avait un héritage à prendre. Le négociant malouin disposait de moyens financiers avec l'argent « américain ». Il avait, comme pour la mer du Sud, le soutien de Pontchartrain, le secrétaire d'Etat à la marine. Habiles, les commerçants malouins voulaient bien s'offrir la Compagnie mais pas ses dettes. Ils reprirent en fait la sous-traitance de son monopole par le biais de sociétés. Petit à petit, ils devinrent les véritables légataires de la Compagnie des Indes constituée la plus belle « prise » de l'histoire de la ville. Elle valait dix fois celle de Rio ! On visait un des grands trafics mondiaux. On alterne d'abord la course sur des navires ennemis richement chargés et le commerce à Pondichéry, puis au Bengale. Les importations reposent sur deux produits, le poivre de la côte de Malabar et les cotonnades aux gammes infinies qui représentent les deux tiers de la valeur des cargaisons.

La encore les Malouins vont se distinguer en ouvrant un nouveau trafic, le « commerce du moka ». A partir de ce port de l'Arabie heureuse — aujourd'hui le Yémen — qui était alors le seul producteur mondial de café, les navires ramènent « en droiture » leur chargement par le cap de Bonne-Espérance que nos Bretons ont appris à maîtriser comme le cap Horn. Et les

échanges se font avec les indétachables et séduisantes piastres américaines.

Les résultats seront à hauteur des investissements : 50 millions de livres entre 1710 et 1720 ! L'Orient prenait avec succe les relais de la mer du Sud.

On est alors à l'apogée de Saint-Malo ?

Oui, et cette réussite est symbolisée par le retour, en 1713, du *Grand Dauphin*, le premier navire français à effectuer le tour du monde, la première « circumnavigation » par le cap Horn et celui de Bonne-Espérance. Et il déballe, sur les quais de Saint-Malo, des « chinoïseries » de Canton...

Les Malouins ont-ils trempé dans la traite négrière ?

Oui, ils la pratiqueront dans la seconde partie du XVIII<sup>e</sup> siècle, comme le père de Chateaubriand, mais à une échelle moindre qu'à Nantes, comme tout le monde, dirais-je. Ce fut une reconversion par défaut, même si certains y trouvèrent des profits non négligeables.

Le bureau d'un armateur à Saint-Malo, c'est celui de Volpone à Venise ?

L'activité d'un négociant est très largement immatérielle. On écrit, on compte, on va à la Bourse, on traite.

Qu'ont fait les Malouins de leur fortune ?

Vers 1710-1720, il y a probablement une quinzaine de millionnaires en livres. La fortune de Danyacan est, sans doute, comparable à celle d'un grand financier de l'époque, d'un fermier général. On estime qu'il a dû accumuler 10 millions de livres et qu'il a bien dû en garder cinq à six, guettés par une descendance avide (les Pontchartrain sont entrés dans la famille).

Au total, vers 1710, ce sont environ 150 familles qui assurent la richesse de la ville. Mais le capitalisme malouin repose sur une ossature de trente à quarante dynasties marchandes qui constituent un milieu solide, compact, adepte d'un catholicisme fervent sinon intransigent, rebelle aux intrusions étrangères. Le nom qui exprime le mieux la puissance de ces dynasties est celui de Magon, présent durant six ou sept générations dans ce monde du négoce hautement risqué, à un niveau d'opérations internationales. Bel exemple de longévité.

L'aventure sociale prolonge donc l'aventure économique ?

Oui. C'est même l'objectif fondamental des familles, la promotion sociale, l'intégration aux

élites aristocratiques. L'enrichissement n'est qu'un moyen pour y parvenir. Tout cela n'est pas très original. Cette promotion sociale se traduit dans la pierre : on construit des hôtels, on édifie les fameuses « malouinières », des résidences secondaires dans la campagne proche, dont l'architecture et les aménagements soulignent le souci d'adhérer à cette société d'ordre de l'Ancien Régime et au modèle aristocratique. Ou alors on « négocie » des alliances prestigieuses (les fils Danyacan épousent les filles Pontchartrain : une héritière Locquet de Grandville épouse, pour 6 000 livres, un de Broglie). Ou bien on envoie sa progéniture dans les meilleurs collèges parisiens. Les stratégies de promotion sont multiples.

La récompense, c'est l'auto-blanchiment. Au mérite. Comme les frères Trouin (le grand Duguay-Trouin, lui, est un atypique chez ces marchands. Il est motivé par la gloire militaire, les Magon, les Manpertuis (le père de l'académicien). Mais c'est en compte-gouttes : les autres, la masse, devront passer par l'achat d'un office, la « savonnette à vilains », comme disent avec mépris les nobles. Une des causes du déclin de Saint-Malo est à rechercher peut-être dans ce phénomène de sortie par le haut, hors du commerce.

Voltaire disait : « Le pays de Saint-Malo est sujet à produire des cervelles ardentes »...

C'est le dernier étage de la fusée malouine. Saint-Malo a « produit » un certain nombre de grandes figures intellectuelles. Voltaire connu à Berlin le scientifique Maupertuis, le philosophe matérialiste Offray de La Mettrie, dont Frédéric II écrivit l'éloge. Mais il y eut aussi Vincent de Gournay, le maître à penser de Turgot, les frères Lamennais et, bien sûr, Chateaubriand, tous fils de négociants.


La réussite est finalement totale ?

C'est une république marchande et maritime à l'italienne sur les bords de la Manche. La réalité est plus fascinante que la légende, faite de coups de sabre et qui est tenace. Tenez, il y a quelques années, il a été fondé une Association des descendants d'anciens corsaires...

Propos recueillis par Régis Guyotat

Messieurs de Saint-Malo, la thèse d'André Lefebvre, professeur à l'université de Rennes, est publiée aux Editions L'Ancre de marine, 4, rue Porpoise-de-la-Barbinais, 35400, Saint-Malo.

André Lefebvre a dirigé une Histoire de Saint-Malo et du pays malouin. Aux éditions Privat (1984).



**Groupe Frantour**

### Nice

Séjours à l'hôtel Frantour Napoléon. Cet établissement \*\*\* totalement rénové est situé au cœur de Nice à 300 mètres de la promenade des Anglais.

**PRIX :** 3 nuits en chambre et petit déjeuner : 1.290 F par personne.  
7 nuits en chambre et petit déjeuner : 1.990 F par personne.

Ces prix comprennent :

- le train en 2<sup>e</sup> classe, place assise, Paris/Nice et retour,
- le séjour en chambre double.

### Beaulieu sur Mer

Séjours à l'hôtel Frantour Victoria, un hôtel \*\*\* plein de charme et d'exotisme.

**PRIX :** 3 nuits en chambre et petit déjeuner : 990 F par personne.  
7 nuits en chambre et petit déjeuner : 1.390 F par personne.  
3 nuits en demi-pension : 1.190 F par personne.  
7 nuits en demi-pension : 1.790 F par personne.

Ces prix comprennent :

- le séjour en chambre double, le train Paris/Beaulieu-sur-Mer et retour en 2<sup>e</sup> classe, au départ de toute gare de la région parisienne.
- Possibilité de pension complète.

**Contactez votre agence de voyages ou téléphonez à :**  
**Frantour Voyages : 42.29.90.90.**

Alors que le di

## Un équilibre douteux

Le Koweït s'apprête, selon le *Financial Times*, à emprunter 20 milliards de dollars pour financer la reconstruction de son pays. Les banques internationales pour commencer à reconstruire les besoins financiers en provenance du Golfe. Le Koweït d'être extrêmement dépendant si l'on en croit les estimations faites sur le coût de la reconstruction, qui pourrait passer 30 à des centaines de milliards de dollars. Dans ces conditions, on comprend que le Koweït français de l'économie a déclaré jeudi 7 mars qu'il croyait pas à une importante baisse des taux dans le monde. Une forte demande de financement renchérit le prix du financement grand équilibre épargne-investissement ne réalisant à des niveaux élevés, peu-être plus élevés qu'actuellement.

Tel est le risque. Face à tout cela, l'exagération en est tout ce qui, dans la situation actuelle, va au contraire à l'encontre d'un cycle d'investissement d'intérêt. On a trop tendance à oublier que le monde a actuellement la phase d'un cycle d'investissement qui a dû prendre son essor en 1982-1983 et semble maintenant retourné l'année dernière.

Cette rupture a des conséquences considérables : les besoins d'épargne estimés en 1990, l'investissement des entreprises industrielles s'est élevé à 240 milliards de dollars, mais il y a une forte demande de financement pour les besoins financiers du monde et de l'Irak ? — si ce n'est solennels, ne sont pas à mesure d'un tel phénomène. Encore pourrions-nous dire que certains officiels français sont rendus au Koweït. Quant aux besoins financiers du monde, ils sont potentiellement énormes, mais ne s'expriment pas en termes de suite, du fait des politiques et économiques. L'Allemagne, quant à elle, est en train de basculer dans les problèmes de réconciliation. La balance des paiements de la première fois depuis longtemps. Les Etats-Unis devraient voir se réduire le déficit extérieur. Il n'est donc pas certain que ce soit de fortes tensions apparaissent à court terme sur les bassins d'épargne, entraînant une hausse des taux d'intérêt, il en va bien sûr très différemment si la conjoncture se retourne, les pays industrialisés recommencent à beaucoup investir. Tel n'est pas hélas dans l'immédiat le plus probable.

ALAIN VERNHOLDES

## PÉTROLE

Prix du baril de pétrole brut (en dollars)	
WTI (West Texas Intermediate) à New-York	19,42 - 0,31
Brent à Londres	18,55 - 0,34

Les cours du pétrole brut ont baissé jeudi sur le marché new-yorkais. Le baril de brut de référence aux Etats-Unis a terminé la séance à 19,42 dollars, soit une baisse de 31 cent. Le pétrole britannique a perdu 34 cent, la référence étant vendue à 18,55 dollars. Les tensions liées à l'ouverture du marché pétrolier de l'OPEP, prévue pour le 11 mars, ont été relâchées. On a vu des politiques se bécotter sur des questions politiques géopolitiques. L'ancien ministre saoudien Cheikh Yamani a déclaré que « le pétrole ne tombera à 12 dollars ».

سكزا من زيل



24 Les marchés ont un abaissement à leurs attentes.  
Les Japonais ont renoué leur restauration.

25 L'indemnisation du chômage partiel à Air France.  
26 Le câble parisien impose le D2 Mac à la Sept.

28 Marchés financiers.  
29 Bourse de Paris.

Alors que le diagnostic sur « un nouveau tassement de la croissance mondiale » se confirme pour 1991

## Un équilibre douteux

Le Koweït s'apprête, selon le *Financial Times* à emprunter 20 milliards de dollars (environ 100 milliards de francs) aux banques internationales pour commencer la reconstruction. Les besoins financiers en provenance du Golfe risquent d'être extrêmement importants si l'on en croit les estimations faites sur le coût de la reconstruction, qui varient entre 30 et des centaines de milliards de dollars. Dans ces conditions, on comprend que le ministre français de l'économie ait déclaré jeudi 7 mars qu'il ne croyait pas à une importante baisse des taux dans l'immédiat. Une forte demande de crédit risque effectivement de renchérir le prix de l'argent, le grand équilibre épargne-investissement se réalisant à des niveaux élevés, peut-être plus élevés encore qu'actuellement.

Tel est le risque. Faut-il pour autant l'exagérer en oubliant tout ce qui, dans la situation actuelle, va au contraire dans le sens d'une détente des taux d'intérêt. On a trop tendance à oublier que le monde vit actuellement la phase basse d'un cycle d'investissement, qui a dû prendre son essor vers 1982-1983 et semble s'être retourné l'année dernière.

Cette rupture a des conséquences considérables sur les besoins d'épargne. On estime qu'en 1990, l'investissement des pays industrialisés s'est accru de 230 ou 240 milliards de dollars. Si l'on passe à cette année, les besoins d'épargne nouvelle diminueront beaucoup. Les besoins financiers du Koweït - et de l'Irak - si considérables soient-ils, ne sont pas à la mesure d'un tel phénomène. Encore pourraient-ils se révéler très exagérés si l'on en croit certains officiels français qui se sont rendus au Koweït. Quant aux besoins émanant des pays de l'Est, ils sont potentiellement considérables mais ne s'exprimeront pas tout de suite, du fait de l'incertitude politique et économique. L'Allemagne, quant à elle, grande pourvoyeuse d'épargne, est en train de basculer avec ses problèmes de réunification. Sa balance des paiements courants a été déficitaire en janvier pour la première fois depuis longtemps. Les États-Unis devraient voir se réduire leur déficit extérieur.

Il n'est donc pas certain du tout que de fortes tensions apparaissent à court terme sur les besoins d'épargne, entraînant une hausse des taux d'intérêt. Il en irait bien sûr très différemment si la conjoncture se retournait, les pays industrialisés recommençant à beaucoup investir. Tal n'est pas, hélas ! dans l'immédiat le plus probable.

ALAIN VERNHOLES

### PÉTROLE ↓

Prix du baril de pétrole brut (en dollars)

7 mars Variation par rapport à la semaine précédente

WTI (West Texas Intermediate) à New-York 19,42 - 0,31

8 mars

Brent à Londres 18,55 - 0,34

Tenues

Les cours du pétrole ont continué de reculer jeudi sur le marché new-yorkais. Le baril de brut de référence aux États-Unis a terminé en baisse de 31 cents. Le réel était plus modéré que la veille, mercredi, où il avait perdu 70 cents. La tendance était analogue sur le marché londonien vendredi à l'ouverture. Les négociants attendent le vote de la réunion de l'OPEP, prévue pour le 11 mars, même si, selon eux, elle ne devrait pas déboucher sur des décisions politiques spectaculaires. Dans les politiques spéculatives, dans un entretien au *Figaro* du 8 mars, l'ancien ministre saoudien Cheikh Yamani assure que « le pétrole peut tomber à 15 dollars ».

# La direction de la prévision table sur un rapprochement des politiques économiques dans les pays industrialisés

Une semaine après la fin de la guerre, les grands pays industrialisés, à nouveau préoccupés par les questions économiques, s'interrogent sur la conjoncture, plus déprimée que prévue. Leurs représentants (des hauts fonctionnaires des ministères des finances et des banques centrales des pays du groupe des Sept) débattent à l'OCDE, jeudi 7 et vendredi 8 mars à Paris, de la sortie de la récession et des capacités des pays occidentaux à financer simultanément la reconstruction de l'Europe de l'Est et celle du Golfe. « La conjoncture mondiale est plus sombre aujourd'hui qu'il y a quelques mois », estime la direction de la prévision du ministère français de l'économie, dans l'analyse de la situation internationale qu'elle a rendue publique mercredi 6 mars (1).

Selon les experts de la direction de la prévision (la « DP ») du ministère de l'économie, deux mouvements se superposent pour expliquer la dégradation de l'économie mondiale. « Le premier est l'essoufflement de la longue phase d'expansion connue par les grands pays industrialisés depuis 1982. Le deuxième est la perturbation créée par la crise du Golfe et son impact psychologique. » La DP, si elle estime que les pays anglophones pourraient connaître, au second semestre de cette année, « des premiers signes de reprise », prévoit aussi un ralentissement au Japon et en Allemagne. Au total, ses prévisions portent, en 1991, sur un « nouveau tassement de la croissance mondiale ». Si l'est assombri depuis quelques mois, le jugement de la DP repose sur une analyse en trois parties comportant tout de même certains éléments favorables.

1. Un certain rapprochement des situations va se produire entre pays industrialisés. Ces dernières années ont été marquées par un ralentissement de la croissance économique des principaux pays industrialisés (2), croissance passée en moyenne de 4,8 % en 1988 à 3,3 % en 1989 et à 2,7 % en 1990. Cette tendance se poursuivrait avec un taux de 1,7 % cette année, aucun pays n'affichant cependant des taux négatifs (le 0,3 % prévu cette année pour la Grande-Bretagne et + 0,1 % pour les États-Unis après respectivement - 1 % et + 0,9 % l'année dernière).

### Accélération de l'inflation

De même, l'inflation pour les neuf pays cités s'est-elle accélérée au fil des dernières années, passant d'un taux moyen de 2,8 % en 1988 à 3,9 % en 1989 et à 4,2 % en 1990. Pour cette année, la DP table sur une très légère accélération (+ 4,4 %).

Mais au-delà de cette continuité qui voit la croissance se ralentir alors que l'inflation se fait un peu plus vive, apparaissent des ruptures dont certaines vont dans le bon sens. La première est une convergence du rythme de croissance entre pays industrialisés, qui succéderait à une période (1989-1990) au cours de laquelle l'activité s'était ralentie dans les pays anglophones (États-Unis, Grande-Bretagne), alors qu'elle s'accroissait en Allemagne et restait forte en Europe. Certes, cette année pourrait voir un ralentissement général, l'Allemagne (qui passerait de + 4,7 % en 1990 à + 3,6 % cette année) et le Japon (+ 5,6 % puis + 4,2 %) décélérant à leur tour. La convergence se ferait donc par le bas.

En réalité, les premiers signes d'une reprise pourraient se manifester à partir de l'été prochain aux États-Unis et en Grande-Bretagne, au moment où l'Allemagne et le Japon finiraient un peu. Ainsi se réanimerait en quelque sorte la conjoncture mondiale.

Les rythmes d'inflation eux aussi devraient se rapprocher. L'écart des taux, qui était de 6 points fin 1990 entre des pays vertueux comme l'Allemagne et les Pays-Bas d'une part, la Grande-Bretagne d'autre part, se réduirait sensiblement. La hausse des prix s'accroîtrait en Allemagne (passant de 2,5 % à 3,1 % cette année), alors qu'elle se ralentirait en Grande-Bretagne (de 6,3 % à 5,9 %), du fait notamment de la récession. La direction de la prévision estime que l'écart annuel d'inflation (3), qui est actuellement de 3 points entre les États-Unis et la Grande-Bretagne pourrait être inférieur d'un point à la fin de 1991. D'une façon générale, le prix du pétrole,

qui reviendrait de 22,5 dollars le baril en 1990 à 20 dollars le baril cette année, jouerait un rôle désinflationniste, de même que la baisse du dollar par rapport aux autres monnaies (ce deuxième facteur ne jouant évidemment pas pour les États-Unis).

2. Les politiques économiques des différents pays seraient moins opposées.

Les politiques économiques des grands pays industrialisés ont été, l'année dernière, très opposées. En Allemagne, la politique budgétaire a été fortement expansionniste avec une baisse très nette des impôts sur le revenu (30 milliards de marks) et un accroissement considérable des dépenses publiques décidé en faveur des nouveaux Länder (trois collectifs budgétaires en cours d'année). Même si le déficit des administrations publiques s'est révélé finalement moindre que prévu l'année dernière (70 milliards de marks au lieu de 100 milliards), les finances publiques allemandes n'en sont pas moins passées d'une situation excédentaire en 1989 (+ 0,2 % du PNB) à une situation déficitaire en 1990 (- 2,9 % du PNB). À l'inverse, la politique monétaire allemande a été très restrictive, se durcissant à l'automne 1990 puis de nouveau fin janvier 1991 avec une hausse du taux Lombard et du taux de l'escompte. Cela pour limiter les risques inflationnistes.

Les États-Unis et la Grande-Bretagne ont pratiqué des politiques exactement contraires en matière monétaire, réduisant leur taux d'intérêt au fur et à mesure que se précisaient les risques d'inflation.

Les politiques budgétaires de ces deux pays sont allées, en 1990, apparemment dans le même sens qu'en Allemagne. Le déficit alle-

mand a joné la même année un rôle expansionniste majeur, expliquant à lui seul 3,5 points de croissance pour un taux d'expansion qui a atteint 4,7 %. Le creusement du déficit américain, quant à lui, a été considérable, passant de 130 milliards de dollars à 220 milliards de dollars en 1990. La DP ne précise pourtant pas si cet accroissement du déficit américain a en un rôle stimulant important sur l'activité économique. La question vaut d'être posée, puisque le déficit budgétaire des États-Unis s'explique aussi par l'obligation qu'a l'État de renflouer les caisses d'épargne, opération qui ne consiste qu'en un transfert de dettes.

### Renflouer les caisses d'épargne

Cette année, les politiques monétaires devraient se rapprocher entre pays industrialisés du fait des moindres décalages conjoncturels. C'est ainsi que l'Allemagne pourrait tendre ses taux au second semestre, si les négociations salariales du printemps n'accroissent pas les risques inflationnistes. À l'opposé, si une reprise se manifeste bien aux États-Unis, la Réserve fédérale n'aurait plus tellement de raisons de continuer à abaisser les taux d'intérêt.

En matière budgétaire, le déficit allemand continuera de se creuser et pourrait représenter en 1991 quelque 4 % du produit national brut (PNB), contre 2,9 % l'année dernière. Mais l'élargissement du déficit allemand serait moindre qu'en 1989 et 1990 (1 point seulement contre 3 points), du fait d'économies budgétaires et du relèvement de certains impôts et taxes.

De même, si le déficit budgétaire américain doit passer cette année à 313 milliards de dollars (5,7 % du PNB) contre 220 milliards de dollars en 1990 (4,1 % du PNB) il ne faut pas voir là l'effet d'une politique plus laxiste. C'est bien la nécessité de renflouer les caisses d'épargne et d'assurer les dépôts bancaires, de même que les moins-values fiscales provoquées par la récession qui sont à l'origine du creusement du déséquilibre budgétaire américain. La DP montre dans son étude que si l'on exclut ces deux facteurs, le déficit « structurel » des États-Unis passerait de 157 milliards de dollars en 1990 à 170 milliards de dollars cette année et resterait stable à 3 % du PNB. On retrouve le même phénomène en Allemagne, dont le déficit budgétaire va continuer de se creuser mais de façon moindre. Le rôle stimulant du déficit sera donc plus faible dans les deux pays.

3. Le commerce mondial se ralentit mais les déséquilibres se réduisent.

Le commerce mondial, qui n'a cessé de se ralentir depuis deux ans (+ 9,5 % en 1989, + 7 % en 1990) du fait de la récession aux États-Unis et en Grande-Bretagne, va poursuivre sur cette lancée (+ 5 % prévus par la DP en 1991). Néanmoins, « un certain regain d'activité dans les pays anglo-saxons pourrait

conduire à une réaccélération du commerce mondial à partir du second semestre 1991 ».

De même continueraient de se réduire les déséquilibres commerciaux entre pays, sous le double effet de la compétitivité du dollar américain et d'un décalage conjoncturel qui, même réduit, subsisterait. Le déficit commercial américain s'est contracté de 8 milliards de dollars en 1990, alors que les excédents allemands et japonais diminuaient de près de 18 milliards de dollars. Les pays européens - la Grande-Bretagne exceptée - ont vu quant à eux leur situation se dégrader alors que le solde commercial des pays de l'OPEP s'améliorait. Cette tendance à la réduction des déséquilibres se confirmerait cette année.

On voit donc que si la reprise dans le monde risque de se faire attendre, des rééquilibres sont actuellement en œuvre entre pays industrialisés. Ceux-ci devraient protéger la croissance - quand elle se manifesterait à nouveau - des maux de pratiques économiques discordantes menées par les différents nations. Comme cela s'est produit en 1990...

AL V.

(1) Note de conjoncture internationale. Mars 1991. Direction de la prévision de l'INSEE assure la diffusion de cette publication.

(2) Les sept grands pays industrialisés (États-Unis, Canada, Japon, France, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie) plus l'Espagne, les Pays-Bas et la Belgique.

(3) En glissement, c'est-à-dire de décembre d'une année à décembre de l'année suivante.

## L'Allemagne a enregistré en janvier un déficit des paiements courants

Depuis la réunification des deux parties de l'Allemagne, le 3 octobre dernier, les comptes extérieurs de la RFA se dégradent régulièrement. Mais c'est avec surprise que les spécialistes ont appris, jeudi 7 mars, que la balance des paiements courants avait enregistré en janvier un déficit de 1,3 milliard de marks (4,1 milliards de francs), après un excédent de 3,3 milliards en décembre et de 10,2 milliards en janvier 1990. Il faut remonter à l'année 1981 pour retrouver un solde négatif des paiements courants.

En janvier, la balance commerciale est encore excédentaire, de 1,3 milliard de marks, mais la diminution de l'excédent est impressionnante. Celui-ci atteignait encore 3,5 milliards de marks en décembre et 13,2 milliards en janvier 1990. Entre janvier 1990 et janvier 1991, les exportations de l'Allemagne ont chuté de 2 %, tombant à 57 milliards, tandis que les importations se sont accrues de 24 %, à 55,7 milliards.

Les services statistiques allemands doivent publier prochainement pour le mois de janvier des comptes extérieurs distincts pour les deux parties de l'Allemagne.

### Optimiste sur les taux d'intérêt

## M. Bérégovoy envisage une baisse de l'impôt sur les bénéfices distribués

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, a déclaré jeudi 7 mars que dans la perspective, « à notre portée », d'une inflation « un peu inférieure à celle de l'Allemagne », il est vraisemblable que les taux français pourraient être orientés à la baisse, comme les marchés l'anticipent actuellement. M. Bérégovoy, qui s'exprimait à l'occasion d'un colloque organisé par la CNPF (Conseil national du patronat français) sur l'information financière des sociétés cotées (lire page 28), a estimé que « l'économie française ne supporte plus de handicap de taux d'intérêt par rapport à ses grandes concurrentes européennes », même si « les taux d'intérêt réels positifs restent très élevés ». Le ministre a précisé que « les

besoins considérables de capitaux dans le monde ne permettent pas d'envisager une forte baisse à court terme » de ces taux réels.

Le ministre d'Est a rappelé que l'écart des taux d'intérêt à long terme entre la France et l'Allemagne était revenu de 6 % en 1984 à 0,7 % aujourd'hui, ce qui, « compte tenu de la différence résiduelle d'inflation (0,7 point à fin janvier), correspond à la parité des taux réels ».

M. Bérégovoy a d'autre part estimé qu'« il conviendrait de réfléchir à l'opportunité d'engager une baisse du taux de l'impôt sur les sociétés applicable aux bénéfices distribués ». Ce taux est actuellement de 42 %, alors que le taux applicable aux bénéfices non distribués est de 34 %.

### Avec un fléchissement des résultats à l'exportation

## Les commandes ont marqué le pas dans l'aéronautique en 1990

Avec un chiffre d'affaires estimé, en 1990, à environ 117,3 milliards de francs, soit une hausse de 3,8 % par rapport à l'année précédente, l'industrie aéronautique et spatiale de la France renforce la part de ses activités civiles (46,4 %) ; elle confirme ainsi une tendance amorcée depuis cinq années.

M. Henri Martre, président du Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS), a expliqué, jeudi 7 mars à Paris, que cette progression - somme toute assez modérée - du chiffre d'affaires de la profession était due à la sous-évaluation du dollar, à la longue grève des coopérateurs britanniques dans la fabrication des Airbus, à la situation au Proche-Orient et aux embargos décidés par les Nations unies.

Les prises de commandes se sont élevées à 132,4 milliards de francs, en recul de 9,6 % sur l'exercice 1989, avec une part des activités civiles à

hauteur de 61,4 %. M. Martre a rappelé que les résultats de 1989 avaient été exceptionnels en raison de commandes très importantes d'Airbus et de lanceurs Ariane.

À l'exportation, l'année 1990 a marqué le pas, avec un léger fléchissement (en valeur) de la part exportée, tous matériels civils et militaires confondus, qui a été de 57,2 % au lieu de 59,2 % en 1989. « Il faudra dans les années à venir, a dit le président du GIFAS, soutenir un effort accru pour maintenir, voire développer cette part exportée. Par un effort de série conjugué et une meilleure répartition des fonds de recherche et développement, l'exportation permet de proposer des prix réalistes et compétitifs sur le marché intérieur ».

L'industrie aéronautique et spatiale occupe en France 120 000 salariés, dont 21 % sont des personnels d'encadrement.

### Le débat sur l'ouverture du Grand Marché

## Les constructeurs automobiles européens s'entendent face aux Japonais

Les quatorze membres de la nouvelle Association des constructeurs automobiles européens (ACEA) sont sur la même longueur d'onde vis-à-vis du problème qui les préoccupe le plus : la pénétration des voitures japonaises après l'ouverture du Grand Marché le 1<sup>er</sup> janvier 1993. Inflexible à l'égard des Japonais, M. Jacques Calvet, patron de Peugeot SA, a insisté sur la nécessité de cette association, où les votes sont régis par la règle de la majorité qualifiée.

Selon M. Raymond Lévy, patron de Renault et actuel président de l'ACEA, « le courant est passé » lors de la première réunion, cette semaine à Genève. L'ACEA va demander qu'un délai de six ans soit instauré à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1993 avant d'autoriser l'entrée libre des voitures nippones en Europe. Pendant ces six ans, la part du marché réservée aux Japonais s'accroîtra de façon contrôlée globalement (addition des productions

japonaises au Japon et en Europe) et par pays (afin d'éviter le « ciblage » dans les pays latins aujourd'hui protégés par des quotas). Cette part ne devrait pas dépasser 15 % en fin de parcours contre 11 % en 1990.

Cette position est assouplie par rapport au memorandum rédigé par les trois grands européens (Fiat, Renault et Volkswagen) à l'automne dernier. Le délai évoqué dans ce texte était de dix ans. Ensuite, la croissance des parts du marché réservées aux Japonais devait dépendre de l'évolution du marché : ils devaient rester à leur part actuelle de 11 % si le marché ne croît que de 7 % en dix ans, passer à 13 % si le marché croît plus vigoureusement (de 15 %), etc. La philosophie du texte était un partage de la croissance entre Japonais et Européens « qui profite d'abord aux Européens ». En cas de chute du marché, une clause de sauvegarde était d'ailleurs prévue. Enfin, les trois

constructeurs réclamaient la mise en place de mesures de soutien de la recherche et de la formation.

Quoi qu'il en soit, fort de l'accord de ses collègues à l'exception probable de Peugeot, M. Lévy devra maintenant plaider cette cause auprès de la Commission européenne. Les commissaires les plus libéraux sont revenus sur l'accord de principe qui semblait avoir été dégagé en juillet dernier à Bruxelles et demeurent plus favorables aux groupes nippons. On évoque un délai de cinq ans et une part des Japonais de 18 %.

Ensuite, il faudra que les gouvernements tranchent et mandent la Commission pour négocier avec Tokyo. On sait déjà que la Grande-Bretagne - et le Japon - refusent de comptabiliser les fabrications des usines japonaises en Europe comme des voitures nippones.

E. L. B.



## ÉCONOMIE

## AFFAIRES

Après avoir réorganisé leurs activités restauration

## Les Wagons-Lits passent contrat avec Accor pour la gestion de leur hôtellerie

Après la restauration, les hôtels. La Compagnie internationale des wagons-lits (CIWL) doit annoncer vendredi 8 mars la nouvelle organisation de sa branche hôtellerie, fondée sur une alliance avec le groupe Accor, qui va en prendre la direction de fait.

La réorganisation des Wagons-Lits entamée le mois dernier par la branche restauration continue. Mais les principes sont bien différents. La rapatriée d'Euro-France par ses cadres (le Monde du 23 février) a permis de dénouer l'association formée avec la Sodexo, avant la redistribution du capital de la CIWL; cette fois, la compagnie s'engage dans une nouvelle association avec un partenaire encore plus puissant dans son domaine d'activité, l'hôtellerie, que ne l'est la Sodexo dans la restauration collective.

En effet, en vertu d'une « convention de gestion » conclue avec Accor, et présentée jeudi 7 mars aux comités d'entreprise, la plus grande partie des hôtels des Wagons-Lits vont être gérés en commun avec le groupe hôtelier à partir du 15 mars. Les 76 Altis (trois étoiles) vont être associés aux 106 Mercure, les 66 Pullman (quatre étoiles et tuxe) aux 49 Sofitel, les 39 PLM Azur à la vingtaine d'hôtels de loisirs d'Accor; à chaque niveau, des directions communes (développement, finances, personnel) vont être constituées à partir des équipes-majors des deux sociétés. Des systèmes communs de réservation, de commercialisation et

de formation vont être établis. Seule restant à l'écart pour l'instant les 100 Arcades (deux étoiles), car Wagons-Lits ne possède que 50 % de la société Arcade-Sephil, 30 % étant contrôlée par Paribas, 10 % par la BNP et autant par la Société générale, et les trois Primo 99 (une étoile), où la CIWL ne possède que 36 %.

L'association ne manque pas de justifications. Elle ouvre sans doute de nouvelles possibilités de développement pour les deux groupes réunis, dont l'un (Accor) figure parmi les tout premiers mondiaux, et l'autre aux environs du vingtième rang. On peut y trouver des complémentarités géographiques: Pullman est beaucoup plus développé en Europe, au Proche-Orient et en Afrique que Sofitel, beaucoup plus présent, en revanche, en Amérique du Nord et dans le Pacifique; Mercure n'est pratiquement présent à l'étranger qu'en Allemagne, alors qu'Altis est présent aussi aux Pays-Bas, en Belgique et... en Indonésie.

## Une partie inégale

Cette association ne constitue sans doute qu'une première phase. Une valorisation des actifs va être entreprise. Une telle opération n'est pas sans risque: c'est sur l'évaluation des actifs qu'a échoué la fusion prévue avec Sodexo dans la restauration collective. Accor, qui a acheté l'équivalent de 6,8 % des Wagons-Lits, est sans doute réticent à s'engager encore.

La situation actuelle apporte déjà une belle revanche à ses dirigeants: empêchés en 1985 de

prendre le contrôle des hôtels Frantel par M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts, qui leur préféra... les Wagons-Lits, MM. Paul Dubuis et Gérard Pélissier, appelés à la rescousse par le même Robert Lion dans le même wagon que Suez et la Générale de Belgique, prennent aujourd'hui la direction de fait de la plus grande partie de l'hôtellerie de la CIWL, entreprises réorganisées et développées.

Même si chez Accor on se défend de vouloir « envahir » les hiéroglyphes de Wagons-Lits, et l'on dit seulement jouer le jeu de l'actuaire qui souhaite obtenir le meilleur rendement de son investissement, l'issue pour la gestion, comme pour le développement fait peu de doute, sauf en cas de rupture entre les deux partenaires de la nouvelle majorité d'actionnaires (la Caisse des dépôts d'une part, l'alliance Accor-Suez-SGB de l'autre): la partie est inégale, entre un groupe qui a consacré 1 milliard de francs helges au développement de ses hôtels en 1990, et un autre (Accor), qui y a mis 1,6 milliard de francs français, soit presque dix fois plus.

Curieusement, la stratégie de la nouvelle majorité des Wagons-Lits semble traduire les mêmes hésitations que celle de la précédente. Refusant d'être un simple holding financier, gérant des participations dans des domaines divers, mais conscients de ne pouvoir lutter contre la concurrence internationale et d'assurer les investissements nécessaires dans ses cinq domaines (restauration, ferroviaire, tourisme, hôtellerie et location d'automobiles), la CIWL veut en même temps n'en abandonner aucune - sans peut-être la location de voitures. En même temps que des concours financiers, les nouveaux responsables vont donc chercher des « tuteurs » pour certaines activités: hier la restauration, aujourd'hui l'hôtellerie. Mais les alliés sont aussi, par définition, des concurrents. Situation inconfortable.

GUY HERZLICH

## Une lettre du maire de Sartrouville

A la suite de la publication, dans nos éditions du 20 février, de l'article intitulé « Un anticrist accusé de racisme », nous avons reçu une lettre de M. Laurent Wetzel, maire (CDS) de Sartrouville (Yvelines) et témoin de l'association au procès dont il était rendu compte. Celui-ci tient à apporter les précisions suivantes:

Je n'ai pas interrompu « les » témoins de M. Pascal, mais un seul d'entre eux (NDLR: il s'agit de M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations) au moment où il prétendait, contre toute vérité, que le président de la SCIC (NDLR: filiale immobilière de la Caisse des dépôts) n'avait proposé le logement social à Tolba, à laquelle la société avait refusé un appartement pour raison de nationalité. Le président du tribunal m'a alors rappelé à l'ordre comme c'était son devoir.

Je n'ai pas « attaqué » M. Soulez-Larivière (NDLR: avocat de la défense). Il m'a injurié dès le début de sa plaidoirie. Je l'ai prié de cesser là et j'ai dit que je préférerais, dans ces conditions, quitter le prétoire, cela avant même que le président du tribunal me le demande.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## SOCADIP

Les actionnaires de SOCADIP réunis en Assemblée générale ordinaire, convoquée extraordinairement le mercredi 6 Mars 1991, ont adopté la résolution suivante: Connaissance prise des difficultés rencontrées pour la mise en œuvre de la garantie du CREDIT LYONNAIS envers SOCADIP concernant les fournisseurs de CODEC, ainsi que de l'absence de garantie de paiement du CREDIT LYONNAIS concernant les fournisseurs de CODEC (COL et SCAFA), les actionnaires décident, alors qu'ils considèrent ne pas y être juridiquement tenus, de couvrir par une cotation exceptionnelle, appelée en 1991, les sommes dues aux fournisseurs de SCAFA et de COL, dans le cadre et les limites de la garantie dont ils bénéficient et couverte par le CREDIT LYONNAIS, et ce jusqu'à concurrence du montant maximum de cent millions de francs résultant de l'estimation faite de ce risque par SOCADIP.

Les engagements qui précèdent sont soumis à la condition suspensive que SOCADIP obtienne du CREDIT LYONNAIS, au plus tard le 29 Mars 1991, par tout voie amiable ou de caractère judiciaire, l'assurance qu'il exécutera entièrement son engagement envers SOCADIP concernant les sommes dues aux fournisseurs de CODEC dans le cadre et les limites de la garantie dont ils bénéficient, de telle sorte que la charge relative se limite bien à la couverture des créances des fournisseurs de SCAFA et de COL, lesquels sont indemnisés, grâce à la cotation exceptionnelle des actionnaires de SOCADIP, dans les mêmes conditions que ceux de CODEC, et dans la limite des cent millions de francs sus-visés.

Les actionnaires de SOCADIP ont pris ces décisions pour maintenir et développer les relations confiantes entre SOCADIP et les industriels.

## SOCIAL

## Air France renonce au chômage partiel

Les mesures de chômage partiel, qui devaient, à partir du 1<sup>er</sup> avril, réduire de 6 % le temps de travail et, partant, les rémunérations de l'ensemble du personnel d'Air France, sont « pour le moment, suspendues », selon un communiqué de la compagnie.

La fin de la guerre du Golfe et la reprise sensible du trafic aérien qui en est résultée rendaient difficilement défendable un tel dispositif, que la direction avait eu l'imprudence de fonder sur la conjoncture, alors que le but recherché était d'alléger les coûts d'exploitation de la compagnie nationale. Depuis la fin des hostilités, les syndicats soulignent à plaisir l'incapacité de la compagnie au moment de la reprise.

La direction s'est donc rendue à ces arguments d'autant que le chômage partiel n'était pas évident à mettre en œuvre, comme il, après négociations avec le ministère du travail, l'indemnisation de l'heure de travail chômée était en passe de se monter à 27 francs au lieu des 12,62 francs annoncés à l'origine.

Toutefois, la direction d'Air France ne renonce pas totalement à son plan d'économies et annonce le maintien du blocage des salaires pour l'année 1991, du départ anticipé de deux cents cadres, du non-renouvellement des contrats à durée déterminée, du recours à la main-d'œuvre extérieure et de la mise en œuvre concertée de mesures de modernisation de l'organisation du travail.

On peut penser que les négociations reprendront sur cette amputation de la mobilité du personnel et de la souplesse des horaires. M. Robert Geronzi, secrétaire du syndicat FO d'Air France, nous avait déclaré, le 6 mars, à ce sujet, que son organisation syndicale n'accepterait d'en débattre qu'après retrait des mesures de chômage partiel. « On nous dit qu'il faut augmenter la productivité, disait-il. Nous préférons parler d'une meilleure organisation du travail en termes d'horaires et de polyvalence ».

A. F.

## Les employés d'Air Inter de l'aéroport de Bastia ont repris le travail

Les employés au sol d'Air Inter de l'aéroport de Bastia-Poretta (vingt-six personnes), en grève depuis quatre-vingt-cinq jours, ont repris le travail vendredi 8 mars, tandis que les employés d'Air France (soixante personnes sur une centaine) pourraient reprendre samedi matin, selon des sources syndicales. Cette grève a été déclenchée en raison de la crainte que la restructuration sur la Corse d'Air France et d'Air Inter ne se traduise à terme par des pertes d'emplois ou de salaires.

« L'amertume et l'inquiétude demeurent car il n'y a pas eu d'avancées réelles », indiquent-on de source syndicale, tout en se félicitant que la situation des employés soit assurée pour cinq semaines. A la direction d'Air Inter, on indique que le protocole proposé à la signature des syndicats prévoit « des améliorations dans les conditions de travail ».

A Air France, les soixante employés encore en grève, sur un effectif total de cent, pourraient reprendre le travail samedi matin, sans qu'un accord ait été passé avec la direction. Pour M. Dominique Romanini, de la CGT, « la direction se refuse à toute négociation sur la restructuration » et « la grève se continue sans d'autres formes, actions de harcèlement ou grèves-surprises ».

A l'initiative du syndicat MG France

## Les médecins généralistes proposent une formule d'abonnement à leurs patients

La Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) a approuvé jeudi 7 mars le principe d'une formule d'abonnement permettant d'instaurer des relations fondées « sur la continuité des soins » entre les médecins généralistes et les malades.

Avancée par le syndicat MG France sous forme d'avenant à la convention médicale de 1990, qui régit les rapports entre les praticiens libéraux et la Sécurité sociale, cette proposition permettrait de passer un « contrat » renouvelable chaque année avec un de leurs patients. Les honoraires pratiques seraient conformes au tarif conventionnel du secteur I (90 F pour une consultation) et l'assuré bénéficierait du tiers payant. Il n'aurait donc pas d'avances de frais à réaliser, hormis la partie non remboursable, en attendant de recourir à des « supports médicaux modernes ».

Il pourrait consulter par ailleurs d'autres médecins généralistes, mais, dans ce cas, il ne pourrait obtenir le tiers payant et un « rapport de consultation » devrait alors être adressé au praticien avec lequel le contrat a été établi. Toutefois, aucun système de contrôle n'est prévu. Selon MG France, dix millions de personnes pourraient être concernées.

De son côté, le médecin constituerait pour chaque patient un dossier susceptible d'être transmis à un confrère (mais ne comprenant que des données strictement médicales) et devra participer à la réalisation de statistiques médicales après avoir suivi une formation adaptée. A ce titre, il percevrait de l'assurance-maladie une rémunération forfaitaire égale à deux consultations (180 F).

Ces dispositions, destinées à favoriser la fidélisation d'une partie de la clientèle en introduisant un élément de « continuité des

soins », doivent permettre le développement d'une médecine plus soucieuse de prévention. Elles visent aussi à améliorer l'établissement de données épidémiologiques et le bon déroulement de campagnes dans le domaine sanitaire. Toutefois, si la notion de « continuité des soins » peut permettre de réduire la multiplication de certains actes médicaux superflus, la généralisation du tiers payant est, en revanche, susceptible de stimuler la consommation médicale.

Enfin, en intégrant MG France dans le jeu conventionnel, cette innovation est de nature à relancer les contrats locaux d'objectifs pour la maîtrise des dépenses de santé, dont le bilan est décevant. Approuvé jeudi par la commission d'assurance-maladie de la CNAMTS, l'avenant sera présenté dans les prochains jours à la FME (Fédération des médecins de France), seule organisation signataire de la convention, et à MG France. Le conseil d'administration de la CNAMTS devrait l'adopter officiellement le 13 mars.

J.-M. N.

■ CNAMTS: pas d'avis du Conseil d'Etat. - Le gouvernement a décidé de retirer la demande d'avis qu'il avait formulée auprès du Conseil d'Etat au sujet de la candidature de M. Maurice Desfray (FO) à la présidence de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS). Président sortant, M. Derin est en principe atteint par la limite d'âge (soixante-cinq ans), mais il estime qu'il peut se succéder à lui-même lors du renouvellement, fin mars, des organismes de sécurité sociale (le Monde date 10-11 février). Les pouvoirs publics considèrent dorénavant que cette controverse « n'est pas d'actualité » tant que le nouveau conseil d'administration ne se sera pas réuni.

LOTTO

19855

MERCREDI 06 MARS 1991

14 27 36 43 45 48 40

6 10 15 20 25 30

3 8 12 18 22 28

5 9 14 19 24 29

7 11 16 21 26 31

4 13 17 23 27 32

2 14 18 24 28 33

1 15 19 25 29 34

0 16 20 26 30 35

9 17 21 27 31 36

8 18 22 28 32 37

7 19 23 29 33 38

6 20 24 30 34 39

5 21 25 31 35 40

4 22 26 32 36 41

3 23 27 33 37 42

2 24 28 34 38 43

1 25 29 35 39 44

0 26 30 36 40 45

9 27 31 37 41 46

8 28 32 38 42 47

7 29 33 39 43 48

6 30 34 40 44 49

5 31 35 41 45 50

4 32 36 42 46 51

3 33 37 43 47 52

2 34 38 44 48 53

1 35 39 45 49 54

0 36 40 46 50 55

9 37 41 47 51 56

8 38 42 48 52 57

7 39 43 49 53 58

6 40 44 50 54 59

5 41 45 51 55 60

4 42 46 52 56 61

3 43 47 53 57 62

2 44 48 54 58 63

1 45 49 55 59 64

0 46 50 56 60 65

9 47 51 57 61 66

8 48 52 58 62 67

7 49 53 59 63 68

6 50 54 60 64 69

5 51 55 61 65 70

4 52 56 62 66 71

3 53 57 63 67 72

2 54 58 64 68 73

1 55 59 65 69 74

0 56 60 66 70 75

9 57 61 67 71 76

8 58 62 68 72 77

7 59 63 69 73 78

6 60 64 70 74 79

5 61 65 71 75 80

4 62 66 72 76 81

3 63 67 73 77 82

2 64 68 74 78 83

1 65 69 75 79 84

0 66 70 76 80 85

9 67 71 77 81 86

8 68 72 78 82 87

7 69 73 79 83 88

6 70 74 80 84 89

5 71 75 81 85 90

4 72 76 82 86 91

3 73 77 83 87 92

2 74 78 84 88 93

1 75 79 85 89 94

0 76 80 86 90 95

9 77 81 87 91 96

8 78 82 88 92 97

7 79 83 89 93 98

6 80 84 90 94 99

5 81 85 91 95 100

4 82 86 92 96 101

3 83 87 93 97 102

2 84 88 94 98 103

1 85 89 95 99 104

0 86 90 96 100 105

9 87 91 97 101 106

8 88 92 98 102 107

7 89 93 99 103 108

6 90 94 100 104 109

5 91 95 101 105 110

4 92 96 102 106 111

3 93 97 103 107 112

2 94 98 104 108 113

1 95 99 105 109 114

0 96 100 106 110 115

9 97 101 107 111 116

8 98 102 108 112 117

7 99 103 109 113 118

6 100 104 110 114 119

5 101 105 111 115 120

4 102 106 112 116 121

3 103 107 113 117 122

2 104 108 114 118 123

1 105 109 115 119 124

0 106 110 116 120 125

9 107 111 117 121 126

8 108 112 118 122 127

7 109 113 119 123 128

6 110 114 120 124 129

5 111 115 121 125 130

4 112 116 122 126 131

3 113 117 123 127 132

2 114 118 124 128 133

1 115 119 125 129 134

0 116 120 126 130 135

9 117 121 127 131 136

8 118 122 128 132 137

7 119 123 129 133 138

6 120 124 130 134 139

5 121 125 131 135 140

4 122 126 132 136 141

3 123 127 133 137 142

2 124 128 134 138 143

1 125 129 135 139 144

0 126 130 136 140 145

9 127 131 137 141 146

8 128 132 138 142 147

7 129 133 139 143 148

6 130 134 140 144 149

5 131 135 141 145 150

4 132 136 142 146 151

3 133 137 143 147 152

2 134 138 144 148 153

1 135 139 145 149 154

0 136 140 146 150 155

9 137 141 147 151 156

8 138 142 148 152 157

7 139 143 149 153 158

6 140 144 150 154 159

5 141 145 151 155 160

4 142 146 152 156 161

3 143 147 153 157 162

2 144 148 154 158 163

1 145 149 155 159 164

0 146 150 156 160 165

9 147 151 157 161 166

8 148 152 158 162 167

7 149 153 159 163 168

6 150 154 160 164 169

5 151 155 161 165 170

4 152 156 162 166 171

3 153 157 163 167 172

2 154 158 164 168 173

1 155 159 165 169 174

0 156 160 166 170 175

9 157 161 167 171 176

8 158 162 168 172 177

7 159 163 169 173 178

6 160 164 170 174 179

5 161 165 171 175 180

4 162 166 172 176 181

3 163 167 173 177 182

2 164 168 174 178 183

1 165 169 175 179 184

0 166 170 176 180 185

9 167 171 177 181 186

8 168 172 178 182 187

7 169 173 179 183 188

6 170 174 180 184 189

5 171 175 181 185 190

4 172 176 182 186 191

3 173 177 183 187 192

2 174 178 184 188 193

1 175 179 185 189 194

0 176 180 186 190 195

9 177 181 187 191 196

8 178 182 188 192 197

7 179 183 189 193 198

6 180 184 190 194 199

5 181 185 191 195 200

4 182 186 192 196 201

3 183 187 193 197 202

2 184 188 194 198 203

1 185 189 195 199 204

0 186 190 196 200 205

9 187 191 197 201 206

8 188 192 198 202 207

7 189 193 199 203 208

6 190 194 200 204 209

5 191 195 201 205 210

4 192 196 202 206 211

3 193 197 203 207 212

2 194 198 204 208 213

1 195 199 205 209 214

0 196 200 206 210 215

9 197 201 207 211 216

8 198 202 208 212 217

7 199 203 209 213 218

6 200 204 210 214 219

5 201 205 211 215 220

4 202 206 212 216 221

3 203 207 213 217 222

2 204 208 214 218 223

1 205 209 215 219 224

0 206 210 216 220 225

9 207 211 217 221 226

8 208 212 218 222 227

7 209 213 219 223 228

6 210 214 220 224 229

5 211 215 221 225 230

4 212 216 222 226 231

3 213 217 223 227 232

2 214 218 224 228 233

1 215 219 225 229 234

0 216 220 226 230 235

9 217 221 227 231 236

8 218 222 228 232 237

7 219 223 229 233 238











# AGENDA

• Le Monde • Samedi 9 mars 1991 27

## RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ◻ On peut voir ; ◻ Ne pas manquer ; ◻ Chef-d'œuvre ou classique.

### Vendredi 8 mars

#### TF 1

20.50 **Variétés** : Tous à la Une.  
22.50 **Magazine** : Grandes reportages. Les femmes de Fleury, de Jean-Michel Carré et Jean-Marc La Rocca.

23.50 **Magazine** : Spécial sport. Funboard à Bercy.  
0.40 **Au trot**.  
0.45 **Journal, Météo** et **Bourse**.

#### A 2

20.50 **Diversité** : Coup de soleil à l'Olympia. De Guy Bedos, Michel Boujenah et Smal.

22.10 **Magazine** : Caractères. Histoires de femmes. Intimité : Georges Duby et Michelle Perrot (l'Histoire des femmes), Noëlle Lorient (l'ère Joliot-Curie), Ana Novac (les Accidents de l'âme), Assia Djebar (Loin de Médine - les Femmes d'ismael).

23.30 **Journal et Météo**.  
23.55 **Cinéma** : Trains étroitement surveillés. ◻  
Film tchèque de Jiri Menzel (1986). Avec Václav Neckar, Jitka Bandoval, Vladimír Valenta (v.o.).

#### FR 3

20.35 **Magazine** : Thalassa. Taupes en cale. La pêche au requin-taupo, à l'île d'Yeu.

21.35 **Feuilleton** : Les survivants du Golgotha.  
22.30 **Journal et Météo**.  
22.50 **Traverses**.

#### TF 1

13.15 **Magazine** : Reportages. Météo au lycée, de John-Paul Lopera.

13.50 **La Une est à vous**. (et à 14.30, 17.06).  
13.55 **Feuilleton** : Salut les homards !  
16.00 **Série** : Téké-walkie.  
17.25 **Diversité** : Mondo dingo.

17.55 **Magazine** : Trente millions d'amis.  
18.25 **Jeu** : Une famille en or.  
18.55 **Série** : Marc et Sophie.  
19.20 **Jeu** : La roue de la fortune.

19.50 **Tirage du Loto**.  
20.00 **Journal, Tapis vert**, **Météo** et **Loto**.  
20.55 **Variétés** : Sébastien c'est fou !  
22.45 **Magazine** : Ushuaia.  
23.50 **Magazine** : Formule sport.  
0.40 **Au trot**.  
0.45 **Journal et Météo**.

#### A 2

13.40 **Magazine** : Objectif économie.  
14.15 **Magazine** : Animalia. Avez-vous un submersion sans ?

15.10 **Magazine** : Sport passion. Basket-ball : championnat de France (Grenoble-Chalet).

16.55 **Jeu** : La chevalerie du labyrinthe (rediff.).  
17.55 **Flash d'informations**.  
18.30 **Série** : L'appart.  
18.50 **INC**.  
18.55 **Feuilleton** : La valise en carton.

20.00 **Journal et Météo**.  
20.50 **Soirée spéciale** : La seizième nuit des Césars.  
23.10 **Journal et Météo**.  
23.35 **Série** : Médecins de nuit.  
0.30 **Flash d'informations**.

#### FR 3

14.00 **Magazine** : Rencontres. Femmes.  
— De 15.00 à 19.00 **La Sept** —  
19.00 **Le 19-20** de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.  
— De 20.00 à 0.00 **La Sept** —  
0.00 **Série** : Lolo et quelques autres.  
0.30 **Magazine** : L'heure du golf.

#### CANAL PLUS

13.30 **Téléfilm** : La femme des autres.  
15.00 **Documentaire** :

#### Le Lampion entre mémoire et oubli. 2. 1939-1989.

23.45 **Magazine** : Milla Bravo.  
0.40 **Musique** : Carnet de notes.

#### CANAL PLUS

20.30 **Téléfilm** : A tous les coups on meurt. Les jeux de rôles et leurs conséquences parfois tragiques.

22.05 **Documentaire** : Dardieu vigneron. La vigne, l'autre passion du comédien.

22.50 **Flash d'informations**.  
23.00 **Cinéma** : Presidio, base militaire, San-Francisco. ◻  
Film américain de Peter Hyams (1988).

0.35 **Cinéma** : Le bal du gouverneur. ◻  
Film français de Marie-France Pisier (1989).

2.10 **Cinéma** : Les Vikings attaquent. ◻  
Film italo-français de Giuseppe Vari (1982).

#### LA 5

20.45 **Feuilleton** : Le parrain.  
22.35 **Série** : L'inspecteur Derrick.  
23.35 **Série** : Hitchcock présente. Journal de minuit.

0.10 **Télé-écho**.  
0.25 **Corsaires et flibustiers**.

#### M 6

20.35 **Téléfilm** : La malédiction du loup-garou.  
22.10 **Série** : Vic Daniels, l'île à Los Angeles.

### Samedi 9 mars

13.15 **Magazine** : Reportages. Météo au lycée, de John-Paul Lopera.

13.50 **La Une est à vous**. (et à 14.30, 17.06).  
13.55 **Feuilleton** : Salut les homards !  
16.00 **Série** : Téké-walkie.  
17.25 **Diversité** : Mondo dingo.

17.55 **Magazine** : Trente millions d'amis.  
18.25 **Jeu** : Une famille en or.  
18.55 **Série** : Marc et Sophie.  
19.20 **Jeu** : La roue de la fortune.

19.50 **Tirage du Loto**.  
20.00 **Journal, Tapis vert**, **Météo** et **Loto**.  
20.55 **Variétés** : Sébastien c'est fou !  
22.45 **Magazine** : Ushuaia.  
23.50 **Magazine** : Formule sport.  
0.40 **Au trot**.  
0.45 **Journal et Météo**.

#### A 2

13.40 **Magazine** : Objectif économie.  
14.15 **Magazine** : Animalia. Avez-vous un submersion sans ?

15.10 **Magazine** : Sport passion. Basket-ball : championnat de France (Grenoble-Chalet).

16.55 **Jeu** : La chevalerie du labyrinthe (rediff.).  
17.55 **Flash d'informations**.  
18.30 **Série** : L'appart.  
18.50 **INC**.  
18.55 **Feuilleton** : La valise en carton.

20.00 **Journal et Météo**.  
20.50 **Soirée spéciale** : La seizième nuit des Césars.  
23.10 **Journal et Météo**.  
23.35 **Série** : Médecins de nuit.  
0.30 **Flash d'informations**.

#### FR 3

14.00 **Magazine** : Rencontres. Femmes.  
— De 15.00 à 19.00 **La Sept** —  
19.00 **Le 19-20** de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.  
— De 20.00 à 0.00 **La Sept** —  
0.00 **Série** : Lolo et quelques autres.  
0.30 **Magazine** : L'heure du golf.

#### CANAL PLUS

13.30 **Téléfilm** : La femme des autres.  
15.00 **Documentaire** :

13.15 **Magazine** : Reportages. Météo au lycée, de John-Paul Lopera.

13.50 **La Une est à vous**. (et à 14.30, 17.06).  
13.55 **Feuilleton** : Salut les homards !  
16.00 **Série** : Téké-walkie.  
17.25 **Diversité** : Mondo dingo.

17.55 **Magazine** : Trente millions d'amis.  
18.25 **Jeu** : Une famille en or.  
18.55 **Série** : Marc et Sophie.  
19.20 **Jeu** : La roue de la fortune.

19.50 **Tirage du Loto**.  
20.00 **Journal, Tapis vert**, **Météo** et **Loto**.  
20.55 **Variétés** : Sébastien c'est fou !  
22.45 **Magazine** : Ushuaia.  
23.50 **Magazine** : Formule sport.  
0.40 **Au trot**.  
0.45 **Journal et Météo**.

#### LA 5

13.35 **Série** : L'homme de l'Atlantide.  
14.35 **Série** : Simon et Simon.  
15.30 **Les courses en direct d'Evry**.  
15.45 **Série** : Galactica.  
16.30 **Série** : Superkid.  
17.15 **Série** : Ripside.  
18.00 **Magazine** : Intégral.  
18.30 **Série** : Happy days.  
19.00 **Série** : L'enfer du devoir.  
20.00 **Journal**.  
20.40 **Journal des courses**.  
20.45 **Téléfilm** : Comment réussir son divorce. Après dix-sept ans de vie commune mouvementée mais heureuse.

22.50 **Téléfilm** : Poursuite sans pitié. Une autoroute mal fréquentée.

0.20 **Journal de minuit**.  
1.00 **Il me faut 1 million** (rediff.).

#### M 6

13.25 **Série** : Madame est servie (rediff.).  
13.55 **Série** : L'homme invisible.  
14.45 **Série** : L'armée.  
15.35 **Série** : Les espions.

22.35 **Magazine** : Vénus.  
23.05 **Magazine** : La 8e dimension.  
23.35 **Capital**.  
23.45 **Six minutes d'informations**.  
23.50 **Musique** : Live. Lucky Dube, au 14e Festival d'Angoulême.

0.30 **Musique** : Boulevard des clips.  
2.00 **Rediffusions**.

#### LA SEPT

21.00 **Téléfilm** : La valse de mariage.  
22.00 **Court métrage** : Trois nuits.  
22.15 **Documentaire** : Enfance.  
23.00 **Documentaire** : Manu Dibango, silences.

#### FRANCE-CULTURE

20.30 **Radio-archives**. La princesse et le magnétophone.  
21.30 **Musique** : Black end blue. Solal par Solal.  
22.40 **Les nuits magnétiques**. Fleures.  
0.05 **Du jour au lendemain**.  
0.50 **Musique** : Coda. Rock en RDA.

#### FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (donné le 1er mars à Paris) : Symphonie funèbre et triomphale op. 15, Tu Deum pour ténor, chœur d'enfants, chœur et orchestre op. 22, de Berlioz, par la Maîtrise, le Chœur et l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. John Nelson; sol : Thomas Moser, ténor.  
23.07 **Poussières d'étoiles**. Pin-Ups; Poissons d'or.

16.30 **Hit hit hit** houlra !  
18.40 **Série** : La sainte.  
17.35 **Série** : L'homme de fer.  
18.30 **Série** : Les têtes brûlées.  
19.20 **Magazine** : Turbo.  
19.54 **Six minutes d'informations**.  
20.00 **Série** : Madame est servie.  
20.35 **Téléfilm** : Dallas, quand tout a commencé. Un malchanceux se reconstruit dans la pirolette.  
23.00 **Téléfilm** : Calibre 38. Une arme passe de main en main.

0.15 **Six minutes d'informations**.  
0.20 **Musique** : Rapline.  
0.50 **Musique** : Boulevard des clips.  
2.00 **Rediffusions**.

#### LA SEPT

12.30 **Documentaire** : La Renaissance.  
13.25 **Téléfilm** : La valse de mariage.  
14.20 **Court métrage** : Trois nuits.  
15.00 **Dynamo**.  
15.30 **Documentaire** : En attendant Harry.  
17.00 **Anicroches**.  
18.00 **Mégamix**.  
19.00 **Documentaire** : Musiques noires.  
20.00 **Le dessous des cartes**.  
20.05 **Documentaire** : Histoire parallèle.  
21.00 **Soirée spéciale** : Manu Dibango. Documentaire : Manu Dibango, silences.  
22.05 **Sol 3**.  
22.20 **Soirée spéciale** : Manu Dibango.

#### FRANCE-CULTURE

20.30 **Photo-portrait**. Michel Troche, inspecteur général des Beaux-Arts.  
20.45 **Dramatiques**. Mark et Gaby, d'après Etienne Jellinek; à 22.11, Le vélipian-chiste, nouvelle extraite du recueil Le faiseur d'or, de Jean-François.

22.35 **Musique** : Opus. Hommage à Serge Gainsbourg.  
0.05 **Clair de nuit**.

#### FRANCE-MUSIQUE

19.30 **Opéra** (en direct du Metropolitan Opera de New-York) : Le chevalier à la rose, opéra en trois actes de R. Strauss, par le Chœur et l'Orchestre du Metropolitan Opera de New-York, dir. Jiri Kout.  
0.05 **Poussières d'étoiles**.

### Dimanche 10 mars

#### TF 1

11.25 **Magazine** : Auto-moto.  
12.00 **Jeu** : Tournez... manège.  
12.30 **Jeu** : Le juste prix.  
12.53 **Météo**, **Traffic** infos et **Journal**.  
13.20 **Série** : Hooker.  
14.15 **Série** : Rick Hunter, inspecteur choc.  
15.10 **Série** : Agence tous risques.  
16.05 **Diversité** : Vidéo gag.  
16.30 **Disney parade**.  
17.55 **Magazine** : Téléfoot.  
18.50 **Magazine** : 7 sur 7.  
19.05 **Invité** : Perez de Cuellar.  
20.00 **Journal, Météo** et **Tépie vert**.

12.45 **Journal**.  
13.00 **Magazine** : D'un Salon à l'autre. En direct du Salon agricole de la porte de Versailles à Paris.  
13.30 **Magazine** : Musicales.  
14.30 **Expression directe**.  
14.50 **Magazine** : Sports 3 dimanche. Cyclisme : Athènes : Escrime, Super fudoor.  
18.30 **Dessin animé** : Babar.  
19.00 **Le 19-20** de l'information. De 19.12 à 19.30. Mag-cité.  
20.05 **Série** : Benny Hill.  
20.35 **Soirée spéciale** : Tino Rossi.  
22.00 **Magazine** : Le divin. Invité : Maurice Béjart.  
22.20 **Journal et Météo**.  
22.40 **Cinéma** : La chasse à l'homme (Man hunt). ◻  
Film américain de Fritz Lang (1941) (v.o.).  
0.20 **Musique** : Carnet de notes.

11.55 **Infoconsommation**.  
12.00 **Informations** : M6 express.  
12.05 **Série** : Murphy Brown.  
12.30 **Série** : Ma sorcière bien-aimée.  
13.00 **Série** : Aline et Cathy.  
13.25 **Série** : Madame est servie (rediff.).  
13.55 **Série** : La famille Ramdam.  
14.20 **Téléfilm** : Jayne Mansfield. La roman d'une vie.  
15.55 **Série** : L'ami des bêtes.  
16.45 **Série** : Rosanna.  
17.10 **Série** : L'éventurier.  
17.40 **Série** : L'homme de fer.  
18.30 **Série** : Les routes du paradis.  
19.25 **Magazine** : Culture pub.  
19.54 **Six minutes d'informations**.  
20.00 **Magazine** : Sport 8.  
20.35 **Téléfilm** : Un sacré bout de femme. Dans l'armée pour sauver son foyer.  
22.15 **M6 express**.  
22.20 **Capital**.  
22.35 **Cinéma** : La femme perverse. ◻  
Film italien de Joe D'Amato (1984).  
0.10 **Six minutes d'informations**.  
0.15 **Magazine** : Sport 6.  
0.25 **Musique** : Boulevard des clips.  
2.00 **Rediffusions**.

12.45 **Journal**.  
13.00 **Magazine** : D'un Salon à l'autre. En direct du Salon agricole de la porte de Versailles à Paris.  
13.30 **Magazine** : Musicales.  
14.30 **Expression directe**.  
14.50 **Magazine** : Sports 3 dimanche. Cyclisme : Athènes : Escrime, Super fudoor.  
18.30 **Dessin animé** : Babar.  
19.00 **Le 19-20** de l'information. De 19.12 à 19.30. Mag-cité.  
20.05 **Série** : Benny Hill.  
20.35 **Soirée spéciale** : Tino Rossi.  
22.00 **Magazine** : Le divin. Invité : Maurice Béjart.  
22.20 **Journal et Météo**.  
22.40 **Cinéma** : La chasse à l'homme (Man hunt). ◻  
Film américain de Fritz Lang (1941) (v.o.).  
0.20 **Musique** : Carnet de notes.

11.55 **Infoconsommation**.  
12.00 **Informations** : M6 express.  
12.05 **Série** : Murphy Brown.  
12.30 **Série** : Ma sorcière bien-aimée.  
13.00 **Série** : Aline et Cathy.  
13.25 **Série** : Madame est servie (rediff.).  
13.55 **Série** : La famille Ramdam.  
14.20 **Téléfilm** : Jayne Mansfield. La roman d'une vie.  
15.55 **Série** : L'ami des bêtes.  
16.45 **Série** : Rosanna.  
17.10 **Série** : L'éventurier.  
17.40 **Série** : L'homme de fer.  
18.30 **Série** : Les routes du paradis.  
19.25 **Magazine** : Culture pub.  
19.54 **Six minutes d'informations**.  
20.00 **Magazine** : Sport 8.  
20.35 **Téléfilm** : Un sacré bout de femme. Dans l'armée pour sauver son foyer.  
22.15 **M6 express**.  
22.20 **Capital**.  
22.35 **Cinéma** : La femme perverse. ◻  
Film italien de Joe D'Amato (1984).  
0.10 **Six minutes d'informations**.  
0.15 **Magazine** : Sport 6.  
0.25 **Musique** : Boulevard des clips.  
2.00 **Rediffusions**.

12.45 **Journal**.  
13.00 **Magazine** : D'un Salon à l'autre. En direct du Salon agricole de la porte de Versailles à Paris.  
13.30 **Magazine** : Musicales.  
14.30 **Expression directe**.  
14.50 **Magazine** : Sports 3 dimanche. Cyclisme : Athènes : Escrime, Super fudoor.  
18.30 **Dessin animé** : Babar.  
19.00 **Le 19-20** de l'information. De 19.12 à 19.30. Mag-cité.  
20.05 **Série** : Benny Hill.  
20.35 **Soirée spéciale** : Tino Rossi.  
22.00 **Magazine** : Le divin. Invité : Maurice Béjart.  
22.20 **Journal et Météo**.  
22.40 **Cinéma** : La chasse à l'homme (Man hunt). ◻  
Film américain de Fritz Lang (1941) (v.o.).  
0.20 **Musique** : Carnet de notes.

11.55 **Infoconsommation**.  
12.00 **Informations** : M6 express.  
12.05 **Série** : Murphy Brown.  
12.30 **Série** : Ma sorcière bien-aimée.  
13.00 **Série** : Aline et Cathy.  
13.25 **Série** : Madame est servie (rediff.).  
13.55 **Série** : La famille Ramdam.  
14.20 **Téléfilm** : Jayne Mansfield. La roman d'une vie.  
15.55 **Série** : L'ami des bêtes.  
16.45 **Série** : Rosanna.  
17.10 **Série** : L'éventurier.  
17.40 **Série** : L'homme de fer.  
18.30 **Série** : Les routes du paradis.  
19.25 **Magazine** : Culture pub.  
19.54 **Six minutes d'informations**.  
20.00 **Magazine** : Sport 8.  
20.35 **Téléfilm** : Un sacré bout de femme. Dans l'armée pour sauver son foyer.  
22.15 **M6 express**.  
22.20 **Capital**.  
22.35 **Cinéma** : La femme perverse. ◻  
Film italien de Joe D'Amato (1984).  
0.10 **Six minutes d'informations**.  
0.15 **Magazine** : Sport 6.  
0.25 **Musique** : Boulevard des clips.  
2.00 **Rediffusions**.

12.45 **Journal**.  
13.00 **Magazine** : D'un Salon à l'autre. En direct du Salon agricole de la porte de Versailles à Paris.  
13.30 **Magazine** : Musicales.  
14.30 **Expression directe**.  
14.50 **Magazine** : Sports 3 dimanche. Cyclisme : Athènes : Escrime, Super fudoor.  
18.30 **Dessin animé** : Babar.  
19.00 **Le 19-20** de l'information. De 19.12 à 19.30. Mag-cité.  
20.05 **Série** : Benny Hill.  
20.35 **Soirée spéciale** : Tino Rossi.  
22.00 **Magazine** : Le divin. Invité : Maurice Béjart.  
22.20 **Journal et Météo**.  
22.40 **Cinéma** : La chasse à l'homme (Man hunt). ◻  
Film américain de Fritz Lang (1941) (v.o.).  
0.20 **Musique** : Carnet de notes.

11.55 **Infoconsommation**.  
12.00 **Informations** : M6 express.  
12.05 **Série** : Murphy Brown.  
12.30 **Série** : Ma sorcière bien-aimée.  
13.00 **Série** : Aline et Cathy.  
13.25 **Série** : Madame est servie (rediff.).  
13.55 **Série** : La famille Ramdam.  
14.20 **Téléfilm** : Jayne Mansfield. La roman d'une vie.  
15.55 **Série** : L'ami des bêtes.  
16.45 **Série** : Rosanna.  
17.10 **Série** : L'éventurier.  
17.40 **Série** : L'homme de fer.  
18.30 **Série** : Les routes du paradis.  
19.25 **Magazine** : Culture pub.  
19.54 **Six minutes d'informations**.  
20.00 **Magazine** : Sport 8.  
20.35 **Téléfilm** : Un sacré bout de femme. Dans l'armée pour sauver son foyer.  
22.15 **M6 express**.  
22.20 **Capital**.  
22.35 **Cinéma** : La femme perverse. ◻  
Film italien de Joe D'Amato (1984).  
0.10 **Six minutes d'informations**.  
0.15 **Magazine** : Sport 6.  
0.25 **Musique** : Boulevard des clips.  
2.00 **Rediffusions**.

12.45 **Journal**.  
13.00 **Magazine** : D'un Salon à l'autre. En direct du Salon agricole de la porte de Versailles à Paris.  
13.30 **Magazine** : Musicales.  
14.30 **Expression directe**.  
14.50 **Magazine** : Sports 3 dimanche. Cyclisme : Athènes : Escrime, Super fudoor.  
18.30 **Dessin animé** : Babar.  
19.00 **Le 19-20** de l'information. De 19.12 à 19.30. Mag-cité.  
20.05 **Série** : Benny Hill.  
20.35 **Soirée spéciale** : Tino Rossi.  
22.00 **Magazine** : Le divin. Invité : Maurice Béjart.  
22.20 **Journal et Météo**.  
22.40 **Cinéma** : La chasse à l'homme (Man hunt). ◻  
Film américain de Fritz Lang (1941) (v.o.).  
0.20 **Musique** : Carnet de notes.

11.55 **Infoconsommation**.  
12.00 **Informations** : M6 express.  
12.05 **Série** : Murphy Brown.  
12.30 **Série** : Ma sorcière bien-aimée.  
13.00 **Série** : Aline et Cathy.  
13.25 **Série** : Madame est servie (rediff.).  
13.55 **Série** : La famille Ramdam.  
14.20 **Téléfilm** : Jayne Mansfield. La roman d'une vie.



## MARCHÉS FINANCIERS

Lors d'un colloque sur la communication des sociétés cotées

## Le CNPF propose de dépolluer l'information financière

Après une réflexion de deux ans sur le thème de l'information financière des sociétés cotées, le Conseil national du patronat français (CNPF) propose de « dépolluer » la réglementation existante et de tenir compte des demandes nouvelles en matière d'information financière.

Dans un rapport publié jeudi 7 mars à l'occasion d'un colloque sur la communication financière des sociétés cotées, le CNPF constate que « l'information financière, dont l'influence est croissante sur la gestion de l'entreprise, ne peut pas être improvisée. Elle doit être l'objet d'une réflexion commune entre les autorités qui édictent les règles (Commission des opérations de Bourse, par exemple) et les entreprises ».

Le CNPF préconise en premier lieu d'accroître la pertinence des comptes sociaux des entreprises grâce au maintien d'un jeu unique de comptes, à une orientation plus économique que fiscale de ces

comptes et à la primauté donnée au droit comptable. L'organisation financière des sociétés cotées, le Conseil national du patronat français (CNPF) propose de « dépolluer » la réglementation existante et de tenir compte des demandes nouvelles en matière d'information financière.

Le CNPF, ayant constaté des dysfonctionnements du RAO (Bulletin des annonces légales obligatoires), propose de transférer la responsabilité des publications obligatoires des entreprises à un organisme indépendant des pouvoirs publics, citant par exemple la Société des bourses françaises.

Une fois les comptes consolidés disponibles au sein de l'entreprise, le CNPF préconise de publier le plus rapidement possible, « assez tôt au cours du premier trimestre ». Il est également favorable au développement d'une réflexion commune en matière de déontologie entre les entreprises et les analystes financiers.

En s'alliant avec le britannique Eagle Star

## L'AFER affirme son indépendance à l'égard de Victoire

L'Association française d'épargne retraite (AFER), présidée par M. Gérard Abias, va associer la compagnie britannique Eagle Star International à la gestion des nouveaux fonds qui seront collectés en France. Jusqu'à présent, les 30 milliards de francs d'épargne collectés par l'AFER (7 milliards en 1990) étaient gérés par le seul groupe Victoire. Cette association avec un assureur britannique permet de couper court aux vives discussions qui ont eu lieu l'été dernier à propos de la marge de solvabilité. Cette règle technique impose aux assureurs de conserver en fonds propres 4 % au moins de l'épargne gérée. L'Union des assurances de Paris (UAP), actionnaire de Victoire, avait estimé voir un que

la marge à constituer sur les nouveaux flux d'épargne pouvait aisément être prélevée sur les bénéfices des adhérents de l'AFER.

Tous les conflits étant aplaisés aujourd'hui, M. Abias prend toute-fois son indépendance. Sous réserve d'une approbation par l'assemblée générale de l'AFER en juin, cet accord de coassurance entrera en vigueur cette année. Un nouveau produit sera aussi mis au point pour être diffusé en Grande-Bretagne et dans d'autres pays d'Europe. M. Abias laisse entendre que des contacts ont été noués avec d'autres grands de l'assurance européenne, qui pourraient aboutir à des accords similaires.

Y. M.

## EDF restructure 25 milliards de francs de dette obligataire

Electricité de France (EDF) s'apprête à lancer une offre publique d'échange sur dix-neuf de ses emprunts obligataires. Les détenteurs de certaines obligations, émises entre 1977 et 1990, pourront les échanger contre de nouvelles obligations d'un montant unique, dont EDF s'engage à assurer la tenue sur le marché et la liquidité. Le montant global de l'échange s'élève à 25,5 milliards de francs. EDF s'est associée à un certain nombre d'établissements bancaires, dont le chef de file sera la Caisse des dépôts et consignations, dans le but

d'assurer la gestion au jour le jour de ce nouvel emprunt. L'opération sera lancée le 11 mars et prendra fin le 27 mars 1991.

L'ensemble de la dette d'EDF, tant en franc qu'en devises, s'élevait à la fin 1990 à 226,1 milliards de francs. En 1990, EDF a emprunté 11 milliards de francs hors opérations de refinancement de sa dette et a remboursé par anticipation ou racheté en Bourse des emprunts à taux élevés, pour un montant total de 8,5 milliards de francs.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## COMPTOIR DES ENTREPRENEURS PRIVATISATION DE LA DEPPA BANK ENTRÉE DU COMPTOIR DES ENTREPRENEURS DANS LE CAPITAL

La DEPPA BANK, premier établissement de crédit hypothécaire allemand avec un concours de crédits d'environ 65 milliards de DM à la fin 1990 – soit 225 milliards de francs – a lancé, le lundi 4 mars 1991, le processus de sa privatisation.

Le principe retenu est le suivant :

- les anciens actionnaires, principalement l'État fédéral allemand, conservent 13,5 % du capital ;
- la vente au public, sous l'égide d'un consortium bancaire, dont la Deutsche Bank est le chef de file, concerne 46,5 % du capital ;
- enfin, un bloc représentant 40 % du capital de la DEPPA BANK est acquis par une structure DEPPA-HOLDING, qui consolide elle-même les parts détenues par trois sous-holdings. Ces trois sous-holdings ont été constituées par des partenaires de la DEPPA BANK, plusieurs compagnies d'assurances et banques privées allemandes, ainsi que le Comptoir des Entrepreneurs, seule banque étrangère à participer à cette privatisation. Le Comptoir des Entrepreneurs détendra 32 % de la sous-holding dans laquelle il est présent aux côtés de différentes banques privées allemandes. Le président du Comptoir des Entrepreneurs, Jean-Jacques PIETRI, se verra offrir un poste au conseil de surveillance de la maison mère, de la même manière, le président du directoire de la DEPPA BANK, le docteur Thilo KOPFLER, siègera au Conseil d'administration du Comptoir des Entrepreneurs.

La DEPPA BANK, qui est déjà présente dans l'ex-Allemagne de l'Est au travers de cinq agences nouvelles, entend donner à ses activités une dimension européenne dans le cadre d'une stratégie de partenariat en harmonie avec celle développée par le Comptoir des Entrepreneurs. C'est ainsi que les deux établissements sont entrés, chacun pour 10 %, au capital d'une société foncière italienne, filiale de la Banque Populaire de Novara.

## NEW-YORK, 7 mars

## Irégulier

Après avoir, deux jours durant, tenu sans succès de franchir le barre des 3 000 points, la Bourse de New-York a choisi jeudi de camper sur ses positions pour relancer ses forces. La tendance a été en conséquence irrégulière. Aucune incursion n'a été faite en dépit de l'ouverture de la semaine à la hausse et, à la clôture, l'indice Dow Jones des industriels, un instant tombé à 2 940,51, puis remonté un peu plus tard à 2 968,51, a fini à 2 993,38, soit à 9,91 points en dessous de son niveau précédent.

Le bilan général a été comparé à ce résultat sur 234 valeurs traitées, 841 ont baissé, 738 ont monté et 455 n'ont pas varié.

Selon les spécialistes, le marché assailli de prendre un peu de recul pour mieux sauter. Surtout, beaucoup attendent la publication des données statistiques sur l'emploi en février pour tenter d'y voir un peu plus clair, au moins sur un plan conjoncturel. Les investisseurs institutionnels, le taux de chômage pourrait monter à 6,3 % (6,2 % pour janvier). Parallèlement, 100 000 emplois pourraient disparaître. En attendant, remonte de la baisse de pression : l'activité a sérieusement décliné, elle a seulement porté à l'échange de 197,06 millions de titres contre 262,23 la veille.

VALEURS	Cours de 7 mars	Cours de 8 mars
Alcoa	66 7/8	67 3/4
Amstar	106	106
Boeing	50 1/2	50 1/4
Chrysler	10 1/4	10 1/4
Eastman Kodak	45 1/2	45 1/2
Exxon	34 1/4	34 1/4
Ford	24 1/4	24 1/4
General Electric	68 1/2	68 1/2
IBM	114 1/4	114 1/4
Johnson & Johnson	23 1/4	23 1/4
McDonald's	12 1/2	12 1/2
Merck	57 1/4	57 1/4
Motorola	83 1/2	83 1/2
Pepsi	106 3/8	107 1/4
Schlumberger	84 1/4	84 1/4
Union Carbide	65 1/4	65 1/4
United Technologies	148 1/2	148 1/2
USX	31 1/8	31 3/4
Weyerhaeuser	18 1/8	18 1/8
Xerox	59	59

## LONDRES, 7 mars

## Baisse après l'euphorie

Après l'euphorie de la veille, les valeurs ont enregistré des pertes de 1 à 2 points. Le marché a été dominé par les prises de bénéfices et l'absence de nette direction de Wall Street. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a évolué en dents de scie pour clôturer à son niveau le plus bas de la séance en perdant 22,2 points (0,9 %), à 2 432,7. Les investisseurs ont vu le volume des échanges et atteint 866,8 millions de titres contre 1 042,9 millions la veille. Les CAC 40 et le CAC 100 ont progressé de près d'un demi-point et les minis d'or se sont raffermies. La plupart des secteurs ont reculé, notamment les valeurs liées à la consommation, les magasins, la construction et les brasseries.

o Rosignol : perte de plus de 130 millions de francs. Le groupe Rosignol, numéro un mondial du matériel d'escalier, a enregistré une perte de 130 millions de francs pour son exercice 1990-91, clos le 31 mars 1991, après avoir perdu près de 10 millions l'année précédente. Le chiffre d'affaires du groupe devrait se situer selon les prévisions à 1,35 milliard de francs, contre 1,47 milliard en 1989-1990. L'objectif de Rosignol reste cependant de remonter la pente et de parvenir à l'équilibre lors du prochain exercice, grâce notamment au plan de rigueur engagé, a indiqué jeudi 7 mars le président du groupe, M. Laurent Boix-Vives. Rosignol, qui avait annoncé en octobre dernier 94 suppressions d'emplois, devrait finalement en enregistrer 180 d'ici au 31 mars 1991. Les effectifs seront alors ramenés à 2 600 personnes. De nouvelles suppressions d'emplois sont prévues pour l'exercice à venir, qui devraient toucher 120 à 130 personnes. Au cours des derniers mois, la baisse du dollar et du yen a coûté 125 millions de francs à cette entreprise exportatrice. Les mesures de restructuration ont coûté 20 millions de francs à Rosignol.

o Nomination de deux nouveaux membres au Conseil des Bourses de valeurs (CBV). Deux nouveaux membres ont été élus jeudi 7 mars au Conseil des Bourses de valeurs (CBV), organisme chargé de la réglementation des valeurs de Bourse. Ils sont M. Régis Rousselet et M. Monique Bourven. Il s'agit de MM. Didier Chergel, président de la Société de Bourse J.F. Morgan (ex-Nivard Floray) et Gilles Dupont, vice-président de Chole-Dupont.

o DMC : les familles Thier et Cartier-Bresson veulent toujours vendre leur part. Les familles Thier et Cartier-Bresson, qui détiennent via leur holding TCB 8 % du capital du groupe textile DMC, ont indiqué jeudi 7 mars qu'elles souhaitent toujours vendre leur part, en dépit de l'échec d'une première tentative pilotée par un homme d'affaire parisien (le Monde du 6 mars). « La cession des titres DMC, Mite et Cie (DMC) ou des Bénéficiaires Thier et Cartier-Bresson reste toujours à l'étude, bien qu'à ce stade, rien ne permette de préjuger de l'orientation définitive qui sera arrêtée », précise la communication publiée par TCB et diffusée par l'avocat de son conseil Merrill Lynch.

## PARIS, 8 mars

## Activité soutenue

Pour la cinquième séance consécutive, la Bourse de Paris affichait vendredi de bonnes dispositions, anticipant notamment une baisse des taux d'intérêt dans l'hexagone lundi à la faveur de l'appel d'offre de la Banque de France. L'indice CAC 40, en hausse de 0,61 % à l'ouverture, accusait rapidement un gain de 0,88 %, en début d'après-midi, puis eut l'ouverture de Wall Street, qui s'élevait à 1 % de progression et franchissait la barre des 2 900 points. Les intervenants ont apprécié les déclarations faites la veille par M. Pierre Bérégovoy (voir page 23). Néanmoins, les investisseurs attendaient dans l'après-midi, les chiffres du chômage et des ventes de voitures neuves. Parmi les autres hausses, on notait Météorop et Pechiney. Du côté des baisses figurait La Rochette et les Nouvelles Galeries.

Le marché était toujours actif, encourageant les achats étrangers. L'indice CAC 40 a progressé de 0,88 %, le taux de chômage de 0,9 % contre 0,2 % le mois précédent et la suppression de 100 000 emplois.

Le marché était toujours actif, encourageant les achats étrangers. L'indice CAC 40 a progressé de 0,88 %, le taux de chômage de 0,9 % contre 0,2 % le mois précédent et la suppression de 100 000 emplois.

## TOKYO, 8 mars

## Au plus haut de l'année

Trois jours des derniers jours, le mouvement de hausse a été assez nettement accéléré vendredi à la Bourse de Tokyo. Le démarrage avait pourtant été prudent. Mais peu après l'ouverture, une vague d'achats liés aux indices était apparue, et l'importante hausse du bout d'une heure de transactions 450 millions de titres avaient été échangés. De ce fait, les ajustements de positions réalisées en vue de l'achèvement de mars sont passés comme une lettre à la poste. En clôture, l'indice Nikkei s'élevait à 2 828,58, soit le plus haut de l'année (0,78 %) au-dessus de son niveau précédent.

Le représentant de Nikko Securities, M. Masayoshi Yano, se disait très satisfait du comportement du marché. D'après les chiffres compilés par les professionnels, entre 200 et 300 millions de titres ont été échangés dans le cadre du règlement des options et des contrats à terme, représentant en gros un tiers des transactions de la journée (850 millions de titres ont changé de main).

VALEURS	Cours de 7 mars	Cours de 8 mars
Alcoa	770	800
Amstar	1 140	1 140
Boeing	1 140	1 140
Chrysler	2 620	2 640
Exxon	1 330	1 350
Ford	1 080	1 080
General Electric	815	820
IBM	6 830	6 800
Johnson & Johnson	1 910	1 920

## FAITS ET RÉSULTATS

o Rosignol : perte de plus de 130 millions de francs. Le groupe Rosignol, numéro un mondial du matériel d'escalier, a enregistré une perte de 130 millions de francs pour son exercice 1990-91, clos le 31 mars 1991, après avoir perdu près de 10 millions l'année précédente. Le chiffre d'affaires du groupe devrait se situer selon les prévisions à 1,35 milliard de francs, contre 1,47 milliard en 1989-1990. L'objectif de Rosignol reste cependant de remonter la pente et de parvenir à l'équilibre lors du prochain exercice, grâce notamment au plan de rigueur engagé, a indiqué jeudi 7 mars le président du groupe, M. Laurent Boix-Vives. Rosignol, qui avait annoncé en octobre dernier 94 suppressions d'emplois, devrait finalement en enregistrer 180 d'ici au 31 mars 1991. Les effectifs seront alors ramenés à 2 600 personnes. De nouvelles suppressions d'emplois sont prévues pour l'exercice à venir, qui devraient toucher 120 à 130 personnes. Au cours des derniers mois, la baisse du dollar et du yen a coûté 125 millions de francs à cette entreprise exportatrice. Les mesures de restructuration ont coûté 20 millions de francs à Rosignol.

o Nomination de deux nouveaux membres au Conseil des Bourses de valeurs (CBV). Deux nouveaux membres ont été élus jeudi 7 mars au Conseil des Bourses de valeurs (CBV), organisme chargé de la réglementation des valeurs de Bourse. Ils sont M. Régis Rousselet et M. Monique Bourven. Il s'agit de MM. Didier Chergel, président de la Société de Bourse J.F. Morgan (ex-Nivard Floray) et Gilles Dupont, vice-président de Chole-Dupont.

o DMC : les familles Thier et Cartier-Bresson veulent toujours vendre leur part. Les familles Thier et Cartier-Bresson, qui détiennent via leur holding TCB 8 % du capital du groupe textile DMC, ont indiqué jeudi 7 mars qu'elles souhaitent toujours vendre leur part, en dépit de l'échec d'une première tentative pilotée par un homme d'affaire parisien (le Monde du 6 mars). « La cession des titres DMC, Mite et Cie (DMC) ou des Bénéficiaires Thier et Cartier-Bresson reste toujours à l'étude, bien qu'à ce stade, rien ne permette de préjuger de l'orientation définitive qui sera arrêtée », précise la communication publiée par TCB et diffusée par l'avocat de son conseil Merrill Lynch.

o Cadbury Schweppes : hausse de 14,5 % du bénéfice. Le groupe britannique a annoncé mercredi 6 mars une augmentation de 14,5 % de son bénéfice imposable en 1990 par rapport à 1989, à 279,6 millions de livres (2,8 milliards de francs), contre 244,3 millions de livres. Cette progression résulte d'une augmentation de 40 % du bénéfice distribué en Grande-Bretagne de Cadbury et de 35 % de celui de Coca-Cola and Schweppes Beverages, joint-venture dans le secteur de la distribution de boissons non alcoolisées avec Coca-Cola. Le groupe britannique a représenté 47 % des ventes mondiales de Cadbury Schweppes l'an dernier. Le groupe compte poursuivre l'expansion de ses activités sur le continent européen en 1991, notamment par l'éventuelle constitution d'une société conjointe avec Apollinaris, le groupe allemand d'eaux minérales, qui devrait faciliter son accès au marché allemand unifié. Cette opération intervient une année après l'acquisition de la marque Oasis et de droits d'embouteillage pour Gini par Schweppes. France, devenu le deuxième distributeur sur le marché français des boissons non alcoolisées. Le chiffre d'affaires global du groupe a progressé de 13 %, à 3,15 milliards de livres contre 2,78 milliards.

o Villeroi et Boch vont devenir un monde des arts de la table. Le groupe allemand Villeroi et Boch veut devenir d'ici 1995 le numéro un mondial des « arts de la table », secteur où il a récemment beaucoup investi, mais où il n'occupe encore que le troisième rang. Le secteur « arts de la table » (vaisselle, cristal, argenterie) a représenté en 1990 1,60 milliard de francs des ventes, sur un chiffre d'affaires consolidé de 5,22 milliards de francs (+ 6 %). Ce secteur a augmenté ses ventes de 12 % par an en moyenne depuis vingt ans, a souligné le groupe. Celui-ci compte porter son chiffre d'affaires dans ce secteur à 2,7 milliards de francs en 1995, ce qui lui permettrait de devancer les britanniques Wedgwood et Royal Doulton. L'an dernier, Villeroi et Boch a investi 525 millions de francs (535 millions de francs en 1991), notamment pour renforcer son ancienne usine saxonne de Torgau (ex-RDA) et la filonnerie de Longchamp (France). Le groupe a aussi commencé la construction d'une usine de porcelaine à Hong Kong (Chine) à Mengzi (Allemagne) et d'une usine de porcelaine d'hôtel au Luxembourg.

## PARIS :

## Second marché (collectif)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	3780	3785	Guinell	1000	1001
Amstel Airlines	256 50	...	I.C.C.	250 10	254
Amstel	106	...	IDA	301	301
B.S.C.	173 10	170	Idem	138	138
Bouygues	407	393	Idem	808	798
Bouygues (ex BSA)	407	393	Idem	105	105
Bouygues (ex BSA)	407	393	Idem	282	283 50
Bouygues (ex BSA)	407	393	Idem	100	101 20
Bouygues (ex BSA)	407	393	Idem	158	...
Bouygues (ex BSA)	407	393	Idem	123	...
Bouygues (ex BSA)	407	393	Idem	890	898
Bouygues (ex BSA)	407	393	Idem	80	...
Bouygues (ex BSA)	407	393	Idem	418	418
Bouygues (ex BSA)	407	393	Idem	279	279 50
Bouygues (ex BSA)	407	393	Idem	170	174
Bouygues (ex BSA)	407	393	Idem	45	50
Bouygues (ex BSA)	407	393	Idem	445	445
Bouygues (ex BSA)	407	393	Idem	174	174 50
Bouygues (ex BSA)	407	393	Idem	228	228
Bouygues (ex BSA)	407	393	Idem	289	289 30
Bouygues (ex BSA)	407	393	Idem	180	180
Bouygues (ex BSA)	407	393	Idem	112	112
Bouygues (ex BSA)	407	393	Idem	828	829

LA BOURSE SUR MINTEL  
36-15 TAPEZ  
LE MONDE

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 7 mars 1991  
Nombre de contrats : 112 460.

COURS	MAI 91	JUIN 91	SEPT. 91
Dernier	105,34	105,90	106
Précédent	105,94	105,66	105,96

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE

Options d'achat

Options de vente

106 1,14 1,66 1,25 1,69

CAC 40 A TERME (MATIF)

Volume : 10 092.

COURS

MAI

Dernier

Précédent

1 848 1 868 1 868

1 833 1 867,50 1 865

## CHANGES

Dollar : 5,2990 ↑

Le dollar s'échangeait nettement en hausse vendredi 8 mars dans un marché attentif à l'annonce, en début d'après-midi, des statistiques américaines du chômage en février. A Paris, la devise américaine s'échangeait à 5,2990 francs contre 5,2570 francs jeudi à la cotation officielle.

FRANCFORT 7 mars 8 mars

Dollar (en DM) 1,5415 1,5565

TOKYO 7 mars 8 mars

Dollar (en yen) 135,63 136,07

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (8 mars) 9 1/16-9 3/16

New-York (7 mars) 6 3/8

## BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

Valeurs françaises 119,68 120,49

Valeurs étrangères 110,50 110,39

(SBF, base 100 : 31-12-91)

Indice général CAC 40 483,81 482,67

(SBF, base 100 : 31-12-97)

Indice CAC 40 1 821,01 1 831,85

NEW-YORK (Index Dow Jones)

Indice général 2 973,27 2 963,37

Industriel 2 973,27 2 963,37

LONDRES (Index Financial Times)

100 valeurs 2 439,90 2 437,70

100 valeurs 1 977,50 1 990,66

Mines d'or 142,70 143,49

Fonds d'Etat 84,94 85,13

FRANCFORT

Dax 1 594,32 1 598,46

TOKYO

Nikkei Dow Jones 26 397,96 26 607,52

Indice général 1 955,91 1 967,11

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
S.E.-U.	5,2930	5,2950	5,2950
S. can.	4,5551	4,5607	4,5607
Yen (100)	3,8895	3,8848	3,8848
DM	3,4023	3,4051	3,4051
France	16,5148	16,5114	16,5114
FS	3,9005	3,9049	3,9049
L (1 000)	4,5590	4,5647	4,5647
S. can.	5,5244	5,5334	5,5334

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## Le Monde - RTL

## ENTREPRISES à 22h15 sur RTL

Vendredi 8 mars  
François Blondot  
président du groupe  
La Rochette.

Lundi 11 mars  
Jean Moulins  
directeur général  
de la Sopexa.

## BOURSE D



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 8 MARS

[illegible]

## COMPTANT

**(selection)**

[illegible]**SICAV**

**(sélection)**

VALUES	Emission Frais incl.	Rachet net	VALUES	Emission Frais incl.	Rachet net	VALUES	Emission Frais incl.	Rachet net
A.A.A.	8033.93	1006.17	Fract-Association	31.84	31.84	Prochem M.	6944.01	38325.41*
Agg	215.93	207.91	Fract-Asso	38.94	37.54	Prochem Nord		986.02
Agg-Prop	773.14	739.85	Fract-Cent	127406.01	127406.01	Reuniter	1078.56	1052.25
Agg-Prop-Prop	7412.70	7412.70	Fract-Dir	236.89	232.21	Reuniter	126.21	123.83
Agg-Prop-Prop	114.87	114.93	Fract-Espagne	31.27	30.51	Reuniter	36800.90	36800.90
Agg-Prop-Prop	1041.03	1067.71	Fract-France	842.58	822.04	Reuniter	11280.70	11280.70
Agg-Prop-Prop	1091.68	895.71	Fract-France	31.21	29.38	Reuniter	158.19	158.19
Agg-Prop-Prop	1091.68	1088.69	Fract-France	11256.02	11009.48	Reuniter	26333.54	26333.54
Agg-Prop-Prop	117.78	114.91	Fract-France	4873.89	4861.73	Reuniter	1057.75	1031.95
Agg-Prop-Prop	115.06	112.26	Fract-France	1281.64	1250.38	Reuniter	128.38	125.25
Agg-Prop-Prop	127.12	117.45	Fract-France	1287.38	1318.45	Reuniter	159.77	678.48
Agg-Prop-Prop	122.12	112.21	Fract-France	119.47	119.47	Reuniter	159.77	161.29
Agg-Prop-Prop	1380.17	142.17	Fract-France	119.47	119.47	Reuniter	5312.46	5259.85
Agg-Prop-Prop	856.84	843.75	Fract-France	1022.30	1021.30	Reuniter	1146.38	1130.03
Agg-Prop-Prop	6596.18	6634.79	Fract-France	12620.07	10607.74	Reuniter	91.34	870.61
Agg-Prop-Prop	6061.01	622.22	Fract-France	12620.07	12620.07	Reuniter	247.10	229.79
Agg-Prop-Prop	1048.09	841.35	Fract-France	152.12	153.01	Reuniter	173.85	173.85
Agg-Prop-Prop	1081.19	1081.19	Fract-France	152.12	153.01	Reuniter	173.85	183.33
Agg-Prop-Prop	369.37	369.37	Fract-France	201.18	257.32	Reuniter	573.52	547.52
Agg-Prop-Prop	1176.34	1142.11	Fract-France	212.17	203.62	Reuniter	573.52	547.52
Agg-Prop-Prop	1636.20	1636.20	Fract-France	243.11	242.75	Reuniter	573.52	547.52
Agg-Prop-Prop	103.65	103.65	Fract-France	243.11	242.75	Reuniter	573.52	547.52
Agg-Prop-Prop	143.73	143.73	Fract-France	320.12	307.44	Reuniter	1570.40	1670.40
Agg-Prop-Prop	122.48	122	Fract-France	232.29	221.31	Reuniter	2489.59	12244.61
Agg-Prop-Prop	118.78	114.13	Fract-France	412.42	385.61	Reuniter	1249.01	1249.01
Agg-Prop-Prop	104.12	104.12	Fract-France	182.21	182.21	Reuniter	1249.01	1249.01
Agg-Prop-Prop	126.33	126.33	Fract-France	182.21	182.21	Reuniter	1249.01	1249.01
Agg-Prop-Prop	5564.15	3658.48	Fract-France	34.14	33.98	Reuniter	1658.10	1658.10
Agg-Prop-Prop	5942.44	5758.10	Fract-France	202.97	202.97	Reuniter	422.88	411.57
Agg-Prop-Prop	1178.73	1181.70	Fract-France	1288.59	1289.59	Reuniter	1410.07	1357.96
Agg-Prop-Prop	342.20	335.35	Fract-France	81.47	81.47	Reuniter	542.86	542.86
Agg-Prop-Prop	191.33	80.57	Fract-France	1059.33	1059.33	Reuniter	424.68	413.48
Agg-Prop-Prop	31.95	1162.50	Fract-France	2639.25	2639.25	Reuniter	218.18	218.18
Agg-Prop-Prop	3138.57	3133.67	Fract-France	675.28	658.12	Reuniter	438.73	426.99
Agg-Prop-Prop	384.54	389.75	Fract-France	2224.44	2224.44	Reuniter	1188.43	1134.40
Agg-Prop-Prop	401.08	402.04	Fract-France	20.00	20.00	Reuniter	1188.43	1134.40
Agg-Prop-Prop	132.78	134.95	Fract-France	564.94	526.30	Reuniter	5337.58	5376.91
Agg-Prop-Prop	125.56	1185.67	Fract-France	698.68	678.19	Reuniter	1078.41	1029.51
Agg-Prop-Prop	826.78	791.42	Fract-France	190.21	182.02	Reuniter	1294.74	1236.03
Agg-Prop-Prop			Fract-France	10120	10018.80	Reuniter	851.35	820.14
Agg-Prop-Prop			Fract-France	10120	10018.80	Reuniter	851.35	820.14
Agg-Prop-Prop			Fract-France	10120	10018.80	Reuniter	851.35	820.14
Agg-Prop-Prop			Fract-France	10120	10018.80	Reuniter	851.35	820.14
Agg-Prop-Prop			Fract-France	10120	10018.80	Reuniter	851.35	820.14
Agg-Prop-Prop			Fract-France	10120	10018.80	Reuniter	851.35	820.14
Agg-Prop-Prop			Fract-France	10120	10018.80	Reuniter	851.35	820.14
Agg-Prop-Prop			Fract-France	10120	10018.80	Reuniter	851.35	820.14
Agg-Prop-Prop			Fract-France	10120	10018.80	Reuniter	851.35	820.14
Agg-Prop-Prop			Fract-France	10120	10018.80	Reuniter	851.35	820.14
Agg-Prop-Prop			Fract-France	10120	10018.80	Reuniter	851.35	820.14
Agg-Prop-Prop			Fract-France	10120	10018.80	Reuniter	851.35	820.14
Agg-Prop-Prop			Fract-France	10120	10018.80	Reuniter	851.35	820.14
Agg-Prop-Prop			Fract-France	10120	10018.80	Reuniter	851.35	820.14
Agg-Prop-Prop			Fract-France	10120	10018.80	Reuniter	851.35	820.14
Agg-Prop-Prop			Fract-France	10120	10018.80	Reuniter	851.35	820.14
Agg-Prop-Prop			Fract-France	10120	10018.80	Reuniter	851.35	820.14
Agg-Prop-Prop			Fract-France	10120	10018.80	Reuniter	851.35	820.14
Agg-Prop-Prop			Fract-France	10120	10018.80	Reuniter	851.35	820.14
Agg-Prop-Prop			Fract-France	10120	10018.80	Reuniter	851.35	820.14
Agg-Prop-Prop			Fract-France	10120	10018.80	Reuniter	851.35	820.14
Agg-Prop-Prop			Fract-France	10120	10018.80	Reuniter	851.35	820.14
Agg-Prop-Prop			Fract-France	10120	10018.80	Reuniter	851.35	820.14
Agg-Prop-Prop			Fract-France	10120	10018.80	Reuniter	851.35	820.14
Agg-Prop-Prop			Fract-France	10120	10018.80	Reuniter	851.35	820.14
Agg-Prop-Prop			Fract-France	10120	10018.80	Reuniter	851.35	820.14
Agg-Prop-Prop			Fract-France	10120	10018.80	Reuniter	851.35	820.14
Agg-Prop-Prop			Fract-France	10120	10018.80	Reuniter	851.35	820.14
Agg-Prop-Prop			Fract-France	10120	10018.80	Reuniter	851.35	820.14
Agg-Prop-Prop			Fract-France	10120	10018.80	Reuniter	851.35	820.14
Agg-Prop-Prop			Fract-France	10120	10018.80	Reuniter	851.35	820.14
Agg-Prop-Prop			Fract-France	10120	10018.80	Reuniter	851.35	820.14
Agg-Prop-Prop			Fract-France	10120	10018.80	Reuniter	851.35	820.14
Agg-Prop-Prop			Fract-France	10120	10018.80	Reuniter	851.35	820.14
Agg-Prop-Prop			Fract-France	10120	10018.80	Reuniter	851.35	820.14
Agg-Prop-Prop			Fract-France	10120	10018.80	Reuniter	851.35	820.14
Agg-Prop-Prop			Fract-France	10120	10018.80	Reuniter	851.35	820.14
Agg-Prop-Prop			Fract-France	10120	10018.80	Reuniter	851.35	820.14
Agg-Prop-Prop			Fract-France	10120	10018.80	Reuniter	851.35	820.14
Agg-Prop-Prop								

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**  
5-55-91-82, poste 4336

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - s : marché contraint



## Décès accidentel de Michel d'Ornano

Le fidèle de Giscard

Michel d'Ornano, député UDF-PR du Calvados, ancien ministre, a été victime, vendredi 8 mars, d'un accident mortel. Il a été renversé par une voiture à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine). Il était âgé de soixante-six ans.

Parce qu'il avait le nom d'un prince napoléonien et d'un grand boulevard parisien, que sa fortune était certaine, que son allure quelque peu altière ne traduisait jamais en public la moindre faiblesse, parce qu'en somme sa réussite semblait importer, la classe politique et la presse ont souvent été injustes avec Michel d'Ornano. C'en était presque devenu un mystère, qu'il avait refusé lui-même depuis longtemps d'élucider, connaissant l'inconstance de ce monde politique qui le passionnait mais qu'il savait toujours regarder, lui, avec bonnet.

Trahi par ses origines et son image, il n'avait jamais prétendu s'abaisser à réparer tous ces

affronts. Le temps lui était trop cher, disait-il en privé, pour le perdre dans de pareilles réparations. La suite pouvait bien aboyer, il voulait toujours avancer, curieux de tout, soucieux de sa bonne forme et pénétré du sens de l'Etat. On reconnaît sans doute après sa disparition brutale que Michel d'Ornano fut un grand de cette République. Un homme droit, fidèle et travailleur que personne, par respect naturel, ne songeait jamais à tutoyer.

On le croyait né avec la cuillère d'argent dans la bouche. Fils d'émigrés polonais par sa mère, il vint en France à l'âge de deux ans, de bonne dans Paris pour se lancer avec son frère dans l'industrie du parfum. L'aventure dura vingt ans. Elle sera prospère et utile pour sa carrière politique. Il prétendait disposer d'une totale indépendance financière avant de s'y lancer. Il l'eut et en usa. Pour vendre ses produits, il ne se lassait jamais de sillonner la France. Il devint incontestable sur la carte électorale des cantons. Enfin, cette longue expérience du privé lui permit toujours, même dans les plus hautes sphères de l'Etat, de garder un sens aigu des réalités et des besoins du pays.

L'autre aventure de sa vie fut Giscard. Plus de trente ans d'amitié vraie et sincère. Par tempérament et par fierté, Michel d'Ornano n'aurait jamais su être courtisan. Valéry Giscard d'Estaing eut le bon goût de ne pas le lui demander. Michel d'Ornano était le seul dans son entourage à se permettre de lui dire ses quatre vérités. Il était l'ami. Ce seul titre lui suffisait, tous deux s'étaient rencontrés, voilà bien longtemps, à l'occasion d'un dîner chez des amis communs.

Ensemble, ils allaient tout connaître : la grandeur, la décadence et l'espérance du pays. La croisade des républicains indépendants contre le gaullisme. Le sacre de 1974, qui fera de Michel d'Ornano un ministre discret mais toujours dans l'ombre présidentielle. La bataille perdue de Paris en 1977. Par fidélité, le maire de Deauville se retrouve

piégé dans un affrontement mortel avec Jacques Chirac. Il lui faudra des années pour s'en remettre. Quatre ans plus tard, Giscard perd son sceptre. Michel d'Ornano sera l'un des rares à demeurer à ses côtés et à continuer de croire à son étoile. 1986-1988 : le gouvernement de cohabitation. Jacques Chirac lui propose le ministère de la Justice. Parce qu'on s'est mal conduit avec Giscard, Michel d'Ornano décline l'offre.

Président de la commission des finances à l'Assemblée nationale, il veillera avec talent et scrupule sur la cassette d'Edouard Balladur. Dans l'hémicycle, ses interventions sans notes sortent de la grisaille habituelle. La campagne présidentielle de Raymond Barre ne le passionne guère. Michel d'Ornano n'a jamais compris l'ancien premier ministre. Déjà il a en tête le grand retour de Giscard. Il milite ardemment pour l'union de l'opposition. Fort de solides amitiés à gauche, il travaille à rapprocher son ami de François Mitterrand. Mais ce jeu trop trouble ne durera que quelques mois.

Toujours en quête de projets, il pose un pied dans l'empire de presse de son ami Hérault, non sans quelques arrière-pensées pour le retour de Giscard. Car c'était là son grand espoir : voir Giscard revenir à l'Elysée. Il le confiait à encore quelques jours dans les couloirs de l'Assemblée : donner à Giscard un mandat de cinq ans, avec un gouvernement resserré pour assainir l'Etat, inquiet qu'il était par la corruption galopante de la classe politique. Mort bémol un matin de mars, Michel d'Ornano ne saura jamais si un tel pari était tenable.

DANIEL CARTON

[Michel d'Ornano était né à Paris le 12 juillet 1924. Après des études à la faculté de droit de Paris et à l'Ecole libre des sciences politiques, il avait été nommé, en 1957, conseiller du commerce extérieur de la France. Il avait participé à la fondation de la société de parfums Jean d'Albert et à celle de développement économique. Il était maire de Deauville pour la première fois en 1962. Il avait conservé ce mandat jusqu'en 1977. C'est en 1967 qu'il était devenu député (Républicain indépendant) du Calvados. Il était demeuré jusqu'à sa mort.

Elu président du comité d'expansion de la Basse-Normandie en 1967, puis président de la CODER (Comité d'expansion de l'Orne et de la région), il avait assuré la présidence du conseil régional de Basse-Normandie de 1973 à 1986. Il était demeuré président du conseil général du Calvados, mandat qu'il exerçait depuis 1979.

Michel d'Ornano avait présidé de 1986 à 1988 - pendant la période de la cohabitation - la commission des finances, de l'économie générale et du plan. Très proche de M. Valéry Giscard d'Estaing, il avait participé à la fondation de la Fédération nationale des républicains et indépendants, dont il avait été successivement le secrétaire général en 1974, puis le vice-président l'année suivante.

A l'Assemblée nationale, il avait présidé le groupe des républicains et indépendants en 1973 et 1974. Après l'élection de M. Giscard d'Estaing à la présidence de la République, il était entré au gouvernement de M. Jacques Chirac en qualité de ministre de l'industrie et de la recherche et avait conservé cette fonction dans le gouvernement de M. Raymond Barre jusqu'en 1977. Michel d'Ornano était ensuite devenu ministre de la culture et de l'environnement, puis de l'environnement et du cadre de vie jusqu'en 1981.

En 1988, Michel d'Ornano avait été nommé, par M. Robert Hérault, vice-président de la Socoprés, la société des éditeurs de presse au service des journalistes.

Son épouse, née Anne de Contades, lui avait succédé à la mairie de Deauville lorsqu'il avait renoncé à son mandat pour se présenter aux premières élections municipales de Paris en 1977, à la tête d'une liste « gauchiste » face à celle qui conduisait M. Jacques Chirac.

Michel d'Ornano sera remplacé à l'Assemblée nationale par sa suppléante, M<sup>me</sup> Nicole Amelin. Né le 4 juillet 1952 à Saint-Vaast-en-Auge (Calvados), M<sup>me</sup> Amelin est fonctionnaire territoriale.

## Mort du paléontologue Jean Piveteau

L'un des plus grands paléontologues français, Jean Piveteau, membre de l'Institut, est mort à Paris, jeudi 7 mars, dans sa quatre-vingt-douzième année.

Né à Rouillac (Charente) le 23 septembre 1899, Jean Piveteau, docteur en sciences, a été maître de conférences, puis professeur à la faculté des sciences de Paris de 1938 à 1970. Membre de l'Académie des sciences depuis 1956, il a marqué des générations de paléontologues.

Jean Piveteau faisait partie de ces paléontologues capables d'étudier de multiples branches disparates du règne animal. Ayant travaillé à Madagascar, en Tunisie, en Algérie, en Ecosse, en Espagne, sa plus belle découverte avait été, à Madagascar, celle de *Protobatrachus* (actuellement appelé *Triobatrachus*), le plus ancien amphibien connu (230 millions d'années environ). Il a étudié, notamment, des fossiles de crocodiles et d'amphibiens marins, de dinosaures, d'oiseaux, de mammifères quaternaires (des derniers rapportés de Chine et de Mongolie par Teilhard de Chardin), de carnivores tertiaires, d'hommes de Neandertal.

De l'avis de ses élèves, il était un enseignant extraordinaire, à la courtoisie proverbiale. Il réunissait en lui une très rigoureuse érudition scientifique, une langue d'une pureté et d'une élégance rares, une culture grecque et latine profonde de très sérieuses références philosophiques. Il s'intéressait donc sur la causalité et la finalité de l'évolution, ce qui avait contribué à le rapprocher de Teilhard de Chardin. Il étudiait toujours ses fossiles comme d'anciens êtres vivants.

Jean Piveteau laisse de très nombreuses publications. L'un de ses premiers ouvrages, *Images des mondes disparus*, a été et est encore un classique du monde de la paléontologie. Tout comme le *Précis de paléontologie* qu'il a écrit au début de sa carrière avec Marcello Boule, dont il avait été l'élève. Tout comme le gigantesque *Traité de paléontologie*, ouvrage collectif dont il a assuré la direction. Jusqu'à la fin de sa très longue vie, Jean Piveteau a continué à travailler ou venait tous les jours au Muséum national d'histoire naturelle de Paris (où il avait commencé sa carrière) et se consacrait à ses ouvrages : son dernier livre, *Ma vie et l'homologation*, a été publié par Masson en janvier dernier.

Y. R.

## Le Golfe après la guerre

## Accord sur un rapatriement rapide des prisonniers de guerre

Les alliés de la guerre du Golfe et l'Irak sont convenus jeudi 7 mars de rapatrier au plus tôt des dizaines de milliers de prisonniers de guerre irakiens et de civils koweïtiens, a annoncé la Croix-Rouge. Après six heures de pourparlers dans la capitale saoudienne, des représentants des deux parties ont signé un accord de principe dans lequel ils conviennent de procéder aussi rapidement que possible au rapatriement global, dit un communiqué du Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

Jean Rigopoulos, porte-parole du CICR, a déclaré à Ryad que l'expression « rapatriement global » signifiait le retour d'environ 60 000 prisonniers de guerre irakiens détenus par les alliés ainsi que des Koweïtiens arrêtés ou enlevés au Koweït par l'armée irakienne durant l'occupation de l'émirat. Selon le CICR, l'accord de jeudi expose « à la fois les principes et les modalités pratiques du processus de rapatriement, conformément aux dispositions des conventions de Genève du 12 août 1949 ». Il a été signé par l'Irak, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, le Koweït et l'Arabie saoudite. (Reuters)

## SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Coupez le contact!

**S**POT tété : Elle est belle, elle vit seule, mais elle a quelque chose. Quelqu'un qui s'avance vers elle d'un pas souple et nonchalant, quelqu'un à caresser, à peloter, à lutiner, quelqu'un à qui faire à dîner. Une boîte de pâté Ronron. Tu te régalas, hein, mon amour, ma tendresse, mon minou. Ou encore : Il est beau, il vit seul, mais quand il se promène dans un eou-bois doré au soleil de l'automne, un pull 100 % cashmere jeté sur les épaules, il a quelqu'un sur ses talons qui le suit comme un toutou en renouant la queue.

Terminé, ça, totalement ringard à New-York et à Tokyo. Un chien ça aboie, ça dérange les voisins, ça exige d'être promené, un sac plastique et une balayette à la main pour ramasser son caca dans les caniveaux. Un chat ça risque de griffer le petit dernier de la belle-sœur et ça fait pipi dans des bacs qu'il faut vider et puis remplir en se cochant d'énormes sacs de sucre.

Par quel les remplacer si on a qu'une envie, les Américains, cocooner, rentrer chez soi le plus vite possible et n'en plus bouger,

ou partir bosser, les Japonais, le plus tôt possible et traîner dans les bars jusqu'à minuit passé? Je vous le donne en mille. Vous ne voyez pas? Allez, un petit effort. Quel est l'animal familier le moins encombrant, le plus propre, le plus discret et le moins gourmand? Oui, c'est ça, la tortue!

Elle s'envoie, la tortue sur le marché des pets, elle atteint des sommes colossales : 9 500 balles pour une tortue de l'Inde. Aux Etats-Unis, on trouve des tortues font fureur, on trouve des tortues de carapace assorties à la moquette et des hôtels qui les accueillent pendant vos vacances. Normal, c'est génial, une tortue. Ça ne vous saute pas dessus, ça vit cent ans, ça ne fait pas de bruit, ça ne se nourrit qu'une fois par semaine et ça peut se toucher, alors qu'un poisson rouge...

En plus c'est un symbole, une éthique : chacun chez soi, chacun pour soi. Un exemple avec ça, un modèle, un rêve déjà à moitié réalisé au volant de sa bagnole : la maison protectrice et portative, le cottage électronique, le bunker à traction arrière. Arrière toute! Attention, la vie!

## A Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis)

## Un maire communiste donne sa démission et propose un successeur « refondateur »

Les électeurs de Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis) vont retrouver aux urnes dans la première quinzaine d'avril.

M. Georges Prud'homme, conseiller général (PCF) et maire de cette ville depuis vingt-six ans, a décidé de quitter ses fonctions à l'été de l'été. Le préfet n'a pas encore avisé cette démission. Dans une lettre du 7 mars adressée à ses concitoyens, M. Prud'homme, soixante-deux ans, écrit : « Durant toutes ces années, j'ai beaucoup sacrifié de ma vie personnelle et en particulier de ma vie familiale. France, mon épouse, a pris sa retraite. Tous deux nous voulons désormais vivre ensemble les années à venir et consacrer du temps l'un à l'autre. »

La démission d'un maire en cours de mandat, afin de permettre la succession d'un candidat plus jeune à l'intérieur de la même famille politique, est une pratique courante des communistes. Elle évite au postulant de se présenter devant les électeurs. Cette solution n'a pas été retenue par M. Prud'homme qui souhaiterait voir lui succéder un de ses « camarades » qui ne siège pas au conseil municipal de Tremblay. Il s'agit de M. François Asensi, député de la Seine-Saint-Denis et conseiller municipal de Villepinte.

« Je connais bien M. François Asensi, écrit le maire. Je travaille, en effet, en étroite collaboration avec lui depuis qu'il a succédé à Robert Ballanger en 1981 (prési-

dent du groupe communiste de l'Assemblée nationale décédé le 26 janvier 1981). (...) »

« Afin de lui permettre de me succéder, poursuit M. Prud'homme en se tournant vers les électeurs, j'ai demandé à un certain nombre de conseillers municipaux de remettre leur mandat en jeu et de permettre l'organisation de nouvelles élections municipales. » Il sera, lui-même, de nouveau candidat au côté de son poulain. L'Assemblée locale devant être au complet pour élire un nouveau maire, il est nécessaire de procéder à une nouvelle élection municipale. Tremblay a plus de 3 500 habitants, l'article L. 270 du code électoral impose donc un renouvellement complet du conseil.

Ancien premier secrétaire de la fédération de Seine-Saint-Denis du PCF, M. Asensi avait été « débauché » après le vingt-cinquième congrès, en 1985, et avait été remplacé par M. Jean-Louis Mons, un proche de M. Jean-Claude Gayssot. M. Asensi est classé, avec d'autres maires du département, M. Jean-Pierre Brard à Montreuil et M. Marcelin Berthelot à Saint-Denis, parmi les « refondateurs » de la gauche, proches de M. Charles Fiterman. Le 22 janvier dernier, le comité de section de Tremblay s'est prononcé, par vingt voix contre quatorze, pour cette élection anticipée et pour la candidature du député de la circonscription à la tête d'une liste d'union de la gauche.

OLIVIER BIFFAUD

## Le ministre des affaires européennes en Allemagne

M<sup>me</sup> Elizabeth Guigou, exorciste

BONN

de notre correspondant

M<sup>me</sup> Guigou, ministre des affaires européennes, a beaucoup utilisé lors de sa visite à Bonn, jeudi 7 mars, ce diction de la sagesse populaire allemande : « La diable git dans les détails. » C'est-à-dire qu'elle a fait dans son esprit aux difficultés actuelles du dialogue franco-allemand sur la construction de l'Europe monétaire et politique. M<sup>me</sup> Guigou ne met pas en doute, comme l'a fait récemment M. Delors, la volonté des dirigeants de Bonn d'honorer les engagements pris dans ce domaine lors de la conférence intergouvernementale de Rome du mois de décembre 1990.

Elle a été confirmée dans cette appréciation à l'occasion d'une longue conversation avec M. Theo Waigel, ministre allemand des finances, qui l'a assurée très fermement que Bonn visait, comme

Paris, un même but : la mise en place avant la fin de ce siècle d'une monnaie unique européenne gérée par une institution pouvant être une banque centrale.

Mais une fois ce principe posé, M<sup>me</sup> Guigou s'est rendu compte que de nombreux petits diables se dissimulent dans les projets de traité élaborés par les Français et les Allemands, et que son travail allait consister à les empêcher de devenir grands et dangereux.

En langage ministériel l'exorcisme de ces diables géant dans les détails prend la forme d'un « travail commun pour réduire les différences sur des points particuliers... ». M<sup>me</sup> Guigou a pris la mesure de la tâche, on ne peut pas être prudent, souhaitée par M. Waigel pour elle vers l'union économique et monétaire. Celui-ci a remis les insignes de chevalier de la Légion d'honneur à M. Daniel Godeauvert, numéro deux de Volkswagen.

L. R.

## L'ESSENTIEL

## SECTION A

## Débats

Après la guerre du Golfe : « Rendre la parole au peuple irakien », par Hocine Ali - Ahmed ; « Les dilemmes d'Israël », par Ren Halévy ; « Bonheur : le bouquet », par Albert Memmi..... 2

Journal d'un amateur « Propulseur », par Philippe Bouchet..... 4

Conseil de sécurité en URSS La nouvelle organisation a été constituée..... 6

Elections partielles en Grande-Bretagne Un échec des conservateurs..... 7

La stratégie de M. Chirac Le président du RPR cherche à élargir son audience au-delà de son parti..... 9

Médecins et morale Un congrès international d'éthique à Paris..... 10

Police nationale M. Philippe Marchand entend poursuivre la rénovation..... 11

M. Jack Lang et le cinéma La ministre de la culture dresse un premier bilan de son action..... 12

« Hedda Gabler », à Nanterre Dominique Valadié incarne l'orgueilleuse héroïne d'Ibsen..... 13

## SECTION B

## SANS VISA

● Corfou, balcon sur l'Albanie ● Saint-Malo, millionnaire de grand large ● La Marsella, de René Ailla ● La table ● Les jeux..... 15 à 22

## SECTION C

## Tassement

La direction de la prévision du ministère de l'économie confirme le tassement mondial..... 23

Un « abonnement » médical Un syndicat de médecins propose une formule nouvelle dans les relations avec les malades..... 24

Polémique entre M<sup>me</sup> Tasca et l'opérateur du câble parisien Le SEPT diffusé à Paris selon la norme D 2 Mac ?..... 25

## Services

Abonnements..... 26  
Carnet..... 26  
Jours..... 20  
Loto..... 24  
Marchés financiers..... 28-29  
Météorologie..... 26  
Philatélie..... 25  
Radio-Télévision..... 27  
Spectacles..... 14  
Week-end du chineur..... 26

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 8 mars 1991 a été tiré à 549 064 exemplaires.

## LES FEMMES REAGISSENT...

## LES GRANDS

## "NON"

## DE LA MODE

► NON, à cette petite robe noire toute simple à 4 900 F (Oh !).

► NON, à ce chemisier de soie ravissant, mais l'étiquette indique 2 800 F (Ah !).

► NON, à ce tailleur plutôt sympa, mais le veston est à 5 400 F et la jupe à 1 800 F, alors NON.

► NON et NON, à tous ces vêtements, qui dépassent 10 000 F (et aussi l'entendement), ces robes du soir à des prix ahurissants. NON et NON.

► OUI, il est bien plus amusant de faire des folies de tissus, plein de tissus, depuis 30 F le mètre.

## RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS



Préservez votre dos fragile avec le sommier articulé à lattes de bois

TIRELLI

indéformable tête et pied soutient bien la colonne vertébrale

CAPELOU

37, AL. DE LA REPUBLIQUE 75011 PARIS TEL. 4255.6535 - METRO MARTEAU

سكز ان زيلجمل

## Une autorité en sursis

EN libérant, via Bagdad, 47 quarante journalistes et deux militaires américains dans la région du Bassorah, le gouvernement de M. Saddam Hussein a vraisemblablement voulu faire une démonstration d'autorité dont il a un grand et urgent besoin.

Les unités irakiennes qui ont récupéré ce groupe étaient quasiment éreintées par les forces alliées depuis la cessation des hostilités, il était « à priori » beaucoup plus simple d'écarter les journalistes en direction du Koweït tout proche, « à priori » venant, — par le chemin du vent — d'opérer les opérations libérées par les mêmes unités. En choisissant ce lieu, Saddam Hussein cherchait à prouver que leur situation n'était pas aussi désespérée qu'on le dit.

## L'ITINÉRAIRE

En libérant, via Bagdad, 47 quarante journalistes et deux militaires américains dans la région du Bassorah, le gouvernement de M. Saddam Hussein a vraisemblablement voulu faire une démonstration d'autorité dont il a un grand et urgent besoin.

Car il lutte plus que pour sa survie, il lutte pour la survie de la République dans la guerre la majeure partie de son potentiel militaire. Il est essentiel de son pouvoir et qu'il ne cesse d'être fort. Il conteste tant à l'intérieur du pays — du Sud chite — qu'à l'extérieur — du Kurdistan — qu'il s'agit d'une chute. Le président Saddam Sandjani, se déplaçant à Bagdad, ne peut pas affirmer, très clairement, que le chef de l'Etat irakien devait se démettre et se soumettre à la volonté de son peuple.

Le maître de Bagdad a donc signifié qu'il fallait entrer en compte avec lui. Mais à Washington, où les dirigeants ne cachent pas leur désir de voir partir les services de renseignement américains, ont fait savoir que la contestation en Irak pouvait gagner l'entourage même de M. Saddam Hussein. Ils auraient décelé des preuves de mécontentement parmi les chefs militaires et le petit cercle de conseillers du chef de l'Etat, des membres de la garde républicaine et de la direction du parti. Bas ne désimulant plus leur amertume, voire leur colère, pour avoir été entraînés dans une guerre désastreuse.

Les experts américains prévoient d'ailleurs une montée de mécontentement au fur et à mesure que des dizaines de milliers continueront de témoigner de l'ampleur de la défaite. Fondée sur la puissance militaire et politique, un régime de terreur ne peut que celui établi par M. Saddam Hussein en près de vingt ans ne saurait subsister longtemps dans l'aveu de sa faiblesse.

Mais, pour les citoyens de ce pays comme pour l'étranger, la question inquiétante de la relève demeure dans un Irak menacé d'écroulement, où l'opposition politique organisée est aussi rare qu'hétéroclite.

M0146 0311 0-6.00 F